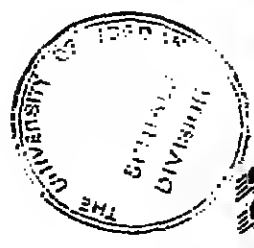


سكنات الامم



Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14413 - 8 F

JEUDI 30 MAI 1991

FOUNDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Après la victoire de la rébellion

L'unité de l'Éthiopie

Le jeu de Washington

PRIVÉ de son chef, qui s'est enfui à l'autre bout de l'Afrique, le régime éthiopien n'a eu de cesse qu'à peine une semaine à l'assaut des rebelles tigréens et érythréens. Totalement démoralisés, l'une des premières armées du continent noir - environ quatre cent mille hommes - c'est débarrassée en quelques jours. Cette spectaculaire déroute en dit long sur l'absence d'enracinement et de légitimité d'une sanglante dictature qui se voulait naguère le plus beau fleuron du marxisme militaire en Afrique.

Affaibli par son combat toujours recommencé contre les guérillas, affrontant les ravages périodiques de la famine, le régime du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam aurait pu, quoique rongé de l'intérieur, survivre encore plusieurs années, s'il n'avait été abandonné à son sort par son protecteur soviétique. Le désintérêt de l'URSS pour une région où elle avait mis gros et son antant nouvelle avec Washington pour y étendre les conflits ont permis un retour au force des États-Unis dans ce pays de la corne de l'Afrique qui fut longtemps leur fidèle allié.

L'ATTITUDE de l'administration Bush, ces derniers jours, aura tout de même surpris plus d'un. Maître d'œuvre des négociations de Londres - entre un gouvernement déjà défait et des rebelles sûrs de triompher - le département d'État s'est comporté en « accoucheur » du nouveau régime, précipitant l'avènement à Addis-Abeba d'un front révolutionnaire, dirigé par des communistes archaïques, qui, à y a peu encore, glorifiaient Staline.

En vérité, Washington a eu pour principal souci d'assurer à l'Éthiopie une transition en douceur. Hantés par les massacres auxquels donneront lieu les récents changements de pouvoir en Libérie et en Somalie, les dirigeants américains ont voulu à tout prix épargner un bain de sang supplémentaire à un pays qui a déjà eu son lot de violences et de drames.

MAIS l'Amérique attend des nouveaux maîtres de l'Éthiopie qu'ils respectent les règles du jeu démocratique. Faute de quoi, leur a-t-elle fait savoir, ils ne recevraient aucune aide de Washington. Sans préjuger la sincérité de leurs professions de foi démocratiques, il y a fort à parier que les anciens rebelles feront la nécessaire, du moins dans un premier temps, pour rassurer une Amérique si bien disposée à leur égard.

Parallèlement, il leur faudra affronter un défi majeur : que faire de l'Érythrée ? Même s'ils ont accepté, par réalisme, de reporter d'au moins dix-huit mois la tenue d'un référendum sur l'autodétermination de la province dont ils sont désormais les maîtres, les chefs de la révolte érythréenne semblent plus que jamais déterminés à réaliser leur vieux rêve d'indépendance.

En bonne logique, ils ont dès mardi refusé d'avancer d'entente dans un gouvernement étiopien qui ne serait pas le leur. A leurs compagnons de route tigréens, ils se contentent d'offrir un « soutien sans participation ». Hostiles depuis toujours au socialisme des érythréens, tout en admettant leur droit à l'autodétermination, les États-Unis auront bien du mal à contenter tous leurs nouveaux « amis » d'Éthiopie.

Les rebelles éthiopiens, après s'être emparés d'Addis-Abeba s'installent au pouvoir. Leur objectif est de former un gouvernement provisoire. Les indépendantistes érythréens ont refusé d'y participer : l'unité du pays est en jeu.

La conférence de Londres s'est achevée, mardi, sur un accord entre les groupes de l'opposition armée qui prévoit l'organisation d'élections libres et d'un référendum d'autodétermination pour fixer le sort de la province de l'Érythrée. Le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) a déjà annoncé qu'il ne participerait pas au cabinet de transition à Addis-Abeba. Il a décidé d'instituer, de son côté, un « gouvernement provisoire » dans la province du Nord.

Toutefois, le FPLE a fait savoir que cette dernière décision n'équivaudrait pas à une déclaration d'indépendance à effet immédiat et a réaffirmé son souci d'établir une « large coopération » avec les nouvelles autorités.

Lire page 3
l'article de JEAN HÉLÈNE
et nos autres informations

Le préférant à son concurrent allemand

Le Texas a choisi le TGV français

L'autorité chargée par l'État du Texas de choisir une technologie et un opérateur pour une ligne de train à grande vitesse entre Dallas, Houston et San Antonio a retenu, le 28 mai, le projet du consortium commercialisant le TGV français développé par GEC-Alsthom. Le coût total du projet est évalué à 34 milliards de francs. On estime à dix pour cent de cette somme la part qui reviendrait à l'industrie française. Le TGV était en concurrence avec la technologie allemande.

par Alain Faujas

« Nous ne sommes pas au bout de nos peines, nous a déclaré M. Michel Perricaudet, directeur général de la division transports de GEC-Alsthom, l'un des vainqueurs de l'appel d'offres texan. Mais le choix de l'État du Texas marque une belle avancée, puisque, pour la première fois aux États-Unis, la technologie ferroviaire se voit reconnue et que cette technologie est la nôtre, comme elle l'est en Espagne, en Grande-Bretagne et en Belgique. »

GEC-Alsthom aurait tort, en effet, de boudier son plaisir puisque les Japonais, en Californie, et ABB, groupe helvético-suédois, en Floride, ont dû, tour à tour, déclarer forfait sur des projets de trains à grande vitesse.

A l'appel d'offres lancé par le Texas, deux candidats ont répondu. Le premier, Texas Pas-

tres, défendait la technologie allemande de l'ICE développée par Siemens et Krauss Maffei.

Il proposait de réaliser des lignes nouvelles entre Houston, Waco et Dallas, où des rames circulant à 270 km/h pourraient transporter après l'an 2000 un peu plus de 11 millions de voyageurs par an. Le coût de ce projet était évalué à 7 milliards de dollars (40 milliards de francs).

Le deuxième projet, Texas TGV, était animé par la firme américaine Morrison-Knudsen, qui défendait les couleurs du TGV français développé par GEC-Alsthom. Plus ambitieux, il proposait de construire un railleur de kilomètres de voies nouvelles entre cinq villes : Houston, Dallas, Fort-Worth (aéroport de Dallas), Austin et San Antonio.

Lire la suite page 32

Pour enrayer l'aggravation du déficit

L'État recherche 17 milliards de francs

Pour enrayer le déficit grandissant des finances de l'État, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a présenté, mercredi 29 mai, au conseil des ministres, une série de mesures, dont des augmentations de TVA. L'objectif est de faire gagner 17 milliards de francs au budget de 1991. Le dérapage des finances publiques est provoqué notamment par le ralentissement de la croissance qui, selon le gouvernement, ne dépasserait pas 1,5 % cette année.



Lire nos informations page 29

Allemagne : relève au SPD

Un entretien avec M. Björn Engholm
nouveau président du Parti social-démocrate

BONN
de notre correspondant

M. Björn Engholm, cinquante-deux ans, ministre-président du Schleswig-Holstein, a été élu mercredi 29 mai à la présidence du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Il succède à M. Hans Jochen Vogel, qui conserve néanmoins la présidence du groupe parlementaire au Bundestag. Peu avant son départ pour Brême, où se tient le congrès du parti, il a accordé un entretien aux représentants du Monde, du Financial Times, de La Repubblica et d'El País.

« N'attendez-vous pas politiquement compliqué de devenir président du SPD, sans être le chef de l'opposition au Bundestag, et alors que votre autorité est contestée par des hommes comme

Hans Jochen Vogel ou Willy Brandt ou même Oskar Lafontaine ? N'y a-t-il pas là un risque de cacophonie et d'impulsivité ? »

« C'est à eux, pas à moi, qu'il faut le demander. Il ne faut pas que, dans la bonne vieille tradition hiérarchique, les membres du parti se disent : « Nous avons un président, qu'il fasse l'acrobate là-haut », et attendre soit qu'il fasse des prouesses, soit qu'il se casse la figure. Un parti moderne, pour survivre, doit apprendre le travail en équipe. Nous devons essayer de fonctionner comme une entreprise moderne, avec une division du travail où chacun fait les choses qu'il sait faire le mieux. »

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

Les causes de Danielle Mitterrand

La présidente de France-Libertés, actuellement en voyage en Asie du Sud-Est, multiplie les initiatives humanitaires

par Daniel Schneidermann

« En venant ici, c'est vous qui faites de l'ingénierie ! Pas moi ! » Stupéfait, l'ambassadeur de Chine en France laisse passer l'orage. Il croyait être venu signifier à l'épouse du chef de l'État la réprobation de Pékin devant son projet sacrilège de recevoir en grande pompe le dalaï-lama, chef religieux tibétain. Et, en ce jour de 1989, c'est une douche froide fort peu diplomatique qui s'abat sur Son Excellence. « Je suis une femme libre ! Ma Fondation France-Libertés est indépendante ! » lui lance la présidente. Avant ce coup de grâce : « En venant ici... » La délicate mauvaise foi ! Une « femme libre », vraiment ? La première dame se serait-elle donc effacée devant la dernière militante

de France ? Dans son agenda, il est vrai, la fondation a quelque peu supplanté l'activité traditionnelle d'une épouse de chef d'État : répondre au courrier, « Pendant deux ans et demi, j'ai relu personnellement toutes les réponses aux lettres qui m'étaient adressées, se rappelle-t-elle. Mais aujourd'hui, les personnes qui s'en occupent pour moi sont parfaitement formées... »

De son bureau au dernier étage du palais du Trocadéro, dans des locaux loués à la direction des Musées de France grâce à l'entremise de l'ami Jack Lang, elle veille donc sur tous les malheurs de la planète. Pour lutter contre le sida en Afrique, la Fondation France-Libertés envoie des seringues, ou encore des cahiers pour écoliers sur lesquels est imprimée une bande dessinée prophylactique.

Lire la suite page 7

Bruno BETTELHEIM :

Le poids d'une vie

Essais-Souvenirs



Collection Réponses

Lire, c'est se donner les moyens de comprendre.

ROBERT LAFFONT

EDUCATION + CAMPUS

Lycéens 1991 : la menace du chômage

Il y a six mois, ils bousculaient le gouvernement, étaient reçus à l'Elysee et décrochaient une rallonge budgétaire pour leurs lycées. Plus de cinq cent mille d'entre eux s'apprêtent maintenant à passer le baccalauréat. Déroulants lycéens. Acteurs en première ligne d'une crise politique et rejetant pourtant, massivement, le monde des politiques. Engagés, mais non militants. Réclamant « des sous pour l'éducation », mais obsédés, en réalité, par le chômage, l'avenir professionnel, la sélection.

Face à cette inquiétude, ils multiplient les filets de sécurité : prime aux diplômés, repli sur la famille et les amis, souci de leur santé. L'amour même semble reporté à des jours meilleurs. Tel est le portrait collectif que dresse des lycéens un sondage réalisé pour le Monde, la MNEF et l'ONISEP.

GÉRARD COURTOIS
Lire notre supplément, pages 13 à 18

Les violences dans les banlieues

■ A Mantes-la-Jolie, l'hommage des jeunes à Aïssa Ithich...
■ Aux Mureaux et à Sartrouville : nouveaux incidents

Lire page 10

Les articles de PHILIPPE BERNARD et d'ERICH INCIVAN

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie, 8 F ; Côte d'Ivoire, 456 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,500 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRO ; Suisse, 1,00 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Chômage

Un capitalisme à inertie

par Pierre Guillen

Le chômage s'est subitement aggravé en mars. Le gouvernement s'efforce de réagir. Les premiers signes de détérioration étaient apparus en septembre. L'esprit public était tourné tout entier vers le rallye militaire du Golfe. Celui-ci terminé, un cortège de phénomènes désagréables a resurgi. Au lieu d'une euphorie propice à la reprise, une sorte de crispation psychologique s'est peu à peu répandue, freinant une conjoncture déjà hésitante. La guerre n'a servi à rien. Leader de la coalition, l'Amérique était en récession depuis plusieurs mois; elle l'est toujours. Son fidèle second, la Grande-Bretagne, également. Les « pacifistes » s'en sortent mieux: le Japon et l'Allemagne (à l'Ouest) continuent de connaître une croissance exceptionnelle. Heureusement pour nous, sans quoi la chute eût été plus rude!

Nous sommes à notre rang: la France fait comme les autres, avec retard. Elle devrait donc pouvoir tirer les conséquences de la situation sans plus attendre. Ce à quoi l'OCDE l'invite depuis longtemps déjà. En 1989, ses experts, examinant les perspectives de l'emploi, relevaient qu'en France le marché du travail s'ajuste aux variations de production du secteur manufacturier trois fois plus lentement qu'au Japon, quatre fois plus qu'en Alle-

magne et au Royaume-Uni, huit fois plus qu'aux États-Unis. La faiblesse de notre dynamique d'ajustement, comme on dit, a été confirmée par l'INSEE à la fin de 1990 qui évalue le délai moyen d'adaptation de l'emploi en France à sept mois pour l'ensemble des secteurs et à dix-huit mois pour l'industrie manufacturière.

L'équipe de l'UIMM qui suit cette évolution en permanence a, pour sa part, établi que depuis cinq ans les effectifs de l'industrie ne s'adaptent aux variations de la production industrielle qu'avec un délai de sept trimestres, délai qui a tendance à croître depuis 1989. La réputation qu'a trop souvent l'industrie d'être une activité à risque ne se vérifie donc pas dans les faits. Elle pratique en matière d'emploi moins d'aller-retours que bien d'autres secteurs.

La production de l'industrie manufacturière a baissé en France de 2,2 % au quatrième trimestre 1990 sans avoir, depuis, connu une sensible reprise. Ce n'est donc que dans dix-huit mois que nous encaisserons, en matière d'emploi, la totalité des dividendes de ce recul. La poussée du chômage enregistrée au mois de mars n'est que le reflet, quant à elle, de l'essoufflement de la croissance enregistré dès les premiers mois de 1990.

Certes, et sans entrer dans plus

de détails, les experts démontrent que la dynamique de l'ajustement de l'emploi est plus vive à la hausse. Si les affaires reprennent comme cela est possible en fin d'année, nous assisterons en 1992 à des téléscopages de recrutement et de réduction d'effectifs mais dont le solde risque d'être encore négatif pendant l'année 1992. Mieux vaut le savoir comme il vaut mieux mesurer les conséquences pour les entreprises du maintien pendant plusieurs mois d'un niveau d'emploi supérieur au niveau nécessaire: le partage d'une valeur ajoutée à la baisse penche plus que de raison vers la masse salariale et au détriment des résultats.

A défaut de réduire rapidement l'emploi excédentaire, le bon sens conduit à penser qu'il faudrait sinon diminuer le salaire de chacun, du moins le stabiliser, et cela d'autant plus commodément que nous sommes en principe débarrassés depuis 1983 de l'indexation. C'est là une vérité bien certaine mais qui ne se vérifie pas dans les faits. Il est facile d'établir, en effet, que la variation des prix de détail à elle seule explique en moyenne 80 % de l'augmentation des salaires nominaux. Quoi qu'on dise, l'indice des prix reste la « Statue du Commandeur ».

L'année s'échappera pas à cette règle. L'inflation prévue s'élèvera à

environ 3 %; les hausses de salaire ne devraient raisonnablement pas dépasser ce chiffre. Mais tout porte à croire qu'emportée par l'élan des deux années précédentes, cette baisse sera vraisemblablement proche de 3 %. Le ministère du travail s'en est d'ailleurs alarmé. Il craint que si le partage de la valeur ajoutée continue de pencher vers les salaires, avec l'ampleur de l'an dernier, l'emploi en souffrira. C'est un bon pronostic pour après-demain.

Sommes-nous plus bêtes que les autres ?

Un retard cumulé dans l'ajustement de l'emploi et des salaires ne peut que réduire les capacités d'investissement des entreprises. Si la croissance repart, elle traversera une phase de récupération relativement lointaine avant d'atteindre à nouveau le taux de marge compétitif qui était le leur en juillet 1989 et qui, depuis, ne cesse de chuter. Espérons que nous pourrions y parvenir dans le milieu de 1993, à condition qu'au moindre signe de reprise, nous ne commençons pas par en dilapider les fruits.

Sommes-nous plus bêtes que les autres puisque nous mettons plus de temps à réagir alors que nous avons les mêmes cartes en main? Peut-être éprouvons-nous une certaine inaptitude à intégrer dans nos raisonnements et dans nos comportements l'existence de cycles économiques. Les Américains professent que « les arbres ne poussent jamais jusqu'au ciel ». Nous semblons croire que le progrès est continu et linéaire. Quand le bas succède au haut, ne scrutons qu'un temps, nos esprits paraissent se brouiller. Non seulement nous réagissons avec retard, mais nous sommes portés, face aux intempéries, à vouloir acheter le beau temps à crédit. Pourtant, nous savons d'expérience ce qu'il nous en coûte.

Nos relations sociales sont souvent accusées d'archaïsme. Pourtant, notre système social réagit avec infiniment moins de brutalité qu'ailleurs. Et ceci ne date pas d'hier. Dans Naissance et déclin des grandes puissances, l'historien Paul Kennedy observe que, au dix-neuvième siècle, « la France avait une logique tout à fait différente de celle qu'ont retenue les Anglais; du coup, les injustices sociales dues à la Révolution industrielle furent moins répandues en France ».

Tout se passe comme si l'état permanent de nos mœurs nous conduisait à pratiquer une certaine forme de capitalisme à inertie.

Pierre Guillen est vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et du CNPF.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Spéculations d'après guerre

Trois mois après la fin de la guerre du Golfe, plusieurs revues s'interrogent sur les conséquences du conflit — et sur les chances de « gagner la paix » après avoir « gagné la guerre ».

La guerre du Golfe a-t-elle consacré la victoire du droit contre la dictature, ou celle de l'hégémonie américaine sur le reste du monde? Porte-t-elle l'espoir d'un règlement dans l'une des régions les plus troubles du monde, ou la menace de nouveaux déchirements? Ces questions sont, on s'en doute, au cœur des réflexions sur les lendemains d'un conflit qui fut aussi soudain qu'énigmatique.

Les réponses reflètent évidemment les positions prises par chacun à la veille des hostilités. Les plus opposés au principe même de la guerre demeurent les plus inquiets quant à ses conséquences. Mais, d'une façon générale, le consensus qui s'est manifesté en faveur d'une intervention armée contre le dictateur Saddam Hussein ne s'est pas brisé après la victoire. Paras sont ceux qui remettent en question la nécessité de barrer la route à l'expansionnisme irakien. Les revues qui publient des numéros spéciaux sur la guerre s'efforcent toutefois de respecter la diversité d'opinions et de sensibilités et souhaitent, comme le *Revue du monde musulman* et de la Méditerranée, substituer « la logique de guerre » des politiques.

Le géographe Yves Lacoste se félicite, dans *Hérodote*, que cette épreuve ait été l'occasion d'un débat démocratique rare en de telles circonstances, dans lequel tous les points de vue ont pu s'exprimer de façon contradictoire. « Le large débat géographique qui vient de se dérouler en France sur la guerre du Golfe peut être considéré comme une nouveauté historique, qui aura sans doute valeur exemplaire pour l'avenir », observe-t-il.

Comme cela arrive fréquemment dans les grandes crises, la guerre a exacerbé les fractures internes des sociétés. Aïnel Yves Lacoste met en relation la réserve dont ont fait preuve les Maghrébins vivant en France à l'empireur des manifestations antioccidentales — et plus précisément antifrançaises — dans les pays du Maghreb. Pour lui, cette flamme, notamment en Algérie, reflète surtout l'influence des islamistes devant l'influence qu'exerce la société française sur les musulmans — et en particulier sur les jeunes — et qui se transmet par les immigrés vivant sur notre sol. La guerre du Golfe a accentué le malaise de la société algérienne, tiraillée entre l'attrait et le rejet de l'Occident.

Les Moscovites et l'Europe

Les Français n'ont pas été les seuls à se passionner pour l'affaire irakienne. Un sondage réalisé pour *Hérodote*, le 17 février, à Moscou, montre que, malgré leur éloignement et leurs difficultés internes, les Moscovites suivent la question de près et avaient nettement choisi leur camp: 80 % d'entre eux se disaient « très inquiète » par le conflit et 50,7 % se sentaient « plus proches des alliés », contre 14,7 % « plus proches des irakiens » (21,63 % n'ayant « aucune sympathie »).

Que les Russes se sentent si européens est une donnée intéressante pour l'avenir. Mais où étaient les Européens pendant la crise? L'absence de l'Europe dans cette affaire est évidemment un sujet de préoccupation — en particulier pour Gianni De Michelis, le ministre italien des affaires étrangères, qui, interrogé par *l'Événement européen* en profitant pour enfoncer le clou de l'union, « Nous en avons conclu », déclare-t-il, « qu'il faut accélérer l'union politique et la doter des instruments adéquats de politique étrangère et de sécurité, y compris, à moyen terme, une défense commune dans le cadre la plus vaste de l'alliance atlantique ».

M. De Michelis insiste également sur la nécessité pour l'Europe d'aider le développement des pays du Moyen-Orient et rappelle le projet ita-

lien de « création d'une institution financière pour le pourtour méditerranéen, sur le modèle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est ». Cette nécessité d'une aide européenne au développement des pays du Maghreb est également évoquée par Pierre Bérégovoy, tandis que Pierre Mauroy lie cette intervention économique aux progrès de la démocratie dans les pays arabes.

Mais cette attitude d'ouverture et de coopération est-elle seulement possible après ce qui s'est passé? L'Europe demeure-t-elle crédible aux yeux de la majorité des Arabes alors qu'elle a été assignée sur les positions de la toute-puissante Amérique? Pour Roland Laffitte, dans les *Cahiers de l'Orient*, leur engagement militaire dans le Golfe a marqué la volonté des États-Unis de contrôler la région approvisionnant en pétrole ses principaux concurrents, que sont le Japon et l'Europe. C'est pourquoi il est urgent pour ces derniers d'entamer une manœuvre de « dissociation discrète », les dégageant de l'empire de leur puissance aliée. Ce n'est qu'à ce prix que l'Europe pourra espérer ranimer des liens avec les pays arabes.

Le réveil arabo-musulman

Mais, pour René Laffitte, ceux-ci doivent s'établir d'égal à égal et non sur une base de domination néocoloniale. C'est pourquoi il appelle de ses vœux la constitution d'une « aire arabo-musulmane » autonome, dans laquelle les rivalités nationales s'estompent au profit d'une communauté d'intérêts. Si en était ainsi, la guerre catastrophique de Saddam Hussein n'aurait pas été totalement inutile, en faisant prendre conscience aux Arabes de leur identité et en donnant naissance à un mouvement historique réel. « Le vingtième siècle arabo-musulman pourrait bien être, après une longue éclipse historique, celui de la réaffirmation de l'aire musulmane », prophétise René Laffitte, révisant à rôle stratégique qui pourrait jouer cette nouvelle « aire » entre les grands blocs qui vont dominer le monde: les États-Unis, l'Europe et le Pacifique.

Cette perspective constitue la version optimiste du réveil arabo-musulman. Elle suppose que les nations concernées soient capables de dépasser leurs antagonismes et que les pays développés — en particulier les États-Unis et Israël — aient la sagesse de favoriser une nouvelle répartition du pouvoir et des richesses. Si cela s'avérait impossible, la guerre du Golfe n'aurait été qu'un épisode parmi d'autres d'une histoire ne connaissant que la violence et le déchirement.

« Dans ce cas, écrit avec tristesse l'écrivain syrien Burhan Ghalioun, dans *l'Événement européen*, nous nous souvenons de la guerre du Golfe comme d'une réédition générale inaugurant l'ère de supposés affrontements qui vont modifier radicalement, et plus tôt que nous le pensons, les données stratégiques mondiales, en particulier dans le bassin méditerranéen. Sortant nécessairement diminué et amoindri, politiquement et économiquement, de cette dernière épreuve mondiale, le monde occidental fera difficilement face à la montée irrésistible, matérielle et morale, de ce monde pauvre qui n'a réellement plus rien à perdre ».

Sombres perspectives, sur lesquelles les joyeux vainqueurs de la guerre du Golfe feraient bien de méditer...

► *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*. Numéro hors série: « Crise du Golfe. La « légende » des chercheurs ». 100 F. Édition. ► *Hérodote*, « L'Occident et la guerre du Golfe ». 1^{er} et 2^e trimestre 1991. N° 60-61. 160 F. Ed. La Découverte. ► *l'Événement européen*, « Le Golfe en conflit ». Mars 1991/12. 75 F. Seuil. ► *Les Cahiers de l'Orient*, « Le Golfe: l'après-guerre ». 4^e trimestre 1990. N° 20. 80 F. 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-51-04-18 - Société Rôle du journal Le Monde et Réseaux SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimé au « Monde » 12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206-506 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-23

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUME-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261-311 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beume-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (y compris CEE avant 1991)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande)
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
PP Paris RP 1111000 03

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Juin 1991

1980-1990

MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LE MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppel, directeur de la rédaction Jacques Guio, directeur de la gestion Manuel Luchart, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Feronzi Philippe Nerronen Jacques-François Simon Denis Varnet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beume-Méry (1944-1989) Jacques Guio (1989-1990) André Lemaire (1982-1989) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUME-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

Imprimé au « Monde » 12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

10 rue de Montessuy, 75007 Paris

12, rue Gutenberg 4032 IVRY Cedex

ÉTRANGER

ETHIOPIE : retour au calme à Addis-Abeba

Les rebelles s'installent au pouvoir

Après s'être rendus maîtres, mardi 28 mai, en quelques heures, d'Addis-Abeba où les combats entre la garde présidentielle et les troupes rebelles auraient fait quelques dizaines de morts, le Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) commence à s'installer au pouvoir. D'autre part, la France a décidé de renforcer d'environ quatre cents hommes ses effectifs militaires à Djibouti pour aider ce pays à faire face à un afflux de plusieurs milliers de réfugiés éthiopiens.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Le portail du palais présidentiel a volé en éclats et, derrière un petit rideau d'arbres à moitié défoliés, la terre est grise. Des cendres et des morceaux de métal fondu, c'est tout ce qui reste du dépôt de munitions qui a sauté pendant l'assaut de cette place forte de l'ancien régime par les troupes rebelles, mardi matin 28 mai. Éparpillées dans le parc de cette résidence, des chars et trois canons en batterie cocore pointés sur les assaillants.

Dans l'ancien palais impérial du « Vieux Guebbi », les salles d'apparat lambrissées avaient été trans-

formées - socialisme oblige - en salles de conférences ou de congrès. Sur les murs au peu décati, courent des slogans et des affiches à la gloire de l'Éthiopie marxiste. Une des pièces a été transformée en centre de communications. Une dizaine de radios militaires et autant de téléphones sont posés sur des tables. Des armes traînent à terre ainsi que des rangs de fabrication israélienne. Des lits de camp ont été précipitamment abandonnés. Dans les allées de cette résidence, des rebelles en promenade jettent un coup d'œil discret à l'imposant mausolée de l'empereur Menelik II.

Héros fatigués

En contrebas du palais, sur les pelouses de l'Hôtel Hilton, les combattants du FDRE somnolent après une nuit éprouvante. Et, sur l'avenue Yohannes, l'armée rebelle affiche sa puissance en alignant une trentaine de chars. Aux carreaux, les maquisards sont entourés par une foule de moins en moins limpide. « Ce sont des Éthiopiens comme nous. Pourquoi en avoir peur ? », commente un jeune homme.

Les responsables des *kiblé*, ces comités de quartier mis en place par l'ancien régime, ont disparu. Tout le monde se précipite alors pour piller les stocks de produits rationnés et se saisir aussi des

fusils. Plus tard, des rebelles pénétrèrent dans les maisons pour récupérer toutes les armes que les habitants remettront, sans se faire prier, aux nouvelles autorités.

Ne seraient-ils pas les coups de feu qui éclatent encore de temps à autre, Addis-Abeba donnerait l'impression de sonner. Malgré le couvre-feu permanent décrété mardi matin, les habitants sont dehors, soit sur le pas de leur porte à regarder passer de très rares voitures, soit en promenade à la rencontre des rebelles avec lesquels ils semblent sympathiser. Ça et là, des attroupements se forment autour d'un maquisard, un foule de couleur sur la tête, qui raconte sa guerre pour la dixième fois.

Dans les avenues désertes, les enfants jouent au football. A Mexico Square, près de l'ancien quartier général des forces de police, des centaines de personnes entourent cinq véhicules équipés de canons et encore camouflés par des branchages du haut desquels de jeunes rebelles, affaîlés sur leur paquebot, jouent les héros fatigués.

Sur la route de l'aéroport, ni contrôle ni barrage militaire. Les bâtiments se sont désertés. Un seul char et un petit groupe de guérilleros gardent l'accès à la piste d'atterrissage. « L'aéroport sera encore fermé demain », confirme le chef des employés qui longe le « Vieux Guebbi » (officiellement baptisé Avenue du développement par la

coopération), la foule est nombreuse. On se presse aux grilles du palais pour apercevoir les nouveaux maîtres d'Addis-Abeba, des combattants aux uniformes dépareillés dont beaucoup ne parlent que leur dialecte et qui n'ont jamais appris à marcher au pas...

« Insolence » américaine

Les Éthiopiens restent un peu perplexes devant la fin prématurée des pourparlers de Londres. « M. Herman Cohen a fait preuve d'insolence en remettant d'office le pouvoir au FDRE et en oubliant son rôle de médiateur », explique un intellectuel. Les vainqueurs du jour ont, pour le moment, carte blanche, mais ils devront réunir, sous peu, une conférence nationale et y inviter les indépendantistes érythréens qui ont obtenu l'organisation d'un référendum d'autodétermination et le Front de libération Oromo (FLO). Les partis de l'opposition ont armé d'outils, pour le moment, pas été invités.

Le dernier communiqué diffusé par la radio nationale annonce une seconde journée éhémère et rappelle les consignes du couvre-feu permanent. Le Mercato, le grand marché à ciel ouvert d'Addis-Abeba, est pratiquement sous contrôle. Et là-haut, dans le palais qui, en ce moment, les rebelles bivouaquent en savorant leur victoire.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : multipliant les manifestations

Les islamistes réclament la démission du président Chadli

Le mot d'ordre de grève générale lancé, samedi 25 mai, par le Front islamique du salut (FIS) pour exiger une élection présidentielle anticipée et l'abrogation de la loi électorale ne rencontre toujours pas grand écho. Mais les intégristes, qui réclament la démission du président Chadli Bendjedid, multiplient les défilés. La tension monte : mercredi matin, à Alger, ils ont pris d'assaut plusieurs autobus urbains et s'activent pour organiser, dans les jours à venir, une grande marche vers la capitale. Le FIS et le pouvoir s'observent attentivement, chacun espérant que l'autre fera un faux pas déterminant.

ALGER

de nos envoyés spéciaux

Les chahs d'Alger sont à la fête. Quatre jours après l'appel à la grève du FIS, ils sont bien les seuls à bénéficier de l'une des conséquences de celle-ci : l'amoncellement des ordures. Placés sous l'autorité des élus islamistes, les employés municipaux et, parmi eux, les éboueurs, se croisent les bras, loctés - sion forcés - à l'obéissance par leurs supérieurs hiérarchiques. Depuis samedi, les ordures, débordant de sacs éboués, souillent une ville qui n'avait pas besoin de cela pour ne plus mériter son surnom d'Alger la Blanche.

Hormis les services administratifs des mairies tenues par le FIS, où la grève est naturellement totale, le mouvement a du mal à se développer, en dépit des chiffres triomphants que la municipalité d'Alger fait défiler sur les panneaux électroniques disséminés dans le centre de la ville. Cette grève qui se veut « générale » a l'aspect d'une peau de léopard. Ici ou là, des cortèges cessent leur activité, « sous la pression d'éléments extérieurs », affirment souvent leurs dirigeants, mais aucun secteur, loin s'en faut, n'est paralysé.

Remonter le courant

Trente-cinq garderies de la wilaya (préfecture) d'Alger ont ainsi été fermées, ainsi que quelques écoles où le personnel de service a débrayé. Dans la capitale même, une partie des guichets de la grande poste sont clos depuis deux jours. En général, les transports publics fonctionnent même si quelques lignes d'autobus sont affectées par des arrêts de travail. A l'université de Bab-Ezzouar, dans la banlieue, des étudiants islamistes ont réussi à empêcher l'organisation des examens tandis que des incidents ont eu lieu à la faculté centrale et dans quelques établissements d'enseignement secondaire. Les abattoirs ont cessé toute activité, comme les marchés de fruits et légumes au marché de gros.

Dans l'ensemble, le pays fonctionne comme avant, même si les militants du FIS, particulièrement ceux du Syndicat islamique du travail (SIT), piqués par l'échec apparent de leur mouvement, tentent de le relancer. « Vous êtes appelés aujourd'hui plus que jamais à adopter une attitude historique et responsable pour soutenir fermement le grève qui vise le changement radical et total du régime », proclame avec grandiloquence un tract du SIT distribué aux automobilistes bloqués par les manifestants. « Vous constaterez que le mouvement se propage graduellement », a prévenu M. Abassi Madani, le chef du FIS, mardi de voir la presse souligner le peu d'écho rencontré par ses consignes auprès des travailleurs.

La tension est montée d'un cran dans les rues d'Alger - comme celles de plusieurs villes de province - parcourues en tous sens par d'incessants cortèges de milliers d'islamistes. Autrement les manifestants, solidement encadrés, défilent sans s'arrêter dans un silence quasi glacial. Depuis la guerre du Golfe, ils affichent une allure plus martiale. Ainsi certains ont-ils troqué la tenue du maquisard afghan contre une tenue militaire plus traditionnelle. Disposés en carrés de quelque deux cents personnes, scandant des slogans rythmés par une sonde, ils défilent droit en l'air. Coran ouvert à la main, derrière des étendards verts ou noirs, parfois même derrière le drapeau national.

Le clou et les tenailles

Lundi, des milliers de « barbus » ont tenté en vain de se diriger vers la présidence de la République. Mardi, ils ont marché en tous sens dans Alger, de la place des Martyrs à celle du 1^{er} Mai, occupant le boulevard du bord de mer et les rues qui y conduisent. Des cortèges de voitures et de camions décorés de drapeaux ont sillonné les boulevards de la capitale, tandis que les femmes manifestantes en autocar, ridicules tirées, leurs mains brandissant le Coran hors du véhicule. Tard dans la soirée, ils étaient encore des milliers à parcourir la ville. Des centaines regagnaient ensuite certains emplacements pour y passer la nuit, allongés sur des tapis, des couvertures ou même des carons, non loin des femmes dissimulées par des couvertures bleues tendues entre les arbres.

Combien de jours ce scénario se répètera-t-il ? Le FIS, qui n'entend pas céder aussi longtemps que ses objectifs ne seront pas atteints, a-t-il vraiment la maîtrise du processus qu'il vient d'enclemer ? Le pouvoir se tait, laissant planer l'incertitude sur son appréciation de l'événement et les remèdes qu'il compte utiliser. A-t-il intérêt à favoriser une relative escalade pour apparaître comme le dernier bastion devant la menace intégriste ? Le FIS lui-même se compte-t-il pas sur des excès de la part des forces de l'ordre ? Chacun proclame vouloir agir sans violence, mais il est clair que chaque camp espère que l'autre commettra une erreur fatale.

En attendant, chaque jour qui passe voit se radicaliser un peu plus les troupes islamistes qui, sous le regard ébahi de beaucoup d'Algérois, campent d'un tel armée de passage sur plusieurs places publiques. Transformées la nuit en dortoirs, celles-ci deviennent, de jour, des esplanades d'où partent incantations vers Dieu et malédictions vers le président de la République ou le chef du gouvernement. « On va faire tomber Chadli », confiait, mardi, un jeune barbu aux yeux cernés de khôl. De fait, des milliers de ses compagnons le prement désormais pour crier et le traitent, à longueur de manifestations, de « *shikan* », c'est-à-dire de tyran.

Rarement les troupes du FIS, qui ont un faible pour les revendications un peu abstraites, que ce soit l'établissement d'un État islamique ou l'instauration de la charia, n'avaient autant personnalisé leur combat. Représentant la parabole de M. Madani, qui avait assis M. Chadli à un clou planté dans le talon de l'Algérie, des manifestants agitaient, mardi, de gigantesques icônes de carton-pâte. Pour remettre le pays en marche, suggèrent-ils, il suffit d'éter le clou. Moins d'un mois avant les élections législatives, le FIS continue sa campagne pour une élection présidentielle anticipée à laquelle il parait tenir plus qu'à tout.

YVES HELLER
et GEORGES MARION

Après la conférence de Londres

Les Erythréens refusent de participer à un gouvernement provisoire

L'accord conclu mardi 28 mai à Londres, sous l'égide des États-Unis, qui confie au Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) la tâche d'assumer temporairement le pouvoir en attendant la constitution d'un gouvernement provisoire, a précipité sous les feux de la rampe M. Meles Zenawi, 36 ans, président du conseil suprême du FDRE, qui pourrait présider, demain, aux destinées de l'Éthiopie.

LONDRES

de notre correspondant

Lors d'une conférence de presse réunie, mardi, au siège londonien de son mouvement, M. Zenawi est resté délibérément énigmatique et flou dans ses intentions. Évitant avec une affable fermeté toutes les questions sur la configuration du futur gouver-

nement provisoire, le chef du FDRE s'est retranché derrière les termes du communiqué commun qui définit le programme suivant : « Nous avons le 1^{er} juillet, d'une nouvelle conférence chargée de discuter des détails de la période de transition, formation d'un gouvernement appelé à préparer des élections libres, ouverture des négociations à d'autres partis éthiopiens. »

L'indépendance de l'Erythrée ? « Nous avons depuis d'assez bonne heure adopté une nouvelle approche de l'unité nationale basée sur la libre volonté populaire », a affirmé M. Zenawi. Le modèle albanais tant vanté par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) dont il est l'un des animateurs ? « La lumière de ce qui se passe là-bas, nous devons réévaluer notre jugement sur le régime albanais. » Des mesures d'amnistie en faveur des dignitaires de l'ancien régime ? « Les éléments criminels seront emprisonnés et jugés en présence d'observateurs étrangers. Les autres n'ont rien à craindre. » L'aide aux victimes de

la famine ? « La fin de la guerre crée les meilleures conditions pour les secours. » Seule la suggestion d'un journaliste d'enlever la kalachnikov du grappeau rouge du FDRE a déridé l'orateur : « C'est peut-être une bonne idée... »

Premières divergences

L'autorité du chef du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), M. Isseyas Afewerki, sort également renforcée des discussions de l'Hôtel Berkshire. Ce politicien chevronné a obtenu l'organisation prochaine d'un référendum, sous supervision internationale, sur l'avenir de la province du Nord, en rébellion contre le pouvoir central depuis trente ans.

Taisant leurs divergences, les autonomistes du FDRE et les indépendantistes du FPLE ont su manœuvrer de conserve pour écarter du jeu un gouvernement intérimaire qui avait perdu toute légitimité au point de boycotter les pourparlers. Il n'en demeure pas moins que le FPLE a annoncé, en toute bonne logique étant donné sa volonté d'indépendance, son refus de participer à un gouverne-

ment provisoire. « On ne s'est pas battu pour avoir des postes ministériels », a déclaré un porte-parole du Front.

Quel qu'il en soit, les participants à la conférence de Londres ne tarissent pas d'éloges à l'égard du médiateur américain, M. Herman Cohen, secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines. Ce diplomate de carrière est, en effet, parvenu à réaliser, en douceur, un difficile changement de pouvoir. Sa méthode, faite de discrétion, de simplicité et de franc-parler face aux représentants des trois groupes rebelles, a été payante. Il a su devancer les intentions de ses interlocuteurs et reconnaître, dès l'ouverture des discussions, un rôle prééminent à M. Zenawi qui occupait, à la table des négociations, une place très en vue.

Une inconnue pèse sur la deuxième phase des pourparlers : le refus d'y participer de la Coalition des forces démocratiques éthiopiennes. Cette association qui groupe, pêle-mêle, les représentants des classes moyennes, des anciens aristocrates et des exilés, n'a, en effet, guère apprécié d'avoir été écartée de la conférence de Londres. - (Inetrim.)

AFRIQUE DU SUD

La fin officielle de l'apartheid fixée au 30 juin

Le gouvernement sud-africain a officiellement fixé au 30 juin la date de la disparition légale de la majeure partie des dispositions de l'apartheid, institué en 1948. Le ministre de la planification, M. Hennis Kriel, a indiqué devant le Parlement, lundi 27 mai, que deux des trois

principales lois d'apartheid - sur l'attribution des terres aux races et sur la ségrégation de résidence - allaient être abolies à cette date. Rapportée le lendemain dans la presse, cette information n'a fait les gros titres que d'un seul quotidien. - (AFP.)

EN BREF

KENYA : le journaliste Githu Imanyara a été libéré. - Le directeur et rédacteur en chef du *Mensuel juridique de Nairobi*, M. Githu Imanyara, a été libéré mardi 28 mai, toute poursuite contre lui ayant été abandonnée, a rapporté l'agence officielle KNA. Incarcéré depuis début mars pour « sédition », M. Imanyara avait été admis, fin avril, à l'hôpital après avoir eu plusieurs malaises. Son arrestation avait suscité des réactions de protestation du département d'État américain ainsi que d'organisations de défense des droits de l'homme et de journalistes. - (AFP.)

CHAD : M. Goukouni Oueddei met ses forces à la disposition du gouvernement. - Selon un communiqué officiel diffusé mardi 28 mai, M. Goukouni Oueddei, qui séjourne à N'Djamena, a mis à la disposition des autorités tchadiennes tous ses moyens et effec-


tifs, militaires et civils. Arrivé d'Alger le 19 mai, l'ancien président tchadien a eu une série d'entretiens avec le président Idriss Deby. Son séjour, qui ne devait durer que vingt-quatre heures, a été prolongé. - (AFP.)

L'ONU proposerait un cessez-le-feu au Sahara occidental en septembre. - Selon des diplomates aux Nations unies à New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a proposé au Maroc et au Polisario la date du 6 septembre pour l'instauration d'un cessez-le-feu au Sahara occidental. Le plan confié à l'ONU l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, adopté fin avril par le Conseil de sécurité, prévoyait - sans date fixée - cette consultation aurait lieu au terme d'une première étape consistant à l'identification des Saharais autorisés à voter. - (AFP.)

JACQUARD

ALBERT JACQUARD

VOICI LE
TEMPS
DU MONDE
FINI



Albert Jacquard guide son lecteur en véritable pédagogue et lui explique les découvertes révolutionnaires qui ont pour auteurs Galilée, Einstein, Poincaré ou Cantor.

Lucile Lavaggi / Le Figaro

Albert Jacquard sait les mots pour convaincre. Il possède le regard qui passionne. Il offre une indignation communicative.

Murielle Sauc-Jacquelin
L'Événement du jeudi

Editions du Seuil

EUROPE

URSS : l'inquiétant « président-messie » de la nation géorgienne

Elu avec 87% des voix, Zviad Gamsakhourdia exalte les valeurs nationalistes. Mais nombre d'intellectuels dénoncent sa « dérive fasciste ».

« Si la nation géorgienne était Zviad Gamsakhourdia à sa tête, l'État contre son peuple », comme beaucoup d'intellectuels géorgiens, le philosophe Merab Mamardashvili, mort en novembre dernier, craignait l'arrivée au pouvoir de celui qui vient d'être élu avec 87 % des voix président de la Géorgie (le Monde du 28 mai). Mais ils étaient peu à le dire, pour ne pas être, comme le philosophe, cité au nombre des « traitres à la nation » dans la presse de leur pays, à nouveau musclée comme du temps des communistes.

Le débat sur la personnalité de Zviad Gamsakhourdia ne se développe publiquement qu'à l'étranger (voir les tribunes libres dans le Monde du 25 avril et du 28 mai) et les rares Géorgiens qui dénoncent sa « dérive fasciste » sont accusés, quasi rituellement, de collaboration avec le KGB et de mépris des aspirations populaires.

L'homme, légèrement voûté, aux cheveux blancs depuis peu, paraît avoir plus que ses cinquante-deux ans; il est toujours grave en public, comme sur les multiples photos qui l'accompagnent de poèmes en son honneur évoquant Dieu ou ses saints terrassant les ennemis de la nation — lui ont servi de programme électoral et ont pavé la République. Il reste sur ses gardes avec la presse étrangère et reçoit de moins en moins les journalistes

soviétiques. Ce qui ne l'empêche pas d'exprimer parfois en public sa véritable pensée.

Le 1^{er} juin 1990, par exemple, dans un village de Kakhétie, au cœur historique de la Géorgie, le futur président rend hommage à cette région, disant qu'elle a « toujours été démographiquement la région la plus pure, où l'élément géorgien n'a dominé ». Il y dénonce les ethnies minoritaires, « les Tatars et les Leks qui relèvent aujourd'hui la tête, comme les Arméniens et les Osètes ». Puis il s'en prend à ses rivaux des autres partis nationalistes, « des ennemis qui changent d'habits et de masques, des traitres et des vendeurs qui doivent être éliminés au fer rouge du corps de la nation géorgienne ». Pour finir, il affirme que « la nation géorgienne saura choisir tous les traitres, tous les ennemis, tous les non-Géorgiens qui ont trouvé refuge ici » (1).

Au-delà des discours, Zviad Gamsakhourdia a personnellement conduit des milliers de partisans armés à tenir des « meetings pacifiques » chez les Osètes, qui se sont soldés par les premiers morts dans cette région du nord de la Géorgie, qui s'est embrasée dès qu'il accéda au pouvoir. Un des dirigeants osètes qui s'était rendu à Tbilissi pour négocier fut aussitôt emprisonné. Et M. Gamsakhourdia n'autorisa pas des députés soviétiques venus en médiation à lui rendre

visite. Les opposants géorgiens radicaux — plus indépendantistes que le président — affirment n'être guère mieux traités et diffusent désormais sur des émetteurs clandestins la liste de leurs emprisonnés et « disparus ». Il est vrai qu'ils ont dû être désarmés, ayant créé en 1990 leurs propres milices qui se sont opposées à celle de M. Gamsakhourdia, à coups de saccages mutuels de locaux, d'attentats et d'enlèvements. Dans ce climat, le Parlement, élu dans une grande exaltation nationaliste mais « librement », est apparu un instrument docile, que M. Gamsakhourdia préside au besoin en recourant à un cérémonial qui se veut puisé aux traditions géorgiennes.

Ainsi, pense-t-il sans doute, se réalise ce qui, selon ses proches, était son objectif depuis l'enfance, devenir celui qui donnera à la Géorgie la fois l'indépendance et le rôle qui la rattacherait à la mémoire de l'Occident : « Le Tout-Puissant a donné à la Géorgie une grande mission : le jour n'est pas loin où la Géorgie deviendra un exemple de grandeur pour le monde entier », annonçait-il dans ses discours d'investiture en novembre devant l'Assemblée.

Certains voient dans cette ambition l'influence marquante de son père, un écrivain de petite noblesse et de forte personnalité, qui étudia à l'étranger avant de revenir dans

la Géorgie indépendante de 1918 à 1923. Porte-drapeau de valeurs patriotiques, il sera arrêté en 1927 mais libéré un an plus tard.

Devenu auteur célèbre de romans historiques — il échappera aux grandes purges des années 30 contre l'intelligentsia — il exalte les royaumes géorgiens mythiques du Moyen Âge, récits qui nourrissent encore aujourd'hui la jeunesse. Son fils Zviad vit toujours dans la grande demeure familiale — transformée maintenant en camp retranché — nichée dans un jardin clos sur les hauteurs de Tbilissi, où il reçoit dans le bureau de son père.

L'histoire commence par se répéter. Zviad est arrêté une première fois pour activités dissidentes à dix-sept ans, mais poursuit ses études de lettres et de philosophie à l'Université. Il crée en 1977 la section locale du Groupe de surveillance des accords d'Helinski, qui focalise deux mois avant d'être démantelé, et Zviad sera isolé en cellule pendant un an. An proci, il est condamné à cinq ans de réclusion, mais s'en fera deux, dont une partie sur sa terre natale — très rare « privilège ».

C'est qu'il consent alors à un peu glorieux « repentir » télévisé, diffusé après le procès. Son camarade en militantisme Merab Kostava, un « fils de pauvre », fera, lui, tout son temps en prison. A sa sor-

tie, Merab confirmera l'excuse donnée par son camarade : tous deux avaient convenu qu'il fallait laisser au peuple géorgien au moins un dirigeant en liberté, quel qu'en soit le prix.

Les deux hommes prennent alors la tête du mouvement nationaliste, en pleine dévotion. Merab sera le conciliateur, mais l'intransigeance de Zviad, pour qui tout parti concurrent (il y en aura plus de cent) était manipulé par le KGB, convenait mieux au climat passionnel du militantisme géorgien. Ses rapports finissent par être

orageux même avec Kostava, qui meurt fin 1989 dans un accident de voiture. Apparaissant l'intervention sanglante de l'armée à Tbilissi, en avril, avait permis à Gamsakhourdia, auréolé de l'image de son père et par son propre passé de dissident, de s'imposer comme celui qui va mener le pays à l'indépendance.

SOPHIE SHIHAB

(1) Publié le 7 septembre 1990 — peu avant la victoire du parti de M. Gamsakhourdia aux élections parlementaires — par le quotidien géorgien en langue russe Zaria Vostoka.

Le ministre de l'intérieur justifie l'action militaire aux frontières baltes

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Alors que M. Mikhaïl Gorbatchev entamait mardi 28 mai une visite au Kazakhstan, son ministre de l'intérieur, M. Boris Pugo, justifiait dans un rapport les actions menées la semaine dernière par ses troupes spéciales contre des postes lettons et lituaniens. Il ajoutait cependant qu'elles avaient agi « sans instruction » de son ministère...

C'est, en moins meurtrier, une réédition des événements de janvier à Vilnius et à Riga : le ministre de l'intérieur soviétique, M. Boris Pugo, vient de reconnaître, que ses troupes étaient bien impliquées dans les opérations menées la semaine dernière contre les postes-frontières des Républiques baltes au cours desquelles de nombreux douaniers baltes ont été battus ou blessés.

Samedi 25 mai, dans une interview au quotidien *Izvestia*, M. Pugo démentait formellement les accusations des autorités lituaniennes et lettonnes pour qui ces actions de commando étaient menées par les fameuses OMON (troupes de choc du ministère de l'intérieur d'URSS).

Cependant, selon l'agence indépendante Baltfax, M. Pugo a reconnu mardi 28 mai, dans un rapport demandé par des députés du Soviet suprême d'URSS, que les OMON avaient effectivement mené des opérations sur la frontière lituano-lettonne. Ces opérations précisaient le ministre de l'intérieur, ont été entreprises en application de la loi soviétique sur « le partage des compétences » entre l'URSS et les Républiques fédérées, aux termes de laquelle les affaires douanières sont du ressort du pouvoir central.

Certes, les « insultes et les destructions de biens » qui ont été infligées aux douaniers baltes ne sont pas prévues par la loi, admet M. Pugo, qui affirme que les OMON « ont agi sans instruction et sans connaissance du contenu de la loi soviétique de l'intérieur », c'est-à-dire, si l'on comprend bien, de leur propre initiative.

Ces nouveaux incidents et, surtout, l'attitude des autorités de Moscou montrent à quel point les choses ont peu progressé du point de vue des Baltes depuis les massacres de janvier — sur lesquels la lumière n'a toujours pas été faite — et combien le maintien de l'ordre paraît répondre à des règles particulières dans les pays baltes et le Caucase.

Le président Gorbatchev était bien loin de tout ça, mardi. A l'heure où les candidats à l'élection présidentielle russe du 12 juin se mettaient à arpenter la Russie profonde pour ramasser des voix, il s'était réfugié, lui, au Kazakhstan pour un voyage de trois jours riche en visites de kolchozes et de sovkhoses, annoncé lundi en toute dernière minute.

Les mauvaises langues disent que, par les temps qui courent, M. Gorbatchev se sent plus à l'aise au Kazakhstan qu'en Russie et que la compagnie du président kazakh, M. Noursoultan Nazarbaev, lui est d'un plus grand réconfort que celle de M. Eltsine. Après avoir été assez critique à l'égard des orientations conservatrices du numéro un soviétique cet hiver, M. Nazarbaev est revenu récemment à des propos plus raisonnables.

Le président kazakh est l'un des signataires de la déclaration des « Neuf + Un ». Il est partisan d'une union à neuf et soutient désormais volontiers M. Gorbatchev, à condition, précisait-il mardi au journal *Nevruzimaiz Gazeti*, « que l'on ne fasse pas traîner les réformes ». « Gorbatchev est en train de changer ses positions », poursuivait M. Nazarbaev, « je ne cache pas qu'un cours de discussions que nous avons eues à neuf, des griefs qui ont été formulés à son égard mais il a pris des engagements : l'Union des Républiques sera une union d'États souverains, ce n'est pas ce qu'il disait avant. Aussi devons-nous soutenir les efforts du président Gorbatchev dans cette nouvelle étape de la vie de notre société ».

SYLVIE KAUFFMANN

ALLEMAGNE

cela a été fait chez nous, à l'Ouest, pour le Troisième Reich.

Autre problème : les gens, à l'est, nous disent : « Faites une grande coalition, mettez-vous ensemble pour résoudre les problèmes ». Ce n'est pas notre conception de la démocratie. Le gouvernement actuel dispose de 55 % des voix au Bundestag, il peut faire ce qu'il veut sans avoir besoin de nos voix. Ceux qui demandent une grande coalition sont en fait à la recherche d'une bouée de sauvetage. Et la vieille social-démocratie n'est pas prête à servir de bouée de sauvetage à un gouvernement au bord du naufrage.

Le chancelier Kohl affirme qu'il n'y avait pas d'autre voie pour l'unité que celle qu'il a adoptée.

C'est vrai. Dès l'instant où le mur était tombé, il était impossible de conserver deux monnaies différentes. Mais on n'a pas pensé alors à la manière dont on devait agir politiquement. Le gouvernement fédéral a pensé que le problème se résoudrait avec les vieilles recettes libérales du laissez-faire. Entre-temps, sous notre pression, il est devenu plus pragmatique. A l'est, l'État doit jouer un rôle plus important qu'à l'ouest, créer des infrastructures, une administration.



Parmi les quatre ou cinq thèmes majeurs que le SPD va développer sous votre direction, lequel plairait-il le plus ?

La première grande question est pour moi l'organisation de la paix dans le monde. La paix intérieure, dans notre société, et la paix à l'extérieur. Dans ce contexte se pose le problème de la participation des militaires allemands à des actions de pacification dans le monde. L'estime pour ma part que nous devons mettre autant d'énergie à résoudre les causes sociales des conflits qu'à résoudre ceux-ci avec des moyens militaires.

Mais la guerre est quelque chose d'indivisible, comme dans le récent conflit du Golfe. Excluez-vous totalement un engagement de troupes allemandes si une situation semblable venait à se présenter à nouveau ?

Laissez-moi présenter cette question d'une manière différente. Supposons que, dans la guerre du Golfe, à la place du général Schwarzkopf, on ait vu quelqu'un porter le nom de Rommel ou Guderian, qui aurait en six jours montré au monde comment les chars allemands résolvent un problème... J'aurais bien aimé lire les commentaires dans les journaux.

N'est-ce pas pousser les choses à l'extrême ?

Pas du tout. Il n'y a pas si longtemps que la presse française, anglo-saxonne et autre stigmatisait les rêves de superpuissance de l'Allemagne, et même de quadrilatère Reich, comme on l'écrivait en France. Aujourd'hui, elle crie « *Germans to the front!* » (« Les Allemands à la guerre ! »). Je trouve très risible que les Allemands fassent preuve de retenue dans ce genre de circonstances. Sur ce point, le gouvernement a agi correctement.

J'ajouterais également que nous ne sommes pas un pays totalement souverain. Lorsqu'on parle de soldats allemands, on parle de soldats ouest-allemands. Il n'y a pas de service militaire à l'est. Nous avons encore pour quelques années 350 000 soldats soviétiques sur notre territoire. Jusqu'à ce que nous ayons totalement recouvré notre souveraineté, la limite supérieure de notre engagement doit être la participation à des actions non militaires dans le monde, des actions de casques bleus de l'ONU par exemple.

Estimez-vous cependant que l'Europe qui se construit doit se

donner une dimension de défense et de sécurité ?

C'est ma conviction profonde. Il faut que nous, Européens, définissions très rapidement une politique extérieure commune. Mais je ne limiterai pas la recherche d'une politique de défense et de sécurité commune à l'Europe occidentale. Les développements en Europe centrale et orientale doivent nous amener à rechercher une coopération avec la Hongrie, le Pologne et peut-être un jour avec l'URSS. C'est pourquoi j'estime aussi que les pays que je viens de citer, comme l'Autriche appartenant à cette Europe de 500 millions d'habitants, ne doivent pas rester trop longtemps à la porte de la Communauté européenne. Il faut leur donner le signal que nous sommes prêts à les accueillir; cela donnerait un coup de fouet à leurs efforts de reconstruction interne.

Il ne s'agit pas seulement de politique étrangère, mais aussi de défense.

Tout d'abord, je ne veux pas remettre en cause l'OTAN. C'est un instrument qui a fait ses preuves, malgré toutes les critiques qu'on peut lui porter dans des cas particuliers. L'OTAN est le pilier le plus solide; nous devons le conserver jusqu'au moment où nous aurons défini nos intérêts en commun. De quelles troupes, de quels types d'armes avons-nous besoin ? Pour nous protéger contre qui ? etc. Cela, nous ne pouvons plus le définir sur une base exclusivement nationale.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

Compromis sur le traité germano-polonais

Les dirigeants des trois partis de la coalition gouvernementale du chancelier Kohl sont parvenus, mardi 28 mai, à apaiser leurs divergences sur le traité germano-polonais de bon voisinage et de coopération, divergences qui portaient sur la question de la minorité allemande en Pologne. Le texte, qui avait été longuement négocié avec Varsovie, ne sera pas modifié et le traité sera signé, comme il était prévu, le 17 juin à Bonn.

Cependant il a été décidé de présenter une motion séparée exprimant « les attentes » de l'Allemagne à l'égard de la Pologne lors de la ratification du traité au Bundestag. Cette déclaration devrait permettre aux députés d'insister sur la protection des droits de la minorité allemande en Pologne, en faveur de laquelle les conservateurs présentaient des revendications qui avaient été jugées inacceptables par Varsovie.

Le traité de bon voisinage et de coopération doit être ratifié en même temps que le traité sur les frontières signé en novembre. Ce texte, qui était une des conditions nécessaires de l'unification allemande, fixe définitivement la frontière entre les deux pays sur la ligne tracée par l'Oder et la Neisse. (AFP)

Relève au SPD

Suite de la première page

« Cela fait maintenant bientôt dix ans que le SPD a perdu le pouvoir à Bonn. Comment peut-il y revenir ? »

L'Allemagne, comme les autres pays développés, est en train de passer du statut de nation industrielle classique à celui d'une société moderne fondée sur l'information. Le SPD a une forte implantation traditionnelle dans la classe ouvrière, mais il ne peut plus être majoritaire avec cette seule base. Nous devons donc nous adresser aux nouvelles couches sociales engendrées par la société de services. Il faut que, tout à la fois, nous nous soucions de ceux qui sont les victimes de cette modernisation, sans nous couper de ceux qui en tirent bénéfice. C'est pourquoi nous devons être un parti très ouvert, se méfiant de tout dogmatisme. Il faut que nous parve-

nions à dégager quatre ou cinq thèmes majeurs acceptables par le plus grand nombre.

Le problème principal qui se pose aujourd'hui à l'Allemagne est celui de l'intégration de l'ex-RDA. Le SPD a-t-il des idées pour la favoriser ?

Il y a un problème dont on parle peu, mais qui est à mon avis le plus préoccupant, c'est de surmonter la division psychologique des Allemands. Les gens de l'Est ont vécu pendant six décennies sous une dictature : sous Hitler, Ulbricht et Honecker. Au lieu d'effectuer le nécessaire travail de réflexion sur cette histoire, nous sommes en train de les coloniser, d'imposer nos valeurs occidentales. La perte d'identité qui en résulte est, selon moi, au moins aussi grave que la perte de substance économique et sociale. Il ne faut pas refouler cette histoire comme

Le charme nordique d'un linotypiste

BONN

de notre correspondant

Les sondages sont formels : M. Björn Engholm, cinquante deux ans et nouveau président du SPD, plaît aux femmes. Les plus jeunes apprécient le doux regard bleu de cet homme grand, à peine grisonnant, qui choisit sa garde-robe dans la gamme « élégance décontractée ». Les moins jeunes voient en lui ce « gendre idéal » réfléchi, posé, étonnamment, auquel on peut confier sa fille sans angoisse.

Parmi les « petites-filles de Willy Brandt », cette génération de sociaux-démocrates venus à la politique à la fin des années 60, Björn Engholm est sans doute le plus discret, retenue nordique oblige. Moins scintillant qu'Oskar Lafontaine, moins impulsif que Gerhard Schröder, Björn Engholm a su s'imposer comme le *primus inter pares* de cette brochette de ministres-présidents SPD qui aspirent à être un jour plus qu'un puissant baron régional.

L'échec de M. Lafontaine face au chancelier Kohl aux élections législatives du 2 décembre 1990 et son refus d'assumer le rôle de chef de l'opposition à Bonn mettaient M. Engholm en bonne position pour succéder à M. Hans Jochen Vogel à la tête de cette vieille social-démocratie allemande. Fils d'un petit employé d'une usine de confiture de Lübeck, descendant d'immigrants suédois, le jeune Björn était un fanatique de lecture. Né dans un milieu où il n'est pas

question de faire de longues études, il fait un apprentissage de linotypiste. Ouvrier d'imprimerie à Lübeck, il s'engage dans le syndicat du Livre et du SPD, où sa carrière sera très rapide. Au début des années 60, il dirige les « jeunes » de sa ville, ces turbulents jeunes socialistes qui allaient donner bien du fil à retordre à la vieille garde du parti. A vingt-neuf ans, il fait son entrée au Bundestag après avoir acquis un diplôme de sciences politiques par la biais de la formation permanente.

C'est Helmut Schmidt qui fera, en 1976, un secrétaire d'État de ce jeune député appliqué, en qui le ministre se reconnaît. En 1980, il est promu au ministère de l'éducation, et deviendra pour quelques jours, en 1982, le seul ministre social-démocrate de l'agriculture de l'histoire allemande. Les libéraux viennent de quitter la coalition avec le SPD, et le dernier gouvernement d'Helmut Schmidt précédé de celui de la coalition au pouvoir de Helmut Kohl, en octobre 1982.

Björn Engholm retourne alors dans son Land d'origine, le Schleswig-Holstein, où il se « tache » à mettre fin à une domination chrétienne-démocrate de quatre décennies dans cette région où les bastions ouvriers de Kiel et de Lübeck ne suffisent

pas à contrebalancer le poids des agriculteurs plus traditionalistes. Il y parviendra cependant en mai 1988, où il est triomphalement élu avec près de 55 % des voix.

Les circonstances de cette victoire étaient exceptionnelles. Elle était consécutive au plus grand scandale politique de l'Allemagne d'après-guerre. L'adversaire chrétien-démocrate de M. Björn Engholm, le ministre-président sortant, M. Uwe Barschel, avait été convaincu de l'avoir fait espionner pour découvrir de prétendues perversités sexuelles et s'était ensuite donné la mort dans sa chambre d'hôtel de Genève.

Björn Engholm s'attache alors à donner dans son Land une image moderne de l'exercice du pouvoir par la social-démocratie : une place importante accordée aux femmes, à l'écologie, à la culture. Il cultive l'image d'un homme pour qui « la politique n'est pas tout dans la vie ». Il aime à faire de longues promenades dans les landes avec son ami Günter Grass, et fait le tour des galeries de peintures avec sa femme Barbara, qui est peintre.

Cette image de faux dilettante, habilement cultivée, participe aussi d'un calcul politique. Björn Engholm est persuadé que le SPD ne retrouvera le chemin du pouvoir que s'il parvient à attirer à lui les nouvelles couches urbaines pour qui l'hédonisme n'est plus un péché capital.

L. R.

Au Kurdistan irakien

L'opération des alliés dans la « zone de sécurité » est aussi médiatique

SILPI (TURQUIE)

de notre envoyée spéciale

« Voyez les Irakiens by night, passez vingt-quatre heures avec le commando 4-5 (britannique). » Ce racolage, digne d'un cirque de province, fait partie de la vaste opération de relations publiques lancée par les alliés engagés dans la sauvetage de centaines de milliers de Kurdes irakiens.

A Silpi, où se trouve le centre logistique des alliés en Turquie, les officiers des armées américaine et britannique — ainsi que de l'armée française, mais dans une moindre mesure — se disputent le terrain médiatique. Des tours en hélicoptère, souvent pour une journée entière, sont organisés pour les journalistes désirant se rendre dans les régions retirées de la « zone de sécurité », dans le nord de l'Irak.

Il est indéniable que l'efficacité des armées occidentales a contribué pour beaucoup à limiter les souffrances des réfugiés kurdes. Mais leur mission a un côté « service éprouvé », publicitaire, parfois surréaliste. Les Turcs semblent hors du jeu, en perte à cause de leur manque d'expérience dans ce domaine des relations publiques, mais aussi parce qu'ils ont peur d'affronter la presse internationale. Pour eux, les Kurdes continuent d'être un sujet délicat,

malgré une récente libéralisation. Ce manque de communication ne signifie pas pour autant que la Turquie ne participe pas à l'effort international.

Le passage de la frontière se fait en quelques minutes. Un fonctionnaire turc tamponne votre passeport et, franchissant le pont sur la rivière Hizi (préparé par les Américains qui l'avaient bombardé durant la guerre), vous quittez la Turquie pour entrer dans la zone de sécurité. Au poste de douane «Hollis», on vous accueille d'un «Hello» sonore : la sentinelle est espagnole. Une inscription sommaire sur un mur indique que vous êtes maintenant dans la « zone de sécurité » des forces de la coalition. Stop!

Silpi est probablement un des rares endroits où les dîners irakiens sont encore vendus, mais, pour échapper les bouteilles de Pepsi tièdes en vente dans la zone de sécurité, les dollars font l'affaire. La ville de Zakho fourmille de soldats et les check-points se succèdent sur les routes environnantes, toutes chaque fois par des troupes d'une nationalité différente.

Il est préférable d'avoir avec soi une carte de la région, la plupart des soldats alliés ne sachant ni le nom du village où ils sont postés ni même le nom de la ville la plus proche. A Shadiba, à l'extrémité est de la zone de sécurité, près de

sept cents hommes de l'armée française se sont installés, sous la direction du général Xavier Prévost, dans une ancienne école aux murs couverts de graffitis, sérieusement endommagés durant les occupations successives, celle des rebelles kurdes puis celle des soldats irakiens. La région est superbe, apparemment paisible. A quelques kilomètres de là, nous croisons des peshmergas (combattants kurdes), armés jusqu'aux dents mais nourris, qui nous indiquent le chemin d'un air jovial.

Le seul mot approprié pour décrire l'atmosphère dans la zone de sécurité est « bizarre ». A Zakho, un jeune garçon passe lentement sur un âne, portant une casquette militaire américaine et d'énormes lunettes de soleil. Les Américains ont visiblement des maîtres en relations publiques. En moins d'un mois, ils ont réussi à « retourner » les réfugiés, qui les accusaient de les avoir abandonnés à la vengeance du président Saddam Hussein. Les jeunes soldats américains qui montent le garde à quelques kilomètres de la ville de Dohouk affirment que chaque vendredi, jour de congé hebdomadaire, des dizaines de véhicules irakiens se dirigent vers la zone de sécurité pour « voir les Américains ». Ironie du sort : les militaires alliés ont dû protéger l'officier de liaison irakien, le gé-

ral Nushwan Donoun. A trois reprises, au cours des dix derniers jours, il a été attaqué par une foule de Kurdes en colère.

Malgré cette dépendance envers les médias rend les alliés plutôt vulnérables. Afin que leur victoire militaire sur l'Irak ne soit pas ternie, il est important pour eux que l'opération de secours se déroule sans bavures. D'où, par exemple, leur prudence au sujet de la ville de Dohouk, située à la limite de la zone de sécurité : pour ne pas attendre une nouvelle fois celle-ci et rassurer cependant les Kurdes afin qu'ils retournent dans cette cité, il aura fallu des jours et des jours de tractations avec les autorités irakiennes avant qu'elles acceptent un compromis permettant le retrait de leurs troupes.

Ce souci de « paraître » qu'ont les alliés n'enlève rien aux bienfaits de leur action auprès de réfugiés qui, il y a quelques semaines, mouraient encore de faim et de froid au sommet des montagnes. Mais il ne peut faire oublier que l'opération « Provide comfort » n'est pas uniquement motivée par des sentiments élitistes. Une opération d'une telle envergure, menée à grand renfort de médias, n'a permis de soulager les consciences occidentales au regard du sort des Kurdes, laissés-pour-compte de la guerre du Golfe.

NICOLE POPE

La politique d'ouverture de l'Iran

Washington réitère ses conditions pour une normalisation avec Téhéran

« Nous croyons que des relations plus normales entre les États-Unis et l'Iran seraient dans l'intérêt des deux pays », a déclaré, mardi 28 mai à Washington, M^{me} Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État, commentant des articles de presse qui soulignent la volonté de rapprochement avec les États-Unis ressortant des déclarations des représentants irakiens lors d'une conférence sur le pétrole à Téhéran (le Monde du 29 mai).

« Je crois que c'est un point de vue partagé en Occident, que l'Iran améliorerait ses relations non seulement avec notre pays, mais aussi avec d'autres pays occidentaux », a dit Mme Tutwiler. Mais elle a ajouté : « Si l'Iran souhaite rejoindre surfoce comme un membre à part entière de la communauté des nations, il sait très bien ce qu'on attend de lui. L'Iran doit prendre des mesures pour mettre fin à son soutien au terrorisme international et aux prises d'otages. »

Le sort des otages

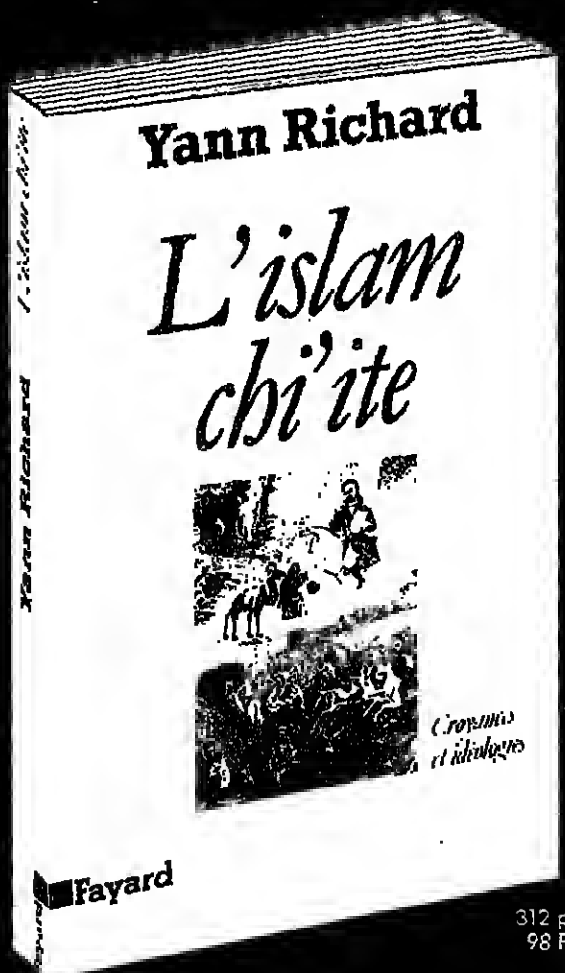
Le porte-parole a rappelé que le président George Bush avait exprimé son désir d'une normalisation avec l'Iran à ces conditions, dès sa prestation de serment en 1989. Les États-Unis n'ont plus de relations avec Téhéran depuis la prise en otage des diplomates américains à Téhéran en 1979.

Alors qu'à Beyrouth circule de nouveau la rumeur d'une prochaine libération des otages occidentaux toujours détenus au Liban et d'un échange de prisonniers avec Israël (le Monde du 26-27 mai), M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, a fait, mardi à Jérusalem, une mise au point à ce sujet. Il a déclaré qu'Israël n'échangera pas des prisonniers palestiniens des territoires occupés contre ses sept soldats disparus au Liban. Puis il a ajouté : « Mon sentiment est que les otages occidentaux (1) seront relâchés avant les prisonniers irakiens. Je ne peux pas concevoir comment M. Rafsanjani (le président iranien) pourrait se présenter devant son propre peuple en le mettant devant le fait accompli d'une libération d'Israéliens avant même celle d'otages occidentaux. Je crois que lorsque les Iraniens auront compris que leur entrée dans le monde civilisé passe par la libération des otages, ils franchiront le pas. » (AFP.)

(1) Six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien.

L'ISLAM CHI'ITE

Cent millions de musulmans pas comme les autres.



L'ouvrage de Yann Richard... est celui que beaucoup attendaient depuis plus de dix ans. Depuis cette révolution musulmane d'Iron dont le moteur essentiel fut la variété chiite... Yann Richard nous a donné bien du plaisir en nous emmenant dans un périple à la fois très prosaïque et hautement spirituel - cette ambivalence constante est l'un des « secrets » de l'islam, particulièrement de l'islam chiite... à travers les pays qui, du Liban à l'Inde, tissent le trame d'une confession porteur minoritaire, sauf en Iran. L'ancienne Perse est, comme il se doit, au centre de la recherche de Yann Richard. Son travail nous permet enfin de concevoir comment une foi « réactionnaire », ou pu continuer non seulement à produire des anses révolutionnaires... mais à entretenir en son sein un débat philosophique sinon constamment renouvelé du moins toujours vif - caractéristique à peu près introuvable de nos jours dans le sunnisme majoritaire.

Jean-Pierre Bénédict-Hugot, Le Monde

FAYARD

« Dix Kurdes tués dans le Sud-Est anatolien. Dix membres d'organisations séparatistes » - euphémisme pour les pertes kurdes - ont été tués mardi 28 mai lors d'une opération des forces de l'ordre près de Kahraman-maras, rapporte l'agence semi-officielle Anatolie. Il s'agit d'une des opérations les plus meurtrières depuis le début de l'année. (AFP.)

ITALIE

Attentats contre des objectifs espagnols

Trois attentats à la bombe ont été commis dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 mai à Rome contre l'ambassade d'Espagne, la compagnie Iberia et la Banca di Bilbao Y Vizcaya.

Les déflagrations ont causé d'importants dégâts matériels. Ces attentats ont été revendiqués, dans un appel anonyme à une agence de presse, par un homme affirmant parler au nom d'une « section italienne de l'ETA » (organisation séparatiste basque) « avec l'assistance et la collaboration des Phalanges armées ».

Cette dernière organisation, inconnue il y a encore quelques mois en Italie, a-t-on déjà fait connaître en revendiquant une fusillade au mois d'avril contre une patrouille de carabinieri à Rimini. (AFP.)

MOZAMBIQUE

Entente entre le gouvernement et les rebelles

Le gouvernement du Mozambique et les représentants de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), réunis depuis le 6 mai à Rome pour leur sixième session de pourparlers, sont parvenus mardi 28 mai à un accord sur le calendrier des futures négociations.

Cet accord énumère de façon précise toutes les questions qui devront être discutées et résolues pour tenter de mettre fin à la guerre civile.

L'accord sur le calendrier, qui porte sur les questions militaires et politiques, ainsi que sur les garanties, constitue « un pas important, un point de départ pour la négociation de toutes les questions de fond, y compris les questions les plus concrètes », a déclaré un porte-parole de Sant'Egidio, le groupe catholique qui héberge les pourparlers de Rome. (AFP.)

YUGOSLAVIE

Ultimatum de l'armée à la Slovaquie

L'armée yougoslave avait donné, mardi matin 28 mai, à la Slovaquie jusqu'à la soirée du même jour pour lui rendre quatre véhicules de combat pris de force la veille dans l'usine automobile de Maribor par des hommes armés et « protégés » par des unités de la défense territoriale slovaque, ont indiqué les autorités militaires dans un communiqué. Cette action, selon l'armée, « a été dirigée par le ministère de la défense de Slovaquie » et constitue « une preuve que la République de Slovaquie cherche à rendre ses relations avec l'armée ». Aucune information sur une éventuelle réaction de l'armée après l'expiration de l'ultimatum n'a pu être obtenue. Les autorités slovaques ont interdit « temporairement » aux usines de Slovaquie de livrer des équipements militaires à l'armée « afin d'éviter des complications et de nouveaux incidents ». (AFP.)

COLOMBIE : un otage américain assassiné par des guérilleros. Un homme d'affaires américain âgé de soixante et onze ans, William Griebing, a été tué, mardi 28 mai, dans la province de Tolima (sud-ouest de la Colombie) par des guérilleros, membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

ÉTATS-UNIS : des gardiens de prison pris en otage dans l'État de New-York. Une cinquantaine de détenus de la prison de haute sécurité de Southport, située au nord-ouest de New-York, se sont révoltés, mardi 28 mai, prenant en otage quatre gardiens. (AFP.)

GRÈCE : l'affaire du détournement de l'Achille-Lauro. La cour d'appel d'Athènes s'est prononcée, mardi 28 mai, en faveur de l'extradition vers l'Italie de Khaled Abdul Rahim, un Palestinien suspecté d'être le cerveau du détournement de l'Achille-Lauro. Cette extradition ne pourra cependant avoir lieu qu'après que cet homme de cinquante-sept ans, arrêté le 5 mars, aura purgé plusieurs peines d'emprisonnement en Grèce. (AFP.)

italie

LA SUBLIME PARENTHÈSE.

Trois jours à Rome sont peuplés de tant de rencontres, de Beautés qu'ils feraient oublier de longues vacances.

Trois jours, deux nuits :

2 320 F

par personne en chambre double dans un hôtel trois étoiles avec petits déjeuners (au départ de Paris). Consultez votre agence de voyages.

Rome avec Alitalia c'est 34 vols par semaine.

Alitalia

ASIE

CAMBODGE : alors que l'offensive khmère rouge marque le pas

Phnom-Penh affiche une nouvelle mais prudente confiance

En dépit de difficultés considérables, le régime pro-vietnamien de M. Hun Sen semble croire, pour la première fois, à ses chances de succès. Alors que l'offensive militaire des Khmers rouges marque le pas, les dirigeants de Phnom-Penh se refusent toujours à partager le pouvoir avec eux. Telle est la position qu'ils défendent à la réunion du Conseil national suprême khmère à Djakarta, du 2 au 4 juin, à laquelle le France sera représentée par M. Alain Vivien, nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

BATTAMBANG

de notre envoyé spécial

A une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Battambang, sur la route défendue qui mène au centre minier de Pailin, lui-même situé à deux pas de la Thaïlande, deux promontoires dominent la plaine. Le premier a la forme d'une tête de crocodile, le second celui d'un serpent. Le légendaire dit que le crocodile a fini par s'épuiser en poursuivant une embarcation qui transportait de jolies jeunes filles, objets de sa convoitise.

Au pied de ces collines s'alignent les maigres pailotes de centaines de gens qui ont fui les combats, vivant chichement et n'osant pas « surtout par peur des mines », disent-ils, regagner leurs tentes détreuillées de la région de Pailin. Comme les pluies arrivent, il n'est plus question de retour, ou de déminage, avant l'automne.

Réfugiés de l'intérieur

Outre plus de trois mille Cambodgiens regroupés dans des camps du côté thaïlandais de la frontière, près de deux cent mille paysans ont fui les combats à l'intérieur du pays, depuis le retrait officiel, en septembre 1989, du corps expéditionnaire vietnamien.

Mines, barrages d'artillerie, recrutement forcé, impossibilité de vivre sur des fronts mouvants, la guerre fait encore des ravages : une centaine de milliers de personnes déplacées par saison sèche, ce qui fait déjà beaucoup de monde dans un pays de sept millions d'habitants. La FAO vient de calculer qu'il faudrait une douzaine de millions de dollars pour aider ces réfugiés de l'intérieur. Le crocodile, donc, n'est peut-être qu'assoupi.

Mais il semble avoir pris un bon coup sur le crâne. En vingt mois, les Khmers rouges n'ont guère gagné de terrain. Les derniers combats, pendant les deux mois qui ont précédé la casse-le-fu du 1^{er} mai, leur ont sans doute permis de manifester leur présence ailleurs que dans les zones proches de la Thaïlande, notamment à Kampot, province frontalière du Vietnam, où les forces régionales de Phnom-Penh sont de médiocre qualité. Mais ils ont surtout subi des pertes.

an particulier en armes. Pour l'essentiel, la petite armée de Phnom-Penh continue de contrôler la Cambodge habitée, celui des plaines et des rizières.

La visite de M. Mitterrand

« Nous avons eu récemment les Khmers rouges », affirme aujourd'hui M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh. Des experts militaires vietnamiens estiment que

d'ailleurs nous et, d'une façon comme d'habitude, la tâche nous en notre faveur », estime M. Hun Sen. L'atmosphère est plus sereine, et les tensions à l'intérieur du Parti populaire révolutionnaire (PPRK, communistes), sensibles l'an dernier, se sont un peu apaisées. Le tout-Phnom-Penh s'est surtout intéressé, ces derniers jours, à la visite de M. Danielle Mitterrand, arrivée le 28 mai en provenance du Vietnam. Une visite « privée », bien entendu, puisqu'il s'agissait de



le nombre des combattants khmers rouges a même légèrement diminué. Ils ont environ treize mille hommes, soit encore plus d'une vingtaine de divisions de quatre à cinq cents hommes. Ils en avaient quinze mille fin 1989, juge l'un d'entre eux, ajoutant : « Faute de réserves, ils n'ont pas les moyens de lancer des actions d'envoie. Ils peuvent faire de la guérilla. Et comme, militairement, les hommes de Sihanouk et de Son Sann ne comptent pas, la situation est nettement en faveur de Phnom-Penh ».

Tout ne sourit pas pour autant aux soldats de M. Hun Sen. Les forêts du Cambodge sont parfois imprévisibles et, dans la chaîne des Cardamomes comme dans le nord, il est pratiquement impossible de contrôler ce qui se passe. Les Chinois, quant à eux, continuent de ravitailler les Khmers rouges en armes et les Vietnamiens ont dû maintenir au Cambodge un bon petit paquet de conseillers militaires, ainsi que quelques unités de « pompiers », estimés de bonne source à quelque quatre mille hommes.

Enfin, il n'est pas facile d'empêcher des commandos khmers rouges de visiter, souvent de nuit, les villages. Le conflit du Cambodge reste une guerre du pauvre, les mines et le paludisme faisant plus de victimes que des combats qui se résument souvent à des duels d'artillerie et à l'intervention de quelques chars.

Il reste que Phnom-Penh affiche une relative confiance sur le plan militaire. « Le plus dur est

passer en revue les activités de la Fondation France-Libertés.

Quant aux initiés, ils s'impressionnent au premier voyage en Occident du véritable « numéro un » du régime, M. Chea Sim, président de l'Assemblée nationale. Ce dernier est attendu le 10 ou le 11 juin à Paris, où il devra notamment rencontrer son homologue français, M. Laurent Fabius.

Le plus dur, pour une administration faible, mal payée et souvent corrompue, est la situation économique. La production alimentaire est « globalement mauvaise », juge un expert occidental. Les récoltes ont pâti, ici de la sécheresse, là d'inondations, ailleurs des combats. Les Soviétiques ont livré 5 000 tonnes d'engrais, dix fois moins que l'an passé. « Il y aura des disettes localisées et, surtout, on en est revenu à un système vulnérable. Ce n'est pas une catastrophe pour le régime, mais c'est dur pour bon nombre de gens », ajoute le même expert.

Baisse de l'aide soviétique

La réduction brutale (80 %) de l'aide soviétique a eu de graves répercussions. La pénurie de carburant explique les coupures de courant, même dans la capitale, dont de nombreuses rues sont plongées la nuit dans le noir. Il y a un retard dans les livraisons soviétiques de pétrole, qui représentent encore plus de la moitié du total, contre 70 % l'an dernier. Les caisses ne sont pas, pour autant, entièrement vides.

« La Cambodge exporte, bon an mal an, entre 25 000 et 30 000 tonnes de caoutchouc de qualité supérieure, de 20 000 à 30 000 tonnes de soja et 100 000 mètres cubes de bois », évalue M. Mao Thora, directeur du commerce extérieur. Un petit bol d'air.

En outre, les Soviétiques ont accordé, le 18 mai, un crédit de 21 millions de dollars, dont 12 millions pour des importations. On rembourse donc désormais en devises fortes, mais plus tard. L'aide humanitaire japonaise se situe, cette année, dans une fourchette de 11 à 12 millions de dollars. Quelques dizaines d'organisations non gouvernementales (ONG) occidentales sont aussi présentes. Surtout, l'argent envoyé par les Cambodgiens d'outre-mer entretient un niveau de consommation qui tranche avec celui qui prévalait voilà encore deux ou trois ans.

Les défaillances de l'électricité sont compensées par la multiplication des générateurs. L'absence est chère, mais disponible pratiquement partout. A Battambang comme à Phnom-Penh, les marchés regorgent de produits de consommation de soufre imprévisibles. Les Cambodgiens bricolent, vivent au jour le jour, souffrent de la rapacité de certains de leurs pères administrateurs. Mais ils en ont vu d'autres, malheureusement, et le régime est loin d'être aux abois. Il semble au contraire, et pour la première fois, penser qu'il peut s'en sortir, et il en conclut qu'il n'a pas à accepter de redonner une place, sur le scène politique, aux Khmers rouges.

Condamnation du génocide

Les dirigeants de Phnom-Penh n'ont peut-être pas entièrement tort d'afficher une prudente confiance. « Si le Vietnam les laisse tomber, résume un observateur, ils peuvent s'effondrer. Mais, à moins de probabilités à moins bien que l'hypothèse que l'on peut écarter. » Dans ces circonstances, il n'y a guère de raisons que Phnom-Penh signe un accord qui avaliserait la rentrée politique des Khmers rouges.

M. Hun Sen Hong juge même qu'il « étranger on commence à comprendre notre souci d'obtenir la condamnation du génocide commis par les Khmers rouges lorsqu'ils étaient au pouvoir et notre volonté d'améliorer le plan de paix des Nations unies ». Il ajoute qu'à l'exception de la Chine, « les Grands se préoccupent jusqu'à présent de prévenir le retour des Khmers rouges par la force. Maintenant, ils comprennent le risque de leur erreur politique ». La négociation devra bien s'accommoder du sentiment, efflué à Phnom-Penh, qu'il n'y a pas de raison de céder autour d'une table ce que l'on n'a pas concédé sur le terrain, surtout lorsque l'adversaire a si mauvaise presse.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

Après une conversation par téléphone avec le président soviétique

M. Bush affirme vouloir poursuivre ses rencontres au sommet avec M. Gorbatchev

Quelques heures avant l'arrivée des envoyés du Kremlin, MM. Evgeni Primakov et Gori Ievlinski, attendus à Washington pour discuter avec les dirigeants américains et la communauté financière internationale de la réforme économique soviétique, le président Bush a pris l'initiative d'appeler le téléphone M. Gorbatchev, mardi 28 mai, pour exprimer l'espoir que les dernières divergences concernant le traité de réduction des armes conventionnelles en Europe (CFE) seraient rapidement réglées.

WASHINGTON

correspondance

Les divergences de vue concernant le traité de réduction des armes conventionnelles en Europe (CFE) sont maintenant très réduites, a dit le président Bush, en demandant à M. Gorbatchev de faire encore un « tout petit » effort. Si un accord intervient au plus vite, le rencontre au sommet

interdiction des armes chimiques. De toute évidence, le président n'a pas laissé les dirigeants européens prendre l'initiative, notamment en ce qui concerne la prolifération des armes au Proche-Orient. Mais, sur ce point, l'administration n'a pas aussi loin et se limite à suggérer d'améliorer les consultations entre les principaux pays fournisseurs d'armes conventionnelles.

Dans ses remarques aux journalistes, M. Bush a souligné son désir de poursuivre la coopération avec Moscou. « Nous voulons aller à Moscou (...) nous voulons que M. Gorbatchev revienne à Washington (...) », a-t-il dit. D'autre part, il a déclaré qu'il se montrerait compréhensif à l'égard d'une assistance économique de l'Occident à l'Union soviétique, et notamment des crédits (1,5 milliard de dollars) pour l'agriculture soviétique. « Les Russes font valoir, non sans une certaine justesse, qu'ils n'ont jamais manqué de payer les intérêts des crédits », a-t-il souligné.

Sur la question de la participation de M. Gorbatchev au sommet économique des pays industrialisés, prévu à Londres en juillet, le



pourrait avoir lieu cet été « plutôt tôt que tard », selon M. Bush. En fait, on pense que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, et M. Alexandre Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, pourraient arriver à un accord sur le traité CFE samedi prochain à Lisbonne où ils doivent se rencontrer. L'occasion de la signature de l'accord de paix définitif en Angola.

M. Bush a également informé M. Gorbatchev des grandes lignes de son projet concernant le Proche-Orient. Dans un prochain discours, le président fera des propositions ambitieuses, dont l'une serait d'inviter les pays du Proche-Orient à abandonner leurs engins balistiques d'une portée dépassant 157 kilomètres. La Maison Blanche inviterait aussi Israël à cesser de produire du matériel destiné à ses armements nucléaires si les pays arabes acceptaient une

président est resté évasif. Il a toutefois donné l'impression qu'il se laisserait fléchir : « Si la discussion avec M. Gorbatchev et les représentants des pays industrialisés peut contribuer positivement à la réforme économique en Union soviétique, j'en serais favorable, tout comme les autres chefs d'Etat ». En fait, au sein de l'alliance, seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont réticents quant à la participation de M. Gorbatchev.

Le Canada et le Japon ont rejoint la position des pays européens, en faveur d'une invitation, sous une forme ou sous une autre, du président soviétique, M. Bush a l'intention de discuter de ce point avec MM. Primakov et Yavlinski. Dans la mesure où M. Gorbatchev apparaît aujourd'hui comme ayant rejoint le camp des réformateurs, l'administration Bush juge utile de l'appuyer dans ses efforts.

HENRI PIERRE

A Bruxelles

L'OTAN a défini le nouveau dispositif militaire allié

A la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, à Bruxelles, les responsables militaires ont arrêté, mardi 28 mai, les grandes lignes du nouveau dispositif allié en Europe (le Monde des 15 avril, 24 et 29 mai), qui prévoit notamment, à côté de la création d'une force de « réaction rapide » de 70 000 hommes, la constitution d'un corps principal, dit de bataille, à base d'unités multinationales. Ce dispositif est susceptible d'intervenir dans la zone habituelle de compétences de l'OTAN.

La force de « réaction rapide », placée sous commandement britannique, comprendra deux divisions britanniques, une division aéroportée (avec des éléments allemands, néerlandais, belges et britanniques) en Allemagne et une division italienne (avec des apports turcs et grecs) dans le sud de l'Europe. Une cinquième division (essentiellement américaine) pourrait venir renforcer le dispositif dans certaines circonstances, portant alors la force de « réaction rapide » à quelque 100 000 hommes. Cette force aura un soutien aérien

(avions de combat, avions de transport et hélicoptères) essentiellement d'origine américaine, et une logistique navale basée en Méditerranée.

Le corps de bataille, lui, devrait rassembler sept corps d'armée, soit seize divisions, c'est-à-dire moitié moins que le dispositif actuel de l'OTAN outre-Rhin. Six de ces corps seront multinationaux : deux seront commandés par un Allemand, un par un Belge, un autre par un Néerlandais, le cinquième par un Américain et le sixième, destiné plus spécialement à la protection de la Baltique, sera à dominante germano-danoise. Le septième corps d'armée aura la particularité d'être basé sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est — au moins jusqu'au retrait des forces soviétiques prévues pour 1994 — et il sera entièrement allemand, sous commandement national.

Selon les plans adoptés à Bruxelles, ce nouveau dispositif devra être en place avant 1995. La France, dont les forces ont quitté le commandement allié en 1966, n'y participe pas.

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations 42 43 39 97

Une production de la ville et du Conseil général

17 concerts 3 créations

Seine Saint-Denis Conseil Général

L'ANNÉE AMERICAINE 50.000F env.

Cours, logement, repas inclus. Dans une grande université de Californie ou de Floride. Stage linguistique ou études.

University Studies in America French-Office 57, rue Charles Laffitte 92200 Nanterre (1) 47 45 09 19 Rechercheurs professeurs les, ou lycées correspondants toutes régions.

EN BREF

AFGHANISTAN : la résistance rejette la proposition de Kaboul d'une cessez-le-feu. — M. Shihabullah Mojaddedi, président du « gouvernement provisoire » des moudjahidins, a rejeté mardi 28 mai la proposition de cessez-le-feu présentée par Kaboul en vue de permettre l'application du plan de paix des Nations unies. Le porte-parole du Quai d'Orsay s'est félicité mardi de ce plan, appelant les « composantes modérées » à « progresser sur la voie de l'unification », et à « soutenir un programme qui soit acceptable par la

grande majorité de la population et qui permette de rétablir la paix dans le pays ». — (AFP, Reuters.)

TAIWAN : le Parlement assemble l'annuaire pour les élections politiques. — Le Parlement de Taïwan a adopté, mardi 28 mai, à l'unanimité une résolution demandant au président Lee Teog-hui d'accorder l'amnistie aux détenus politiques emprisonnés aux termes de la loi sur la répression des activités séditionnelles, abrogée la semaine dernière. — (Reuters.)

VIETNAM : la rédactrice en chef d'un journal suspendue de ses fonctions. — La rédactrice en chef du journal Tuoi Tre (« Jeunesse »), M^{me} Kim Hanh, a été suspendue de ses fonctions mardi 28 mai, ont rapporté des journalistes vietnamiens à Hanoï. Il lui a été reproché d'avoir publié en première page un titre sur « les lettres de Nguyen Ai Quoc [Ho Chi Minh] à sa femme », alors que, selon sa biographie officielle, le fondateur du Vietnam communiste n'a jamais été marié. — (Reuters.)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS ET ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique Paris

سكنا من الامم

POLITIQUE

Les « justes causes » de Danielle Mitterrand

Suite de la première page

Au Chili sous la dictature, elle participe à la réhabilitation des avocats des prisonniers politiques et vient en aide aux enfants des femmes prisonnières. Au Bangladesh, elle finance des « écoles à domicile » pour les enfants des paysans sans terres, périodiquement ruinés par les crues.

« Au départ, raconte le secrétaire général Raphaël Doueh, nous voulions montrer qu'on pouvait faire en France quelque chose du niveau d'Amnesty. » Plus politiquement, il s'agissait peut-être aussi, en période de cohabitation de faire pièce au tout nouveau secrétaire d'Etat aux droits de l'homme instauré par le gouvernement Chirac.

Ainsi est née la fondation en 1986, dotée d'un capital de 10 millions (dont 40 % de subventions, et 60 % provenant d'une trentaine de donateurs privés). Les revenus de cette somme, aujourd'hui portée à 30 millions, lui permettent de subvenir à des besoins de fonctionnement limités : elle ne paie ni loyer, ni salaire, ni cotisations sociales. Chaque centime versé est ainsi, depuis 1990, investi dans l'action concrète.

Rétablir des gens dans leurs droits

Une « femme libre », doc? De l'Afrique du Sud au Tibet, en passant par l'Argentine et les Indes du Canada, elle choisit certes ses combats sans solliciter l'aval présidentiel ni a fortiori gouvernemental. Sa fondation est officiellement une ONG (organisation non gouvernementale) comme les autres.

En visite à la Réunion, la voilà dans le très aride quartier du Chaudron, au Kurdistan, trois petits tours et... elle passe en territoire irakien. Toujours au mépris des mises en garde, de la prudence souvent, du danger parfois.

Mais à l'étranger, la « femme libre » redonne la première dame, qui entend bien que les hommes sages se placent au service de la cause. Ainsi l'ambassadeur au Japon, Bernard Dorin, nommé depuis au poste enviable de Londres - se démenait-il parmi les industriels nippons pour trouver des bailleurs de fonds à la fondation. Au risque de faire grincer des dents au quai d'Orsay, où l'on s'efforce - discrètement - qu'un ambassadeur se promène ainsi sèchement en main. De même, quand son collègue en poste à Ankara, Eric Rouleau, reçoit d'elle une lettre au vitriol parce qu'il ne déploie pas assez de zèle à l'égard de la cause kurde, pense-t-on que l'infortuné se sente simplement sermoné par une « femme libre », la responsable d'une « ONG comme les autres »?

A l'évidence, sa qualité d'accessoire d'épouse du chef de l'Etat ouvre à cette « femme libre » bien des portes qui resteraient closes devant un simple particulier. Cette ambiguïté, elle l'assume sans complexes. « Vous devez bien comprendre que mes relations avec les ministres, par exemple, ne sont pas hiérarchiques. Ce sont des copains. D'ailleurs, je ne demande jamais de passe-droit. Personne ne peut dire « la présidente veut que... » La présidente, elle ne veut rien. Simplement parfois rétablir des gens dans leurs droits. »

Qui pourrait arrêter Danielle Mitterrand? Il faut entendre l'élite rose, empêchée par dix ans de

régne, lui rendre l'hommage attendu d'une des dernières nomenclaturistes encore capables de passer du moelleux des tapis rouges à la boue des townships, des favelas ou des camps de réfugiés.

« Je vous préviens, je suis un fana. Vous ne trouverez pas grand monde qui dise du mal d'elle », glisse Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures.

Si François Mitterrand se garde bien d'intervenir - ne trouve-t-il pas d'ailleurs avantage à disposer d'une si efficace préposée aux « signes » en direction du peuple de gauche? - des précautions sont néanmoins prises pour éviter que

le New York Times, coupable d'avoir modifié avant publication, sans demander l'avis de l'auteur, une tribune libre de la présidente à propos des Kurdes.

En 1983, pour manifester sa solidarité avec les Français, dont on soumet les voyages à restriction, elle s'interdit elle-même d'accompagner le président dans ses déplacements à l'étranger. Cette auto-censure fera surtout sourire.

En pleine controverse sur les « foulards islamiques », elle se prononce en faveur du port du voile : « Ce ne sont pas les enfants qui doivent faire la loi de l'école. Ce sont les instituteurs. » Pendant la cohabitation, elle juge sévèrement le gouvernement Chirac.

« de gauche » : « Le bloc communiste s'est effondré. Le capitalisme, qu'on le veuille ou non, c'est aussi un échec. Si peu de riches, de plus en plus riches, et tant de pauvres, de plus en plus pauvres. Moi, je ne fais pas de politique. Je permets seulement à des hommes de retrouver leur dignité. Et je ne prends pas parti. Je me contente d'offrir une tribune à ceux qui sont empêchés de s'exprimer. »

Et cette conclusion bien dans sa manière : « Jusqu'à maintenant, je n'ai défendu que des causes justes. »

Mais peut-on faire abstraction de ses préférences? Son petit faible - avoué - pour Fidel Castro semble par exemple interdire à la présidente toute critique du gouvernement cubain. Les prisonniers politiques? « Il y a des prisonniers à Cuba. Politiques? Je ne sais pas. » La fuite massive de dizaines de milliers de Cubains vers la Floride dans les dernières années? « Certainement les anciens grands propriétaires terriens. » Elle est intraitable, en revanche, sur les efforts d'alphabetisation du gouvernement cubain, et sur la qualité des crèches castristes.

Car, à la différence de son mari, Danielle Mitterrand est issue du plus authentique « peuple de gauche ». Principal de collège, atbéc et franc-maçon, son père vivait la franc-maçonnerie presque comme une religion. raconte Christine Gouze-Réa, sœur aînée de Danielle. L'injustice, la petite Danielle Gouze l'a rencontrée très tôt. Dès l'âge de cinq ans, à la maternité, dans la petite ville bretonne de Dinan.

Première de sa classe, elle a droit à un bonbon. Mais la maîtresse, croquant, s'obstine à faire payer à la fille les convulsions du père, refuse de le lui donner, « parce que tu n'as pas la conscience tranquille ».

Drame. Du coup, Danielle décide de se faire justice et vole une pleine poignée de bonbons qu'elle distribue autour d'elle. Elle devra subir l'humiliation d'une réprimande publique, devant toute l'école rassemblée. Ce souvenir-là - morceau de choix de sa biographie officielle - ne sera jamais effacé. Pas plus que les rumeurs qui accablent son père, Antoine Gouze, d'être à l'origine de l'incendie du gymnase de son collège, une ancienne chapelle.

Quelques années plus tard, toute sa famille bascule spontanément

dans la Résistance. Son père a refusé de dresser la liste des élèves juifs que lui réclamait le gouvernement de Vichy. Les Gouze hébergent quelque temps Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, et sa compagne Bertie Albrecht, résistante qui sera finalement capturée par les nazis et ne reviendra jamais.

Voilà, pour la petite fille puis l'adolescente, infirmière des maquis dans les derniers mois de l'Occupation, de quoi forger un caractère. Qu'importe alors si l'on rappelle aujourd'hui à la présidente de France-Libertés que ses efforts, ses marathons interminables dans les misères lointaines, ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan? Toute injustice, toute exclusion, toute détresse, causées par les hommes ou la nature, lui sont depuis toujours une blessure personnelle. Elle ne concède qu'une seule anguille : « Faire naître par mon action des espoirs en la France que je ne serais pas capable de combler. » Pour le reste, dit-elle simplement, l'océan en fait de millions de gouttes d'eau.

DANIEL SCHNEIDERMAN

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations 42 43 30 97

Chœur du festival

Académie d'été

Actions musicales

Seine Saint-Denis Conseil Général



« Nous avons tous tendance à nous laisser rebuter par le réel. Elle, elle aura beaucoup résisté », soupire Georges Klejman, ministre délégué à la communication. « Chapeau », s'exclame tout simplement François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay. « L'action de Danielle est un salut de la France, un sourire, sans être une action de l'Etat français », assure l'écrivain Erik Orsenna, membre du conseil d'administration de la fondation; mais après tout, si cette ambiguïté permet de faire bouger les choses, tout mieux! Vive les gens qui dérangent! Et en écho, Claude Cheysson : « Les diplomates rêlent contre ses initiatives? Très bien! Chocun son métier. »

Car elle leur en a fait voir, aux diplomates. La Chine, bien sûr, mais aussi l'Algérie, le Maroc, le Chili, se sont tout à tour froissés des activités de France-Libertés. Quant à la Turquie, si le gouvernement conserve un silence courtois, la presse populaire se déchaîne contre sa kurdophilie. Car les Kurdes sont depuis longtemps la cause-fétide de M^{me} la présidente.

En 1989, visitant un camp de réfugiés en Turquie, elle « croque » lorsqu'elle entend les enfants lui crier : « Ne nous abandonnez pas, le silence nous tue! » A chaud, elle décide alors de ramener en France des enfants kurdes : « J'en voulais trois mille, on m'en a donné trois cents. » Les familles sont transplantées dans le Massif Central où, dans la plus grande discrétion, une cinquantaine d'enfants viennent chaque mois, depuis, rejoindre le noyau initial.

Une initiative érigée : « Il valait mieux se battre pour que les sorcettes théoriquement offertes aux Kurdes en Turquie soient respectées. La France, dans le passé, n'a suffisamment contribué à créer des illusions chez les Kurdes pour ne pas recommencer », objecte Claude Cheysson.

les élan de la présidente ne l'entraînent à côtoyer des groupements peu respectables. On imagine que la tentation doit être vive, pour certains, de tenter de se « refaire une virginité » en se plaçant dans les petits papiers de l'épouse du chef de l'Etat.

Cette méfiance a conduit la fondation à refuser des dons provenant d'entreprises ou de particuliers « qui n'étaient pas blancs bleus avec le fisc », assure Georges Abadie, ancien préfet aujourd'hui chargé de mission au cabinet du ministre du budget Michel Charasse, et ancien bénévole de la fondation, dont il est membre du conseil d'administration, en compagnie de personnalités comme Pierre Bergé, président des Opéras de Paris, Georgina Dufour, présidente de la Croix-Rouge française, Georges Klejman ou Claude Cheysson.

Précautions et dérapages

Avis aux candidats : « Toute somme provenant du commerce des armes serait refusée », mesure qui, à l'heure du trésorier, ne s'entendrait pourtant pas à des firmes comme Matra ou Thomson.

Ces précautions n'ont pas empêché quelques dérapages, rares il est vrai. Ainsi, l'engagement de Danielle Mitterrand pour la Soka Gakkai, une secte bouddhiste japonaise de sept millions d'adeptes, connue pour son prosélytisme militant, et récemment poursuivie par le fisc japonais pour dissimulation fiscale, reste largement incompréhensible. La Soka Gakkai apparaît en effet comme l'un des principaux relais de Danielle Mitterrand : au cours de la visite de la présidente au Japon en 1990, elle prit la parole devant une université, émanation de la secte. L'année précédente, la fondation avait accepté un don de 250 000 francs d'une autre émanation de la secte, une « Fondation Min-On », provenant de la recette d'un concert à Paris lors du Bicentenaire de la Révolution.

Comme toujours, Danielle Mitterrand a « fonctionné » à l'intuition, à l'émotion plutôt qu'en fonction d'analyses rationnelles. Péniblement ancien : depuis longtemps, elle cultive l'imprévisibilité. En 1981, quelques jours après l'attentat dirigé contre le président Reagan, touchée par les images de télévision où sa fille Maureen montre sa douleur, elle écrit à cette dernière un petit mot chaleureux, qu'elle conclut en lui demandant de l'aider à lutter contre la torture, « notamment en Amérique du Sud ».

Il n'y aura pas de réponse, mais les Américains en conserveront une tenace méfiance envers celle qui deviendra quelques semaines plus tard la première dame de France. Incompréhension durable. A la fondation, ces jours derniers encore, on ne décolait pas contre

« qui fait tout et n'importe quoi » par rapport à « François qui, lui, ou moins, a une politique ».

Car M^{me} la présidente n'a pas renié des sympathies politiques nettement plus à gauche que celles du chef de l'Etat. Certes, elle affirme refuser de choisir entre oppressions « de droite » et dicta-



Rendre l'eau à la vie, c'est notre devoir faire

La qualité de l'eau est l'affaire de tous et celle du SIAAP en particulier. Son objectif : redonner à l'eau de la Seine sa qualité naturelle. Le SIAAP, qui réunit les quatre départements du cœur de l'agglomération parisienne, est le principal artisan du programme « Seine Propre ». Les eaux usées de 8 millions d'habitants convergent vers les stations d'épuration du SIAAP. Aujourd'hui, 70 % de ces eaux sont traitées et des résultats spectaculaires ont d'ores et déjà été obtenus. Demain, 100 % de ces eaux seront, grâce à des ouvrages poussant très loin l'élimination de toutes les pollutions. C'est à cet ambitieux programme que les hommes et les femmes du SIAAP résolument tournés vers l'avenir, consacrent leur savoir faire et leur haute technicité. Leur volonté au service de l'environnement constitue pour le SIAAP le fer de lance de son action dans les années à venir pour rendre l'eau à la vie. Rendre l'eau à la vie, c'est le devoir faire du SIAAP.



* SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations 42 43 30 97

Composition française créée et dirigée par

Nicolas Frize

Seine Saint-Denis Conseil Général

POLITIQUE

Cumul des mandats et mode de scrutin

Des parlementaires de l'opposition étudient une évolution des institutions

Les institutions de la V^e République sont devenues le bien commun de la grande majorité des hommes politiques. Elles ne les satisfont pas tous, mais ceux qui aimeraient les changer n'expriment leurs souhaits qu'avec une extrême prudence. Il existe pourtant quelques propositions de réforme qui, sans toucher au texte de la Constitution, modifieraient, si elles étaient adoptées, la pratique institutionnelle. Elles concernent notamment le mode de scrutin législatif et le cumul des mandats.

Longtemps on a cru qu'une limitation du cumul des mandats était une révolution dont la classe politique française était incapable. Et puis, à la fin de 1985, M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, a réussi à faire voter par l'Assemblée nationale et par le Sénat l'interdiction de détenir plus de deux fonctions électives. La mise en application progressive de cette règle (le *Monde* du 27 mai) a montré que cela pouvait se faire sans grand dommage. Ainsi, nombreux sont ceux qui rêvent d'aller plus loin, en interdisant également tout cumul. M. Laurent Fabius, en s'avançant l'idée, a été écarté. M. Pierre Joxe, député UDF des Hauts-de-Seine, celui-ci, au contraire, veut introduire à un décret, samedi 25 mai à Paris, un colloque, où M. Michel Rocard a fait une amicale, brève et muette apparition.

Son argumentation est simple, puisqu'il s'appuie tout à la fois sur la nécessité de lutter contre l'antiparlementarisme et sur les conséquences de la décentralisation. M. Rocard constate, en effet, que celle-ci « a donné aux collectivités territoriales des pouvoirs qui demandent à certains élus locaux un travail considérable, parfois aux limites du plein temps ». Vouant simplement « ouvrir le débat », il propose donc d'interdire aux députés de détenir le moindre mandat local, en soulignant que le maintien de leur élection dans une circonscription leur éviterait d'être « déconnectés de la vie locale ».

A son avis, cela permettrait « peut-être de désigner les Assemblées de la quatrième génération », celles de « cette V^e République dont tant de gens attendent qu'elle nous apporte un meilleur équilibre des pouvoirs », grâce à des parlementaires « qui, entièrement consacrés à leur mission, pourront débattre de demain et pas seulement d'un quotidien législatif qui, aujourd'hui, leur est imposé sans aucun ordre logique ».

Donner le pouvoir au premier ministre

Cette analyse n'est absolument pas partagée par son collègue de groupe, M. André Santini, député UDF des Hauts-de-Seine. Celui-ci, au contraire, veut introduire à un décret, samedi 25 mai à Paris, un colloque, où M. Michel Rocard a fait une amicale, brève et muette apparition.

obligation il met en avant les décalages de la loi sur le cumul par ceux qui ont rétrogradé dans la hiérarchie municipale tout en ayant gardé les mêmes attributions, qui ont fait assurer leur succession « par un membre de leur famille », ou qui ont conservé une fonction essentielle dans un organisme de coopération intercommunale, ce qui n'est pas interdit par la loi.

Pour M. Santini « sans expérience directe de la vie locale, les parlementaires ne peuvent prendre les décisions qui s'imposent en parfaite connaissance de cause ». Mais sa proposition fait du député le représentant de sa circonscription, alors que la théorie constitutionnelle française - le Conseil constitutionnel l'a rappelé récemment dans sa décision sur la Corse - veut que bien qu'en localement il soit le représentant de la nation tout entière.

Une telle bouleversement de la pratique institutionnelle ne fait pas peur à MM. Raymond Marcellin, François Léotard, Gérard Longuet et à de nombreux autres députés UDF, comme M. Pierre-André Wiltzer, Rocard et Santini, qui souhaitent que les députés soient élus par un scrutin uninominal de circonscription à un seul tour. Dans l'exposé des motifs de leur proposition, ils affirment en effet que cela permettrait la naissance d'un « vrai régime parlementaire » et « rétablirait les pouvoirs publics à un moment où les institutions de la V^e République s'affaiblissent dangereusement ».

reusement ». Ils expliquent que « le gouvernement, responsable devant l'Assemblée nationale, déterminerait et conduirait la politique de la nation en prenant appui sur le parti victorieux qui détiendrait par le jeu [de ce mode de scrutin] la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale ». Ainsi, le premier ministre « aurait la capacité de régler les grands problèmes français ».

Une telle réforme, dans l'esprit de ceux qui la préconisent, mettrait donc fin à la supériorité du président de la République, voué par le général de Gaulle et rendu possible par l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct. M. Etienne Dailly, sénateur Rassemblement démocratique et européen de Seine-et-Marne, ne cache pas, dans l'exposé des motifs de sa proposition de réforme constitutionnelle voulant interdire à un président de la République d'être candidat à sa propre succession (le *Monde* du 26 et 27 mai) qu'il est animé par la même idée.

Devant la prolifération de ces propositions de réforme, il serait peut-être temps d'ouvrir le grand débat sur les institutions promises par M. Michel Rocard, le 24 avril 1990, lorsqu'il tentait de convaincre l'opposition d'accorder au justiciable le droit de s'adresser directement au Conseil constitutionnel.

THIERRY BRÉHIER

A l'Assemblée nationale

L'UDF soutient M^{me} Cresson contre M. Jospin sur l'apprentissage

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, s'est déclaré « prêt », mardi 28 mai, à voter « des mesures courageuses », avec la majorité, dans le domaine de l'enseignement technique. M. Méhaignerie a estimé, à propos de l'apprentissage et de l'enseignement technique, qu'il n'y aura pas de réussite dans le système d'enseignement technique conduit par le ministre de l'Éducation nationale, tel qu'il est aujourd'hui. « Les mesures courageuses », a-t-il ajouté, ce sont celles qui permettent de donner de la considération aux jeunes qui s'orientent vers l'ensei-

gnement technique et de faire en sorte que les entreprises investissent le champ de la formation professionnelle ».

Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, a également indiqué que l'UDF pourrait approuver un projet sur l'apprentissage et de l'enseignement technique, qu'il n'y aura pas de réussite dans le système d'enseignement technique conduit par le ministre de l'Éducation nationale, tel qu'il est aujourd'hui. « Les mesures courageuses », a-t-il ajouté, ce sont celles qui permettent de donner de la considération aux jeunes qui s'orientent vers l'ensei-

Le Sénat approuve la réforme des caisses d'épargne

Le Sénat a adopté, mardi 28 mai, le projet de loi réformant les caisses d'épargne et de prévoyance, présenté selon la procédure d'urgence par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie. La droite a voté le texte modifié par des amendements de la commission des finances. Les groupes communiste et socialiste se sont abstenus.

A l'Assemblée nationale, le 17 avril dernier, le projet de loi avait été adopté à la majorité absolue par un rapport de la Cour des comptes portant sur la gestion de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui centralise les fonds collectés par le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance. Devant le Sénat, le projet de loi avait été adopté à la majorité absolue par un rapport de la Cour des comptes portant sur la gestion de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui centralise les fonds collectés par le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance. Devant le Sénat, le projet de loi avait été adopté à la majorité absolue par un rapport de la Cour des comptes portant sur la gestion de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui centralise les fonds collectés par le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance.

concluant sur la nécessaire réforme de cette institution.

D'un commun accord, le ministre et les sénateurs se sont tenus strictement au texte. « Il serait de mauvaise méthode que le Parlement, à propos d'un texte de portée technique, ouvre un autre débat d'une ampleur et d'une nature bien différentes », a assuré M. Chénou. Dans l'exposé de réforme de la CDC présenté dans son rapport, M. Chénou ne renvoyait d'ailleurs pas en cause la gestion des fonds d'épargne collectés par les caisses d'épargne et de prévoyance. Il ne s'est donc pas montré hostile à l'économie générale du projet qui a pour objectif la constitution d'un véritable réseau bancaire revivifié par le regroupement des agences désormais plus autonomes.

Le texte prévoit également que la gestion centrale des agences sera assurée par deux sociétés financières distinctes : une caisse de trésorerie assurera la tenue des comptes, et une centrale d'émission, de refinancement et de crédit permettra d'élargir la présence du réseau dans la compétition commerciale.

Les amendements retenus par les sénateurs n'ont pas remis en cause l'architecture du projet. M. Bérégovoy et Chénou se sont même vus proposer un accord entre députés et sénateurs à l'occasion de la commission mixte paritaire qui sera réunie prochainement à propos de ce texte.

G. P.

Au conseil des ministres

La réglementation des écoutes téléphoniques

A l'issue du conseil des ministres, réuni mercredi 29 mai, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rendu compte de ses travaux. Trois projets de loi ont été adoptés. Le premier porte sur la réglementation des écoutes téléphoniques (le *Monde* du 16 mai).

Ce dernier projet pose deux principes : seule l'autorité judiciaire peut intercepter une correspondance à condition d'être justifiée par une nécessité d'intérêt public ; seul le juge d'instruction, dans le cadre d'une procédure judiciaire, pourra ordonner une écoute lorsqu'une information est ouverte pour des crimes ou délits punis d'au moins deux ans d'emprisonnement.

Le conseil des ministres a également entendu une communication de M. Roland Dumas, qui a pris

acte de la signature de l'accord entre la Syrie et le Liban. Il a estimé que les accords de Taëf restaient « la bonne ligne directrice ». M. Dumas a indiqué que la France entend demander que, en vertu du nouveau traité de fraternité et de coopération, la Syrie accepte de retirer les troupes qui occupent le Liban et que des élections libres puissent avoir lieu dans l'ensemble du Liban. M. François Mitterrand a rappelé que la France est le seul pays qui a constamment défendu l'indépendance libanaise et qui entend continuer à la défendre.

Le ministre des affaires étrangères a aussi annoncé que la première rencontre des pays du Maghreb avec les quatre pays européens du Sud (Espagne, France, Italie, Portugal) aura lieu le 10 juin, en Libye à Tripoli.

Le conseil des ministres a également adopté la nomination de M. Thierry Le Roy comme directeur de la musique et de la danse.

□ M^{me} Cresson en Sénat. - M^{me} Edith Cresson a été entendue, mardi 29 mai, au terme d'un entretien avec M. Alain Fauriol, président du Sénat, qu'elle se rendait très bientôt, vraisemblablement la semaine prochaine, devant les sénateurs pour répondre à leurs questions. La date et les modalités de l'intervention du premier ministre seront définies au cours de la conférence des présidents du 30 mai.

□ Le PS célèbre l'anniversaire de la Commune. - M. Pierre Mauroy a défilé, mardi 28 mai, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième arrondissement de Paris, une plaque rappelant la chute, dans cette rue, de la dernière barricade de la

Un colloque de Priorités aujourd'hui

M. Mermaz s'interroge sur la stratégie économique de la France

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, et l'association Priorités aujourd'hui, qu'il avait créée après le congrès socialiste de Rennes, Pan de l'Europe, et que préside M. Jean-Louis Ségaret, ont organisé, samedi 25 mai à Paris, un colloque, où M. Michel Rocard a fait une amicale, brève et muette apparition.

« Quelle priorité pour la France ? » M. Mermaz a beaucoup eu à dire dans le fil de la question soumise aux invités du colloque. Pour le ministre de l'Agriculture, « il s'agit avant tout, pour notre pays, d'écarter comme une nation forte, ayant une ambition nationale et internationale ». C'est pourquoi il importe, à ses yeux, que la France prouve une part active à la recherche d'une solution de paix au Proche-Orient. Estimant que « l'Europe ne doit pas se limiter à la Communauté des Douanes » et qu'il faut « élargir des horizons de coopération », le ministre de l'Agriculture

a affirmé qu'il ne s'agit pas, pour les nations de l'Europe, de disparaître, mais d'instaurer « un jeu de délégations de souveraineté ».

Pour atteindre son objectif politique, la France, selon M. Mermaz, « est en quête d'une véritable stratégie économique ». « Sur quels créneaux allons-nous nous battre ? » s'est-il demandé. Quels moyens pour cela ? Quelle sera la part des entreprises publiques, celle de l'initiative privée ? Quel sera le rôle de l'Etat ? Pour le ministre de l'Agriculture, « s'en remettre aux seules lois du marché et du profit, à l'heure de la mondialisation des activités industrielles, c'est s'exposer à reconquérir la maîtrise de notre économie ».

M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a expliqué qu'une réciprocité devra s'instaurer entre le marché européen et le Japon ou les États-Unis. D'autre part, s'il faut construire une « Europe des personnes », et

elle dit, il ne s'agit pas de tout « communautariser ». M. Philippe Marchand, qui a traité de la décentralisation en France et en Europe, a déclaré que le projet de « rendre le pouvoir aux citoyens », mis en avant par M. Mitterrand, n'a pas encore été atteint et qu'il faut aller plus loin dans la démocratie locale. Le ministre de l'Intérieur a mis un terme à son propos en invoquant un proverbe chinois : « Un bon discours est comme une robe, assez long pour couvrir le sujet, assez court pour retenir l'attention ».

M. Louis Mermaz, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a observé ce principe dans sa défense d'un « certain » protectionnisme, nécessaire, selon lui, pour une remise à niveau de la recherche et des technologies françaises, même s'il ne s'agit pas de faire de la « politique Mitterrand ».

S. P.

Le premier ministre préfère les députés au « microcosme »

Venu assister, mardi 28 mai, à la réunion du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, le premier ministre, a indiqué qu'il accorde « plus d'importance aux réactions de terrain et aux préoccupations des députés qu'à celles du microcosme parisien ». M^{me} Cresson a également souligné que la « solidarité » entre le gouvernement et sa majorité ne devait pas seulement s'exprimer « par des votes, mais par un comportement ».

Présentant sa méthode de travail, le premier ministre a annoncé qu'il recevrait chaque mardi, outre le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, les deux présidents du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au Sénat, MM. Jean Auroux et Claude Estier. M^{me} Cresson souhaite également réunir, une fois par semaine, un « groupe de ministres » sur un thème précis. La première réu-

nion s'est tenue, mercredi 29 mai et a été consacrée aux problèmes de la ville. Parmi les « gros dossiers » auxquels le premier ministre veut s'atteler en priorité figurent les banlieues, les retraites, l'emploi, la préparation du budget et les petites et moyennes entreprises.

M^{me} Cresson a indiqué qu'elle rencontrerait, dès la semaine prochaine, les organisations syndicales et professionnelles, notamment sur la question des retraites. Elle s'est déclarée très attachée à contrôler la rapidité d'entrée en application des décisions prises et s'est encouragée la création de deux groupes de travail à l'Assemblée nationale, sur la formation professionnelle, autour de M. Michel Berson (PS, Essonne) et sur l'animation sociale et la sécurité, autour de M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis).

CORRESPONDANCE La Corse et les accords d'Évian

A la suite d'un article consacré à « La place de la Corse dans la République », (le *Monde* du 15 mai), un lecteur, M. Gaston Casanova, de Paris, nous signale « une petite erreur de détail ». « Vous écrivez : « La Corse sera le seul département à voter contre les accords d'Évian ». Je vous renvoie à mon livre Pour une Corse française où j'écris (p. 129) : « La ratification des accords d'Évian consistait en Corse 12 % d'opposants, alors qu'il n'y en a que 9,2 pour l'ensemble de la France ».

[La confusion provient du fait que la Corse n'a pas eu la même composition pour ce référendum, que le continent. Alors que, pour l'ensemble de la métropole, le pourcentage d'abstentionnistes était de 24,39 %, il était de 51,21 % en Corse. Avec un pourcentage de « oui » de 85,61 % des suffrages exprimés, seuls 42,71 % du corps électoral de Corse ont approuvé les accords d'Évian sur la fin de la guerre d'Algérie. Nous n'avons pas dit écarté que « la Corse sera le seul département à voter contre les accords d'Évian », mais c'est bien la seule département métropolitain où ces accords ont été approuvés par moins de la moitié des électeurs inscrits. Sur l'ensemble de la métropole, 64,86 % des inscrits ont voté « oui ».]

Mauvais jeux de mots

M. Le Pen comme M. Jacques Lamarmann

A l'occasion d'un discours prononcé à Saint-Franc (Savoie), samedi 25 mai, M. Jean-Marie Le Pen avait ironisé sur le nom de M. Kofi Yamgnane, le maire noir de Saint-Claude (Finistère), qui vient d'être nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Le président du Front national l'avait appelé « M. Miam-Miam », à plusieurs reprises (le *Monde* du 28 mai). Le dirigeant d'extrême droite n'est pas l'inventeur de ces mauvais jeux de mots, qui lui a valu d'être qualifié de « personnage abject » par M. Jean-Jack Chénou, porte-parole du PS.

Dans l'hebdomadaire VSD daté 23-29 mai, le journaliste Jacques Lamarmann avait écrit : « Roger Bambuck ayant été blanché du président gouvernement, nous avons eu un moment qu'Edith avait remplacé un Noir par un Blanc. Mais non, nous avons toujours notre homme de couleur en la personne de Kofi Yamgnane », nommé au ministère de l'Intérieur. Avec un aussi joli nom, on aurait plutôt vu M. « Miam-Miam » au ministère de l'Alimentation. Que M. le secrétaire d'Etat ne pardonne cet humour bien parisien rapporté directement d'un taxi, où j'avais pris place dimanche soir, au retour d'Auschitz. J'ai trouvé cela tout à fait à ma portée ».

MELO HYMAN
MANHATTAN
TRANSFERT
de DOS PASSOS



240 PAGES 160 Frs.

سكوت لاند

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'opposition estime que le projet « anti-ghettos » n'est qu'une « réponse de circonstance » aux difficultés des banlieues

Les députés ont commencé, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi d'orientation pour la ville, présenté par MM. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, et Paul Quilès, ministre de l'équipement et du logement. Le débat se poursuivra jusqu'à la fin de cette semaine.

Il a fallu la mort d'un jeune homme - il s'appelait Thomas Claudio, - au mois d'octobre 1990, dans une banlieue de Lyon, pour que la politique de la ville, édictée en priorité du second septennat de M. François Mitterrand, trouve quelqu'un au gouvernement, en la personne de M. Michel Delebarre, qui n'aurait plus qu'à penser à ça. Et, amère ironie, c'est au lendemain de la mort d'un autre jeune homme - il s'appelait Ayssa Rich, - dans une lointaine banlieue de Paris, que le ministre d'Etat a pu venir, mardi 28 mai, défendre son projet de loi d'orientation pour la ville devant l'Assemblée nationale (le *Monde* du 29 mai). Pourtant, ce fut comme si le Maastricht, à Vaux-en-Velin, ou le Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, étaient sur une autre planète.

Véritablement étrangers ou, au mieux, impuissants devant les explosions soudaines qui secouent les banlieues, les députés, à de rares exceptions près, ne sont guère sortis, en effet, de leurs lieux habituels : provocations, polémiques, querelles de procédure - pour ne citer que le plus souvent, tout au long de la première journée de ce débat, qu'un discours mécanique, répétitif, désincarné. Et expliquant que l'objectif essentiel de son projet était de « nous faire passer de l'urbanisation subie à l'urbanisation maîtrisée », le ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire a lui-même désigné ce qui était présenté comme « la » grande réforme de cette session de printemps du Parlement : « Un texte législatif ne règlera pas à lui seul et pour toujours tous les problèmes qui se posent dans notre espace urbain ».

D'abord le chômage

Ce projet, a ajouté M. Delebarre, est « le premier élément d'une politique de prévention et de prévention ». Il comporte des mesures précises telles que la possibilité, pour les collectivités locales, de mieux coordonner leur action au travers de programmes locaux de l'habitat (1), ou d'accroître leurs réserves foncières grâce à la création de nouveaux établissements publics financés par une taxe spéciale d'équipement. M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et du logement, a également annoncé que le gouvernement avait décidé de prolonger de cinq ans le dispositif fiscal en faveur de l'investissement local, qu'il avait lui-même instauré en 1985. Mais il n'est pas sûr que l'ensemble des dispositions très techniques contenues dans le projet puissent répondre de façon suffisamment rapide aux difficultés rencontrées dans les « quartiers difficiles ».

Comme l'a remarqué le rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Guy Malandain (PS, Yvelines), « pendant trente ans s'est construite sous nos yeux une civilisation urbaine contenant en germe une sorte de bombe à retardement, sans que le pouvoir politique le pressente ». Il est donc urgent d'agir. Mais, pour l'opposition, les principales dispositions du projet, qui concernent l'urbanisme et le logement, sont largement insuffisantes.

Le premier, M. Mielbe Girard (RPR, Val-de-Marne) a donné le ton : il faudrait parallèlement, a-t-il expliqué, développer l'école, créer des emplois, lutter contre l'immigration clandestine, augmenter les effectifs de police, etc. « Votre projet est une réponse de circonstance et de camouflage », a estimé M. Girard. Aujourd'hui, tout le monde condamne les casseurs de monde, mais peut-on oublier qu'ils étaient des bambins de huit ans lorsque François Mitterrand a été élu président de la République ?

« Cette loi d'orientation est dans une grande mesure inutile », a ajouté M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne). Le mal des banlieues, c'est d'abord le chômage, particulièrement celui des jeunes. Même si l'on jure d'un logement

décent, si l'on n'offre pas de travail, pas d'espoir, pas d'avenir, comment éviter les explosions ? » Puis M. Robert Ponjède (RPR, Côte-d'Or) a repris le même thème : « Quand on échoue dans le domaine de la formation des jeunes, du logement social, de la sécurité urbaine, du contrôle de l'immigration, on ne peut pas réussir une politique de la ville ». Mais le maire de Dijon s'est aussi inquiété du « caractère autoritaire » du texte : « Est-il concevable, en 1991, d'imposer des programmes locaux de l'habitat, de donner à l'Etat et aux préfets des pouvoirs exorbitants en matière d'urbanisme, qui vont absolument à l'encontre du principe de libre administration des collectivités locales ? Pourquoi cette volonté tenace, déjà manifestée dans le projet Joxe-Marchand [sur l'adminis-

tration territoriale de la République], de remettre en tutelle les élus ? »

Pour le porte-parole du groupe communiste, M. André Darmon (Seine-Maritime), le projet part, en revanche, « d'un constat et d'une analyse que nous pourrions presque partager ». Mais le PC, qui n'arrêtera sa position qu'ultérieurement, en fonction du sort qui sera réservé à ses propositions, est hostile à deux aspects du projet : le désengagement financier de l'Etat et l'attente à la liberté des communes. Il revendique, en outre, des créations d'emplois qualifiés, notamment pour les jeunes, qui « ont touché les limites des stages-bidons en leur ont une conscience aiguë des formes d'exploitation et d'exclusion qui leur sont réservées ».

Sans jamais recevoir de vérita-

ble réponse de la part du groupe socialiste, les auteurs de l'opposition se sont ensuite de nouveau succédé à la tribune pour dénoncer la portée limitée du projet de M. Delebarre : « Un mauvais répertoire de réformes sur le logement », selon M. Gilles de Robien (UDF, Somme). « Ce qu'il nous faut, c'est une loi qui apporte du travail, une formation, un salaire », a répliqué M. Jacques Toubon (RPR, Paris).

L'échec scolaire

Seul - mais il était déjà minuit - M. Michel Noir (non ins., Rhône) a cru nécessaire de rappeler ses collègues à davantage de modestie, en affirmant que « la question urbaine est devenue, jusqu'à l'insu des politiques, la ques-

tion politique principale de notre société ». L'affrontement dominant des années 60 et 70, qui était celui des rapports sociaux dans l'entreprise, s'est progressivement déplacé vers l'espace urbain, a expliqué en substance le maire de Lyon. « Un toilettage technique de certains articles du code de l'urbanisme ne saurait constituer une loi d'orientation sur la ville », a-t-il ajouté, en rappelant - sans citer nommément le chef de l'Etat - l'un des principes posés par M. François Mitterrand lors de son discours sur la ville, le 4 décembre 1990 à Bron : « l'unité de commandement ».

Puis, en évoquant l'un des thèmes qui lui sont chers, la lutte contre l'échec scolaire et la faiblesse des crédits qui y sont affectés, M. Noir a conclu son propos sur le mode émotif : « Ce jour-là,

devant une telle incapacité à reconnaître la lutte contre l'échec scolaire comme la priorité des priorités, j'ai presque eu envie de dire que c'était fou, que tout explosait (...), que je continuais à recevoir chaque mois les chiffres du nombre de morts par overdose ou suicide de jeunes de vingt ans. J'ai ressenti que, non, décidément, ce n'était pas la société dont je rêve, que nous, les adultes, nous étions des monstres à nous en laver les mains ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Des dispositions particulières sont prévues pour accroître le parc de logements sociaux dans la région Île-de-France et dans les onze agglomérations suivantes : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Nice, Nantes, Toulon, Grenoble, Strasbourg et Rouen.

Le coup de colère de M. Bonnemaison

M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) est en colère. Il n'a pas apprécié, mais alors pas du tout, la présentation qu'a faite M. Edith Cresson, mercredi 24 mai, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, du projet de loi sur la sécurité intérieure qui pourrait être bientôt soumis au Parlement. Et le député, maire d'Episy-sur-Seine, vice-président du Conseil national des villes, a tenu à le faire savoir au premier ministre, par une longue intervention, mardi 28 mai, devant le groupe socialiste qui la recevait, et par une lettre qui devait lui parvenir mercredi.

M. Bonnemaison a souhaité mettre en garde M. Cresson contre l'interprétation trop « sécuritaire » d'un projet lancé il y a trois ans par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur. Dans son discours de politique générale, M. Cresson avait en effet souligné que les nouvelles « attentes de sécurité » des Français désignaient « logiquement » des objectifs : la défense des intérêts fondamentaux de la nation, la lutte contre la drogue, la maîtrise des flux migratoires, la police de proximité.

Alors, celui qui depuis une dizaine d'années mène un combat en faveur de la prévention de la délinquance est sorti, une fois de plus, de sa réserve. « Chaque fois qu'il y a des problèmes, on dit qu'on va augmenter le nombre de policiers, et celui des places de prison. Le projet de loi sur la sécurité intérieure, ce ne doit pas être seulement des flèches en plus ! » A ceux qui seraient tentés de voir dans les explosions de violence dans les banlieues ou dans les chiffres de la délinquance le signe de l'échec des politiques de prévention tant prônées par la gauche, M. Bon-

nemaison réplique que c'est en fait « la politique de la répression qui a échoué. C'est là que, depuis dix ans, on a mis les principaux moyens financiers, pas dans les missions Bonnemaison, ou à la délégation interministérielle à la ville : les seuls crédits de fonctionnement du « plan treize mille places de prison » lancé par M. Albin Chabanon sont plus importants que ceux dont dispose directement M. Delebarre pour son ministère de la ville ».

Aujourd'hui, M. Bonnemaison ne cache pas son inquiétude face à l'agitation dans les banlieues qui « nourrit un racisme latent ». Selon le député socialiste, « l'ensemble de la jeunesse d'origine étrangère, qui a été si consciencieusement pendant la guerre du Golfe, est aujourd'hui d'une inconscience préoccupante. Et, du même coup, les risques qu'elle encourt sont bien supérieurs à ceux que l'on avait imaginés pendant le conflit. Aujourd'hui, on pleure un enfant à Mantes. Combien seront-ils demain ? »

« Je ne veux plus de compliments »

M. Bonnemaison n'a pas trouvé de vrai réconfort dans le soutien qu'il a apporté mardi le premier ministre à l'érection sous son autorité d'un groupe de travail des députés socialistes sur l'animation sociale et la sécurité. « Cela fait des années que l'on me fait des compliments. Maintenant, je n'en veux plus ! » Dans la lettre qu'il devait adresser à M. Cresson, M. Bonnemaison fait une proposition : il est encore temps, selon lui, de revenir sur le programme « treize mille » en utilisant pour d'autres fonctions, notamment le contrôle judiciaire, le personnel péniten-

taire qui a été prévu pour l'entrée en application du plan. « S'il y avait un vrai contrôle judiciaire, on ne verrait pas les coupables remis en liberté provisoire venir crâner devant leurs victimes de la veille ».

M. Bonnemaison se défend d'être laxiste : « Je suis pour la sanction et la répression, mais je demande qu'on ne mette pas tous les œufs dans le même panier. Il faut une politique intelligente : si la répression ou la prévention sont menées de façon bête, elles se retournent contre vous ».

Après dix ans de gauche au pouvoir, M. Bonnemaison est presque tenté de reprendre à son compte la phrase qu'avait prononcée, au cours d'une conférence à Paris, le président de l'association des maires des Etats-Unis : « Nous sommes en train de perdre, dans nos villes, la bataille contre le crime et la drogue parce qu'il y a dix ans nous n'avons pas su livrer celle qui s'imposait contre la pauvreté et la solitude ». Seule consolation pour le député : il part lundi prochain en Australie, à l'invitation du premier ministre, pour exposer ses idées sur la prévention de la délinquance. Là-bas, en outre, comme aux Etats-Unis, on les trouve tellement intéressantes que l'on a même baptisé le programme de prévention de la délinquance, « Good neighbourhood » (bon voisinage, traduction très approximative de « bonne maison »).

PASCALE ROBERT-DIARD

Les élus locaux du RPR débattent de l'insertion et de la solidarité

Bien qu'après depuis longtemps mais reporté pour cause de guerre du Golfe, le colloque organisé le 29 mai par l'Association nationale pour la démocratie locale, avec pour titre « Les élus gaullois et leurs politiques de solidarité », ne pouvait mieux tomber, aux yeux du mouvement de M. Chirac, puisqu'il se situe pendant le déroulement du débat sur la ville à l'Assemblée nationale. Les membres du RPR reprochent en effet au projet de M. Delebarre d'aller notamment à l'encontre de la décentralisation en redonnant aux préfets des pouvoirs de contrainte sur les maires et celui de légiférer globalement en ne s'attaquant qu'à un problème foncier.

Les élus gaullois réunis en ce colloque présidé par M. Domioque Perben, député RPR et maire de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) ont donc, par coïncidence, mis l'accent sur les réalisations concernant les divers aspects de la solidarité qu'ils ont opérés dans les villes ou les départements qu'ils dirigent.

De nombreux élus locaux sont venus exposer les solutions mises en œuvre sans toutefois les présenter comme des modèles pour toutes les collectivités locales. Ainsi M. Bergelin, président du conseil général de Haute-Saône, expose-t-il en matière « la carte santé » départementale permet aux habitants du RMI (revenu minimum d'insertion) de bénéficier gratuitement de tous les soins

médicaux. M. Giran, maire de Saint-Cyr-sur-Mer (Var) explique la mise en place de liaisons entre sa commune et l'université d'Aix-Marseille pour les étudiants domiciliés dans le Var et l'octroi de bourses municipales aux bacheliers de sa ville.

Un RMI

M. Mancet, président du conseil général de l'Oise, a créé un RMI pour les dix-huit-vingt-cinq ans en insistant sur la notion d'insertion. M. Goujon, adjoint au maire de Paris, a parlé de la lutte contre la toxicomanie dans la capitale. L'aide aux handicapés a été illustrée par les réalisations de M. Barate à Perpignan, de M. Baebelot, maire du Caouet, dans les Alpes-Maritimes et de M. Poncellet, président du conseil général des Vosges. De nombreuses interventions ont également souligné les dispositions particulières prises pour les personnes âgées.

Toutes ces initiatives tendent à montrer que les maires et présidents de conseil général sont désormais beaucoup plus préoccupés que dans le passé par les problèmes de l'insertion dans la vie de la cité des jeunes sans formation, des toxicomanes, des handicapés, des personnes âgées.

A. P.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
HISTOIRE DES IDEES POLITIQUES
Tome 1 et Tome 2 par Paul DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

7 jours de suite fin juin

L'Irlande d'été à un prix d'automne.

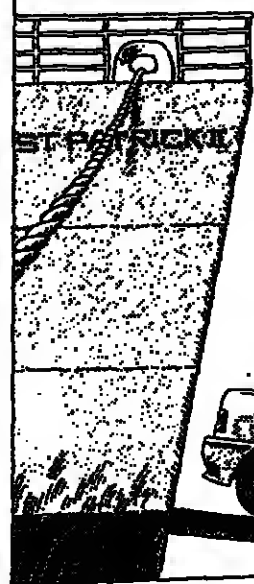
Pour fêter la première semaine de l'été - du 21 au 27 juin - Irish Ferries offre à tous ceux qui partiront cette semaine là en Irlande avec leur voiture, le tarif Hors-Saison. Et, bénédiction inespérée, ils pourront rester en Irlande jusqu'au 14 juillet.

Le résultat est absolument admirable : si vous êtes 4 à partir, chacun paiera 1085 F A/R, soit une économie globale de 1565 F. La voiture est bien sûr comprise ; les couchettes sont en supplément à partir de 90 F A/R.

Des tarifs aussi profondément émouvants appellent une action urgente, d'autant que l'été est dans un mois à peine. Aussi ne perdez pas une minute : réservez dès maintenant.

Et partez du Havre ou de Cherbourg dans une ambiance résolument irlandaise (nos 2 superbes car-ferries ne s'appellent pas *St-Patrick* et *St-Killian* pour rien) directement vers Rosslare ou Cork.

Contactez toute affaire cessante votre Agent de voyages ou Irish Ferries.



Irlande
Ecartez-vous du droit chemin.
Minutal 36 15 IRLANDE



IRISH FERRIES

Le N°1 sur l'Irlande
Agent général : Transports et Voyages
8, rue Aubert, 75009 Paris, Tél. (1) 42 86 90 90
Minutal 36 15 IRISH FERRIES

SOCIÉTÉ

Après de nouvelles violences aux Mureaux et à Sartrouville,

La colère sourde de Mantes-la-Jolie

Les incidents sont de plus en plus nombreux dans la banlieue parisienne. Plusieurs incendies d'origine criminelle ont été provoqués, dans la nuit du 28 au 29 mai, par de jeunes inconnus aux Mureaux (Yvelines). Des voitures volées ont été précipitées dans des vitrines de la galerie commerciale locale, et quatre magasins ont été détruits par les flammes. Au cours de la nuit précédente, des vitrines avaient été brisées et des cocktails Molotov avaient provoqué un début d'incendie dans la galerie marchande de la cité des Indes, à Sartrouville (Yvelines) où un jeune homme avait été tué par un vigile le 26 mars.

A une quinzaine de kilomètres de là, la ville de Mantes-la-Jolie a connu une journée de manifestations de jeunes lycéens, après la mort d'Aïssa Ilich, victime d'une crise d'asthme à l'issue de sa garde à vue. Le premier ministre, M. Edith Cresson s'est rendue, mardi soir, à Mantes-la-Jolie auprès de la famille du jeune homme, afin de lui témoigner son émotion.

Quatre jeunes interpellés en même temps qu'Aïssa Ilich, ont été condamnés, par le tribunal correctionnel de Versailles, à des peines allant de deux à quatre mois de prison ferme pour « port d'armes » et « coups et blessures » à agents de la force publique.

« La haine ». Sonia Ilich, dix-neuf ans, a répété ce mot, mardi, en sortant, effondrée, du commissariat de police de Mantes-la-Jolie, où elle avait été détenue pendant quatre heures durant, et où son frère cadet Aïssa agonisait la veille, après trente-six heures de garde à vue. Les mille jeunes du Val-Fourré qui ont défilé silencieusement derrière elle et ses parents au lendemain du drame ne disaient pas autre chose. Pour eux, Aïssa Ilich, comme Malik Oussekine et d'autres, sont morts « assassinés parce qu'ils étaient maghrébins », et le commissariat de Mantes évoque « la Gestapo », comme le hurait une banderole.

Quant aux journalistes, ils sont généralement considérés comme des « fouteurs de merde », surtout s'ils osent se promener avec un appareil photographique ou une caméra (lire également page 39). Ce qui n'empêche pas de vivement rechercher leur compagnie. L'heure n'était donc plus aux nuances, mais à une colère sourde, renforcée par le sentiment que le banal affrontement de samedi soir avec la police est désormais éclipsé par une terrible bavure médico-policière de portée nationale.

La tension était à son comble devant les grilles closes du commissariat. Les jeunes manifestants ont stationné pendant une heure, alors qu'était reçue une délégation composée de la famille de la victime, d'élèves et de professeurs qui avaient débrayé. Le cortège, parti du lycée Saint-Exupéry où Aïssa était élève en première G, avait traversé la ville dans une ambiance funèbre. Caméraman et photographes avaient été fermement priés de remballer leur matériel et les journalistes se faisaient serrer de très près par une



faute hostile. Malade encore quelques minutes plus tard devant l'hôtel de ville, avec un faciès-bleu houleux entre les manifestants et M. Paul Picard, le maire socialiste accusé de ne rien faire pour les jeunes et d'oublier les 28 000 habitants des « tours infernales » du Val-Fourré. Mais les jeunes demandaient en premier lieu le départ des CRS de la ZUP, que le maire souhaitait effectivement plus discrets, et surtout « la justice pour Aïssa ».

« Refus d'assistance à personne en danger »

Cette exigence, le père du jeune garçon décédé l'a revendiquée avec une telle dignité et une détermination si forte que la testostérone s'en est trouvée apaisée. Au cours d'une conférence de presse sur le parking du lycée de son fils, M. Hamad Ilich a accusé les policiers de « refus d'assistance à personne en danger » et juré « que la vérité serait faite ». Cet homme, ouvrier chez l'albatros et militant CGT, a déclaré s'être présenté à deux reprises au commissariat. La première fois, dimanche vers 14 heures, il a demandé à voir son fils « pour le cas où il manquerait de médicaments pour son asthme ». On lui a répondu que cela n'était pas possible. Le lendemain matin, même démarche avec sa fille munie des médicaments. Les policiers ont refusé, arguant de la nécessité d'une prescription co-

bonne et due forme. « On m'a répondu : quand on vole dans les magasins comme ton frère, on assume les conséquences », a répondu un peu plus tard la jeune fille.

Selon M. Ilich, lorsque les policiers ont fini par appeler à son domicile pour qu'il apporte d'urgence les médicaments, il était déjà trop tard. Un jeune compagnon de cellule d'Aïssa, placé en garde à vue pour une autre affaire et remis en liberté lundi soir, est venu témoigner des difficultés respiratoires dont le garçon souffrait, selon lui, dans la nuit précédant son décès. « Les policiers l'ont juste sorti de la cellule pour lui faire prendre l'air, puis l'ont remis. Toute la nuit, ils nous ont insultés en agitant leurs matras ». Selon M. Najib El Arouni, cousin de la victime et animateur du collectif de soutien informel qui s'est constitué, Aïssa avait été frappé au moment de son interpellation et, ensuite, dans le fourgon de police qui l'amenait au commissariat.

Toutes ces déclarations, ainsi que les soupçons publics exprimés par le maire ont évidemment renforcé la colère des jeunes du Val-Fourré à l'égard des CRS. Aïssa Ilich est désormais leur martyr, le symbole de leur propre exclusion et de celle de leur cité, méprisée et redoutée par les habitants du vieux Mantes. C'est donc dans une atmosphère électrique que près de

cinq cents d'entre eux se sont réunis à l'Agora, un complexe de salles municipales mis à leur disposition. Ce meeting, qui devait permettre de structurer un collectif de soutien, a tourné court dans la confusion générale après l'agression dont ont été victimes plusieurs journalistes de la part d'un individu isolé. Quelques jeunes, accusant les organisateurs de la réunion de vouloir récupérer la municipalité, ne tenaient visiblement pas à voir le mouvement s'organiser. Les événements ont fait qu'aggraver une crise de confiance aiguë entre les élus et les jeunes du Val-Fourré.

Le calme, très inhabituel ces derniers jours, qui régnait mardi soir au Val-Fourré n'a même pas été troublé par la visite surprise du premier ministre. M. Cresson est arrivée discrètement peu avant vingt-deux heures à la mairie de Mantes, où les élus socialistes étaient réunis. Trompant la vigilance de la petite colonie de journalistes, elle s'est ensuite rendue à Guerville, un village proche, où la famille Ilich s'était réunie, chez une tante. Le jeune compagnon de cellule d'Aïssa, témoin de son malaise, ainsi qu'un professeur de lycée Jean Rostand de Mantes, qui accuse les CRS de « l'avoir frappé sans raison », étaient également présents. Selon M. Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie, M. Cresson a présenté sa visite comme celle d'une mère de famille à une autre mère de

famille, assurant les parents de sa détermination à éclaircir les circonstances de la mort de leur fils. Ces derniers ont porté plainte pour non-assistance à personne en danger et confié leur défense à M. Henri Leclerc.

L'autopsie, reportée en raison de l'hostilité de la famille pour des raisons religieuses, pourrait finalement être pratiquée ce mercredi. Mardi soir, les CRS avaient abandonné leurs positions avancées aux abords du centre commercial pour stationner à la périphérie de la ZUP. Un rassemblement est prévu samedi 1^{er} juin après-midi devant la tour Jean-François Millet, où vivait Aïssa Ilich, en plein cœur du Val-Fourré, dans le quartier des peintres qui n'a qu'un lointain rapport qu'avec le décor de l'Angelus.

PHILIPPE BERNARD

Le PNPF (néonazi) dénonce les « parasites allogènes ». — Après les émeutes de Mantes-la-Jolie provoquées, selon lui, par des « parasites allogènes » composent une « racaille », le bureau politique du Parti nationaliste français et européen, organisation néonazie dirigée par M. Claude Cornilleau, a dénoncé, mardi 28 mai, les « lamentables déclarations » de M. Henri Nallet, ministre de la Justice, attribuant ces « agressions délibérées au chômage de ces jeunes ». Le PNPF indique que son programme prévoit « le renvoi progressif, mais radical, des immigrés non européens dans leurs pays d'origine ».

M. Marchand envisage une réforme des gardes à vue

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, qui inaugurerait, mardi 28 mai, un nouveau commissariat à Antibes (Alpes-Maritimes), s'est dit « tout particulièrement préoccupé par le drame de Mantes-la-Jolie et a rappelé qu'il avait ordonné une enquête à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). « Si, par malheur, il y avait, c'est une hypothèse, une erreur, un manquement, voire une faute, du côté des fonctionnaires de police, je peux vous dire que je serai intrinsèque », a-t-il assuré. M. Marchand a affirmé que cette affaire soulève aussi la question de l'organisation des gardes à vue dans les commissariats, « organisés de la même façon pour un délinquant moyen que pour quelqu'un d'extrêmement dangereux ».

« Une étude avait été ordonnée par mon prédécesseur », (M. Pierre Joxe). « Je veux que cette étude soit menée très rapidement », a-t-il ajouté en déclarant avoir « un certain nombre d'idées personnelles » sur cette question, comme l'installation dans les commissariats d'un système vidéo enregistrant les conditions de la garde à vue.

Renouvellements par téléphone

Le régime des gardes à vue est, depuis de longues années, critiqué par les avocats et certains magistrats, notamment du Syndicat de la magistrature. Cette période de vingt-quatre heures, renouvelable une fois — sauf en matière de stupéfiants et de renouveau où elle peut être portée jusqu'à quatre jours — est fort peu contrôlée, malgré l'obligation légale faite aux procureurs de la République de s'assurer du bon déroulement des gardes à vue. En réalité, comme en matière de surveillance des conditions de détention dans les établissements

pénitentiaires, les parquets, qu'ils soient négligents ou débordés, exercent rarement ces prérogatives et les renouvellements de garde à vue se décident le plus souvent au téléphone. L'article 64 du code de procédure pénale prévoit que les officiers de police judiciaire mentionnent sur procès-verbal la durée des interrogatoires et des repos qui les ont séparés. S'il l'estime nécessaire, le procureur de la République peut désigner, « même à la requête d'un membre de la famille de la personne gardée à vue, un médecin » qui l'examinera à tout moment. Au terme d'un délai de vingt-quatre heures, l'examen par un médecin est rendu obligatoire si la personne gardée à vue en fait la demande.

Pendant le délai de garde à vue, la personne retenue ne peut s'entretenir avec aucune personne extérieure : c'est l'un des points les plus critiqués, qui place la France dans une situation quasiment exceptionnelle par rapport aux autres pays européens, et même aux États-Unis. C'est pourquoi, dans son rapport sur la justice pénale et les droits de l'homme, le commissaire Dalmès-Marty avait proposé que la présence d'avocats soit systématique dans les commissariats : non pour intervenir lors des interrogatoires, mais pour rappeler aux personnes retenues leurs droits, et notamment celui que l'on omet fréquemment de leur signaler, le droit au silence. Les auteurs du rapport estimaient implicitement que la présence d'un avocat modifierait l'« ambiance » des gardes à vue : en particulier, lors d'un entretien individuel avec un avocat, les problèmes de santé pourraient être exposés et pris en compte plus facilement.

JUSTICE

Grève de la faim d'un responsable des douanes écroué à Dijon. — M. Michel Ribaut, chef de l'école lyonnaise de la Direction nationale des recherches et enquêtes douanières, incarcéré à Dijon (Côte-d'Or) le 15 mars, à la suite d'une saisie controversée de drogue par les douaniers, observe une grève de la faim depuis le mercredi 22 mai. Il veut ainsi protester contre l'arrêt rendu par le cour

d'appel de Dijon, qui a confirmé son maintien en détention. Les avocats du fonctionnaire, M. Soulez-Larivière et Thierry Chiron, ont annoncé leur pourvoi en cassation contre cet arrêt. Outre son incarcération dans l'affaire de Dijon, M. Ribaut est inculpé d'infractions à la législation sur les stupéfiants, depuis le mois d'avril, par un juge d'instruction du tribunal de Vénoc (le Monde du 20 avril).

De source policière
Le rapport médical ne faisait pas état de l'asthme d'Aïssa

Les conditions de la garde à vue des jeunes gens étaient « tout à fait normales du point de vue de la procédure », estime M. Alain Brillet, secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police (majoritaire chez les commissaires, enquêteurs et les inspecteurs). Il confirme qu'Aïssa Ilich avait insisté auprès des policiers du commissariat afin de les avertir qu'il était asthmatique.

En revanche, selon lui, le médecin légiste venu examiner le jeune homme au moment du renouvellement de la garde à vue n'en a pas mentionné, dans

son certificat médical, qu'il avait des problèmes asthmatiques. Le médecin a seulement signalé que l'état de santé d'Aïssa était « compatible avec son maintien en détention », et précisé qu'il portait des ecchymoses consécutives à son interpellation par les policiers dans la nuit de samedi à dimanche, alors qu'il lançait des pierres.

C'est en s'appuyant sur ce rapport médical que les policiers ont refusé de donner suite aux demandes des parents d'Aïssa, qui voulaient lui transmettre des médicaments.

E. In.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

DIAGONALES

C'ÉTAIT pendant l'Occupation. La bande à Sartre combattait l'ennemi avec des « fiesas », remède de la tribu désignant des nuits sans orgie mais où le couvre-feu favorisait les rapprochements exténués. Le petit maître de la famille, le futur chanteur et poète Mouloudji, avait trouvé un lieu, à Taverny, en banlieue parisienne. La qualité des participants aurait dû hisser le soir au rang des événements que consacre l'Histoire, Camp du drap d'or ou Vâpres éciennes. Se trouvaient là, tenez-vous bien : Camus, Leiris, Queneau et Merleau-Ponty, sans compter « les » Sartre.

Ceux-ci dormaient déjà, tels des oncles et tantes, quand leur protégée Olga, distraite par une biguine un peu languissante avec Mouloudji, s'avisa que son préféré du moment, Sartre, avait disparu.

Invité à la recherche, Mouloudji poussa la porte d'un jardin d'hiver. A travers les brumes de l'ivresse et le blauré réglementaire des ampoules, il crut deviner un couple en pleine effusion. « Et là ? », demanda Olga. « Non », dit Mouloudji, je crois que ce sont des gens qui font l'amour ».

Bien sûr, c'était Sartre ; avec une autre Olga lui fit une scène si vive, que la jeune femme, comme une poissonnière, lui reprocha Sartre, très protestant. Ameutée, toute la maisonnée vint aux nouvelles, y compris oncle Jean-Paul et tante Simone. Cette dernière fit faire Olga et l'entraîna dans sa chambre.

« C'est con, la fille ne me plaisait même pas », confia Sartre, tel un personnage de Sartre, à Sartre.

On attendait Hegel : on avait eu Feydeau. Le lendemain, au Café de Flore, Mouloudji tombe sur Sartre, qui refuse de lui serrer la main et lui lance, avec la froideur d'un verdict populaire : « Vous êtes un salaud ! » ; ce qui, en sarrin, veut dire beaucoup plus que « salaud », quelque chose comme « infâme traître au prolétariat », « sale bourgeois », « lecteur du Figaro ».

Plus tard, au même Café de Flore, Mouloudji rinda du Castor en personne l'explication de

Familles, je ne vous hais point !

sa mise en quarantaine. Aux yeux de toute la bande, il aurait étonnamment dénoncé Sartre par amour sans retour pour Olga.

« Même si vous êtes coupable, nous vous pardonnons ! », ajouta sèchement Beauvoir, avant de replonger du turban dans son ouvrage. Terrible justice, qui s'accommoda de « même si », et vous absout pour d'autres motifs que la vérité — manœuvre foncière (?), humeur du jour, ou, plus probablement, complexe vieille France à l'égard du mât de cocagne Mouloudji, barbare, juif selon certains, prolo, bref « autre », affreusement !

Cette affaire capitale et digne, décidément, de figurer au panthéon des manuels scolaires, c'est Mouloudji lui-même qui la révèle dans un livre de souvenirs plein de gentillesse drôle et d'une modestie dont les artistes ne sont pas coutumiers (la Fleur de l'âge, Grasset). Le vau-deville de Taverny confirme ce qu'on apprit les correspondances croisées « des » Sartre : qu'on eût beau maudire la famille bourgeoise, celle-ci vous colle aux porte-chaussettes, avec ses écorces contingents et ses accommodements hypocrites.

La même permanence ressortait des Cahiers où la « petite dame », voisine et confidente de Gide, consignait par le menu les mœurs toutes bourgeoises et claniques « du » Vaneau. « Familles, je vous hais ! », avait grondé le vieux bonze, qui aura suscité tant de vocations à devenir écrivain, sinon à écrire une œuvre. La vérité historique exigeait qu'on substitue à ce cri de détestation, plus provocant que sent,

l'exemple fameux de la litote : « Familles, je ne vous hais point ! »

Autre preuve que l'institution familiale reste la creuset par excellence des destins créatifs. Rincez par les révoltes qu'elle inspire : l'album que « La Pléiade » consacre à Sartre et qu'elle offre à tout acheteur de trois volumes de la collection.

Le principe même de ces ouvrages s'apparente à un des rites sacrés de la famille. Quels parents, quels enfants, n'ont pas réuni dans un cahier, légendé pieusement, et feuilleté le dimanche, les photos de la chère lignée, depuis les aïeux en canotier déjeunant par la guerre de 1914 jusqu'aux derniers rejetons, sur leur coussin à langer ou sautant, en bob, leurs premières vagues océanes !

Chez Sartre, les enfants sont remplacés par les généraux de théâtre, les amis des « fiesas », les visages aux Grands de la guerre froide. Mais l'ascendance rappelle toutes les bonnes dynasties bourgeoises, avec le papa polytechnicien, la Schwitz, au côté de maman, les maisons cosuées, les lycées haut de gamme, les prix d'excellence.

Parfaitement résumée par Annie Cohen-Solal, pour qui son érudition de biographe dut d'abord être un handicap plus qu'un atout, la vie de Sartre déroule ses sinuosités, auprès desquelles l'écriture, qui fut la grande affaire de son existence, le seule au fond, paraît étonnamment régulière, scandée comme un échelonnement.

Rien n'est plus émouvant, quand on parcourt le passé d'un écrivain, que les fac-similés des manuscrits, ce tracé où vibrent une pensée et une imagination sans cesse en gène. Cette coulée de mots, où Sartre voyait un absolu et le gage de sa survie, console du vendetta que le temps inflige aux visages. Du gauchisme volé au regard ailleurs, on remonte en hâte au normalien blagueur, pipe au bec, et au « Pou-lou » à la plage, scrutant l'avenir entre son seau et sa pelle.

Tout, pour tout le monde, commence ainsi.

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

le débat sur le rôle de la police est relancé

Un entretien avec le secrétaire général de la FASP

« Il est urgent de systématiser l'ilotage dans les banlieues difficiles », nous déclare M. Richard Gerbaudi

Au lendemain des incidents de Mantes-la-Jolie, M. Richard Gerbaudi, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majorité chez les policiers en tenue), prend position sur l'action de la police dans la crise des banlieues. Il estime qu'il est urgent de systématiser l'ilotage dans les banlieues difficiles.

« Les émeutes du Val-Fourré et la mort d'Aïssa Ithie auraient pu être évitées »

— A Mantes, un accord avait été passé entre la municipalité, la police et la jeunesse. Il prévoyait que les problèmes du Val-Fourré devaient être réglés entre la mairie, les jeunes

et la police urbaine de la ville. Lors de la première nuit d'incidents, il y a eu, apparemment, un drame : concours de circonstances. Le commissaire titulaire n'était pas là et son adjoint était en congé. C'est donc le commissaire de permanence, venu des Mureaux, qui a dirigé les opérations de maintien de l'ordre. Ne connaissant pas le secteur, il a fait appel aux compagnies républicaines de sécurité. Les CRS ont fait leur travail et ils ont procédé à des interpellations. C'était un coup de canif à l'accord passé avec les jeunes, qui n'ont pas supporté cette rupture de contrat.

« La mort du jeune Aïssa est terrible. Quand on a dix-huit ans, une garde à vue est toujours traumatisante. Dans l'attente des résultats de l'enquête et de l'autopsie, la prudence s'impose. Mais il semble bien que le jeune homme ait manqué de

médicaments, alors que ses parents avaient cherché à lui en faire passer. Sur ce point, la règle est formelle : il est interdit de communiquer un objet à une personne placée en garde à vue. Comment les policiers pourraient-ils savoir s'ils ont affaire à des malades ou à des simulateurs ? Le drame de Mantes conduit à réclamer la mise en place d'une assistance médicale permanente dans les commissariats, pour les personnes mises en garde à vue comme pour les policiers.

« Quelle type de présence policière vous semble possible dans les quartiers sensibles ? »

— A Vaulx-en-Velin, dans l'île de la Réunion ou à Mantes, les policiers doivent agir dans l'urgence des échauffourées, des voitures incendiées, des jeunes exaspérés. A nos yeux, la seule solution est d'assurer une présence policière, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans les quartiers difficiles. Mais pas n'importe laquelle ! Contrairement à ce que vient d'avancer Robert Paudrand, il ne faut pas quadriller les cités avec les forces mobiles. Ce serait mettre le feu aux poudres en choisissant a priori de se placer en situation d'affrontement.

« Il est urgent de systématiser l'ilotage dans tous les quartiers difficiles. Chacun y a intérêt : les policiers, pour que leur tournée se passe bien, comme les jeunes, qui préfèrent avoir affaire à des policiers qu'ils connaissent, plutôt qu'à des « déconcrets » massives avec des contrôles d'identité systématiques. Les gens sont en colère contre la police d'agression, pas contre la police de proximité.

« Les policiers savent très bien qu'à partir du moment où ils ne rentrent plus dans un quartier, la drogue s'y développe, les dealers et les bandes s'organisent, avec souvent une solidarité interne forte chez les autres jeunes. Pourquoi des policiers, à Lyon, Marseille ou Bordeaux, ont-ils reçu pour consigne de ne pas pénétrer dans certains quar-

tiers ? Quand leur hiérarchie leur dit : « Ne rentrez pas dans les cités, n'interpellez plus les motards non caqués, laissez-les », nos collègues sont démotivés. Les policiers veulent être soutenus. C'est affaire de volonté politique.

« Peut-on développer l'ilotage dans des quartiers où les policiers sont accueillis à coups de pierres ? »

— Les pierres pleuvent quand la situation s'est dégradée. Dans trop de quartiers, on intervient seulement en menant des opérations commandées, à plusieurs véhicules. Une heure après, tout recommence. La présence à pied, en contact des jeunes, à chaque fois qu'elle est mise en place, ça marche. C'est grâce à la prévention, à l'ilotage, que l'on peut repérer, dans la grande masse des jeunes des cités, ceux qui sont les « vrais » délinquants. Faute de quoi, on interrompt les jeunes sans distinction, on crée des injustices, on cristallise des mécontentements.

« Nous savons bien que la police ne pourra jamais empêcher les crises sociales et que la politique de la ville relève du pouvoir politique. Mais pour l'heure, la FASP est mécontente du traitement du dossier « banlieues ». Le 25 octobre, nous avions lancé un cri d'alarme face aux tensions que nos délégués sentaient monter. Nous regrettons de ne pas avoir été convoqués plus tôt par le ministre de la ville, qui vient seulement de nous inviter. Et nous déplorons qu'il n'ait pas été donné suite à notre projet de créer des « missions urbaines dialogue-prévention », qui visent à faire se rencontrer les policiers et les habitants d'un quartier. Depuis octobre, les explosions se sont multipliées. Si rien n'est fait, l'été risque d'être très chaud.

Propos recueillis par ERICH INCIVAN

MÉDECINE

Les négociations au ministère de la santé ayant échoué

Blocage dans le conflit des infirmières anesthésistes

Les infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation, en grève depuis le 21 mai, ont organisé un rassemblement, mercredi 29 mai, près de l'Assemblée nationale, après l'échec des négociations avec le ministère de la santé.

début de carrière augmenter de 2 429 F.

On compte, en France, environ 4 500 infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation, dont 1 000 exercent dans le secteur privé. Selon une enquête effectuée par leur syndicat en 1989, 86 % d'entre elles travaillent en anesthésie, c'est-à-dire pour l'essentiel dans des blocs, 6 % en salle de réveil, 4,8 % dans les services d'urgence (SMUR et SAMU), et 3,2 % en services de réanimation.

Déception chez les infirmières et infirmiers spécialisés en anesthésie-réanimation (ISAR) : leur principale revendication, portant sur la création d'une grille indiciaire spécifique, s'est heurtée au refus du ministère de la santé, où une délégation de grévistes — responsables du SNISAR (Syndicat national des infirmiers spécialisés en anesthésie-réanimation) et de la coordination nationale — a été reçue mardi 28 mai.

La création d'une grille indiciaire spécifique supposait de modifier les accords Durafour sur la fonction publique, prolongés, pour les infirmières, par le protocole Evin. Les pouvoirs publics n'ont pas souhaité prendre ce risque. « Les grandes centrales syndicales considéraient comme une rupture des accords Durafour une telle mesure qui pourrait donner lieu à des revendications similaires pour d'autres catégories de personnel », expliquait-on, à l'issue des négociations avec les ISAR, au ministère de la santé. Un effort significatif concernant l'ensemble des infirmières a déjà été fait. Entre 1988 et 1994, les ISAR auront vu leur rémunération de

Jusqu'en 1^{er} août 1990, leur salaire était identique à celui d'une infirmière de soins généraux, soit 6 759 F brut en début de carrière et 10 404 F au bout de dix-sept ans, signale leur syndicat. La signature des accords Durafour a permis d'obtenir une nouvelle bonification indiciaire (NBI) de 627 F, qui devrait atteindre 810 F, en août 1992.

La formation d'ISAR nécessite, après trois années d'études d'infirmière, deux années supplémentaires de spécialisation. Elle est sanctionnée par un certificat d'aptitude créé en 1960. Mais il a fallu attendre août 1988 pour que les techniques d'anesthésie soient réservées à ces infirmières spécialisées. Depuis 1987, les ISAR réclament à la fois la reconnaissance de leur profession, au même titre que celle des sages-femmes, par la création d'un diplôme d'Etat, et l'établissement d'une grille indiciaire spécifique.

MARTINE LARONCHE

M. Joxe invite gendarmes et policiers à coopérer davantage

Dans un entretien au mensuel *L'Essor de la gendarmerie* de juin, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe affirme son attachement à l'existence de deux grandes forces nationales chargées de la sécurité intérieure, mais il appelle en même temps la gendarmerie et la police à coopérer davantage.

« La gendarmerie nationale est une force militaire chargée de la sécurité intérieure, comme la police nationale est une force civile chargée de la sécurité intérieure », explique M. Joxe. Autant dire que les citoyens trouveront avantage à cette situation si ces deux grandes institutions développent leur coopération et leur complémentarité. Je n'exclus pas qu'à terme des équipements conjoints puissent être développés. Je pense en particulier aux

télécommunications », conclut M. Joxe, qui estime que « le projet de loi sur la sécurité intérieure (annoncé par le précédent gouvernement) devra être l'occasion de progresser encore sur la voie de cette coopération ».

Dans le même numéro, M. Henri Kervae, qui préside l'Union nationale du personnel en retraite de la gendarmerie (UNPRG), éditrice de la revue, se fait l'écho de l'inquiétude que suscitent de tels objectifs chez les gendarmes. De nombreux officiers, notamment, considèrent que le rapprochement entre gendarmerie et police conduit à une absorption de la première par la seconde ou, plus exactement, à une « démilitarisation » de l'une au profit d'une « fusion insidieuse » avec l'autre.

Nous vous rappelons que nos guichets restent ouverts pendant la durée du tournoi.



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 91. BNP

Nos guichets sont ouverts 5 jours sur 7.

Le Monde CAMPUS • EDUCATION

« Lycéens 1991 » : l'angoisse du chômage

Inquiets de l'avenir, mobilisés par les études, recherchant la protection de la famille.
Tel est le portrait collectif que dresse des lycéens un sondage réalisé pour « le Monde », la MNEF et l'ONISEP

ETRANGE tribu que celle des lycéens. Il y a six mois, partis de quelques banlieues grises, ils faisaient irruption dans la rue et dans l'actualité, réclamaient « des sous pour l'éducation » et de meilleures conditions d'études, multipliaient les manifestations, étaient reçus par MM. Jospin, Rocard, Mitterrand et faisaient la une des journaux télévisés. Loin de traverser ce champ de bataille comme Fabrice à Waterloo, ils s'engageaient dans une négociation directe, pied à pied, avec le ministre de l'éducation nationale et décrochaient - bagatelle - quelques milliards de francs supplémentaires pour améliorer la vie dans leurs « bahuts ».

Pour la première fois dans l'histoire des explosions étudiantes et lycéennes de ces vingt-cinq dernières années, le mouvement de novembre 1990 réussissait la prouesse de se battre et de gagner sur des revendications concrètes. Laisant rêveurs, au passage, bien des syndicalistes chevronnés.

Lycée : « Peut mieux faire »

Six mois plus tard, la fièvre retombée, que reste-t-il de l'aventure ? Quelle trace a-t-elle laissée ? Quel jugement portent-ils, à froid, sur leur lycée, leurs études et leur avenir ? Quelle attitude ont-ils à l'égard de la famille, de la société et de la politique ? Par quelles valeurs sont-ils animés ? Autant de questions que permet d'éclaircir le sondage réalisé par SCF Communication pour le Monde, l'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions) et la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France).

Premier constat, premier contre-pied. Le mouvement de novembre dernier est parti de l'exaspération contre des « bahuts pourris » et s'est nourri de revendications matérielles. Ces griefs n'ont sans doute pas disparu. Ainsi le taux de satisfaction sur l'état des locaux (59 %) est très inférieur à ce que l'on serait en droit d'attendre. De même les lycéens jugent leurs relations avec l'administration inexistantes (53 %), tendues (15 %) ou distantes (35 %). Sans parler de la cantine qui, vieille tradition potache, est l'objet de mille griefs et ne satisfait qu'un élève sur trois. A l'inverse, cependant, les trois quarts des élèves expriment leur satisfaction à l'égard des enseignants, de l'enseignement et de l'ambiance de leur établissement, même si, d'une situation à l'autre ou d'une classe à l'autre, les différences d'appréciations sont parfois sensibles. Ainsi 80 % des lycéens de première A (littéraires), s'estiment satisfaits de leurs professeurs contre 66 % seulement de leurs condisciples de première G (technologique tertiaire). De même les relations avec les enseignants sont ressenties comme plus ou moins agréables selon que les élèves entrent au lycée, en seconde, ou s'apprennent à en sortir, en terminale. Enfin les lycéens privés bénéficient manifestement d'une bonne cote puisque leurs élèves sont plus satisfaits que dans le public des locaux, des professeurs et de l'enseignement.

Au total, la grande majorité des jeunes, manifestement, ne « s'éclatent » pas au lycée. Mais ils sont loio, cependant, de formuler un jugement très négatif. Tous types de filières confondus, ils accordent à leur établissement la note de 11,2

sur 20 qui pourrait, sur une copie, être accompagnée de la mention : « Peut mieux faire ». 12 % d'entre eux seulement ne lui donnent pas la moyenne, en particulier les élèves de terminale des filières technologiques (F et G). En revanche, un

quart des lycéens n'hésitent pas à accorder à leur établissement une note égale ou supérieure à 14 sur 20, notamment dans les lycées classiques de centre-ville.

Cette appréciation globale, mitigée mais nullement catastrophique,

sur leurs conditions matérielles d'études démontre assez que, pour les lycéens, le vrai problème n'est pas là. C'était sensible en novembre dernier où paraissait en permanence un malaise beaucoup plus profond. C'est flagrant aujourd'hui. Lorsqu'on leur demande ce qui est « le plus gênant au lycée », la réponse est sans ambiguïté : un sur six mentionne le manque de professeurs, un sur quatre environ les problèmes matériels ou le manque de vie collective. En revanche, la moitié place en tête de leurs difficultés les problèmes d'orientation et de sélection et le tiers souligne « le manque de perspectives d'avenir ».

à l'abri de ce genre de perspective, expriment la même anxiété.

Massive, générale, présente pour toutes les catégories de lycéens, ceux de centre-ville ou de banlieue, enfants d'ouvriers ou de cadres, élèves des filières classiques ou technologiques, cette crainte de l'avenir explique l'attitude des jeunes dans tous les domaines. Dans l'immédiat, comme lorsqu'ils tentent d'imaginer leur vie d'adulte, une obsession domine : la recherche de systèmes de protection et de filets de sécurité.

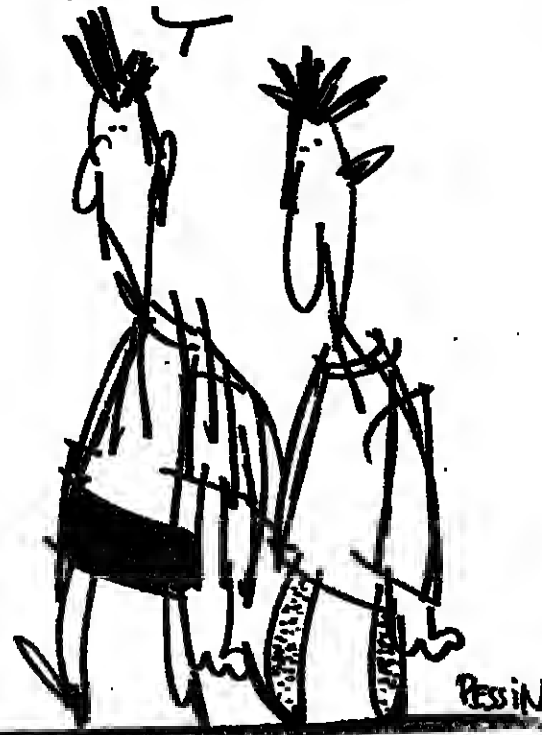
Pas question, par exemple, de voir dans les études une période heureuse de la vie, consacrée à la découverte, animée par la curiosité, nourrie d'esprit critique, encore moins de volonté de refaire le monde. Terre à terre, les lycéens sont plus de la moitié à penser qu'elles sont d'abord faites pour permettre de trouver un travail ; un quart seulement, en particulier les filières littéraires, privilégient l'acquisition d'une « culture générale » et moins d'un dix sur dix estime que le plus important dans les études est de former sa personnalité.

Etape obligée du parcours qui les conduira vers leur futur métier, les études sont vécues comme une contrainte, mais une contrainte décisive et les diplômés sont très fortement valorisés. Ainsi la très grande majorité des lycéens (96 % dans les lycées classiques et 88 % dans les lycées techniques et même 53 % dans les filières professionnelles - voir encadré) envisagent de poursuivre leurs études le plus loin possible dans l'enseignement supérieur.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 16 et notre dossier pages 14 à 16

C'EST PAS LA VIE QUI ME FAIT PEUR. C'EST TOUT LE RESTE !



Filets de sécurité

Toutes les filières sont touchées par cette incertitude. C'est une évidence dans le technique où 66 % des élèves de terminales F et G placent les problèmes d'orientation au premier rang de leurs préoccupations. Mais c'est également le cas pour 49 % des élèves de terminale C, la filière « noble » débouchant sur les filières les plus prestigieuses de l'enseignement supérieur. De même, plus de 40 % des terminales A, B et D s'inquiètent du « manque de perspectives d'avenir ».

Bref, s'il existe parmi les lycéens un sentiment fédérateur, c'est bien cette inquiétude, voire cette angoisse de l'avenir. Pour les enfants de la crise, né au moment du premier krach pétrolier, le chômage n'est pas un vain mot : globalement, ils sont près de neuf sur dix à estimer que c'est une menace réelle pour eux et près de 70 % des terminales C, o priori bien

La concertation en rodage

Créés dans la foulée du mouvement lycéen, les conseils académiques de la vie lycéenne restent une structure bien lointaine

RÉNOVATION des lycées, droits et devoirs des lycéens, orientation : l'ordre du jour est copieux. A 15 heures tapantes ce mercredi 22 mai, ils sont réunis à la salle de la proximité des examens n'en ont découragé qu'un petit tiers. Sur les vingt élèves membres du conseil académique de la vie lycéenne de Bordeaux, quatorze sont présents (dont seulement trois filles). Un succès qui étonne le recteur, M. Philippe Lucas, qui « n'en espérait pas tant ». Contrairement au conseil régional qui occupe trois sièges mais qui n'a dépêché qu'un seul de ses représentants, les délégués lycéens ont fait un bel effort.

Institué en novembre 1990 dans la foulée des manifestations lycéennes, le conseil académique de la vie lycéenne est une instance de dialogue comprenant quarante membres, dont vingt lycéens élus parmi les délégués des élèves. Il est censé leur permettre de se faire entendre des diffé-

rents partenaires du système éducatif, recteur, parents d'élèves, représentants d'associations et membres du conseil régional, et d'être associés aux décisions concernant « toutes les questions relatives à la vie matérielle, pédagogique, sociale et culturelle des élèves ». Un vaste programme, qui doit tenir de trois séances annuelles minimum. A Bordeaux, où l'on compte près de 40 % de lycéens professionnels, douze sièges ont été attribués aux lycéens classiques et techniques et huit aux lycéens professionnels, et en cas de défaillance chaque membre du conseil peut se faire remplacer par un suppléant.

Elu par curiosité

Est-ce parce que la fin de l'année approche ou est-ce déjà de la lassitude face à cette institution toute neuve ? Beaucoup de suppléants sont présents à la séance du 22 mai. Ils viennent pour la première fois, un peu en touriste. Se

plaignant de n'avoir « pas pu préparer la réunion avec les autres élèves », ils se sentent « pris de court », comme Julien, du lycée de Chéreau (Pyrénées-Atlantiques), qui s'est fait élire « par curiosité » et qui repartira sans avoir dit un mot. Le recteur fait pourtant bien les choses. Tous les lycéens ont reçu, dix jours avant la réunion, le texte du décret sur les droits et obligations des lycéens (1) ainsi qu'un résumé en une quinzaine de pages des « propositions pour la rénovation pédagogique des lycées » (le Monde du 23 avril).

Mais le fameux décret, arraché de haute lutte à la suite du mouvement lycéen et publié par le ministère en février dernier après moult hésitations, ne déclenche pas les passions. Au grand étonnement du recteur, les délégués ont visiblement fait l'impasse. « Tout ce qui est dans ce texte existe déjà. En tout cas chez nous », s'excuse un élève du lycée technique Gustave-Eiffel

de Bordeaux. A peine amorcé, un débat timide sur la responsabilité des élèves majeurs tournera court. « Au lycée, que tu sois majeur ou mineur, c'est la même chose. Tout est contrôlé, jugé. Cela pose tout de même un problème », ose un lycéen de Bayonne. M. Ratel, proviseur du lycée de Lormont (Gironde), et par ailleurs représentant du Syndicat national des personnels de direction des établissements secondaires (SNPDES), saisit la balle au bond. « Si on se met dans l'optique du lycée, un élève majeur ne peut pas choisir d'être absent ou présent, trancher-il. Ou alors il faut le dire. Et ne pas imputer aux chefs d'établissement les conséquences de cet absentéisme. » Fin de l'échange.

Soulevée par le recteur, la question de « la citoyenneté du lycéen » inspire bien davantage le représentant FPE des parents d'élèves que les lycéens eux-mêmes. De quoi veulent-ils parler alors ? Des « projets » qui se mettent en

route dans leurs lycées, grâce aux 3,5 millions de francs attribués à l'académie pour le Fonds de vie lycéenne et aux 7 millions de francs reçus pour le Fonds social lycéen. Et de cela seulement. Sandrine, élève de BEP au lycée hôtelier de Talence (Gironde), parle avec conviction de l'aménagement, dans son lycée, d'un foyer pour les terminales et du lancement d'un « bureau de parrainage » qui devrait, l'an prochain, faciliter l'intégration des nouveaux élèves.

Sallak, du lycée Albert-Camus de Moulins (Pyrénées-Atlantiques), raconte que, chez lui, les délégués ont procédé par sondage auprès des élèves. Deux projets ont été plébiscités. L'organisation de « séances de relaxation » - « parce que, monsieur le recteur, les élèves sont stressés » - et de cours de rattrapage. « Pour tous ceux qui ne peuvent pas payer de cours particuliers », « Les souhaits des élèves tournoient en majorité autour du soutien, de l'entraide, poursuit Sallak. On a tous peur de ne pas s'en sortir. On voit le chômage. Le sport, les loisirs, bref, s'amuser, c'est bien. Mais l'école, pour nous, c'est surtout une chance de s'en sortir. »

Pour terminer l'année en beauté, le recteur fait une proposition. Pourquoi un groupe de délégués, membres du conseil, n'iraient-ils pas l'an prochain, « plancher » devant les étudiants de l'institut

universitaire de formation des maîtres (IUFM) ? La réaction en demi-teinte est à l'image de la réunion : ni enthousiaste ni hostile.

Au bout du compte, l'impression est mitigée. Le dialogue est sympathique mais maladroît, un peu convenu, les parcours trop balisés - voir encadré - envisagent de poursuivre leurs études le plus loin possible dans l'enseignement supérieur.

La structure est en rodage. Et sans doute trop lointaine et un peu formelle pour capter l'écho de la vie des cinquante-neuf lycées et des des cinquante-neuf lycées professionnels de l'académie. C'est peu dire par exemple que le débat proposé sur la rénovation des lycées n'accroche pas les membres lycéens du conseil. Faut-il s'en étonner ? La plupart sont en terminale, ils ont déjà un pied dehors. D'autres, l'an prochain, prendront le relais. « Il faudrait mobiliser les élèves de seconde pour ces conseils », suggère Fred, un élève de prépa au lycée technique Gustave-Eiffel de Bordeaux. En seconde, on est tout feu, tout flamme, on y croit. Ensuite, on se calme, on fait le moins de vagues possible pour arriver jusqu'à bout. Le jugement est sévère mais lucide.

CHRISTINE GARIN

(1) Décret du 18 février 1991, relatif aux droits et obligations des élèves dans les établissements publics locaux d'enseignement du second degré (JO du 19 février 1991).

PARIS 7°
47.05.01.95

CLERMONT-FERRAND
73.31.19.24

Et toutes agences de voyages.

FORMATION RÉMUNÉRÉE D'INGÉNIEUR PAR L'APPRENTISSAGE EN 5 ANNÉES

DIPLOME DÉLIVRÉ PAR LE CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
(génie mécanique et système de production - électronique et informatique).

THOMSON, SCHNEIDER, EDF, USINOR-SACILOR, PONT-A-MOUSSON, SNECMA, SCHLUMBERGER, VALEO, COGEMA et SNCF proposent 50 places d'apprentissage industriel de haut niveau aux meilleurs bacheliers des séries C, D, E et F.

Retrait du dossier :
INGÉNIEUR 2000
40-27-22-39
40-27-21-38
49-07-80-57

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 15 JUIN 1991

PARIS 14°
45.42.03.87

3615 CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

EDUCATION

« Les lycéens 91 » : un sondage réalisé par SCP communication

LES ÉTUDES

- Avec laquelle de ces opinions vous sentez-vous le plus d'accord :
- Les études sont d'abord faites pour permettre de trouver un métier..... 51
 - La plus importante des études, c'est la formation de la personnalité..... 9
 - La plus importante des études, c'est d'acquiescer une culture générale..... 26
 - La plus importante des études, c'est d'acquiescer une méthode de travail..... 11
 - NSP..... 3
- Pour vous, un lycée doit être :
- Juste un endroit où l'on étudie..... 18
 - Un endroit où l'on peut faire aussi d'autres activités..... 76
 - NSP..... 6

LA POLITIQUE

- La politique :
- Ça me fait rire..... 30
 - Ça m'embête..... 35
 - Ça m'intéresse..... 31
 - Ça me passionne..... 3
 - NSP..... 1
- Quel parti politique :

	serait le plus capable de défendre votre avenir	connaît d'ici l'an 2000 la plus forte agression
PCF.....	5	3
PS.....	23	12
Verts.....	23	30
UDF.....	6	4
RPR.....	12	9
FN.....	5	22
NSP.....	26	20

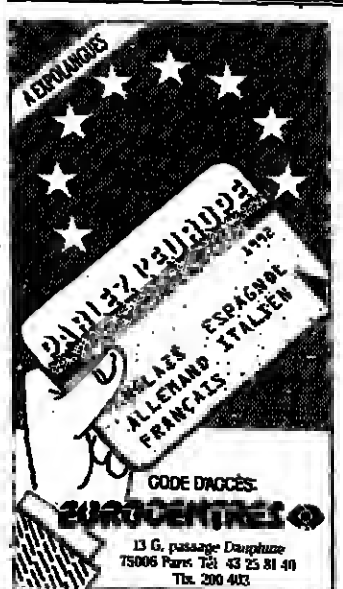
- Pensez-vous que les hommes politiques tiennent compte de ce que pense la population :
- Oui..... 25
 - Non..... 74
 - NSP..... 1

- Le clivage gauche-droite, c'est dépassé :
- Tout à fait..... 19
 - Plutôt..... 32
 - Peu..... 26
 - Pas du tout..... 15
 - NSP..... 8

Besoin de repères

SCHLITIGHEIM
de notre envoyé spécial

Que viennent donc chercher « chez Gérard » les élèves du lycée professionnel industriel du marais à Schlitzheim ? Que viennent-ils faire deux heures durant, entre midi et deux, dans un lieu atypique, à la marge, au bord du terrain de jeux ? En apparence, jouer aux échecs ou aux dames, aux cartes ou au ping-pong. Mais encore ? Quand les salles de permanence se vident, les deux salles de préfabriqués isolées n'enregistrent pas moins de quatre cent cinquante passages en une semaine



et connaissent un bon noyau de cent cinquante habitués (dans un lycée d'un peu moins de neuf cents élèves). Ancien typographe, Gérard Mangold détient peut-être les clés du succès dans son statut « concordataire » tout alsacien. Il est maître auxiliaire chargé par son diocèse d'enseigner la religion. Mais dans « sa » permanence originale, point d'aumônerie cachée. Le Coran et les hadiths du prophète côtoient la Bible autant que les valeurs morales républicaines. Vietnamiens, Turcs ou Maghrébins, croyants ou non, chrétiens, juifs ou musulmans, tous sont logés à la même enseigne. « Ici, on balaye, on nettoie et on range tout soi-même. C'est un lieu à part. Dans le lycée et hors du lycée. Une étincelle d'ouverture, un lieu pour parler. Les jeunes, aujourd'hui, ont besoin de repères. »

Que quelqu'un remarque, en pleine guerre du Golfe, la violence des titres de journaux, et les murs se recouvrent de coupures de presse. Que quelqu'un remarque en plein été qu'on boit l'eau au robinet, et l'on distribue de vrais verres « pour le plaisir et l'esthétique ». « Dans un lycée professionnel, constate Gérard Mangold, il y a trop de technique par rapport à l'humain. Il faut donc un peu plus de paroles, beaucoup d'écoute et un brin de poésie. »

Ici s'enseigne donc « ce qui ne s'enseigne pas sur les autres bancs ». Les « petits détails » et les « règles de la vie ». Afin de penser aux autres et de penser à soi. Sur un fil tendu, trois feuilles manuscrites latiment au lycée qui veut bien le lire : « Pense à ton corps, il pourrait t'oublier un jour... »

J.-M. Dy.



ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maîtrise suisse
- Informations : Informations, secrétariat, de textes
- Diplômes de commerce, secrétariat, de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances juillet-septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 021 22 15 01 - Fax 021 312 87 00 - Tél. 450 600

LE LYCÉE

- Globalement, êtes-vous satisfait des locaux :
- Tout à fait..... 17
 - Assez..... 42
 - Peu..... 27
 - Pas du tout..... 13
 - NSP..... 1
- Globalement, êtes-vous satisfait de l'ambiance :
- Tout à fait..... 30
 - Assez..... 43
 - Peu..... 16
 - Pas du tout..... 10
 - NSP..... 1
- Globalement, êtes-vous satisfait de l'enseignement :
- Tout à fait..... 18
 - Assez..... 56
 - Peu..... 19
 - Pas du tout..... 6
 - NSP..... 1
- Globalement, êtes-vous satisfait des professeurs :
- Tout à fait..... 17
 - Assez..... 57
 - Peu..... 18
 - Pas du tout..... 6
 - NSP..... 2
- Globalement, qualifiez-vous les relations que vous avez avec les professeurs :

	Seconde	Première	Terminale	Ensemble
Agréables.....	43	41	40	43
Distantes.....	36	41	47	39
Tendues.....	12	9	5	10
Inexistantes.....	8	8	7	7
NSP.....	1	1	1	1

- Y a-t-il de la violence dans votre lycée ?

	Filière pro.	Filière class.	Filière techn.	Lycée centre	Lycée périph.	Ensemble
Beaucoup.....	4	1	3	1	3	2
Assez.....	15	3	8	6	11	8
Peu.....	47	40	47	41	45	45
Pas du tout.....	34	56	42	52	41	45

L'AVENIR

- Qu'est-ce qui est le plus important dans le travail :
- La sécurité de l'emploi..... 25
 - Exercer des responsabilités..... 21
 - Gagner beaucoup d'argent..... 28
 - S'épanouir..... 26
- Pour vous, le chômage, c'est :
- Pour les autres..... 9
 - Une menace réelle..... 86
 - NSP..... 5
- A votre avis, il est plus important de réussir :
- Sa vie professionnelle..... 35
 - Sa vie sentimentale..... 20
 - Sa vie familiale..... 31
 - Sa vie intellectuelle..... 7
 - NSP..... 7
- Vous préférez travailler dans :
- Une grande entreprise..... 31
 - Une PME..... 12
 - La fonction publique..... 20
 - Une profession libérale..... 34
 - NSP..... 3
- Dans dix ans, professionnellement, pensez-vous être :
- Ouvrier..... 3
 - Employé..... 15
 - Contremaître ou chef de bureau..... 4
 - Cadre ou technicien..... 14
 - Cadre supérieur..... 18
 - Exercer une profession libérale..... 23
 - Enseignant..... 9
 - Chef d'entreprise..... 6
 - NSP..... 6

LA FAMILLE

- Les relations que vous avez avec vos parents sont :
- Très bonnes..... 37
 - Correctes..... 40
 - Tendues..... 9
 - Conflictuelles..... 6
 - Inexistantes..... 2
 - NSP..... 6

LA SANTÉ

- Ma santé est une question dont je m'occupe :
- Tout à fait..... 41
 - Plutôt..... 28
 - Peu..... 19
 - Pas du tout..... 10
 - NSP..... 2

Les « bacs pro » voient l'avenir en rose

DEPUIS leur création en 1985, les baccalauréats professionnels permettent aux meilleurs élèves des filières professionnelles courtes (CAP et BEP) de poursuivre des études. Or, le sondage le montre, les lycéens engagés dans cette voie ne se distinguent pas seulement de leurs camarades des filières courtes mais aussi, sur bien des points, de ceux de l'enseignement général et technique.

Ils sont par exemple, plus critiques à l'égard de l'enseignement qu'on leur dispense (32 % d'insatisfaits contre 21 % en BEP), même s'ils sont particulièrement nombreux (58 %) à trouver « agréables » les relations avec les professeurs. Ils se projettent aussi de façon plus positive dans l'avenir : de tous les lycéens, les élèves de « bacs pro » sont en effet les plus nombreux (48 %) à souhaiter travailler dans une grande entreprise.

L'« aristocratie » des voies professionnelles

Et ils sont aussi plus nombreux à penser qu'ils occuperont des postes de cadre ou de technicien (24 % contre 15 % en BEP). Les futurs diplômés du bac professionnel font davantage confiance à l'institution que leurs camarades orientés dans les

filiales industrielles des lycées techniques. Est-ce parce qu'ils se considèrent un peu comme l'« aristocratie » des voies professionnelles, tandis que les lycéens des filières techniques sont, pour beaucoup, des exclus de l'enseignement général ?

A la question « pensez-vous que le conseil de classe tient compte de vos aspirations ? » les élèves de « bac pro » répondent oui à 45 %, tandis que 35 % seulement des élèves des sections E, F ou H des lycées techniques sont de cet avis.

Sur la question des poursuites d'études, aussi, ils se montrent confiants dans l'avenir. Peut-être même trop confiants. Ils soumettent en effet, dans leur majorité, un cursus dans l'enseignement supérieur après leur diplôme : 36 % en BTS, 10 % à l'université, 6 % en IUT. Et seulement 44 % d'entre eux envisagent de se mettre immédiatement à la recherche d'un emploi.

Le bac professionnel a pourtant été conçu, en premier lieu, pour déboucher directement sur un métier et, à la rigueur, sur une formation complémentaire par le biais de la formation continue. Visiblement, le message n'est pas passé, au risque de provoquer de cruelles déceptions.

Ch. G.

La prime au parcours sans faute

Le redoublement, qu'on dit en voie de disparition, est toujours une pratique fréquente à en juger par l'expérience des lycéens de notre enquête : 67 % des lycéens sondés, en effet, ont déjà redoublé au moins une fois, alors que beaucoup ne sont pas encore au terme de leur parcours. Et ces redoublements pèsent très lourdement sur le déroulement de la scolarité. Ils n'épargnent pas, loin de là, les « bons » élèves des « bonnes » filières, puisque, par exemple, 33 % des élèves de première S ont redoublé une fois ou plus, deux fois.

Cependant, comme plusieurs enquêtes l'ont déjà montré, les chances d'accès aux études longues et aux filières dites d'excellence (notamment la première S) sont inversement proportionnelles au nombre de classes redoublées, ainsi qu'à la prévalence de ces accidents de parcours dans le cursus scolaire.

Plus l'on redouble tôt, moins on a de chances de faire des études longues. Ainsi, 1 % seulement des élèves de première S ont redoublé le cours préparatoire, alors que c'est le cas de 5 % de ceux qui sont en classe de bac professionnel et 11 % de ceux qui préparent un CAP.

A l'inverse, si plus d'un élève de première S sur deux (58 %) n'a jamais redoublé, c'est le cas

de moins d'un élève sur quatre en première G (21 %), moins d'un sur sept en « bac pro » (15 %) et d'un élève sur dix seulement en CAP.

D'une étape à l'autre de la scolarité, l'importance du redoublement varie. La classe de seconde du lycée présente le plus fort taux de redoublement (14 %), suivi par les deux paliers d'orientation du collège, la cinquième et la troisième (13 %). En outre, l'orientation vers la filière professionnelle reste de toute évidence commandée par un échec préalable. Les élèves de CAP et de BEP de réorientation ont, pour la moitié d'entre eux, redoublé le système ou la cinquième (ou les deux classes). Et 30 % des élèves qui ont redoublé deux fois au cours de leur scolarité sont en BEP, 11 % seulement sont en classe de seconde IES (initiation économique et sociale).

Dans la filière technique, 34 % des élèves de terminale G ont redoublé deux classes et plus depuis le début de leur scolarité primaire. La proportion reste très forte en terminale E, F, H (27 %) et en terminale D (24 %), elle chute considérablement dans les autres classes terminales de l'enseignement général (A, B et C), où elle oscille entre 12 % et 13 %.

Ch. G.

L'image jaunée du mouvement

LEUR mouvement de novembre dernier aurait-il glissé sur la mémoire des lycéens comme l'eau sur les plumes d'un canard ? C'est un peu le constat qui prévaut six mois plus tard. Les deux tiers d'entre eux disent avoir participé au mouvement, en particulier les élèves d'origine modeste et ceux des filières techniques (80 % en première F).

En revanche, et c'est étonnant, sensible lors des manifestations de l'automne, les élèves de terminale ont été moins mobilisés (58 %, voire même 45 % pour les terminales C), à l'exception des terminales F (industrielles).

Six mois plus tard, que subsiste-t-il de cette explosion ? Alors que 66 % des lycéens ont participé au mouvement, 45 % d'entre eux seulement peuvent

citer le montant de la rallonge budgétaire que le gouvernement a donnée pour les lycées et 45 % savent qu'ils ont acquis de nouveaux droits. De manières très asymptomatiques, ce sont les lycéens qui ont été les plus présents dans le mouvement - ceux du technique - qui se sont le moins préoccupés des retombées de leur action.

Ce paradoxe confirme qu'ils sont nombreux à avoir exprimé alors un malaise flou plus que des revendications délibérées, une inquiétude sourde et brutale plus qu'une volonté de changer la vie au lycée. Ils sont d'ailleurs moins d'un sur trois à avoir constaté, depuis, des changements dans leur lycée. Et, surtout, un sur six à estimer que l'ambiance a changé...

G. C.

صكنا من الاجل

EDUCATION

pour « le Monde », la MNEF et l'ONISEP

LA SOCIÉTÉ

- Qu'est-ce qui est le plus insupportable pour vous :
 - L'intolérance..... 29
 - La pauvreté..... 22
 - La solitude..... 24
 - L'égoïsme..... 23
 - NSP..... 2
- Souhaitez-vous que la société change :
 - Beaucoup..... 52
 - Un peu..... 44
 - Pas du tout..... 3
 - NSP..... 1
- Par rapport à aujourd'hui, la société aura-t-elle changé dans dix ans :
 - Beaucoup..... 35
 - Pas tellement..... 55
 - Pas du tout..... 9
 - NSP..... 1
- La société idéale, c'est :
 - Un projet..... 20
 - Un rêve..... 88
 - Une idéologie..... 11
 - NSP..... 1

LES COPAINS

- Comment qualifieriez-vous les relations que vous avez avec les autres lycéens :

	Seconde %	Première %	Terminale %	Ensemble %
Agréables.....	78	73	71	72
Distantes.....	15	18	19	19
Tendues.....	3	3	5	4
Inexistantes.....	3	5	4	4
NSP.....	1	1	1	1
- Qu'est-ce qui est le plus grave :
 - Ne pas avoir de travail..... 42
 - Ne pas avoir d'ami..... 43
 - Ne pas avoir de vie amoureuse..... 10
 - Ne pas avoir d'enfants..... 10
 - NSP..... 6
- Aujourd'hui, pour vous, quel est le plus important entre :
 - Les études..... 31
 - L'ami..... 32
 - L'amour..... 22
 - L'argent..... 13
 - NSP..... 2

Les lycéens de Vitry en quête de foyer

Routine et flottements de la vie collective au « bahut »

VITRY
de notre envoyée spéciale
Ses beaux bâtiments de pierre dominent la verdure, le lycée Bertrand-d'Argentré semble à des années lumières de toute forme d'agitation. En novembre et décembre 1990, pourtant, la froide lycéenne a effleuré cet établissement de Vitry, en Ile-de-France, dont le proviseur adjoint dit en plaisantant : « Lorsqu'il y aura le feu ici, le reste de la France sera déjà sous les cendres ». Des grands mots d'ordre parisiens sur le mal de vivre des lycéens, le nécessaire aménagement des locaux et l'animation des établissements, il reste encore une partie des crédits distribués dans le cadre du « Fonds de rénovation des lycées » et quelques interrogations : qu'attendent vraiment les jeunes de leur « bahut » ? Le lycée peut-il devenir ce fameux « lieu de vie » si souvent évoqué lors des manifestations parisiennes ?

La question, cependant, ne se pose pas d'une façon identique à Vitry et dans les grandes villes ou leurs banlieues. Bertrand-d'Argentré, c'est même tout le contraire d'un lycée urbain, avec son recrutement majoritairement rural, son cadre agréable, ses classes à peine surchargées et l'absence de violence qui le caractérise. Ce qui n'empêche pas ses responsables d'avoir conscience que les aspirations des élèves peuvent évoluer. « Lors du mouvement lycéen, les élèves ont montré, pour la première fois collectivement, qu'ils ne voulaient pas que le lycée soit seulement un lieu de travail, mais aussi un endroit où il fasse bon vivre », affirme M. Bernard Drilleau, le proviseur-adjoint.

ment d'un foyer de « détente ». Une salle, vaste et fraîche sous son plafond garni de poutres apparentes, a été agrémentée de tables et de chaises jaunes ou vertes d'eau, choisies par les délégués, ainsi que d'une chaîne stéréo portable. A l'heure du déjeuner, cet espace, consacré le reste du temps au travail personnel, devient lieu de rencontre et de discussion pour ceux qui le désirent. Et ce, pour la plus grande satisfaction d'un groupe d'élèves de seconde réunis, là, avant la reprise des cours. « Huit heures de classe par jour, c'est long », explique l'un d'entre eux. « On ne peut pas être sans arrêt en train de travailler. Le lycée, ça doit être plus que des tables, des chaises et un tableau noir ! » Pour autant, le « foyer » demeure un endroit assez sage, où règne plus une atmosphère de travail collectif en musique que de vraie récréation.

neaux d'affichage. « Au foyer, comme le fait remarquer une jeune fille, on se sent trop dans un cadre de travail. » Thierry, l'un des délégués qui ont participé au réaménagement du lieu, précise que les arbres, les fleurs et le reste ne sont pas tout à fait suffisants : « C'est aussi aux lycéens de participer à la vie collective du lycée », observe-t-il. Mais là, justement, les choses se compliquent. Si certains se trouvent parfaitement heureux à Bertrand-d'Argentré où ils ont « des tas de copains », d'autres pensent, comme Cécile ou Rozzo, que la « vraie vie » est ailleurs et que le lycée souffre de l'individualisme de ses occupants. Le « bahut », pour elles ou pour Florence, une élève de BEP, c'est pas mal de solitude et le sentiment blessant d'être « prises pour des irresponsables ».

La vraie vie est ailleurs

Les élèves sont-ils vraiment si studieux, dans un établissement où le recrutement rural rassemble des jeunes venus de loin et donc obligés de rester sur place en attendant le car du retour ? Pour M. Noël Lefort, proviseur de l'établissement, « 70 % des élèves viennent avant tout chercher une réussite scolaire au lycée ». Conseiller d'éducation depuis des années à Bertrand-d'Argentré, M. Pierre Le Gall constate, pour sa part, que « les lieux de vie sont ailleurs, d'autant que l'établissement est très ouvert sur la ville ». A quoi sa collègue, M^{me} Christine Gorager, ajoute en souriant que beaucoup d'élèves préfèrent « aller boire un pot dans un café pour se retrouver ».

A l'intérieur même de ce lycée où les activités extrascolaires semblent un peu languissantes, les véritables lieux de rencontre sont en fait informels : les pelouses, lorsque le temps s'y prête et le grand hall où l'on peut voir « passer les gens » et où sont d'ailleurs placés les pan-

CHOISIR L'ECOLE DES CADRES

- Admission sur concours au niveau Bac+1
- Classe préparatoire aux concours d'entrée des grandes écoles de commerce
- Deux stages longue durée en entreprise pendant les 3 années d'études
- Un 3^e cycle de spécialisation
- Des jumelages avec de grandes écoles et universités de Dallas, Londres, Nottingham, Brême, Hambourg, Madrid, Barcelone, Montréal, Groningen.
- Un diplôme officiellement reconnu par l'Etat... et les entreprises.
- Un enseignement dont l'efficacité est confirmée par la réussite des anciens élèves.



CONCOURS :
11 - 12 - 13 JUIN
ET
25 - 26 - 27 JUIN

Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat
79, galerie des sciences - La Défense 1 - 92400 Courbevoie
Tél. : 47.73.63.41 Minut 3614 BACPLUS • EDC

MASTER
COMUNICAZIONE
D'IMPRESA

4^e Année Académique

Milan, Septembre 1991 - Novembre 1992

INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 30 JUIN 1991

C'est le premier cours spécialisé de 3^e cycle qui prépare aujourd'hui un nouveau rôle professionnel dont le besoin est à présent vivement ressenti, et qui deviendra dans un prochain futur, indispensable : le spécialiste de la communication. Il programmera, coordonnera et gèrera, au sein d'une stratégie globale, l'utilisation de toutes les techniques de communication : marketing, publicité, promotion de ventes, sponsoring et mécénat, relations publiques.

È il primo Corso di specializzazione post-laurea che forma una nuova figura professionale oggi sempre più necessaria, domani indispensabile: quella del professionista in Comunicazione d'Impresa che, nel business, programma e gestisce in un'ottica integrata - Marketing, Pubblicità, Sales Promotion, Sponsorizzazioni e Pubbliche Relazioni. Per il successo di un prodotto, per l'affermazione dell'immagine aziendale.

- Le programme comporte la fréquence obligatoire à plein temps
- Plus de 1.500 heures de cours intensifs
- Trois mois de projet en entreprise
- Bourses d'étude de 30 millions de lires (équivalent à 135.000 FF)
- Réunions avec des personnalités reconnues du monde de l'industrie, de la Communication et du Spectacle
- Journée d'étude de huit heures : cours dispensés par des professeurs de renommée internationale
- Langues officielles : italien et anglais

- Frequenza obbligatoria a tempo pieno
- Oltre 1.500 ore di aula
- Tre mesi di Project Works
- Borse di studio di 30 milioni
- Incontri con grandi personaggi dell'industria, della Comunicazione, dello Spettacolo
- Giornata tipo di 8 ore di studio con Docenti italiani e stranieri impegnati a tempo pieno
- Lingue ufficiali: italiano e inglese

Groupe Berlusconi

Master in Comunicazione d'Impresa - 223, Viale Fulvio Testi, 20162 Milano, Italia - Tel. (19.39.2) 66.10.05.12/66.10.00.85 - Fax 66.10.06.10

EDUCATION

« Les lycéens 91 » : un sondage réalisé par SCP communication pour « le Monde », la MNEF et l'ONISEP

L'information, marché de l'angoisse

Les lacunes de l'orientation renforcent l'inquiétude des élèves

« **O**n est mal informé. » Ce le mot d'ordre des lycéens, qui ne l'ont pas entendu au moins une fois ? « Les informations sont nulles », déclare un élève de première D. Des fois, une conseillère d'orientation vient nous voir mais elle ne traite pas d'un sujet assez particulier. Ils nous font remplir des feuilles ou des fiches, ils nous demandent notre avis sur ce qu'on voudrait faire plus tard et c'est tout. Ils le savent mais n'en discutent pas avec nous (1). »

Si le mouvement de novembre 1990 a mobilisé les élèves sur les aspects matériels des conditions d'études, les lycéens jugent plus préoccupantes les questions d'orientation, d'information et de sélection (cinq élèves sur dix) que les problèmes matériels (trois élèves sur dix) ou que la qualité des cours (deux élèves sur dix) (2). A les écouter, le lycée n'assure pas leur information : « En général, l'information sur l'orientation, on ne la trouve pas au lycée, déclare un élève de seconde. On nous renvoie à des organismes. Je pense que ça devrait se faire au lycée. Mais ils n'ont rien pour nous informer réellement. » Le pas est vite franchi pour mettre en accusation les conseillers d'orientation et plus généralement tout le dispositif d'information et d'orientation.

Présents dans les CIO et les établissements mais aussi dans les structures en charge des jeunes en difficulté (PAIO, missions locales, centres de bien-être...), les 4 500 conseillers d'orientation font face aux demandes des 4,5 millions d'élèves du secondaire et des 1,5 millions d'étudiants. Dans ces conditions on comprend mieux l'opinion des lycéens sur les conseillers : « Difficile de le rencontrer », « Ils ne nous écoutent pas ». Certains ont même tiré argument de cette faiblesse numérique et du peu de « rendement » apparent des services d'orientation pour programmer leur disparition. Ce serait une erreur et cela accroîtrait le désarroi de nombre de familles et d'élèves pour lesquels les conseillers d'orientation demeurent la seule possibilité d'accéder à l'information et au conseil professionnel.

Car il est vrai que les choix deviennent de plus en plus compliqués. Les lycéens savent bien toutes les filières et tous les diplômes ne sont pas égaux face à l'emploi. Le « 30 % d'une génération au niveau du bac » se traduit par une course poursuite vers toujours plus de formation, toujours plus haut. Conséquence : les forums et les salons fleurissent - leur efficacité n'est pas toujours garantie quand ils ne s'inscrivent pas dans une démarche pédagogique - les officines douteuses et les services minitels privés (Ah ! l'avenir par ordinateur...) sont en plein essor et prétendent apporter des réponses immédiates à l'angoisse des

jeunes et des familles pour trouver la bonne formation, préparer bon diplôme ou accéder au bon emploi. L'orientation professionnelle est devenue un véritable marché.

Et personne ne ménage sa peine. L'obsession : informer, informer toujours plus. Est-ce toujours mieux ? Chaque organisme, chaque institution régionale ou nationale, chaque groupe de presse aussi... à sa politique, son système, son réseau d'information au risque de la redondance, de la dispersion et de l'inefficacité. La surinformation nous engloût. Campagnes d'information et de sensibilisation se succèdent, toujours largement médiatisées. On perd de vue l'essentiel : les jeunes attendent une information concrète, vivante, directe, individualisée qui répondrait à leurs projets, leurs ambitions, mais aussi à leurs inquiétudes. « On devait organiser des contacts réguliers - une heure par semaine - avec les conseillers d'orientation et les professionnels qui informeraient sur les études, les métiers et le marché du travail », déclare un élève de seconde. Les réalités professionnelles les intéressent bien plus qu'une information abstraite... ou franchement publicitaire.

L'avenir et l'urgence

Les moyens existent de répondre à cette demande pressante des jeunes de reconnaissance de leur individualité. Sont-ils utilisés au mieux des besoins des élèves ? Le système éducatif français possède le dispositif d'information et d'orientation le plus complet et le plus structuré des pays européens. De la sixième à l'entrée dans l'enseignement supérieur, le parcours scolaire d'un élève est ponctué de rendez-vous avec l'information et l'orientation. Un ensemble de procédures - récemment modifiées - organise l'information des élèves et des familles, règle le passage d'une classe à l'autre ou l'affectation dans les filières professionnelles et technologiques, permet de résoudre les conflits entre l'élève et l'administration.

Autant de balises répétées répondant à la dernière minute par les familles et qui, sur le fond, laissent insatisfaits tous les acteurs. L'urgence décide encore trop souvent du choix d'une formation ou d'un métier. S'informer, élaborer un projet, faire un choix, autant de démarches qui s'accommodent mal de la précipitation ou de l'angoisse. Elles relèvent d'une éducation que le système scolaire commence à prendre en compte. En témoigne le rôle accru demandé aux enseignants dans le suivi de l'orientation de leurs élèves. Cela répond aussi au souhait des lycéens (six sur dix) (2)

de voir inscrites à leur emploi du temps des heures réservées à l'information scolaire et professionnelle (3). Dans ce dispositif, l'ONISEP a parfois du mal à faire entendre sa voix face à la surcharge médiatique qui noie les lycéens. Il se doit cependant de garantir à tous l'accès à l'information. Service public, ses missions répondent à trois objectifs : préparer une décision d'orientation, favoriser la préparation au choix plus ou moins lointain d'un métier, sensibiliser aux démarches d'information. L'ONISEP dispose pour ce faire d'un capital unique d'informations et d'outils à la disposition des jeunes. Mais, parfois coupé des centres d'information et d'orientation auxquels il sert cependant la totalité de ses productions ainsi qu'aux CDI des établissements scolaires, il entretient par ailleurs peu de relations directes avec les enseignants. Cette situation réduit d'autant son efficacité. Il lui manque la possibilité d'établir des liens étroits avec les différentes instances d'orientation.

JEAN-FRANÇOIS CHENIN
(Chargé de mission à l'ONISEP)
(1) Sondage le Monde, MNEF, ONISEP, « Les normes et valeurs de lycéens », avril 1991.
(2) Consultation nationale ONISEP, avril 1990.
(3) Pris en compte dans le projet sur la rénovation des lycées.
(4) Déclaration de politique générale de M^{me} Edith Cresson, 22 mai 1991.

C'EST DRÔLE, J'AI L'IMPRESSION DE SAVOIR DÉJÀ CE QUE J'AIMERAI À 40 ANS.



L'ORIENTATION

- Qu'est-ce qui est le plus gênant au lycée :
 - Les problèmes matériels... 26
 - Les problèmes d'orientation et de sélection... 50
 - La mauvaise qualité des cours... 16
 - Le manque de professeurs... 14
- Cette année, avez-vous rencontré le conseiller d'orientation :
 - Oui... 31
 - Non... 69
- Quand vous avez besoin d'info. sur l'orientation, quel est le plus efficace :
 - Le conseiller d'orientation... 44
 - Les professeurs... 41
 - Les amis... 31
 - Les parents... 28
 - D'autres personnes... 18
 - Aucune réponse... 2
- Le conseil de classe tient-il compte de vos aspirations :
 - Tout à fait... 10
 - Assez... 38
 - Peu... 36
 - Pas du tout... 17
 - NSP... 1
- Le conseil de classe tient-il compte de vos capacités :
 - Tout à fait... 25
 - Assez... 46
 - Peu... 21
 - Pas du tout... 1
 - NSP... 1
- Aimeriez-vous que l'ensemble de la classe assiste au conseil de classe :
 - Oui... 6
 - Non... 3
 - NSP... 3
- Après le diplôme que vous préparez, qu'avez-vous l'intention de faire :
 - Trouver du travail... 2
 - Un BTS... 2
 - Un IUT... 1
 - Une classe préparatoire... 1
 - Une université... 2
 - Faire un bac... 1
 - Refaire un bac... 1
 - Aucune réponse... 1

Fiche technique

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 2 989 lycéens des filières professionnelles, techniques et classiques, représentatifs par sexe, filière, diplôme, académie et niveau de préparation au baccalauréat de l'ensemble des lycéens en France (hors Corse et DOM-TOM). Cet échantillon a été établi selon la méthode des quotas d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale. Les interviews ont eu lieu du 8 au 26 avril 1991.

Elles ont été précédées d'une étude qualitative auprès d'une quarantaine de lycéens, accompagnée d'une analyse lexicologique réalisée grâce aux logiciels Termino et SATO conçus par le centre d'analyse de texte par ordinateur de l'université de Québec à Montréal.

52 % des lycéens ont envie que la société change beaucoup, ils sont seulement 35 % à penser qu'elle va le faire.

Ce sentiment d'impuissance, ce manque de confiance se traduit, bien entendu, à travers leur rejet franc et massif de la politique, qui traverse toutes les catégories d'élèves, quelle que soit leur origine sociale ou le type d'études suivies. Il s'agit d'ailleurs moins d'un rejet du politique (puisque 60 % d'entre eux estiment que cela reste « l'affaire de tous ») mais d'une méfiance générale à l'égard des hommes politiques.

Observateurs sans pitié de l'état des forces politiques françaises, ils estiment que ce sont les Verts (30 %) et le Front national (22 %) qui connaîtront d'ici l'an 2000 plus forte progression de l'influence. Contre 12 % au P. socialiste et 9 % au RPR. Encore, cela n'incite pas à l'optimisme puisque 23 % des lycéens estiment que le Parti social serait le plus capable de défer leur avenir quand 5 % seulement accordent ce mérite au Front national. A l'évidence pourtant, ce d'âge entre le souhaitable et le possible ne les incite pas à s'impliquer davantage dans le débat et l'ac politiques. Acteurs de premier il y a six mois, ils ont regagné l'attente prudent, réaliste, grande illusion. En attendant jours meilleurs ?

GÉRARD COURT

« Lycéens 1991 » : l'angoisse du chômage

Suite de la première page

La famille constitue un deuxième système de protection à l'égard des incertitudes du présent et de l'avenir. Paradoxe au moment où le nombre de divorces, des séparations et des familles éclatées n'a jamais été aussi important, les lycéens accordent à leur famille une place primordiale, comme un rempart face au monde extérieur souvent assimilé à la « jungle » ou à la « galère ».

15 % seulement des lycéens admettent qu'ils ont avec leurs parents des relations tendues ou conflictuelles, mais ils sont aussi nombreux à estimer que leur famille, c'est « sacré » et la grande majorité y voit un cocon protecteur, un soutien chaleureux.

De la même manière, et de façon étonnante chez des jeunes de seize à vingt ans, les lycéens s'avèrent très soucieux de leur santé (69 %) vécue, de façon rationnelle, comme un capital important pour l'avenir.

A l'inverse, ils ne semblent guère préoccupés par l'amour. Si l'absence d'amis, capables d'élargir le cercle protecteur de la famille, les inquiète, le fait de ne pas avoir de vie amoureuse ne les émeut guère : 10 % seulement estiment que c'est grave. Et près de la moitié, en revanche, y voit plutôt un problème, une source de perturbation pour leurs études.

Les études et le diplôme, la famille et les copains, la santé enfin, autant d'éléments de ce pôle sécurisant que recherchent, de façon obsédante, les lycéens de 1991. Autant d'éléments qui structurent leur recherche d'un avenir stable et équilibré. Le plus impor-

tant, estiment-ils aujourd'hui, sera de réussir leur vie professionnelle (35 %) et leur vie familiale (31 %), ces deux ambitions étant intimement liées. De même qu'ils sont très nombreux à valoriser diplômes et études supérieures, de même la moitié d'entre eux se projettent comme de futurs cadres supérieurs, chefs d'entreprise ou professions libérales. Les décalages avec la réalité risquent de provoquer quelques déceptions. Et de la même manière qu'ils ont du lycée une vision très terre à terre, de même ils conçoivent l'entreprise comme un endroit où l'on va travailler, gagner l'argent indispensable à la reconstitution d'une famille stable mais certainement pas comme un lieu d'épanouissement. L'époque des Golden boys et de l'entreprise « deuxième famille » est manifestement dépassée.

Enfin alors qu'ils ont fait, il y a six mois, de la politique comme des grands, ont su jouer sur tous les registres - de la manifestation à la négociation - et ont obtenu gain de cause sur bien des points, ces lycéens de 1991, réagissent aujourd'hui, comme si ce mouvement n'avait pas laissé de trace, pas modifié leur vision de la société et de l'action collective.

S'ils ont participé aux manifestations, c'est davantage par solidarité que par militantisme et ils ne cherchent pas, ou ne parviennent pas à s'approprier leur aventure de l'autisme dernier. Acteurs principaux d'une vraie crise politique, ils ne se placent pas pour autant, aujourd'hui en position d'acteurs sociaux. Comme si les quelques milliards accordés par le gouvernement n'avaient pas réellement répondu à leur attente. Ainsi, si

Séminaires pour professeurs et administrateurs de l'enseignement supérieur, organisés par le Conseil octobre/novembre 1991

Bâton-Rouge (Louisiane)
The African-American Experience in the US
Coleraine (Irlande du Nord)
Northern Ireland - Images of a Divided Society

Santiago (Chili)
Chile after Pinochet - The Challenges of Reestablishing Democracy

Varsovie (Pologne)
Post-Communist Poland - Problems and Prospects

Hong-Kong
Colonialism, Capitalism, Communism - Hong Kong 1997
Council/Faculty Seminars
49, rue Pierre-Charron, 75008 Paris - Tél. : (1)43-59-23-69.

Petite annonce grand avenir.

2 années d'études gratuites + un emploi rémunéré à 75 % du SMIC

Avec BOC+, vous volez plus.

BOC+ : le contrôle de la formation en alternance.

N° Vert 05470640

(APPEL GRATUIT)



AMERICAN SCHOOL OF PARIS
Fondéeur 1946

« Apprenez l'américain en France »

Sessions d'été : du 1^{er} au 19 juillet 1991
Enfants - Adultes - Tous niveaux
Cours de langues - Activités sportives et culturelles.
American School of Paris, 41, rue Pasteur
92210 Saint-Cloud, Tél. : (1)43-02-54-43

Enseignement Général Informatique et Sport
1971 Ouverture sur l'Avenir
Externat de la 3^e à la Terminale 19

LYCEE PRIVE BEAUSEJOUR
23, bd de Beausejour - 75016 PARIS
Tél. 45.20.45.84 et 45.25.45.33



Ouverture : Terminale Prépa
Préparation : Sciences Economiques et Humaines

صكنا من الامل

ARTS • SPECTACLES

LE « CINÉMA AUSTRALIEN »
A BEAUBOURG

Un continent à grand spectacle

L'AUSTRALIE était un pays qu'il convenait de quitter, Errol Flynn préféra Hollywood à la Tasmanie, Joan Sutherland les scènes lyriques du Vieux Monde, Rupert Murdoch les incertitudes des grandes places financières étrangères. Ou bien, à la rigueur, c'était un pays où l'on pouvait retourner pour recharger ses batteries, un peu comme Mel Gibson qui est, là-bas, gentleman-éleveur. Mais l'Australie vit aujourd'hui les prémices d'un renouveau que l'éloignement nous empêchait d'appréhender. Avec la refonte de son système d'aides publiques, la création d'une Cinémathèque nationale qui s'inspirerait de la nôtre et bientôt une probable réforme de l'Ecole de cinéma et de télévision, ce continent lointain remodèle son industrie cinématographique et son paysage culturel. Au point même de se réconcilier avec les différentes ethnies qui le composent. Ce foisonnement, immédiatement perceptible dans les rues de Sydney où, à côté des anglophones très puissants, se mêlent Vietnamiens, Japonais, Grecs, Italiens et - enfin - les premiers habitants du pays, les aborigènes, commence à se refléter dans l'audiovisuel qui n'en finissait pas d'être désespérément WASP (blanc, anglo-saxon, protestant)...

Pour beaucoup, le cinéma australien est né dans les années 70, quand les pouvoirs publics ont jeté les bases d'une industrie moderne, puis a connu une lente agonie lorsque ses chels de file - Peter Weir, Bruce Beresford, Fred Schepisi ou George Miller - ont succombé au chant des sirènes de Hollywood. Le succès mondial de *Crocodile Dundee* fut considéré comme un coup de poker commercial et la cinéaste Jane Campion comme l'exception qui confirme la règle.

Inaugurée aujourd'hui et devant durer près de six mois, la rétrospective consacrée au cinéma australien à Beaubourg révélera une histoire commencée en 1896 et écrite, souvent avec talent et audace, par une riche succession d'artistes dont le peu de reconnaissance en Occident est souvent due à la paresse des distributeurs internationaux. Avec une surprenante unanimité, ces artistes et les membres, à tous les échelons, de l'industrie cinématographique se sont tournés récemment vers le « modèle français » plutôt que vers le modèle américain. Ils déplorent aujourd'hui l'absence, en Australie, d'un ministère de la culture à part entière, qui défendrait, politiquement et économiquement, une industrie culturelle en pleine activité.

HENRI BÉHAR



Affiche de *A Nation is Built* de Frank Hurley (1938).

IN « LE CINÉMA AUSTRALIEN », ED. DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

THÉÂTRE

22

Les espoirs d'un créateur affranchi



Christian Schiaretti a trente-cinq ans et symbolise bien l'esquisse d'un rajeunissement du paysage théâtral français. Le ministère de la culture lui a récemment confié la direction du Centre dramatique de Reims, qu'il entend bien, après des années glorieuses - sous la férule de Robert Hossein puis de Jean-Pierre Miquel - et des années d'incertitudes, remettre sur ses rails. Elevé dans l'ombre des ténors de la création dramatique, Christian Schiaretti a décidé de s'affranchir et parle d'indépendance, de militance et de reconquête du public.

DANSE

28

Catherine Diverres entre Paris et Avignon



Elle est née de la vague de la « nouvelle danse française » des années 80, mais s'inquiète aujourd'hui, alors que le Théâtre de la Ville présente son *Concertino* pour quatre soirées, d'un état de la danse qui n'encourage plus ni la recherche ni l'expérimentation. Catherine Diverres confie sa solitude que Proust et Pessoa habilitent de leur complexité. Rencontre avec la chorégraphe de l'intranquillité.



CINÉMA AUSTRALIEN

UN CONTINENT SE RÉCONCILIE

Aborigènes,

La race aborigène a cinquante mille ans. Pourtant, les aborigènes vous diront qu'ils ont à peine plus de vingt ans, car c'est en 1967 que la Constitution australienne reconnaît définitivement leurs droits. Depuis, ils conquièrent peu à peu les médias, et plus particulièrement la radio et la télévision. Le tour du cinéma viendra bientôt. Fini le temps des aborigènes en pagne, à moitié nus. Un peuple s'apprête à produire sa propre image.

ALICE-SPRINGS

de notre envoyé spécial

Si les aborigènes comptent pour environ 2 % de la population australienne, « ils n'ont été reconnus en tant que citoyens qu'en 1966 », dit l'actrice-productrice Justine Saunders. La Constitution, qui interdisait que les aborigènes soient recensés, fut amendée en 1967. Nan pas pour des raisons humanitaires, dit l'ancien premier ministre E. Gough Whitlam, mais parce que le Parti conservateur de Robert Menzies aurait perdu des sièges à l'Assemblée. « Auparavant, continue Justine Saunders, nous portions encore des plaques d'immatriculation, comme les chiens ; il nous fallait demander la permission d'aller d'une mission à l'autre : on kidnappait nos enfants pour les élever en milieu blanc. »

C'est le fond même du *Chant de Jimmy Blacksmith*, de Fred Schepisi, qui sera projeté dans la retrospective de Beaubourg : un film brutal sur la bigoterie où un jeune aborigène est amené, par la pression sociale et le déracinement culturel, à anéantir ses parents adoptifs.

« Les Australiens ne se rendent probablement pas compte à quel point ils s'en sont bien tirés », dit Tom Keeneally, auteur du roman qui a inspiré le film. Les aborigènes ont évité l'action directe, leurs leaders recherchant plutôt le consensus. Bien obligés quand on compte pour moins de 2 % d'une population et qu'on sait avoir affaire à des gens qui, s'ils ne sont pas les plus racistes au monde, arriveraient en la matière en demi-finale. »

Le roman aussi bien que le film n'ont connu le succès qu'à l'étranger. « Trop près de la sensibilité nationale », dit Keeneally. Les Australiens d'origine européenne ne savent pas très bien ce que sont leur âme et leur culture. Comment en irait-il autrement ? La source de notre souveraineté est une gentille petite dame anglo-allemande qui vit à Windsor, à 20 000 kilomètres d'ici,

élève des corgis et figure sur nos timbres et notre monnaie. D'une certaine manière, nous envions les aborigènes pour l'enracinement de leur culture. Ils sont ici chez eux depuis 50 000 ans. »

Comment les aborigènes ant-ils réagit à Jimmy Blacksmith ? « Avec réticence mais aussi avec grâce », répond Keeneally. C'est une des races les plus aimables qui soit. Découvert par Fred Schepisi à l'âge de dix-sept ans dans un aéroport, l'acteur Tommy Lewis (Jimmy Blacksmith) a plus nu moins survécu à ce premier succès. « Aujourd'hui encore, on m'identifie à Jimmy », s'écrie-t-il en riant. Après des rôles de plus en plus courts, il a découvert le *didgeridoo*, un instrument à vent ressemblant à une longue tige de bambou, et, depuis trois ans, il fait le tour du monde avec son petit orchestre.

Enfant « kidnappé » dans les réserves et élevé dans une série de foyers blancs, le chanteur Archie Roach est peut-être le vrai Jimmy Blacksmith. « Je comprends sa violence et j'ai pu la partager. Devoir toujours plaire aux autres, sans jamais pouvoir être soi, jusqu'à ne plus pouvoir encaisser... J'ai été un voyou, je me suis replié sur moi-même, je n'aimais pas ce que j'étais en train de devenir. J'ai trouvé mon exutoire dans la musique, moyen idéal de compréhension et d'entente entre les races. Nous avons besoin qu'on nous comprenne, nous avons aussi besoin de comprendre les autres. »

S'il s'identifie à Jimmy Blacksmith, il craint que le cliché de l'aborigène violent rejoigne celui du gentil naturaliste, de l'alcoolique, du voleur, ou de l'apathe, et s'en prend au *Fringe Dwellers* de Bruce Beresford.

Trente-sept ans, sculpturale, Justine Saunders incarnait - avec quinze ans de plus et un rembourrage de 25 kilos - la mère de l'héroïne dans *Fringe Dwellers*. Elle signale que « si l'adolescente du film - on le sent - quittera la réserve pour une véritable carrière, il ne faut pas en conclure immédiatement que c'est dû à l'apathie des parents. J'ai connu des familles heureuses dans les réserves ». Elle loue également - « c'est extrêmement rare » - le soin exemplaire avec lequel Bruce Beresford a collaboré avec les aborigènes à tous les stades du scénario et du tournage. « Je n'ai rencontré un tel souci d'écouter les autres que chez Wim Wenders » (avec qui elle vient de tourner *Jusqu'à la fin du monde*).

« J'ai commencé par jouer les indigènes déracinés, poursuit Justine Saunders. Les cinq premières années de ma carrière, je les ai pratiquement passées en pagne, et je dois avoir les seins les plus familiers du cinéma australien... J'ai vingt ans de théâtre, de cinéma et de télévision : en tant qu'artiste, artiste noire, je crève d'envie de jouer des personnages de composition. Pas nécessairement la matriarche ou l'aborigène aux mystérieux pouvoirs magiques. »

Tommy Lewis dans la *Complainte de Jimmy Blacksmith*, de Fred Schepisi (1978).

Panorama

Les pionniers, les camarades et les expatriés

A partir du 29 mai et pour près de six mois, le Centre Georges-Pompidou présente une rétrospective exhaustive du cinéma australien. Une trajectoire en dents de scie : âge d'or au temps du muet, débuts difficiles du parlant, une dépression dans les années 50, une renaissance dans les années 70, suivie d'une deuxième agonie. D'où viendra le renouveau ? Des femmes ? Des aborigènes ? Peut-être de George Miller, l'auteur de *Mad Max* ? Témoignages contrastés et passionnés des professionnels australiens.

SYDNEY

de notre envoyé spécial

L'AVENTURE cinématographique australienne est... d'origine française. Il y a près d'un siècle (Hollywood n'étant encore qu'un petit hameau bien tranquille), les frères Lumière dépêchent sur le continent lointain un de leurs employés, Maurice Sestier. Durant la traversée, celui-ci se lie d'amitié avec un photographe, Walter Barnett ; c'est avec lui qu'à peine débarqué, en 1896 (un an après la première projection cinématographique publique à Paris), il tournera les premiers films à Sydney. Comme en France, le cinéma ne fait que capter sur pellicule des moments de la vie quotidienne : une course hippique, par exemple, *The Melbourne Cup*, le plus ancien film présenté dans la

rétrospective. Le premier « grand producteur » australien sera, dès 1900, l'Armée du salut. Assortie de lins et de centurions - figures imposées de l'épopée biblique - les *Soldats de la Croix*, de Joseph Perry, raconte le martyre des premiers chrétiens en deux cents images de lanterne magique et treize séquences animées d'une minute et demie chacune. Qu'il de propagande à des fins de recrutement, les *Soldats de la Croix* est aussi une réussite commerciale.

En 1906, l'Australie produit « le film le plus long de l'histoire du cinéma », disent, déjà, les critiques de l'époque : *The Story of the Kelly Gang* dure une heure environ (ce record est contesté). « Dès le départ », dit Phillip Adams, producteur et ancien responsable de l'Australian Film Commission, le cinéma australien a adopté une attitude pluraliste. Certains dansaient dans les sujets « nationaux » - Ned Kelly était notre Robin des Bois - d'autres tournaient Billy the Kid à trois blocs de là. »

En 1909, les frères Pathé ouvrent une agence de distribution en Australie et lancent l'un des premiers magazines d'actualités cinématographiques. Les circuits d'exploitation se sont mis en place dès 1904. La première grande époque du cinéma australien peut commencer. Entre 1910 et 1920, une quinzaine de films sont produits chaque année, signés Charles Chauvel ou Paulette McDonagh - dont certains classiques, tels que *Sentimental Bloke* de Raymond Langford, ou l'aventure drolatique d'un alcoolique qui se repent, se marie et devient un homme de bien.

Les premiers films parlants coûtent cher et sont difficiles à produire. Certains négocient parfaitement ce virage. Producteur, réalisateur et scénariste, Charlie Chauvel qui, en collaboration avec sa femme Elsa, contribuait à ce qu'on appelait déjà le « style australien » (esprit pionnier et camaraderie), aborde le parlant avec *In the Wake of the Bounty* où, débutant dans

le rôle de Fletcher Christian, on découvre un petit acteur tasmanien, Errol Flynn. « Le premier film que j'aie jamais vu, en 1908, était français. C'était un *Max Linder* », dit le réalisateur Ken G. Hall, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans (lire notre encadré).

Champion de l'entertainment, il se spécialise dans la comédie rurale. *Dad and Dave Come to Town* oppose les manières de la ville à celles de la campagne. Mais le rythme est rapide, les situations pleines d'invention, le dialogue astucieux. Avec, en prime, un Peter Finch en jeune péquenot romantique, chez qui se devine à peine l'acteur de *Sunday Bloody Sunday* et de *Network*.

Avec le parlant commence la domination hollywoodienne. Errol Flynn, Peter Finch, bien d'autres encore, se débarrassent de leur accent et s'exportent pour devenir des stars en Grande-Bretagne (Finch) ou aux États-Unis (Flynn). Les distributeurs renâclent à sortir des produits locaux et, plus encore, à les coproduire ; les cinéastes aussi. C'est le cas de John Farrow. L'avènement de la télévision après la deuxième guerre mondiale renforce encore l'emprise de Hollywood dont le pouvoir de suggestion est si fort que les Australiens eux-mêmes finissent par se persuader qu'ils n'ont nulle envie de se voir sur les écrans.

Si quelques rares films sont encore réalisés sur place - dont *Jedda*, de Charles Chauvel (1955), premier produit australien en couleurs (en Gévacolor), - l'Australie n'est plus qu'un décor pour productions anglaises et américaines. Stanley Kramer y tourne *On the Beach*, 1959 (l'Australie représente le monde après l'holocauste nucléaire), Fred Zinnemann *The Sundowners* (1960), Nicholas Roeg *Walkabout* (la Randonnée), et le canadien Ted Kotcheff *Walk in Fright*, qui représentera l'Australie au Festival de Cannes en 1971.

Dans la plupart des cas, les acteurs sont hollywoodiens ou anglais.

A propos de cette première « mort » de l'industrie du cinéma australien, qu'on attribue un peu trop vite à l'Amérique, Phillip Adams veut rectifier le tir : « Pour raisons politiques, nous avons crié à l'impérialisme culturel. En vérité, nous n'avions plus d'énergie ni de courage. La panne sèche. Nos films étaient nuls, y compris ceux que j'ai produits. Et ça ne concernait pas que le cinéma. Entre 1960 et 1969, les éditeurs de livres avaient pratiquement disparu, et notre théâtre n'a représenté que quatre pièces australiennes. Dès qu'il atteignait sa « puberté culturelle », l'Australien émigrail, le plus souvent en Angleterre. »

Le renouveau qui s'amorce pourtant dans les domaines lyrique et dramatique fait tache d'huile. Un lobby s'organise pour obtenir du gouvernement une aide à l'industrie cinématographique. Le hasard faisant bien les choses, en 1968, deux hommes dominent la scène politique : le premier ministre John Gorton (conservateur) et le chef de l'opposition, E. Gough Whitlam (travailliste, futur premier ministre), cinéphile presque aussi acharné que Malcolm Fraser, conservateur, qui le remplacera un peu plus tard.

Phillip Adams se souvient : « Contrairement aux autres conservateurs, John Gorton, par une sorte d'aberration nationaliste, s'élevait contre la mainmise étrangère sur les industries australiennes, qui était alors, et est encore aujourd'hui, presque totale. Avec une telle vigueur que nous l'avons choisi comme levier. Avec Barry Jones (récent ministre des sciences), nous avons attiré sa colère sur l'air des « Américains qui ont étouffé en nous toute créativité ». Il a marché... »

Adams et Jones font le tour du monde pour étudier les cinématographies étrangères. Dépassant leur

CINÉMA AUSTRALIEN

AVEC SES ORIGINES

premières images

Ce disant, elle épingle *The Last Wave*, de Peter Weir, *Walkabout*, de Nicholas Roeg et *Storm Boy*, de Henri Safran. En revanche, elle signale (également présentés à Beaubourg) *Bitter Springs*, de Ralph Smart (1949), qui manifeste une compréhension certaine à l'égard des aborigènes dépossédés de leurs terres, et *Jedda* (1953), du vétéran Charles Chauvel, « une vraie histoire d'amour entre deux aborigènes, située à un tel niveau d'humanité que le thème en devient universel ». Au passage, Chauvel semble indiquer qu'on ne saurait contraindre les aborigènes à se plier aux usages sociaux des Blancs.

« Nous sommes encore loin des *Lakotas* sous-titrés de Danse avec les loups. » Plus grave : hormis Tracey Moffatt, les institutions finançant la culture se montrent particulièrement réticentes à l'égard des cinéastes aborigènes. Mettant sa casquette de productrice - elle travaille avec une maison de production nommée Beyond International Communications - Justine Saunders prend le cas de *Jindalee Lady* - le premier long-métrage dans l'histoire du cinéma australien devant être réalisé par un aborigène.

Pour achever la postproduction de son film, le metteur en scène Brian Syron demandait en mars dernier une subvention de 250 000 dollars à l'Australian Film Commission. Subvention refusée. « Parce que l'image que le projet donnait de l'aborigène était non traditionnelle, c'est-à-dire positive », s'exclame Justine Saunders, qui fut un des quatre membres de la sous-commission chargée d'examiner le projet. « Il s'agit d'une stylistique aborigène, élégante, ambitieuse, lancée, qui abandonne son mari, un businessman blanc, parce qu'il la trompe. La commission a eu peur. » Ladite commission répond simplement que le scénario et les rushes n'étaient pas de qualité suffisante, avis auquel s'est rangé l'autre assesseur aborigène de la sous-commission. Le débat est vieux comme le monde. Le cinéma noir ou indien en Amérique du Nord connaît les mêmes difficultés. C'est finalement à Los Angeles et avec de l'argent américain (Paul Mazursky) que sera terminé *Jindalee Lady*.

« Il en temps pour nous d'acquiescer une excellence technique, disent en chœur Archie Roach et Justine Saunders, et de prendre en charge nos moyens de production. C'est pourquoi l'initiative de la CAAMA est particulièrement intéressante. »

La Central Australian Aboriginal Media Association (CAAMA) a été fondée dans les années 80 par trois bénévoles munis d'une voiture d'occasion, de matériel qu'on leur a donné et d'une machine à écrire. Aujourd'hui, elle est partie prenante dans une station de télévision commerciale, Imparja Television, diffusant par satellite dans les territoires du Nord et du Sud, et ins-

talant un réseau de chaînes et de stations à travers le continent.

A Alice-Springs, point central du continent austral (non loin du rocher d'Ayers où Fred Schepisi situe l'action de *Cri dans la nuit*), la station de radio et de télévision, dirigée par un Blanc, Phillip Batty, et une aborigène, Freda Glynn, se consacre à la production en langues aborigènes et à l'enregistrement de groupes musicaux, locaux ou itinérants - c'est la plus grosse maison de production indépendante, et la seule pour l'instant », dit le chanteur Archie Roach. Les studios tiennent du baraquement, les animateurs sont exclusivement australiens de souche.

« Le cinéma australien tel que nous le connaissons faisait une confusion totale entre les tribus, dit Freda Glynn. Nous essayons de remettre les choses à leur place. A Alice-Springs, nous écrivons entre documentaire à trame de fiction et télé-service. » Un sujet sur la vente de voitures d'occasion est en cours de tournage; un autre, vendu à la SEPT française, suit les tribulations d'un groupe de musique aborigène se rendant à un concert rock et la manière dont ils traduisent en musique leurs préoccupations sociopolitiques.

« Nous nous servons de la vidéo comme d'un outil socioculturel et incitons les gens à s'en servir en tant que tel. Il est important de se sentir membre d'une communauté. Les aborigènes étaient notoirement absents du panorama australien; c'est difficile de grandir sans jamais avoir de véritable représentation de soi-même, de n'exister que par les rêves d'autrui. Quand j'ai démarré dans la vie active, le seul emploi que je pouvais trouver était femme de ménage... Nous avons formé nos techniciens et nos journalistes sur le tas. »

La chaîne - radio et télé - étant commerciale, la course à la vente de l'espace publicitaire est vitale. Le budget annuel de production et de diffusion s'élève à 200 000 dollars australiens. « Mais les choses commencent à bouger, dit Freda Glynn, ABC (radio et télévision) commence à diffuser des émissions en langues aborigènes. »

L'ampleur du continent l'exige : pour atteindre les tribus encore nomades, la diffusion radio et télévision s'effectue par satellite. La contradiction est dangereuse : dans les sociétés tribales, la transmission de la culture s'effectue de manière parcelaire, à travers les anciens, les « gardiens ». La culture aborigène ne connaît pas l'écrit; la tradition est orale et picturale. Par conséquent, contrairement au livre, le cinéma, la radio et la télévision devraient être leurs médias de prédilection.

Mais l'information et le savoir transmis à partir d'un point central (le satellite) allant totalement à l'encontre du système traditionnel, les bouleversements

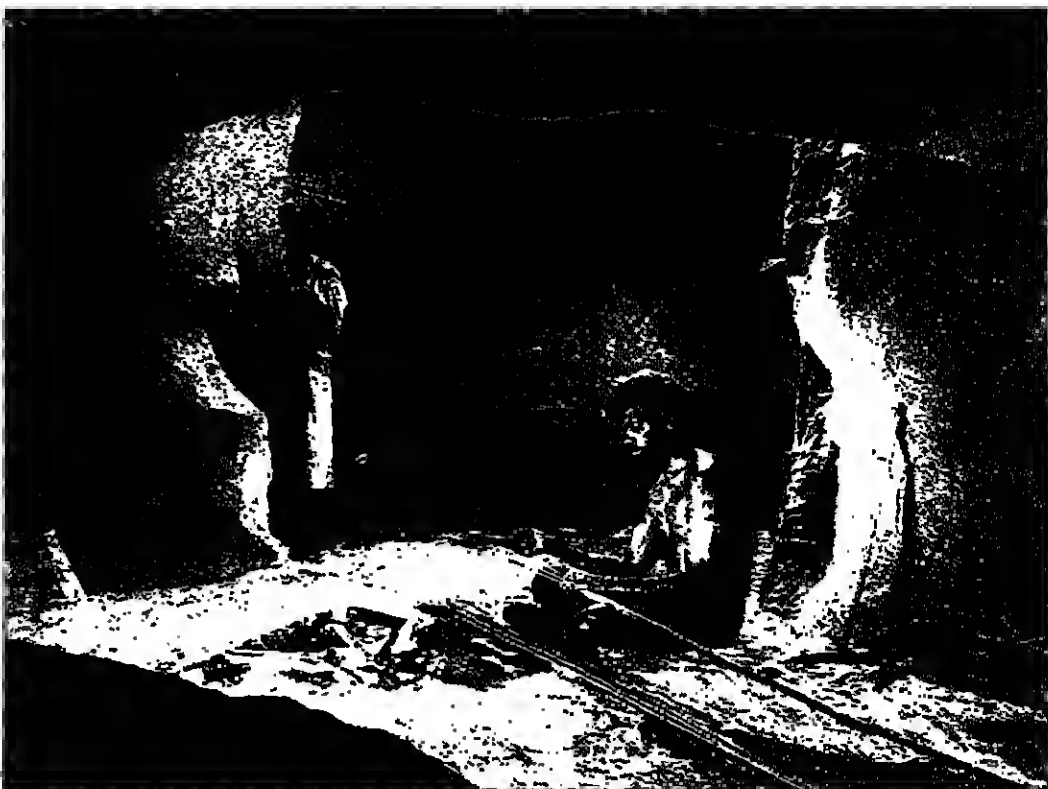
sociaux seront colossaux. Freda Glynn en est consciente : « Les aborigènes doivent accepter la technologie. Ils l'ont bien fait pour la voiture, devenue un instrument essentiel au maintien de leur culture (sinon, comment se rendre aux cérémonies?). Ils le feront pour la télévision. Elle est déjà dans les foyers, les enfants grandissent devant le poste, à eux d'apprendre maintenant à s'en servir. Nos émissions voyagent déjà à la fois par satellite et sous forme de videocassettes. Le changement est inévitable. »

Elle tire grande fierté du fait qu'en moins de trois ans deux journalistes formés à la CAAMA soient passés aux grands réseaux. « Ils pourront de l'intérieur modifier les attitudes... Il faut apprendre à nos enfants à ne pas avoir honte de leur culture. C'est pour cela qu'il est essentiel pour eux de voir sur les écrans des visages d'aborigènes : journalistes, chanteurs, etc. Qu'ils le veuillent ou non, les enfants blancs apprendront aussi qu'il existe des aborigènes dans ce pays et qu'il faudra bien s'en accommoder. »

Ne serait-ce qu'à cause des coûts, estime Phillip Batty, le cinéma viendra plus tard, suivant en cela le mouvement amorcé par la radio et la télévision. C'est entre autres pourquoi, outre la diffusion tous les samedis soir et pour quarante-deux semaines d'émissions ou de films de et sur les aborigènes, « nous avons entrepris la réalisation d'un feuilleton racontant la vie d'une famille aborigène. Une sorte de *Cosby* show à nous. »

Avec un mélange de lucidité et de cynisme amusé, Freda Glynn ajoute que « l'Australie commence à se faire à l'idée que les aborigènes puissent être dotés d'intelligence. Mais aussi, par notre peinture, notre musique, nos danses, la culture aborigène rapporte. Nous vendons bien à l'étranger. Les nouvelles cultures - des immigrants asiatiques, grecs ou italiens - se creusant à peine une niche dans le panorama culturel, sans nous l'Australie n'aurait à offrir que la gigue irlandaise ou la cornemuse écossaise : une Europe aux antipodes. Nos sons, nos images, nos rêves, sont devenus un élément important dans l'industrie du tourisme. A nous de savoir en tirer juste parti. »

H. B.



Jedda, de Charles Chauvel (1955).

ades et les ex

objectif initial - la simple création d'une école de cinéma - les deux hommes préconisent la fondation « non pas d'une industrie, mais de toute une culture cinématographique. » La première phrase de leur rapport est diplomatiquement patriotique : « Il est temps pour nous de voir notre propre paysage, de faire entendre notre propre voix, et de rêver nos propres rêves. »

« En effet, commente Phil Adams, nous connaissons mieux les rues de Los Angeles que celles de Sydney et l'histoire américaine mieux que la nôtre. Nos acteurs, qui imitaient en experts l'accent d'un Arthur Miller, d'un Tennessee Williams ou d'un Shakespeare, étaient incapables d'incarner un Australien. Lorsque Bruce Beresford et moi avons produit la première comédie australienne, Barry McKenzie, il n'a fallu leur réapprendre l'accent australien. »

Les recommandations portent sur trois fronts : un fonds de financement expérimental; une Ecole nationale de cinéma; et l'Australian Film Development Corporation, une banque de cinéma, qui deviendra bientôt l'Australian Film Commission.

Gorton perd son poste de premier ministre avant que ces projets soient mis en place. Whitlam arrive bientôt au pouvoir - c'est la première fois que les travaillistes se retrouvent à la tête du pays. Les acteurs australiens ayant fortement soutenu sa candidature, Whitlam s'avère plus que prêt à mettre en œuvre la politique décidée par Gorton.

Amoureux de la France - il y fut, à la fin des années 80, membre du Conseil de l'Unesco - Edward Gough Whitlam a un gabarit et un tonus à faire passer Winston Churchill pour une violette (il deviendra lui-même une sorte de star : son « reavni » par le représentant de la reine d'Angleterre fera l'objet d'une série, *The Dismissal*, marquant l'entrée de George Miller à la télévision). « Vous avez de la chance en France, s'écrit-il, vous avez un ministre de la culture. Chez nous, un même sous-secrétaire d'Etat s'occuperait à la fois de la culture, de la poissonnerie, des sports, de l'environnement et de l'aménagement du territoire !... La domination anglaise et américaine sur

nos médias était telle - assortie d'une corruption certaine à l'échelon gouvernemental - que tous nos créateurs se sont tournés vers l'étranger. Il nous fallait tout reconstruire, nous en étions tous conscients, et vous remarquerez que parmi les premiers films de la « renaissance », *Breaker Morant* ou *Gallipoli* sont résolument anti-anglais. »

Rémunérant distributeurs, producteurs, réalisateurs, acteurs, la nouvelle Australian Film Commission doit faciliter les tournages en Australie, avec des sujets, des acteurs, des techniciens et des réalisateurs australiens. Son entrée dans le jeu vise à encourager (et à rassurer) les investisseurs privés, le système ressemblant assez bien à celui de l'avance sur recettes française. « Le modèle français a été capital, reconnaît Phillip Adams. André Malraux et la Société des réalisateurs de films ont, si j'ose dire, éclairé ma lanterne : l'astuce consiste à faire du premier ministre le ministre du cinéma, ce que je me suis efforcé de faire avec Gorton et Whitlam à l'échelon fédéral, puis à l'échelon des Etats. Presque du jour au lendemain, on a tout obtenu : une structure, une industrie, fédérale et locale, le fonds de soutien expérimental, l'école, la banque de cinéma. C'est, à ma connaissance, la première fois qu'une activité artistique de cette ampleur est née d'une initiative gouvernementale. »

Pas d'accord, répond Peter Weir. « C'est parce qu'un certain nombre d'entre nous avaient commencé, chacun de son côté, à sérieusement s'agiter que le gouvernement a réagi. » Ce que confirme le scénariste Terry Hayes, collaborateur de George Miller : « Le gouvernement n'a fait que répondre à l'explosion sociale et culturelle qui a marqué la fin des années 60 à travers le monde. Parce que la société était rigide, corsetée, terne et étouffante, les talents bouillonnaient comme à l'intérieur d'une cocotte-minute. Il suffisait de faire sauter le couvercle... »

Le terrain était cependant bien préparé : la qualité des techniciens australiens, en particulier, était manifestement célèbre. Cette habileté était due, en grande partie, à une loi des années 50 stipulant que tout spot publicitaire diffusé en Australie devait être produit et

tourné en Australie. « Mon premier job, dit Phil Adams, et celui de Fred Schepisi, n'ont été de refaire les spots américains. Faire les nôtres propres était un pas facile à franchir. »

Un nouveau style australien s'élabora alors, visuel aussi bien que narratif. « Avant tout, un sens du paysage, dit John Seale, chef opérateur fétiche de Peter Weir. Un ciel bleu cobalt. Un soleil dur, des couleurs franches, des contrastes forts. Notre plus grand étonnement, lorsque nous sommes partis pour l'Europe ou les Etats-Unis, n'était de découvrir les pastels. »

« Les cinéastes australiens des années 70 ont témoigné d'un lyrisme certain vis-à-vis du paysage, dit Scott Murray, rédacteur en chef de la revue *Cinema Papers* et réalisateur (*Le Diable au corps*). Laconiques comme personne, ils ne savent peut-être pas raconter une histoire » aussi bien que les Américains. Mais ces derniers pêchent par une dramatisation excessive - un temps fort toutes les sept minutes - souvent aux dépens des personnages. De plus, dans les années 70, le cinéma américain était violent ou, dans le cas d'un *Scorsese*, hyperdynamique. Nous avons bénéficié de ce contraste. »

Une nouvelle race de cinéastes s'empare de la place. *Picnic at Hanging Rock* (1975), de Peter Weir, fait moisson de prix internationaux. Produit la même année, *Rocky Horror Picture Show*, de Jim Sharman, devient un film-culte, et *Sunday too far away*, de Ken Hannam, fait un tabac à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes. En 1978, treize films australiens sont présentés au Festival de Cannes. Deux ans plus tard, Judy Davis y obtient le prix de la meilleure interprétation féminine pour *My Brilliant Career*, et Jack Thompson, l'année suivante, celui du meilleur second rôle pour *Breaker Morant*.

« L'impact politique était colossal, commente Phil Adams. Lorsque notre premier ministre était invité à la Maison Blanche, le fait que le président des Etats-Unis lui dise : « J'ai vu *Breaker Morant* » était beaucoup plus important que le box-office. » Du coup, conte Terry Hayes, « le pays était persuadé que la terre entière retenait son souffle dans l'attente d'un film aus-

tralien. C'était faux, bien entendu, mais une autosatisfaction complaisante a commencé à s'installer. »

A la fin des années 70, les recettes à l'étranger demeurent inférieures à ce qu'on en attendait. Malgré *Gallipoli* (produit par le magnat du disque Robert Stigwood et celui de la presse Rupert Murdoch), le marché américain ne montre toujours réticent. Le marché australien ne suffisait plus à amorcer un film, l'argent se fait de plus en plus rare. En 1979, pour encourager l'investissement privé, le nouveau premier ministre Malcolm Fraser décide d'adjoindre aux fonds de l'AFC des concessions fiscales. Aux termes de l'article 10-BA, tout investisseur pourrait déduire 150 % de sa mise.

Toute une série de « nouveaux producteurs » s'engouffrent dans la brèche : « Comme le dit le proverbe chinois : le pire qui puisse vous arriver, c'est que vos prières soient exaucées », dit Phillip Adams. Le 10-BA suscite une inflation de projets. Les coûts flambent, mais quelle importance ? N'importe qui s'improvise producteur - il suffit d'une idée qui tienne en deux lignes et de savoir tenir le langage (financier) que comprend la bureaucratie. « Ils se fichaient éperdument d'une identité nationale. Pour réussir, disaient-ils, il faut faire des films à l'américaine, pour le marché américain. En fait, ces films, qui ne correspondaient à aucune culture, ont sombré sans laisser de traces. » « Pour ne pas troubler le spectateur américain, graver nos plaques d'immatriculation à l'envers et à l'envers l'image pour que nos voitures aient l'air de rouler à droite. Regardez bien, dans certains films de cette époque, nous roulons carrément au milieu. »

Le succès triomphal aux Etats-Unis de *Crocodile Dundee* (1985) apporte de l'eau au moulin de ceux qui estiment que l'« internationalisation » des films est économiquement nécessaire. Faux, rétorque l'autre camp : nous perdrons ce qui faisait notre unité. Il est à craindre que, privilégiant exclusivement les producteurs, l'industrie australienne prenne le chemin choisi par le Canada (que le système des *tax-shelters* a

RENCONTRE AVEC LE RÉALISATEUR DES « MAD MAX »

Les philtres du Dr George

L'auteur des *Mad Max* est sans doute l'homme le plus dynamique de l'industrie australienne du cinéma et de la télévision.

Mais il voit plus grand :
avec la création d'une cinémathèque,
à Sydney, il entreprend de renouveler
le paysage culturel de son pays.
Et peut-être la Kennedy-Miller,
sa maison de production,
réussira-t-elle là
où la Zoetrope, celle de Francis Coppola
à Los Angeles, avait échoué.

UN vieux cinéma dans King's Cross, le quartier bohème de Sydney. Dans ce gigantesque palais aux rêves – un bazar où traînent des éléments de décor et des cartons non ouverts, – George Miller a installé sa maison de production. C'est de là que, avec le Musée d'art moderne, il prépare la création d'une vraie cinémathèque – « à l'endroit même où les Anglais ont pour la première fois mis le pied en territoire australien », dit-il.

« Cette cinémathèque, c'est la passion de George, commente en riant son associé Terry Hayes. Nous avons surnommé l'entrepôt *Movies-on-George-Street*. » Les collaborateurs de Miller ne savent pas encore si, dans une ville comme Sydney qui ne compte que quatre millions d'habitants, elle pourrait avoir un impact équivalent à celui de la Cinémathèque française, « mais c'est là justement le défi ».

« Les «salles de répertoire», explique George Miller, sont pratiquement inexistantes ici, le cinéma a peu de place à la télévision : une seule chaîne diffuse, de temps en temps, un grand classique européen, asiatique ou latino-américain.

» Mais pourquoi y a-t-il un Peter Weir, un Bruce Beresford, et même un George Miller? Parce que nous avons tous usé nos fonds de cartolites aux Festivals de Sydney et de Melbourne. Si notre manière de dire et de filmer les choses trouve un écho aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe ou en Asie, c'est parce que nous sommes un hybride de toutes ces cultures. Et cet apprentissage de spectateur manque terriblement à la nouvelle génération. »

Il peut paraître curieux qu'un cinéaste aussi internationalement courtoisé que Miller se consacre ainsi *pro deo* à une entreprise purement artistique. « Nous avons eu beaucoup de chance, répond-il, nous avons connu très tôt la réussite et nous nous sommes rendu compte que nous avions gagné assez d'argent pour ne pas avoir à nous en méconocer. On avait plus envie de faire des choses... » En



Bruce Spence dans *Mad Max 2*, de George Miller (1981).

association avec son ami Byron Kennedy, «Dr» George Miller (il est diplômé en médecine) crée sa maison de production dès les premiers *Mad Max*.

Très vite, la Kennedy-Miller connaît le succès. S'il jure de ne jamais aborder le petit écran, c'est pourtant grâce à la télévision que Miller passe à la vitesse supérieure. La Kennedy-Miller y fait une entrée en force avec une mini-série, *The Dismissal*, sur le renvoi du premier ministre travailliste, E. Gough Whitlam, par le représentant de la Couronne d'Angleterre.

C'était la première fois qu'on traitait en profondeur de politique à la télévision australienne. Le directeur des programmes de la chaîne parlait que l'émission ne dépasserait pas 20 points de sondage. « Nous en avons fait 46 », et le visage de la télévision australienne s'en est trouvé changé.

Les ministères se suivent - Vietnam, Bangkok, Hilton - ayant toutes trait, d'une certaine manière, à l'Australie. « Je crois que ça fait partie de notre responsabilité », dit Miller. La Kennedy-Miller a failli récemment prendre en main tout le département « dramatiques et fictions » de

la neuvième chaîne australienne. « L'homme qui la dirigeait l'avait remis sur pied de manière magistrale : l'information y était meilleure qu'ailleurs, comme les sports et la musique... Seul le déportement « dramatiques » était déficient. Après plusieurs tentatives, il y avaitappel à nous. Nous avons posé deux conditions : avoir les coudées franches, et être aussi audacieux que possible, dans la lignée de The Dismissal et de nos autres séries. Il o accépté. »

La structure de la chaîne ayant changé récemment, le contrat est aujourd'hui en suspens, les deux parties ne se parlent plus que par avocats interposés. « C'est dramatique, commente Miller. Non pas pour moi mais parce que j'avais pris la décision d'investir tout mon temps et toute mon énergie dans ce projet. Cela aurait permis de former une nouvelle génération de cinéastes. »

Il rit lorsqu'on évoque devant lui les pesanteurs de l'école de cinéma (168 employés pour 60 étudiants...) : « A trop formaliser un enseignement, on retire aux étudiants le sens de la rue, qui est essentiel - nous sommes toujours des saltimbanques. La vraie grande école de

cinéma reste celle de Roger Corman, aux Etats-Unis. Là, on apprendait vraiment, au jour le jour, séquence après séquence, plan par plan. Des astuces toutes bêtes, mais qui vous enseignent à tirer le maximum de vos ressources et à oser. »

A la Kennedy-Miller, l'auteur des *Mad Max* dit ainsi que une politique de portes ouvertes à quiconque a un projet de film. Terry Hayes précise : « Il faut être très courageux, ou complètement incensé, ou totalement stupide. » Dans les milieux du cinéma australien, on qualifie pourtant la Kennedy-Miller de forteresse. « C'est le revers de la médaille, reconnaît Miller. Il est possible que nous passions pour un club très exclusif. Mais on ne vient pas à Kennedy-Miller parce que ça entre dans un plan de carrière, on y vient pour travailler plus qu'on l'a jamais fait.

» C'est une sorte de serre. Nous avons une vermiculite et une passion du travail. Oser, Oser faire. Ce n'est pas pour nous vanter, mais Mel Gibson, mais Dean Cain, qui vient de remporter l'oscar de la photo pour Dances avec les loups, mais la presque totalité des personnels de production travaillant aujourd'hui chez Disney, par exemple, sortent de Kennedy-Miller.

George Miller met le doigt sur un point délicat : la fuite des talents australiens vers les Etats-Unis. « C'est facile de se reposer sur ses lauriers. Pourtant, il importe de se frayer à un nouvel environnement, de rencontrer des gens dont la qualité créative réduirait vos propres œuvres à une note en bas de page des dictionnaires spécialisés. C'est une remise en question qu'il faut faire constamment ».

En revanche, Miller porte à Hollywood une affection mitigée - «un système que je suis déterminé à éviter» - et se souvient du tournage des *Sorcières d'Eastwick* comme d'un cauchemar.

« Et encore, j'ai eu de la chance, j'avais pour guide Jack Nicholson, un homme on ne peut plus élégant, qui connaît le système mieux que personne... L'absurdité y est totale au point de ruiner la santé d'un film, de me ruiner la santé.

« J'ai compris Hollywood : le film est secondaire, seul compte l'exercice du pouvoir ! Le comble est que j'ai aimé ça. J'ai été un sale gosse – pire que dans une cour d'école. Je comprends pourquoi là-bas les rapports sont souvent teintés de vengeance. »

Mais tant Hayes que Müller voient l'activité future de Kennedy-Müller déborder du cadre australien. « Il est probable, disent-ils, que nous deviendrons une entreprise internationale de production cinématographique et télévisuelle dont les animaux ont choisi de vivre en Australie. » Et que cette entreprise parte à la conquête de l'Europe, celle de 1993, aux frontières ouvertes, une évolution qui passionne les deux hommes. H. B. ■

Panorama

transformé en Hollywood-Nard) ou la Grande-Bretagne, de plus en plus réduite à la prestation de services.

Peter Weir fait remanier très tôt les premiers signes de cette décadence. «*Tout au début, alors que tout le monde criait à la renaissance, je m'étonnais que notre instance de quelle n'ait pas jugé bon de rencontrer les réalisateurs. Je l'ai clamé sur tous les toits, il s'est enfin décidé à nous réunir. Au bout de six mois. «Je vous aime bien, monsieur Weir, m'a-t-il dit, mais j'échangerais six Peter Weir contre un David Szondi.*» — Toutes les industries cinématographiques en sont là, monsieur, lui ai-je répondu. Mais, entre-temps, pourraient-elles s'occuper des créateurs ?»

« Les nouveaux producteurs se sont montrés inventifs dans l'art d'éviter la prison et dans cet art-là seulement, s'écrit Terry Hayes. Or, on le sait, dans une industrie digne de ce nom, une vraie créativité est la seule monnaie valable. Les grands films australiens - Gallipoli par exemple - sont nés de la rencontre entre un bon réalisateur (Weir), un bon scénariste (David Williamson), de bons acteurs (Mel Gibson). Mais les éléments de qualité sont en nombre limité. A dix ou quinze films par an, nous pourrions tenir la route : à quarante ou cinquante, nous courrions à notre perte. »

Les budgets, en outre, passent d'un demi-million de dollars à 6 ou 7 - peu importe le film, seul le *deal* compte. On fabrique des films d'horreur en série; le reste de la production sombre dans la médiocrité. Le public se détourne du cinéma australien pour revenir à ses premières amours, le cinéma américain avale alors près de 98 % du box-office, et autant des droits vidéo.

« 10-BA o cependant eu deux effets positifs, souligne Phil Adams. L'épanouissement de la miniserie à la télévision, et le fait d'avoir donné du travail à un grand nombre de techniciens. » « Mais ils ont tous quitté le pays, rétorque Terry Hayes. L'Australie a

« finalement été le laboratoire le plus cher de l'industrie hollywoodienne. »

La désertion frappe toutes les catégories :

— Les acteurs : Mel Gibson, d'*Arme fatale* en *Tequila Sunrise*, vient de signer avec une major un contrat millionnaire (15 millions de dollars par film). Judy Davis tourne partout : aux Erats-Unis (*Bartan Fink*, des frères Coen ; *Alice*, de Woody Allen), au Canada (*Le Festin nu*, de David Cronenberg), en France (elle est George Sand dans *Impromptu*). En épousant Tam Kruce, Nicole Kidman (*Calm blanc*, de Phillip Noyce, *Flirting*, de John Duigan) a atteint un Olympe hollywoodien d'où elle adresse à peine la parole à ses anciens collègues.

— Les réalisateurs : avec *Witness*, *Mosquito Coast*, *Dead Poets Society* et *Green Card*, Peter Weir est tenu par le public pour un cinéaste américain d'origine australienne. Fred Schepisi tourne un western (*Barbarosa*), Plenty, Roxanne, ou *The Russia House*, mais seul *Un cri dans la nuit*, avec Meryl Streep, est australien. Plus sélectique que jamais, Bruce Beresford passe du drame familial texan (*Tender Mercies*) à l'épopée biblique (*le Roi David*, avec Richard Gere), du duo de Miss Daisy à l'examen du colonialisme au Nigéria (*Mr. Johnson*) et bientôt à l'aventure des premiers missionnaires au seizième siècle dans le nord du Québec (*Black Robe*, avec Lothaire Bluteau).

- Les techniciens : John Seale s'en va tourner *Gorilles dans la brume* ou *Rain Man*, Dean Semler remporte l'oscar de la photo pour *Danse avec les lions*.

« Quand on est chanteur d'opéra, rétorque Fred Schepisi, on ne chante pas que dans une seule salle, on a envie d'essayer tous les Opéras du monde. » « Le fait d'être nommé pour Witness, poursuit John Seale, m'ouvre toutes les portes. » Est-il pour autant perdu à tout jamais pour l'industrie australienne? « Je ne pense pas. Mais on m'offre tellement de scénarios aux Etats-Unis, en Angleterre, en Australie, me je suis en

mesure de choisir, ou d'attendre. L'échelle des salaires américains me le permet. Et puis, j'ai évolué, j'ai guère hâte d'être à l'été, à d'autres de prendre la relève, à mon ancien assistant, Jeff Simpson, qui a fait la photo de Green Card, de faire son chemin sur le plan international. Je préfère aller dans les écoles de cinéma et, image par image, communiquer aux étudiants tous mes trucs de métier. Qu'ils atteignent une compétence technique plus vite que moi, tant dans le film à petit budget que dans la production internationale. »

« John Seale est une exception, dit Terry Hayes. Il incamberait à l'Australian Film Commission et à l'école de cinéma et de télévision d'inciter systématiquement ceux qui sont partis à revenir enseigner d'une manière ou d'une autre les ficelles de leur art. Il est essentiel de préparer une nouvelle génération de cinéastes pour remplacer ceux qui sont désormais passés dans la grande classe. » Mais, confie l'actrice-réalisatrice Pauline Chan, « l'école de cinéma est presque un canular : pour soixante élèves, elle ne compte pas moins de cent soixante employés ! »

Cependant, outre Pauline Chan, ladite relève se prépare, des noms reviennent dans les programmes des festivals internationaux : Bill Bennett (*Backlash*), Leo Berkeley (*Holidays on the River Yarra* à la dernière Quinzaine des réalisateurs), Tracey Moffatt, cinéaste aborigène, Ray Argyll (*Return Home*). « Ils ont tous en commun une attitude antiromantique, dit Philip Adams. En contrepoint du lyrisme de leurs prédécesseurs. »

Jane Campion en est le chef de file, mais, dit Terry Hayes, son cas représente tout ce qui ne va pas dans le cinéma australien : « Elle décroche des *Palmes* ou des *Lions d'or*. A son retour, qui prend la peine de lui passer un coup de fil pour lui dire bravo et lui demander si elle a un projet en tête ? Parce qu'elle a une personnalité forte et un talent fou, elle passe au contraire pour une emmerdeuse. C'est tout juste si on ne lui en veut pas d'avoir réussi ».

« Exact, confirme Scott Murray. Rentrant de Cannes ou de Venise, nous avons tous demandé des fonds destinés à l'écriture et au développement d'un projet; demande rejetée. On a refusé Sweetie à Jane Campion en lui disant que c'était l'un des projets les plus nuls qui aient jamais été lus. »

Consciente de ce porte-à-faux, la Film Finance Corporation a créé un fonds spécial pour cinq films à petit budget (2 à 4 millions de dollars). Mais plus ça change, plus c'est la même chose, dit Scott Murray, *« Gillian Armstrong, qui a plus de dix ans de carrière derrière elle, qui a tourné aux Etats-Unis et au Canada (Mrs. Soffel), en a bénéficié. Or, malgré toute l'affection que je porte à Gill, ce fonds est destiné à de nouveaux talents. Jane Campion s'est vue contrainte d'aller en Nouvelle-Zélande pour monter Angel et moi, Table qui n'aurait pu se faire sans la télévision néo-zélandaise. De même, son prochain projet, Piano Lesson, risque d'avoir un financement à cent pour cent français. Et c'est pareil pour Ray Argill, dont Retour Hame a fui un triomphe l'an dernier... La FFC devrait modifier son attitude de simple banque - ce qu'elle semble vouloir faire en créant le fonds de soutien. Les institutions n'agissent jamais, elles réagissent. Elles n'en sont pas encore à « nourrir des talents », elles ne violent pas encore le rapport entre un projet sur papier et l'individu qui le présente... »*

A un moment ou à un autre, dit Terry Hayes, qui élève le débat, « il faudra que les critères de créativité entrent en ligne de compte ». Partant de la création prochaine d'une cinémathèque par George Miller, et préconisant une réforme profonde de l'enseignement du cinéma, il rêve de l'implantation d'une culture cinématographique. « Ça prendra peut-être deux ou trois générations, mais il est temps de construire un vrai paysage culturel et, si le mot cesse un jour d'être tenu pour frivole, sinon obscène, peut-être finirons-nous par avoir un vrai ministre de la culture... » H. B.

Dictio
des cir

[illegible]

RENCONTRE AVEC CHRISTIAN SCHIARETTI, DIRECTEUR DU CENTRE DRAMATIQUE DE REIMS

Réinventer l'indépendance

Du 28 mai au 2 juin, Christian Schiaretti présente à la Comédie de Reims, centre dramatique national dont il vient de prendre la direction, sa mise en scène de *Médée*, d'Euripide. « Faut-il considérer que ce texte, conçu à l'aube des temps, est par évidence plus jeune que nous », écrit-il, citant Antoine Vitez, à qui la plus récente des découvertes du théâtre hexagonal se réfère souvent.

CHRISTIAN SCHIARETTI - trente-cinq ans, mais ça ne se voit pas - est titulaire d'une licence de philo et d'une autre de lettres. Il a suivi les cours de Bernard Dort à Paris-III, a réalisé sa première mise en scène en 1983 et créé sa compagnie deux ans plus tard. Il avait trente ans et une carrière théâtrale complète car il avait tout fait : assistant, organisateur d'échanges culturels, enseignant, adaptateur, auteur... Il participe à L'Atalante, collectif rémois, metteurs en scène, metteurs en scène, décorateurs et accueillant dans la toute petite salle située derrière le théâtre de l'Atelier de Paris diverses compagnies. Il y a lui-même monté Rosal, de Harald Mueller, Léon la France, et, ou TGP de Saint-Denis, le Laboureur de Bohême.

Il a accompagné sa candidature au centre dramatique de Reims d'un texte à la fois brouillon, provocateur, rageur, posant des questions brûlantes, pour lesquelles il entend sinon apporter des réponses définitives, du moins des propositions d'analyse. Il s'en explique :

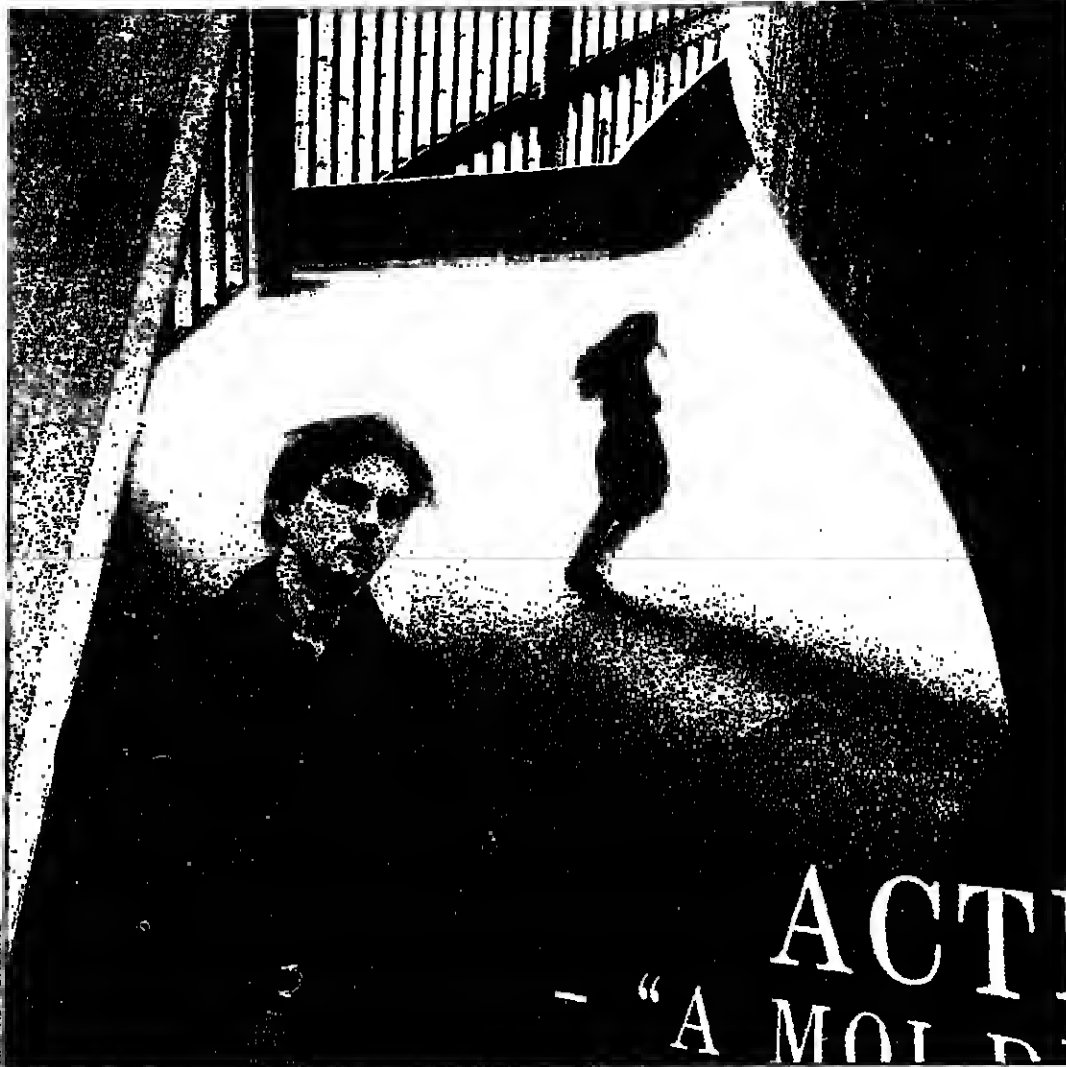
« Je suis arrivé à Reims pour travailler avec Jean-Pierre Miquel, il y a dix ans. J'avais vingt-cinq ans. Il m'a confié des charges d'enseignement et d'assistant avec les metteurs en scène invités. Je suis resté deux saisons, puis j'ai rejoint différentes compagnies régionales. Quand Denis Guenoun est arrivé à Reims à son tour, il m'a réengagé. J'ai donc une relation continue avec Reims. Le ministère devrait tenir compte de ce facteur : une nomination est toujours traumatisante, mais paraît presque normale si elle n'est pas vécue comme une rupture.

LE VAISSEAU ENTREPRISE

« Le ministère a du mal à recruter dans notre génération qui a été tenue dans un terrifiant état de dépendance. Bien peu parmi nous possèdent l'expérience pratique indispensable. Or il faut confier la responsabilité de l'institution à un metteur en scène, sinon, elle sera prise par un gestionnaire, qui sera sans doute plus habile que moi, manifestera davantage d'autorité. Mais très vite le courage nécessaire à la création cédera le pas aux intérêts économiques.

« Dans ma génération, c'est vrai, beaucoup de metteurs en scène ne souhaitent pas s'investir dans l'institution. Ils ne veulent pas la connaître, ils sont ailleurs. Mais ils viennent me trouver, preuve qu'ils ne la négligent pas. Si j'en invite trois et que mon budget artistique est de 3 millions, je partage à égalité : 800 000 francs pour chacun. Je me retrouve alors dans la position d'une jeune compagnie, et c'est plus sage. C'est une garantie d'autonomie.

« Ma génération est celle qui, à trois ou cinq ans près - je fais partie des plus âgés - est arrivée trop



Christian Schiaretti à la reconquête du public.

tard. Les aînés avaient pris toutes les places. Ils ont été projetés sur le devant de la scène sans avoir eu le temps d'étudier la situation. Le temps était à la spontanéité. J'avais treize ans en 1968, et j'ai vécu l'époque - explosion des mœurs, explosion intellectuelle - par procuration. Aujourd'hui, on cherche la relève. Pourquoi ne pas parler plutôt de relais ? C'est-à-dire d'une volonté de donner, de déléguer, d'aménager - ce qui ne veut pas dire laisser la place à quelqu'un pour continuer la même chose...

« Un centre dramatique n'est pas seulement un outil de production, c'est une entreprise, et ça, c'est dur. Celle dont j'hérite est énorme : une ancienne maison de la culture, avec deux salles, un bar, une imprimerie, je ne sais combien de mètres carrés de bureaux... Le bâtiment est gigantesque, il me faut trois minutes en marchant d'un bon pas pour aller de mon bureau au bar. C'est dire l'inertie que ça peut entraîner. Et puis, si on chauffe tout à la fois, ça revient à 3 000 francs par jour. Alors je chauffe par secteur. Normalement, la maison fonctionnait avec quatre-vingts personnes. Nous sommes aujourd'hui trente-cinq, dont la moitié était à la fondation, nostalgique du temps où l'on y croyait. Les employés sont d'inspiration communiste, se rattachent à un parti qui misait sur la diffusion large, y compris dans les villes de droite, de la culture « meilleur véhicule

pour l'éveil des consciences ». Et véhicule des idéologies. Seulement, le lien s'est cassé entre culture et lutte des classes, et ils se sont repliés sur des revendications qui touchent au confort.

« Dans l'idéal, on pourrait imaginer une route petite équipe salariée, et des vacataires. Mais le système ne s'accorderait pas avec l'histoire, qu'il faut bien digérer, de cet établissement, qui, comme toutes les maisons de la culture, programment dans tous les sens. A la régie, je vois les photos des Frères Jacques, de Soft Machine... Je dis que je veux faire uniquement du théâtre, et ça leur paraît réducteur. Ils ne comprennent pas non plus pourquoi j'accorde une telle attention à l'accueil des comédiens et des spectateurs. J'ai beaucoup galéré en tournée, alors je sais ce que représente un hall chaleureux, des loges avec des fleurs... L'entreprise, on ne peut pas ne pas en tenir compte, mais elle ne doit surtout pas prendre le pas sur l'outil-théâtre. L'équilibre est fragile.

MILITER, OUI

« La question qui se pose est : d'où vient la crise ? Pourquoi une ville de deux cent mille habitants dépense-t-elle des sommes considérables - 7 millions - pour le théâtre, alors qu'une création attire quatre-vingts spectateurs payants ? J'ai envie de dire aux Rémois : puisque les subventions sont prises sur vos impôts, ou vous dépensez trop, ou vous n'êtes pas assez nombreux à venir.

« Jusqu'à présent, les deux seuls moyens employés pour augmenter la fréquentation sont le nom d'une vedette - mais je suis contre et je n'y crois pas, - ou la diminution de la jauge - que je ne peux pas accepter. On oublie souvent une troisième solution, fatigante mais indispensable : aller vers les gens. Militier, oui. On y revient, après avoir opéré une rupture un peu prétentieuse qui nous a conduits vers une dérive médiatique. On s'est complu dans le dandysme « défilé de la pensée », l'important étant de passer à la télé, d'être invité au Festival d'Avignon ou au Festival d'Automne. Je connais bien Alain Crombecque, c'est lui qui m'a fait travailler pour la première fois. J'étais manutentionnaire au Festival d'Automne. Puis j'ai aidé Janine Mahé à l'administration, j'ai fait avec elle la billetterie pour le spectacle de Bob Wilson *Einstein on the Beach*... La billetterie fait partie des choses que l'on a besoin de connaître quand on dirige un centre dramatique...

« Quand j'ai été nommé, j'ai eu le sentiment que la

réalité se dissimulait sous du clinquant strass et paillettes. C'est l'échec du ministère. Il a ses conseillers et ses inspecteurs, mais finalement les seuls qui comptent sont les responsables des festivals nationaux et de quelques établissements comme Bobigny, Saint-Denis, l'Athénée, La Rochelle, susceptibles d'apporter une infrastructure, ou, mieux, de coproduire... On commence à travailler quand on a leur accord. On est sous leur dépendance.

« L'indépendance, c'est le public qui la donne. Je vais dans les écoles, les lycées, j'écoute les gens, ils me posent des questions... Cela dit, pour l'instant, le nombre de spectateurs payants n'a pas augmenté. J'ai simplement récupéré un certain nombre de gens qui font la rumeur et qui ne venaient pas. Ils préféraient prendre leur voiture et faire l'aller-retour jusqu'à Paris. C'est si près.

« Lorsque les gens habitent plus loin de Paris, ils peuvent y venir trois ou quatre fois dans l'année, et passer une semaine à Avignon, voir les spectacles qu'il faut. Nous pourrions même arriver à nous satisfaire de ces habitudes, et nous contenter de travailler pour une bourgeoisie éclairée qui permettrait de maintenir en vie deux ou trois lieux. Le reste disparaîtrait, et les autres couches de population entretiendraient des rapports de haine avec la poésie et le raffinement. C'est une question politique grave. Comment s'extraire de cette dépendance idéologique ? Le PC est malade de ce qui se passe à l'Est, il se caricature, cependant il n'est pas mort. Il existe par le manque que l'on ressent de ses utopies.

L'HÉRITAGE DES ANNÉES 80

« Je ne connais aucun organisme susceptible d'apporter des solutions. J'adhère depuis trop peu de temps au SYNDEAC (Syndicat national des directeurs du théâtre public) pour me rendre compte. J'ai participé à quelques réunions avec quelques-uns de ses membres, très moraux les uns et les autres, mais regroupés en sections qui ne s'entendent pas. D'un côté les laborieux, de l'autre les branches qui ont tout compris. Ils se défilent comme « éditeurs », pour qui l'acte d'écrire devient plus important que le livre... C'est désastreux. Ils ont peur de perdre leurs sources de production. Il faudrait en finir.

« Nous devons regarder l'indépendance, je milite pour une réinvention de moyens artistiques, où la relation entre le spectacle, le public et celui qui gère l'ensemble s'inscrit dans des dimensions humaines, et pas dans ces économies mégalomaniaques où l'on ne voit plus rien, ni les tenants ni les aboutissants, et on ne sait plus pourquoi on est là. J'ai toujours voulu construire une légende, pas une carrière. Un de mes grands exemples est Jean-Marie Patte. Je ne ferai jamais ce qu'il fait, mais sa tenue est exemplaire, il ne s'est jamais trahi. Il est venu voir mes spectacles et m'a dit avoir aimé. Jacques Lassalle aussi m'a soutenu, et Bernard Dort.

« Lucien Attoun m'a demandé de participer à son Théâtre Ouvert pour Avignon. Il laisse entière liberté pour le texte, qui n'est pas forcément dramatique ou littéraire. J'ai proposé un thème : l'héritage. Je me suis demandé quel est l'héritage des années 80, ce qu'elles ont inventé qui n'existait pas encore et qui reste. Si on prend les années 70 par exemple, pour moi, c'est la Cartoucherie, ces bâtiments devenus des théâtres les uns après les autres - et aujourd'hui plutôt « muséifiés ». Il y a eu autre chose, mais l'ensemble, son esprit, son fonctionnement me paraissent représenter l'essence des années 70.

« Pour les années 80, je n'ai trouvé que les Molières. Je me demande ce que pensent des spectateurs qui ne sont pas dans la popote théâtrale, mais qui, par exemple, auraient suivi l'aventure avignonnaise, quand ils tombent sur ça, sur cette naïveté hypocrite, sur Terzieff lisant un texte de Kantor après qu'une comédienne est venue dire « il n'y a pas de gauche au de draine, seulement la grande famille du théâtre ». L'enjeu de la présente décennie est le bilan de ces années 80. Le jour où on pourra en parler, on crèvera l'abcès, les choses retrouveront leur clivage. On va pouvoir se hagarer, se montrer teigneux, inventer comment maîtriser l'économie. On pourra repartir, et ne pas se borner à continuer sur une lancée.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

* *Médée*, d'Euripide, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Agathe Alexia, Christophe Hysman, Gérard Chailou, Madeleine Marion et Serge Maggiani. Du 28 mai au 2 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Le dimanche à 17 heures. Tél. : 26-48-49-00. De 60 F à 90 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroute, poissons, frites, foie gras, fruits de mer tous les jours. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.	RIVE DROITE
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e 48-72-42-95/34.61	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR : Menu de la mer » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.	
LE COURMAND CANDIDE 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e Fermé sam. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.	
RIVE GAUCHE		
NOS ANCIENNES LES GUILLES 46-33-46-07 et 66-12 14, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e	Unique au monde. Cadre 19 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tous compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.	
LE MAHARAJAH GRILL D'OR. 86 de la gastro. indienne 43-54-26-07	DÉCOUVREZ... L'INDE ... au 72, bd Saint-Germain, 9 ^e , M [°] Mabert, 7 ^e , au 7, NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX.	
YUGARAJ (Salle climatisée) 14, rue Dauphine, 6 ^e 43-26-44-91	SPECIALITÉS INDIENNES : « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).	
RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e 47-05-49-75	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. see contin de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.	

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITIÈRES toute l'année. POISSON DU MARCHÉ Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR « Brasseur de lue »
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-12-90-32.

théâtre de la bastille
du 21 Mai au 2 Juin à 19h30. Dimanche à 15h30. Relâche lundi.

EXOTIC PICTURES
Oeuvre Musicale de CARLOS D'ALESSIO
avec CARLOS D'ALESSIO, SEVERINE ANGELE
NEGRO TRASANTE, JEAN-MICHEL BERGOUNIOUX
FREDDY KERSLERS
76, RUE DE LA ROCHELLE 75011 PARIS 43 57 42 14

sacem Le Chant du Monde ECM LA FONDATION

épendance



CINEMA

Tous les films nouveaux

L'Allée des Osmanthes

de Chin Kun-Hou, avec Lou Siao-fan, Lin Siao-ling, Jen Tanna, Tehou Hsu-kien, T'ou Tsong-hou, Li Tche-ai. Chinois-Taiwan (1 h 52).

On a commencé de découvrir le cinéma de Taiwan avec les œuvres superbement de Hou Hsiao-sien (*Un été chez grand-père*, la *Cité des douleurs*, *Poussières dans le vent*). En voici un nouveau représentant, qui dépeint sur un mode très personnel la vie d'une femme dans une famille traditionnelle.

VO : Utopie, 5- (43-28-84-85).
Hardware

de Richard Stanley, avec Dylan McDermott, Stacey Travis, John Lynch, Mark Northover, Paul McKenna, Carl McCoy. Américain (1 h 33).

Une artiste intègre dans une de ses compositions un crâne qui s'avère appartenir à un cyborg guerrier, programmé pour se régénérer et reprendre ses meurtrières activités. Fantastique, non ?

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Parmanes, 14- (43-20-32-20).
VF : Pathé Wapler II, 18- (42-47-94).

Robinson & Cie

de Jacques Colombini, avec les voix de Jacques François, Rolando Faria, Julien Guimar, Gérard Hernandez. Français (1 h 40).

Sur la trace de *Robinson Crusoe* de Daniel Defoe, les variations personnelles de l'auteur de ce dessin animé disciple du grand Paul Grimaud.

Latino, 4- (42-78-47-88) ; Epée de Bois, 5- (43-57-57-47) ; 14 Juillet Parmanes, 8- (43-25-58-00) ; Grand Favois, 15- (45-54-46-88).

The Field

de Jim Sheridan, avec Richard Harris, John Hurt, Tom Berenger, Brenda Fricker. Américain (1 h 50).

Dans la rude campagne irlandaise des années 30, un non moins rude paysan mène un combat désespéré pour que le champ sur lequel il a trépassé sa vie ne soit pas racheté par un promoteur. Une adaptation tempêteuse d'une pièce de théâtre celtique.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2- (47-42-72-52) ; Pathé Haurifacille, handicapés, 8- (48-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 11- (43-07-48-80) ; Sept Parmanes, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Parmanes, 15- (45-75-79-79).
VF : Pathé François, 8- (47-70-33-88) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

The Two Jakes

de Jack Nicholson, avec Jack Nicholson, Harvey Keitel, Meg

Tilly, Madeline Stowe, Eli Wallach, Rubén Blades. Américain (2 h 17).

Nicholson dirige lui-même cette suite à *Chinatown* de Polanski, où il retrouve son personnage de détective embarqué dans de sombres histoires d'immobilier et de jalousie dans lesquelles rôdent de trop jolies femmes.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8- (45-62-20-40) ; 14 Juillet Parmanes, 15- (45-75-79-79).
VF : U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 8- (47-42-56-31) ; Mistrail, handicapés, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Thelma et Louise

de Ridley Scott, avec Susan Sarandon, Geena Davis, Harvey Keitel, Michael Medwin, Christopher McDonald, Stephen Tobolowsky. Américain (2 h 08).

La folle virée de deux copines, braves filles de l'Arkansas parties pour échapper à leur mari crétin-macho. Elles se retrouvent criminelles pourchassées par toutes les polices après avoir refusé de subir leur sort de « faibles femmes ». Un *Bonnie and Clyde* au féminin plein de tonus, et servi par deux formidables comédiennes.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 1- (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 2- (42-71-52-38) ; U.G.C. Rotonde, 8- (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; George V, THX, 8- (45-62-41-46) ; U.G.C. Normandie, 8- (45-63-18-18) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Parmanes, 15- (45-75-79-79) ; U.G.C. Malice, handicapés, 17- (40-68-00-18).
VF : Rex, 2- (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8- (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13- (47-07-55-88) ; U.G.C. Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18- (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 20- (46-36-10-96).

Un cœur qui bat

de Françoise Depuyron, avec Dominique Faysse, Thierry Fortinelle, Jean-Marie Wailling, Christophe Pichon, Steve Kalfa, Corinne Seyff. Français (1 h 40).

Par le réalisateur de *Drôle d'endroit pour une rencontre*, la très simple et très belle histoire d'une rencontre amoureuse dans le Paris d'aujourd'hui.

Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Près, salle G. de Beaugrand, 5- (42-22-87-23) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-87) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Aléa, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, handicapés, 15- (45-22-42-27) ; Pathé Wapler II, 18- (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-96).

d'André Forcier, avec Jean Lapointe, Louise Marleau, Charlotte Laurier, Marc Messier, Jean-François Pichette, France Castel. Canadien (1 h 40).

Ces ébénistes croisés de la séduction entre un musicien de jazz (dit le Don Juan de la trompette), une femme d'âge

Une histoire inventée

de Jack Nicholson, avec Jack Nicholson, Harvey Keitel, Meg



Woody Allen et Meryl Streep dans *Manhattan*.

mlr suivie par une cohorte d'amants, sa fille comédienne vouée à l'emploi de Desdémone et un fils alcoolique ont fait rire les spectateurs de la Quinzaine des réalisateurs au dernier Festival de Cannes.

Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; Reflet Panthéon, handicapés, 5- (43-54-15-04) ; Les Trois Bais, 8- (48-61-10-80) ; Sept Parmanes, 14- (43-20-32-20).
Américain (1 h 44).

Young Guns 2

de Geoff Murphy, avec Emilio Estevez, Kiefer Sutherland, Lou Diamond Phillips, Christian Slater, James Coburn. Américain (1 h 44).

Deuxième mouture du western version teenager, qui sur fond de guerre entre dévotion reconstruite de manière fantaisiste mais animée la carrière de Billy the Kid, depuis le temps où il chevauchait aux côtés de Pat Garrett jusqu'au moment où celui-ci se met au service des politiciens pour ramener l'ordre.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Élysées, 8- (47-20-76-23) ; Gaumont Aléa, 8- (43-27-84-50).
VF : Rex, 2- (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Gaumont Convention, 15- (45-22-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Sélection

An Angel at my Table

de Jane Campion, avec Kerry Fox, Alexis Kogoh, Karen Fergusson, Iris Churn, K.J. Wilson, Melina Bernegger. Néozélandaise (1 h 38).

Rien de plus difficile que la biographie filmée, a fortiori celle d'une femme écrivain quasi inconnue chez nous, Janet Frame : avec une superbe indifférence, Jane Campion balise tous les obstacles, pour ce portrait brillant, lumineux et simple, émuant, sans effets ni ficelles. Une merveille.

VO : Racine Odéon, 6- (43-26-18-88) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-03) ; Gaumont Parmanes, 14- (43-35-30-40).

La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski, avec Irène Jacob, Halina Gryglaszewska, Aleksander Bardini. Franco-polonaise (1 h 38).

De l'histoire des deux Véronique, la chanteuse polonaise victime d'une maladie mortelle et la prof française attirée dans le jeu d'un bel inconnu, l'auteur du *Déclic* fait un bouleversant poème sur les biens secrets qui unissent les humains, avec le renfort d'Irène Jacob justement récompensée par un prix d'interprétation à Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 5- (42-22-72-80) ; Saint-André-des-Arts, 6- (43-26-48-18) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8- (43-59-19-03) ; La Bastille, 11- (43-07-48-80) ; Gaumont Aléa, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parmanes, 14- (43-35-30-40) ;

d'Alexander Mackendrick, avec Alec Guinness, Joan Greenwood, Michael Gough, Cecil Parker, Ernest Thesiger, Vida Hope. Britannique, 1951, noir et blanc (1 h 25).

Centre Georges Pompidou
du 27 Mai au 8 juin
DANSE CONTEMPORAINE ALLEMANDE EST/OUEST
Arla Siegart • Theater der Klänge • Conny Hege
Joachim Schlömer/Compagnie Josch • Groupe Maja Lex
Grande Salle / 1^{er} sous-sol - Réservation 42.74.42.12

Un sommet d'élégance de la comédie britannique des années 50, servie par ses deux plus efficaces artificiers, le cinéaste Alexander Mackendrick et le comédien Alec Guinness, pour cette histoire farfelue de l'inventeur d'un tigan miteux qui dresse contre lui toute l'industrie textile.

VO : Reflet Loge I, handicapés, 5- (43-54-42-34) ; Miro-Mahon, 17- (43-28-78-99).

Manhattan

de Woody Allen, avec Woody Allen, Diane Keaton, Michael Murphy, Mariel Hemingway, Meryl Streep. Américain, 1979, noir et blanc (1 h 40).

Les tribulations sentimentales et les méditations métaphysiques de Woody sur la musique de Gershwin composent ce formidable chant d'amour en noir et blanc à sa ville fétiche, et imposent Allen à sa vraie place : au sommet du cinéma américain.

VO : Action Rive Gauche, 5- (43-28-44-40).

Séances spéciales

Lola à l'Opéra

C'est un pur chef-d'œuvre : *Lola Montes*, de Max Ophüls. Trente-six ans après, les tableaux vivants, ô combien vivants, conservent intactes leurs splendeurs et leur mélancolie, l'émotion du sort de la belle courtisane et la violence exhibitionniste du numéro présenté par Peter Ustinov, la séduction de Marlene Dietrich, la légèreté trouble de la MittelEuropa, la cruauté du voyeurisme. Pour tous ceux qui n'auraient connu le film que par la télévision (ou qui ne l'auraient pas vu), le cadre de l'Opéra Garnier offre aux tribulations de la fatale Lola un cadre à sa mesure. Marcel Ophüls, fils du cinéaste et lui-même grand réalisateur, présentera la séance.

Le 2 juin à 19 h 30 à l'Opéra Garnier. Places : 60 F. Tél. : 45-53-21-86.

Mardis de la Vidéotheque, mercredis de la Cinémathèque

La Société civile des auteurs multimédias propose tous les mardis soirs un programme de documentaires à la vidéotheque. La SCAM, conformément à sa politique de « carte blanche », demandée cette fois à Claire Denis, la réalisatrice de *Chocolat* et de *S'en fous la mort*, de choisir les films : programmation buissonnière, avec l'enquête sur la vision du petit écran dans un village du Sud-Ouest (*Il était une fois la télé*, de Marie-Claude Treilhou), un portrait d'Oum Kalthoum et un court-métrage du grand cinéaste égyptien Youssef Chahine. La Cinémathèque française propose, elle, des « mercredis du patrimoine » qui présentent des œuvres restaurées par ses soins, les *Derniers Jours de Pompeï* de Marcel L'Herbier, le 29 mai, les *Travailleurs de la mer*, d'André Antoine, le 5 juin.

Mardis du documentaire à 20 h 30 à la Vidéotheque de Paris. Tél. : 40-28-34-30. Mercredi du patrimoine à 16 et 19 h à la Cinémathèque française, salle du Palais de Chaillot. Tél. : 47-04-24-24.

Festivals

Animation à Annecy

Principal rendez-vous mondial du cinéma d'animation, le Festival d'Annecy accueille cette année deux cent sept films représentant vingt-sept pays : cinq longs-métrages, quarante-trois courts-métrages, quarante séries télé, des publicités, des programmes éducatifs... qui témoignent de la vitalité du genre et de l'essor des images de synthèse. Le Festival présente, en outre, un hommage très complet à l'un des plus importants pionniers du dessin animé, le Polonais Ladislav Starewitch (1882-1965). Seront également honorés ces deux « phares » que sont Paul Grimsuit, le

conteur hmnmaiste, et Norman McLaren, l'inventeur de formes.

Du 1^{er} au 6 juin. Tél. : 50-57-41-72.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

DANSE

Paris

Ballet de l'Opéra de Paris

Le Songe d'une nuit d'été

Reprise d'un ballet entré au répertoire de l'Opéra de Paris en 1982, et qui n'est pas le plus mauvais de John Neumeier. Un prologue, deux actes et un divertissement suivent l'intrigue passionnante et érudite de Shakespeare, la partition aérienne de Mendelssohn, est utilisée pour le monde réel, les sonorités électroacoustiques de Ligeti pour le monde des fées. Neumeier offre surtout de beaux rôles aux protagonistes : Titania (en alternance, Platel, Lourdies, Clerc et Pietraglia), Oberon (Lormeau, Legris, Belarbi), Puck (Dupond, Roques, Quiller, Causapé, Va An)...

Opéra de Paris-Garnier, les 30, 31 mai, 4, 5, 6, 7, 9 et 12 juin à 19 h 30, les 1^{er} 8 mai à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. Du 30 F à 320 F.

Pour Robert Kovich

Un hommage au jeune danseur et chorégraphe récemment disparu. L'amitié compose une belle affiche : une création de Rhyss Chatham, la Compagnie Red Notes d'Andy Degroot dans sa célèbre *Dance des éternels*, le superbe duo de Mathilde Monnier et Louis Selavias *Chinoiserie*, la compagnie Barocco-François Raffinot dans *Tarella* et *Suite d'un goût étranger*, Jean-Christophe Paré dans *Density 21,5* de Carolyn Carlson, Wilfrid Pilet dans *Temps de baroque* de Françoise Lancelot, Daniel Lurie dans *Pour l'instant* et plusieurs vidéos d'œuvres de Cunningham et de Kovich.

Centre Georges-Pompidou, le 3 juin à 21 h 30. Tél. : 42-74-42-18. Entrée libre.

Danse contemporaine allemande Est-Ouest

Une alléchante curiosité : le Theater der Klänge de Düsseldorf présente, sous le titre *Die mechanische Bauhausbühne* (« la scène mécanique du Bauhaus »), une reconstruction du *Ballet mécanique* de Kurt Schwitters (1923) et la création de l'*Excentrique mécanique* telle que le plasticien toulousain László Moholy-Nagy l'avait conçue en 1924 dans le livret *Die Bühne am Bauhaus* (1). La danseuse et chorégraphe Conny Hege, de Berlin-Est, présente ensuite trois solos, *Etude 89*, *Rockapchen* et *It's Always the Same old Story* (2).

Centre Georges-Pompidou, (1) le 31 mai à 18 h 30, le 1^{er} juin à 18 heures et le 30 juin à 20 h 30 ; (2) les 3 et 5 juin à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18. 80 F.

Catherine Diverret Studio DM

Concertino
Un genre de Jérôme Bosch, un petit marquis au bord de la crise de nerfs, des dames et des demoiselles vêtues de pourpre, une femme qui danse la mort de son fils, un Christ, un saint Sébastien... Entre l'ordre et le chaos, Diverret - qui s'est inspirée ici du *Livre de l'intranquillité* de Fernando Pessoa - cherche éperdument une ligne de vie et de paix.

Théâtre de la Ville, les 4, 5, 7 et 8 juin à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 70 F et 120 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nessac.

Box-office Paris

Le flux apporte les films de Cannes, le reflux (ou le beau temps ?) emporte les spectateurs loin des salles parisiennes. A peine 400 000 spectateurs devant un grand écran cette semaine, c'est le plus mauvais score depuis la marée basse du mois d'août - même si mai de l'an dernier connaît encore pire sécheresse. C'est bien une semaine noire que celle du 22 au 28 mai. Logiquement, la Liste noire obtient donc le moins mauvais score, avec quelque 40 000 admirateurs de Robert De Niro dans 27 cinémas.

A sa suite, *La Double Vie de Véronique* obtient un résultat honorable à 25 000 en dix salles - tandis que *Lune froide*, avec le même nombre d'entrées, fait moins bien puisque le brûlot de

Bouchitey est sorti dans un circuit (excessif) de 27 salles. *Le Porteur de serviette*, *Hors la vis* et *In Bed with Madonna* se maintiennent veille que veille eux alentours des 15 000 spectateurs, alors que *Jacquot de Nantes* et *Rhapsodie en août* en seconde semaine sont déjà hors course, et que *Bix* démontre en sourdine avec moins de 5 000 amateurs.

Et aucun des « anciens » ne vient relever le niveau, ni les beaux sentiments de la *Reine blanche* ni le panache du *Capitaine Fracasse*. Côté panache, il faut se tourner une fois de plus vers l'inusable *Cyrano* : il vient de passer les 1,2 million d'entrées à Paris. Parmi les films français, on attend toujours son successeur.

PHILIPPE MURAY
La gloire de Rubens
essai
288 pages. 118 F.
16 pages hors-texte en noir et blanc.
Grasset

L'UN DES PLUS GRANDS PLAISIRS DE LA MUSIQUE, C'EST DE LA FAIRE AIMER AUX AUTRES.

La Fondation Société Générale pour la Musique remercie

Daniel BARENBOIM
et The Chicago Symphony Orchestra

Pierre BOULEZ
et l'Ensemble Inter Contemporain

Semyon BYCHKOV
et l'Orchestre de Paris

William CHRISTIE
et les Arts Florissants

Charles DUTOIT
et l'Orchestre National de France

John Eliot GARDINER
et The English Baroque Soloists

Marek JANOWSKI
et l'Orchestre Philharmonique de Radio France

Armin JORDAN
et l'Ensemble Orchestral de Paris

Simon RATTLE
et The City of Birmingham Symphony Orchestra

Esa-Pekka SALONEN
et The Philharmonia Orchestra

Christoph von DOHNANYI, Peter EOTVOS,
Lawrence FOSTER, Eliahu INBAL, Lorin MAZEL, Kent NAGANO,

Arturo TAMAYO, Jeffrey TATE...

ainsi que Stéphane BRAUNSCHWEIG, Patrice CHEREAU,
Adolf DRESEN, David HOCKNEY, Bernard SOBEL et Peter STEIN,

de prêter leur talent à la réalisation de la saison
1991/1992 du Théâtre du Châtelet. Le thème "Musique de
notre siècle" sera illustré par une programmation très
diversifiée : œuvres de Mahler, Stravinsky, Schoenberg,
Berg, Webern, Ravel... à Messiaen, Boulez,
Dusapin..., des créations françaises ou mondiales
et West Side Story dans la production de Broadway.

LA FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE EST LE
PARTENAIRE DU CHÂTELET POUR LA 4^e SAISON
CONSÉCUTIVE

Elle apporte également son concours à une quarantaine d'actions
musicales d'intérêt national ou régional visant à encourager la
pratique et la connaissance de la musique, à développer et protéger
le patrimoine musical et à favoriser l'éclosion de jeunes talents.

Fondation
pour la Musique



MUSIQUE

Classique

Mercredi 29 mai

Bizet

Symphonie n° 1

Berlioz

Les Nuits d'été

Anne-Sophie von Otter (mezzo-soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Armin Jordan (direction).
Beau et difficile programme. La Symphonie
de Bizet, comme la Symphonie
classique de Prokofiev, exige un orchestre
aux cordes virtuoses, aux vents
alertes et bien chantants. Ce n'est pas
précisément les qualités que l'on
reconnait habituellement à l'Ensemble
orchestral de Paris, mais reconnaissons
que cet orchestre sait parfois donner de
sarrés coups de collier pour faire
mentir sa réputation. Souvent lorsque Jordan
le dirige.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,
20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à
275 F.

Judi 30

Mozart

Thamos, roi d'Égypte KV 454

Messa solennelle KV 427

Devon Upshaw,

Judith Hewarth (soprano),

William Kendall (ténor),

Conelius Hauptmann (basse),

The English Baroque Soloists,

The Monteverdi Choir,

John Eliot Gardiner (direction).

Poursuite du cycle Mozart de Gardiner
au Châtelet. Un des événements de
l'année Mozart française, à n'en pas
douter. Gardiner est en passe de devenir
le plus heureusement versatile des chefs
d'orchestres ex-barbares du
moment. Que ne dirige-t-il pas bien ?

Châtelet. Théâtre musical de Paris,
20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à
195 F.

Debussy

Six préludes

Brahms

Sonate pour piano n° 1

Prokofiev

Sonate pour piano n° 8

François Kerdouff (piano).
François Kerdouff n'est pas le plus
connu des jeunes pianistes français,
n'est pas celui qui a publié son premier
disque solo le plus jeune (pour ce faire,
il a attendu ses trente-cinq ans, et vient
de publier un remarquable disque
Brahms consacré aux Ballades op. 10 et
à la Sonate en fa mineur, mais sa dis-
cussion ne devrait pas le faire prendre
pour un interprète de second plan.

Salle André-Marechal, 20 h 30. Tél. : 47-
34-11-31. De 60 F à 90 F.

Haydn

Symphonie n° 38

Mendelssohn

Concerto pour violon et orchestre en mi
mineur

R. Strauss

Ainsi parlait Zarathoustra

Régis Pasquier (violin),

Orchestre national de France,

Ferdinand Leitner (direction).

Un vieux routier à la direction, l'héritier
d'une prestigieuse lignée de musi-
ciens comme soliste : belle soirée. Qui
aurait été plus belle encore si l'on avait
programmé autre chose que l'assom-
ment Zarathoustra de Richard Strauss.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 190 F.

Debussy

Six Épiques antiques

Debussy-Caplet

Iberia

Satie

Cinéma

Gymnopédies I et II

Gymnopédies I et II

Socrate

Anne-Marie Rodde (soprano),

Florence Katz (mezzo-soprano),

Christian Beldi,

Alain Planès (piano).

Œuvres rares, interprètes autorisés et
inspirés, cadre inspirant, les Concerts
d'Orsay, comme ceux du Louvre ou du
Musée Grévin, sont un peu en marge
de la programmation habituelle. Le
métronage y redécouvre le passé, s'y
passionne pour le présent. Rien que pour
Socrate, le chef-d'œuvre de Satie, et
Cinéma, il faudrait être à Orsay, mais
les autres pièces programmées ne sont
pas non plus à dédaigner.

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-48-
48-78. 120 F.

Vendredi 31

Hindemith

Métamorphoses symphoniques sur un
thème de Weber

R. Strauss

Don Juan

Brahms

Symphonie n° 1

Orchestre de Philadelphie,
Riccardo Muti (direction).
Magnifié par Leopold Stokowski, bien
géré par Eugene Ormandy, l'Orchestre
de Philadelphie reste l'une des plus
belles machines à jouer du Nouveau
Monde. Que restera-t-il du célèbre
« Philadelphia sound » dans l'acousti-
que si sèche du TCE ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 560 F.

Dimanche 2 juin

Beethoven

Sonates pour piano n° 7, 8
« Pathétique », 14 « Clair de lune »

Christian Zacherias (piano).

Retour de Zacherias aux Concerts du
dimanche matin. Ce dont le public ne
se plaint pas, il est peu de pianistes
qui renouvellent comme lui la ques-
tion.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.
Tél. : 47-20-36-37. 80 F.

Lundi 3

Mozart

Le Roi pasteur

Patricia Wf,

Kristina Laki,

María Vanuti (soprano),

Madevyn Davies,

Donald Lister (ténor),

Orchestre du Musikverein de Salzbourg,

Hans Graf (direction).

Nous n'en sommes qu'à la moitié de
l'année Mozart et déjà la lassitude nous
envahit. Le Roi pasteur, en version de
concert, est-ce bien utile ? Il s'agit là de
la première manifestation du Festival
de la Mairie de Paris, qui se poursuit
tout le mois.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 280 F.

Purcell

Dowland

Schubert

Mendelssohn

Duparc

Obradors

De Falla

Granados

Mémoires et Lieder

Negro-spirituals

Kathleen Battle (soprano),

Margot Gerratt (piano).

Est-ce parce que l'on est noir et améri-
cain que l'on chante bien les spi-
rituals ? Jesse Norman a prouvé depuis
un malheureux disque Philips que cet
univers lui est devenu étranger. Mais
Battle n'est pas Norman.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,
20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à
195 F.

Mardi 4

Beethoven

Sonate pour violoncelle et piano n° 3

Fauré

Sonate pour violoncelle et piano n° 2

Rachmaninov

Sonate pour violoncelle et piano op. 19

Gary Hoffman (violin),

Jean-Philippe Collard (piano).

Retour à la musique de chambre pour
Jean-Philippe Collard qui rentre d'une
tournée avec l'Orchestre national de
Lyon aux États-Unis. Ce pianiste s'y
est illustré depuis longtemps, et avec
bonheur. Gary Hoffman va-t-il faire
équipe avec lui dorénavant ? Ce serait
bien. Les œuvres qu'ils ont choisies
sont de celles qui montrent des artistes
à l'ouvrage et ne pardonnent rien.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-
05-07. De 120 F à 270 F.

Ives

Sonates pour violon et piano n° 3 et 4

Carter

Ricomposées par Goffredo Petrassi

Philippot

Composition pour violon et piano

Crumb

Nocturnes

Mayvonne Le Dizis (violin),

Jean-Claude Henriet (piano).

Le Festival américain de Radio-France
est terminé depuis longtemps, mais ce
n'est pas une raison pour ne pas pro-
grammer la musique contemporaine
jouée de l'autre côté de l'Océan. En lui
adjoignant une pièce de Philippot, un
compositeur et un professeur notable.

Maison de Radio-France, 22 h 30. Tél. :
42-30-15-18. Entrée libre.

Miercredi

Ensemble initial
D'une source oubliée

Duparc

Phidyle

R. Strauss

Morgen

Debussy

Chansons

Rameau

Nouvelles aubes

Rachel Yaker (soprano),

Michael Lavin (piano),

Olivier Beaumont (clavier),

Ensemble l'Infiniment,

Mark Foster (direction).

Curieux et excitant programme qui
mélange les époques, les genres et les
interprètes. Le claviériste Olivier
Beaumont et l'Ensemble de l'Infiniment,
voilà une association atypique et heu-
reuse.

Maison de Radio-France, 18 h 30. Tél. :
42-30-15-18. Entrée libre.

Régions

Avignon

Wagner

Tristan et Isolde

Hélène Gilmartin (ténor),

Lietha Babel (soprano),

Monte Pederson (baryton),

Madine Dumas (mezzo-soprano),

Marcel Schenk (basse),

Jean-Claude Aubert (piano en scène),

Orchestre lyrique de région

Avignon-Provence,

Paul Ehrhard (direction).

Du temps de notre prime jeunesse,

Paul Ehrhard faisait les belles soirées

Wagner du Théâtre des Arts de Rouen.

Il repart sous des cieux plus ensoleil-
lés à la tête de l'Orchestre d'Avignon

pour un Tristan et Isolde qui pourrait
bien en remonter à quelques petits

jeunes plus en vue.

La 30, 18 h 30 : le 2 juin, 14 h 30. Opéra.
Tél. : 90-82-23-44. De 90 F à 380 F.

Boulogne-sur-Mer

Mozart

La Flûte enchantée, ouverture

Symphonie n° 40

Beethoven

Symphonie n° 6 « Pastorale »

Royal Philharmonic Orchestra,

St Yvonné (direction).

Le Festival de Boulogne-sur-Mer,
proposé une affiche britannique de
prestige. Abandonnant sagement son

violin, Meunier vient diriger Mozart
et Beethoven. S'il est aussi heureux lire
que dans ses engagements de studio
avec l'Orchestre du Festival de Bath, ce
concert devrait être remarquable.

Le 4 juin, Cathédrale, 21 heures. Tél. :
21-37-68-38. De 160 F à 200 F.

Le 8 juin au Palais de la musique et des
congrès de Strasbourg, dans le cadre du
53^e Festival international de musique de
Strasbourg, à 20 h 30.

Jazz

Miroslav Vitous

Comme George Mraz, Miroslav Vitous

est de la ville de Kaffa et de Vavay

Havel. La contrebasse y est plus char-
nelle, plus dramatique, plus dansante

qu'ailleurs. Sa rencontre avec le jazz

signale une sorte de point de perfec-
tion. Miroslav Vitous a le son très

dominé, le pizzicato boudissant, l'ar-
chet sensible et discutable, le geste

extrêmement éloquent. En solo. Un
bassiste en solo ? Oui, un bassiste en

solo.

Le 28, Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-
48-60.

Harry Connick Junior

A vingt-trois ans, Harry Connick Jr

joue du piano, chante et dirige un big

band. C'est lui le responsable des chan-
sons de Quand Harry rencontre Sally, il

a déjà réussi à en faire accroître à des
centaines de milliers d'Américains.

Pour ses débuts parisiens, on décou-
vrira à l'Olympia une bête de scène qui

a autant de talent que de culot et qui

ignore avec superbe les trucs-à-côté
des années de la musique populaire.

Le 30, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-
25-48. De 140 F à 240 F.

Steve Grossman

Un son formidable au ténor, une

expressivité d'Hercule (le phrasé, le

feeling, le drive), une puissance com-
municative et cette très heureuse non-

chalance qui le laisse juste à côté de sa
carrière : comme on se regarde passer

en rêve. Bref, Steve Grossman est un
vrai saxophoniste de jazz, regrets com-
pris.

Le 31 mai et le 1^{er} juin, La Villa,
22 heures. Tél. : 43-28-60-00.

DE LA SEMAINE

Didier Lockwood
Jean-Marie Ecay
Laurent Vernet
Lolo Pontbren

Allez, un peu avant l'été, comme avant le départ d'une grande course, on va voir où en sont les répertoriés et les édités (de la musique). Didier Lockwood est sur la petite scène du Petit Journal, en chair et en os. A suivre. C'est le bon moment : le plus doué des violonistes cherche encore une voie juste.

Le 4 juin. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Rock

Lenny Kravitz

Puisque le hasard les fait passer le même soir par Paris, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre Harry Connick et Lenny Kravitz. Tous deux mettent leurs talents, considérables, au service d'époques révolues. Kravitz fait ressembler le rock de la fin des années 60, mélodique et audacieux, avec des compositions qui réussissent à concilier leur qualité de pastiches avec une indéniable sincérité.

Le 30, 21^h 30, 20 heures. Tél. : 42-08-80-00. Location Fnac. 152 F.

Inspirat Carpets

Ces fiers enfants de Manchester viennent de tenter une transition hardie de la pop un peu écervelée de leurs débuts à un rock pensant. Sur disque, le résultat est admirable dans ses intentions, moins dans les résultats. Sur scène, que restera-t-il des shows belapropriétés que durant lesquels des vaches artificielles se dansaient au son de l'orgue Farfisa ?

Le 1^{er} juin. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 90 F.

Babylon Fighters

Il y a longtemps les Babylon Fighters étaient un groupe de dub, piliers de la scène alternative. Ils ont signé chez une major et s'apprêtent à sortir un nouvel album. Leur ambition est simple, occupez l'espace entre funk, reggae, et rock dur, quelque part dans les territoires que hante Living Colour aux Etats-Unis.

Les 3 et 4 juin. New Moon, 20 heures. Tél. : 49-95-92-33.

Yes

Le gag juridique-musical de l'année. Divisé depuis plusieurs années en deux factions (la première détenait la propriété légale du nom du groupe, la seconde la légitimité musicale), le groupe Yes vient de se réunir autour d'un accord à l'amiable, ce qui vaut bien un autre projet musical. Du coup, le groupe est double (deux batteurs, deux bassistes, deux claviers, etc.) ce qui promet... Quoi ? Deux fois plus de pompes et de circonstances, sans doute.

Le 3 juin. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 162 F.

Festivals

Aubervilliers

L'Estival 91

En une semaine, une version bantieu-sarde du Printemps de Bourges (on retrouvera Pigalle, Eric Larcene, Hubert Félix Thieffaine, Zap Mama, Paris Musette...) qui se déploie sur toute la ville, des parvis des cités aux gymnases en passant par le Théâtre de la Commune. Avec, cette année, une orientation nettement audiste de FFF (funk, funk, funk) à Melou et Bernardo Sandoval, flamenco qui inspirent inégalement les puristes du genre.

Du 1^{er} au 8 juin. Information et réservation : 48-39-52-46. 42-33-87-80. 80 F et 90 F.

Le Blanc (Indre)

Made in France Festival

Le premier jour, les David Vincent, groupe sous influences (graphisme mexicain, gari de chmipignons, mythologie de série américaine et musique des années 70). Assez, groupe radical, et Fire Hazard, groupe du coin. Le lendemain : Little Bob et sa grosse cavalerie américaine. Paul Personne et son Blues, les Wampas et leur rock primitif, le Cri de la mouche et son boucan infernal. Stepping Stone et son rhythm'n'blues idyllique, les Croaks et leur psychobilly affolant.

Les 31 mai et 1^{er} juin. Parc des expositions. Renseignements : 54-37-58-48. 06 50 F à 130 F.

Tournées

Little Bob

La route, c'est l'habitat naturel du rock de Little Bob. Le petit homme du Havre est reparti avec ses musiciens américains pour revisiter sa carrière, entre ses classiques qui auraient dû être des tubes et les reprises fidèles mais inventives des standards du rock.

Le 30 mai, Rennes, l'Ubu, 20 h 30, 70 F. Le 31, Landernau, Le Family, 19 h 30, 70 F. Le 1^{er} juin, Paris, Les Expositions, La Blanche (Poteaux), 19 h 30, 70 F. Le 2, Thiers, l'Espace, 19 h 30, 70 F. Le 3, Grenoble, La Zone Inter-

dit, 21 heures, 85 F. Le 5, Montpellier, La Rockstore, 20 heures, 80 F.

FFF

Marco Prince est une hôte de scène. C'est le chanteur de FFF, Fédération française de funk, formation très dansante qui puise avidement dans toute la musique noire (funk, reggae, rap) et donne sans compter. Cuvres impeccables, rythmique implacable, et, incontestablement sous peu, un album produit par Bill Laswell dans les bacs des disquaires.

Le 31 mai à 20 h 30, Massy, Centre Culturel. Le 1^{er} juin à 21 heures, Cap-Breton, Le Doors. Le 5, Festival d'Aubervilliers, Palais de la Villette, 16 heures. 50 F et 80 F.

Milltown Brothers

Futur du rock'n'roll britannique de la semaine qui se distingue de ses collègues par un supplément de sobriété et d'émotion. A classer dans la rubrique rock sentimental plutôt que rigolo psychédélique.

Le 31 mai, Lille, L'Aéronef. Le 1^{er} juin, Ris-Orangis, Le Plan. Le 3, Bordeaux, Le Jimmy. Le 5, Lyon, La Transcub.

Les Pixies

Puisqu'ils viennent souvent, sont généralement brillants, on se permettra un instant de nostalgie pour l'époque où les Pixies jouaient encore dans des salles à visage humain. Aujourd'hui, ils suivent à travers la France exotiquement le même itinéraire que Sting. Tant mieux pour tout ceux qui profiteront ainsi du rock extrême, dangereux et séduisant de Black Francis et consorts.

Le 31 mai, Toulouse, Palais des Sports, 20 h 30, 123 F. Le 1^{er} juin, Bordeaux, Patinoire. Les 3 et 4 juin, Paris - Olympia, 20 heures, 120 F.

Niagara

Souvenirs de Barbarella et de Modesty Blaise (les tennes de Muriel Laporte), échos de Led Zeppelin (l'option bard-rock de Daniel Chenevez), le show de Niagara en met plein les yeux, plein les oreilles.

Le 30 mai, Chateaufort, Hall des Expositions, 20 h 30, de 135 F à 150 F. Le 31, Limoges, Salle des Sports, de 135 F à 150 F. Le 4 juin, Marseille, Salle Vellier, 20 h 30, de 135 F à 150 F. Le 5, Marseille, La Summum, 20 h 30, de 135 F à 150 F.

Sting

Modestement, en quatuor (lui-même en personne à la basse, Dominic Miller à la guitare, Vinnie Calabotta à la batterie et David Sanctions aux claviers), Sting propose un show tranquille et fort, sans complexes (il joue Roxane) mais pas sans courage (avec l'essentiel de l'austère Soul Cages).

Le 2 juin, Marseille, Palais des Sports, 20 heures, 160 F. Le 3, Toulouse, Palais des Sports, 20 heures, 150 F. Le 4, Bordeaux, Patinoire de Mériadeck, 20 heures, 170 F.

Chanson

Léo Ferré

Même avec bardo-son, même avec fatigue, même avec défauts, le spectacle de Ferré vaut la peine d'être vécu. Un des derniers monstres sacrés de la chanson française, émouvant quand il le veut, impressionnant toujours.

Le 1^{er} juin, Palais des Sports, 20 heures. Tél. : 48-28-40-90. 140 F.

Musiques du monde

Festival autour de la voix d'Argenteuil

Le Festival d'Argenteuil est parti à la découverte des voix du monde entier, de celle d'un Macaband, venu du chœur traditionnel breton, et qui s'incorpore dans son trio un percussionniste du Rajasthan, à celle d'Ozan Firat, chanteur kurde et joueur de luth, en passant par les chants traditionnels du Rwanda. Le 2 juin, les polyphonies corées seront à l'honneur, un peu modernisées grâce à l'accompagnement d'instrumentistes de Trans Enro-péennes et aux arrangements de David Rueff. Le 4, le tango argentin occupe la scène avec Haydée Alba, une interprète sensible et forte.

Le 2 juin, Argenteuil, Salle Jean-Vilar, 18 heures et 21 heures.

Angoulême à Paris

Où l'on retrouve rue des Petites-Ecuries un bon morceau de la programmation du Festival d'Angoulême, avec, le 30 mai, les African Jazz Pioneers, big band qui revient aux racines du jazz d'Afrique du Sud, la nostalgie antillaise de Kali (le 1^{er} juin) le reggae créole de Poggio (le 5) et, en clôture, une soirée autour de Marie-José Alie.

Du 30 mai au 8 juin, au New Morning, 7, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. Tél. : 45-23-56-53.

La sélection « Musiques c » a été établie par :
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » :
et « Musiques du monde » :
Véronique Mortaigne.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Baya

d'Aziz Chouaki, mise en scène de Michèle Sigal, avec Yveline Allaud.

Une femme retrouve des photos qui font ressurgir son passé, bonheur et malheur. Au temps d'avant la haine. Le spectacle, en français, fait partie du programme de Nanterre sur la femme algérienne.

Théâtre des Amantiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 4 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-21-18-51. De 90 F à 120 F.

Bonjour Monsieur Satie

d'après Erik Satie, mise en scène de Claude Conforté, avec Jacques Fabry, Yumi Nara, Jean Babilas, Gérard Audax et Christopher Beckett.

Un compositeur qui consacre sa vie à la musique, ce n'est pas original. Mais il s'agit d'Erik Satie, brillant, fragile, secret.

Opéra-Comique - Salle Favart, 5, rue Favart, 2. A partir du 29 mai. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-86-88-83. De 20 F à 250 F.

Les Dactylos

de Murray Schlegel, mise en scène de Patrick Fournier, avec Katie Scarton-Kim et Patrick Schoeller.

La promiscuité d'un bureau où on passe le plus clair d'une existence contrainte attaché devant une machine à écrire porte aux confidences, au déballage ironico-tendre des rêves avortés.

Petit Théâtre de Clichy, 3, rue du Docteur-Calmette, 92000 Clichy. A partir du 31 mai. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 47-30-43-04. 40 F et 60 F.

Les Empailleurs

de Toni Loicaster, mise en scène d'Edouard Bernier, avec Geneviève Brunet, Jean Rougerio, Elisabeth Vitell et Jean-Michel Farcy.

A partir du moment où on n'est pas Alexandre le Grand, Mozart, Rimbaud ou n'importe qui ayant réussi sa vie, autant la rater dans les grandes largeurs. Mais comment ? C'est ce que Les Empailleurs enseignent, et ce n'est pas triste.

Poche-Montparnasse, 76, bd du Montparnasse, 6^e. A partir du 1^{er} juin. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-48-32-97. De 100 F à 150 F.

Exécuteur 14

d'Adel Hakim, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Quentin Châtelet.

Les dégâts de la guerre dans l'esprit, le moral, le mental d'un garçon qui parle, sent, sans prendre de distance. En gros plans sur ses peurs et ses désespoirs.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 29 mai. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

Fatma

de Mohamed Boustouf, mise en scène de Ziani Chérif Ayad, avec Souad.

Fatma, c'est la femme algérienne, en situation inférieure. Un oom générique au temps des colonies. Aujourd'hui l'Algérie est un pays indépendant. Mais la femme sans mari, sans argent est-elle en situation d'égalité pour autant. Spectacle en langue arabe avec traduction simultanée.

Théâtre des Amantiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 29 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-21-18-51. De 90 F à 120 F.

Les Fourberies de Scapin

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Laurence Cortadellas, Eric Elmoine, Monique Gaillard, Sophie Gaudin, Etienne Lefebvre, Roger Mirmont et Philippe Uchès.

Voici revenu le voyou de Naples, courrant de toit en toit, se heurtant à la médiocrité butée des riches vieillards, à l'égotisme des jeunes amoureux, armé de sa seule astuce, blindé par l'expérience amère de la pauvreté, ayant pour seul ami son jeune fils... Voici revenu Daniel Auteuil, le rude Scapin voulu par Jean-Pierre Vincent.

Mogador, 25, rue de Mogador, 8^e. A partir du 4 juin. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 50 F à 220 F.



Les Fourberies de Scapin, à Mogador.

Les Heures blanches

d'après le roman de Ferdinand Camon, mise en scène de Didier Bezace, avec Didier Bezace et Laurent Caillon.

C'est l'adaptation d'un roman, l'iré d'une expérience de l'auteur avec la psychanalyse. Ou plutôt avec le psychanalyste, cet homme silencieux qui écoute, jusqu'à ce que toutes les paroles soient dites.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du champ de manœuvre, 12^e. A partir du 3 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-99-51. De 50 F à 100 F.

Passolini, vivant récit de femmes

de Gabrielle Calderoni, mise en scène de l'auteur, avec Gabrielle Calderoni, Sylvie Le Kemeu, Claire Périard et Jean-Daniel Rizzo.

Faire raconter Passolini par des femmes n'est pas courant. Preuve des barrières mentales qui nous enforment dès que l'on dit « homosexualité ». L'erreur est réparée.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14^e. A partir du 3 juin. Du lundi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-51. Durée : 1 h 15. 60 F et 100 F.

Paris

L'Amour des trois oranges

d'après Carlo Gozzi, mise en scène d'Isabelle Sautou, avec Corinne Linden, Michel Klein et Pascal Holzer.

Avant d'être un opéra, c'était une pièce de Gozzi, une trame bouffonne, prétexte à aligner les scènes comiques. Car le thème est l'histoire d'un prince malade, que seul le rire peut guérir.

Beaunard-Centre Welles-Bruzelles, 46, rue Quincampoix, 4^e. Le lundi à 20 h 30, le mardi à 22 heures. Tél. : 42-71-26-18. 60 F.

Anatomie et Physiologie des corps sourds

avec J. Charles Mc Kinney et Alan R. Barwick.

Le monde des sourds « raconté » par eux-mêmes, avec humour, avec une vitalité bienfaisante.

International Visual Theatre, tour du Village, Château de Vincennes, 94000 Vincennes. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-65-63-63. 70 F et 90 F.

Avant la retraite

de Thomas Bernhard, mise en scène de Claude Sigal, avec Victor Garvirier, Denise Genée et

Suzel Goffin.

L'épouvantable histoire de ce commandant nazi qui vit entre ses deux sœurs et célèbre chaque année l'anniversaire de Himmler a été l'un des grands succès de la saison dernière. Ce spectacle est repris, il ne faut pas le rater.

Théâtre national de la Colline, 16, rue Maubeuge, 20^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 heures. 130 F.

Les Choéphores

d'Eschyle, mise en scène d'Armand Mouchet, avec Simon Abkarian, Sylvie Sallat, Georges Sigot, Juliana Caron, Cécile Nègre, Nellys Mandan, Catherine Schaub et Zinedine Soualem.

Avant de partir pour les Pays-Bas puis l'Allemagne et Berlin, le Théâtre du Soleil donne, au mois de juin, les dernières représentations de la saga des Atrides : rigueur et splendeur des textes, des musiques, des danses, des acteurs. L'histoire reprendra et se complètera à l'automne.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Le mercredi à 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Comme une histoire d'amour

d'Arthur Miller, mise en scène d'Alain Bataille, avec Luce Mouchet et Philippe du Jenerand.

Un privé et une call-girl dans une chambre, il essaie de lui faire avouer quelque chose, d'écouter ce qu'il lui dit. Ce n'est pas qu'elle se fasse prier, mais qui sait si elle ne ment pas. Arthur Miller pastiche la Scène noire pour raconter son désarroi d'écrivain.

Aristide-Athénaïs, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11^e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 48-09-36-02. Durée : 1 h 20. 85 F et 110 F.

Le Décaméron des femmes

d'après Julia Vornesenskaya, mise en scène de Danielle Chinsky, avec Emmanuelle Brunschwig, Danielle Chinsky, Sophie Guille des Buites, Catherine Hosmolin et Elisabeth Mazov.

Quatre femmes qui viennent d'accoucher, séparées de leur nouveau-né, réduites à la promiscuité, surmontent leur situation en parlant. A la manière de Boccace, dont l'une d'elles est en train de lire le Décaméron. Elles ont de la gaieté, de la tracasserie, beaucoup d'émotion. Elles sont russes.

Théâtre Paris-Plaine, 13, rue du Général-Guillaumat, 15^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-62. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.

Francis

de Gérard Guillaumat, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Gérard Guillaumat et Jean-Louis Martinelli.

Gérard Guillaumat, l'un des comédiens fidèles de Roger Planchon, a dans sa jeunesse été déporté. Aujourd'hui, il se délivre de ses souvenirs, tout nets, tout crus, avec la déformation de la mémoire, et sans verser le moins du monde dans le pathos, au contraire. La vérité est dans le picaresque.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. 45 F et 65 F.

Fregoli

de Patrick Rambaud et Bernard Haller, mise en scène de Jérôme Savary, avec Bernard Haller, Jacques Abic, Marc Dufour, Sylvie Farro, Sylvie Fourquet, Olivier Horeau, Mousa et Alexandra Pander.

Parce que, à juste titre, Bernard Haller rêvait depuis longtemps de Fregoli, parce que le personnage et sa magie collent à la poésie de Jérôme Savary, leur spectacle est un enchantement.

Théâtre national de Chailly, 1, place du Trévand, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 40. De 100 F à 140 F.

George Dandin

de Molière, mise en scène de Gérard Bergeaud, avec Michel Bernier, Dominique Fouchet, Gérard Bergeaud, Monique Tostet, Yves Lartigue, Valérie Françoise et Jean-Pierre Thérèse.

C'est avec autant de vigueur que de noirceur que se raconte l'histoire du paysan dupé par sa belle-famille d'aristocrates campagnards et ruinés, et ce qui est plus grave, par sa femme.

Fondation Dauchez-de-la-Maurthe, 37, bd Jourdan, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-50-76-25. Durée : 1 h 40. 60 F et 110 F.

Madame Bovary, je l'embrasse partout.

Gustave

d'après Gustave Flaubert, mise en scène de Jean-Luc Borg, avec Raymond Jourdan, Martine Fontaine, Clément Harrel, Karine Dron, Flaubert, l'homme de l'année, et sa correspondance avec Louis Collet, à propos de Madame Bovary, de ses tourments existentiels, judiciaires, amoureux. Toute une vie.

Cartoucherie Théâtre de la Mairie, 37, bd Jourdan, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-50-76-25. Durée : 1 h 40. De 45 F à 100 F.

Princesses

de Fatma Ghalib, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Anne Alvaro, Saïda Bekkouch, Michèle Oppenot, Fatma Rahouadj, Karim Rensoul, Salah Tachout.

Une jeune femme revient dans son village après vingt ans vécus en France, dans une autre civilisation. Heurts et regrets, famille et amour. Le déchirement des exilés, des voyageurs. Une superbe réussite.

Théâtre des Amantiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-51. Durée : 2 h 40. De 90 F à 120 F.

Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Milanti, avec Clotilde Mollet.

Un long marche de Genet dans le camp détruit de Chatila. Un grand poème.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Clément, 6^e. Du mardi au dimanche à 18 h 30, le dimanche à 18 h 30 et 21 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 heure. 45 F et 65 F.

CRAZY HORSE
jubilée show
1951-1991

bar 195 fr.
altes 380 fr.
mezz. 480 fr.
orch. 800 fr.
taxis et
service 15%
indian

12 av George V paris 4725 32 32

MANIPULATIONS!

43 04 09 66 - 42 71 26 16
FNAC
KIOSQUE THEATRE
CROUS

TEP
DU 30 MAI AU 22 JUIN
Exécuteur 14
Texte et mise en scène
ADEL HAKIM
avec
Jean-Quentin CHATELAIN

42 43 17 17

Régions

Nice

Le Clézio

mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec le Théâtre Machine.

Le triple spectacle qui a révélé un metteur en scène à la fois tranquille et formidablement audacieux, brillant et rigoureux. Un miracle.

Le Grand Théâtre national de Bretagne, 1, rue Heller, 35000 Rennes. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 99-30-88-88, 80 F.

Rennes

Les Hommes de neige

mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec le Théâtre Machine.

Le triple spectacle qui a révélé un metteur en scène à la fois tranquille et formidablement audacieux, brillant et rigoureux. Un miracle.

Le Grand Théâtre national de Bretagne, 1, rue Heller, 35000 Rennes. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 99-30-88-88, 80 F.

Lille

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Claire Vernet, Nicolas Silberg, Véronique Valla, Marianne Epi, Jean-Luc Bideau, Christian Smet, Eric Frey, Philippe Torroni et Caroline Appéré.

Après avoir montré sa mise en scène clownesque, colorée, vigoureuse - avec une fin étonnante et magnifique - à la Comédie-Française, Gilles Bourdet l'emmène à Lille, pour ses adieux à la ville. Tout au moins en tant que directeur du centre dramatique.

Théâtre Sébastopol, place Sébastopol, 59000 Lille. Le mercredi à 20 h 30. Tél. : 20-40-10-20, 100 F.

Reims

Médée

d'Euripide, mise en scène de Christian Schieretti, avec Agathe Alexia, Madeleine Marion, Serge Maggiani, Christophe Hoyerman.

La sorcière, l'enchantresse, l'infanticide, l'étrangère, figure mythique de la passion par un metteur en scène qui sait où il veut aller (lire notre article p. 22).

Comédie de Reims, 3, chaussée Rouquenne, 51000 Reims. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 28-40-45-45, 90 F.

Sète

Sik-Sik, le maître de magie et le haut-de-forme

d'Edouardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichot, avec Jean-Claude Fréssang, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Morino, Jean-Paul Roussillon, Djamel Boudoun, Anne Fassio et Jean-Louis Maligne.

D'abord, une action « aussi rapide et violente qu'un court-métrage de Charlot », ensuite « un rire cannibale... Le désespoir qui mène au désespoir », l'odieuse le metteur en scène. On découvre en France Edouardo, ce n'est pas trop tôt.

Théâtre municipal de Sète, av. Victor-Hugo, 34000 Sète. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 87-74-68-87. Durée : 1 h 55. 80 F et 110 F.

Marseille

Le Tartuffe

de Molière, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Luce Maillet, Marcel Maréchal, Béatrice Agnès, Armand Bedout, Marie Adam, Pierre Constant, Julien Lesclapart.

L'étrange fascination d'un homme rai-

sonnable pour l'imposteur qui l'a trahi. Mais au fait, lequel a réellement trahi l'autre ?

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 18 heures, le dimanche à 14 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 91-54-70-84, 80 F et 120 F.

Strasbourg

Terres mortes (Bauern Sterben)

de Franz Xaver Kretz, mise en scène de Daniel Girard, avec Nathalie Besançon, Françoise Bette, Marc Citi, Christophe Lamatre, Lucien Marchal et Guy Hölger.

Comment un frère et une sœur, partis pour la ville, reviennent dans leur village, complètement déboussolés. Kretz n'est pas l'auteur vériste et sinistre que l'on a voulu voir, ebez nous, dans les années 70. Ce qui l'a toujours décon-

cerné.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Mollet, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 88-95-44-52, 80 F et 110 F.

Dernière représentation le 1^{er} juin.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

ARTS

Nouvelles expositions

Jean Dubuffet

Une trentaine de *Psychoses*, *Mires* et *Non-Lieux*, soit quelques-uns des derniers travaux de Dubuffet, sont proposés « dans la perspective du *Devenir* », cette figure majeure du cycle de l'*Hourloupe* : un sage caré dans son fauteuil, l'artiste lui-même, le philosophe-méta-

physicien.

Galerie Joanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6^e. Tél. : 43-26-22-32. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, lundi de 9 heures à 12 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Du 31 mai au 12 juillet.

Gilloil

L'exposition réunit un ensemble de dessins de 1945-1946, qui marquent le passage du sculpteur à l'abstraction. Ils sont mis en rapport avec ses dernières sculptures en bois : *Petit Soldat*, *Exposé*, *Quelque* ou *Vitesse*, des pièces témoins de l'accomplissement d'une œuvre éprise de pureté.

Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 42-60-23-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Du 31 mai au 12 juillet.

Tanlay

Pierre Bettecourt

Un marginal, ou, si l'on préfère, un irrégulier de l'art. Qui s'est lancé dans les haut-reliefs d'images, avec incrustations de coquilles d'écaille ou de pierres, après un séjour à Chailly, avec Jean Dubuffet, en 1953. Qui promène son angoisse entre érotisme et magie. Cette exposition d'été du château de Tanlay propose également les livres de Pierre Bettecourt, qui, depuis 1940, a beaucoup écrit.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-93. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Du 1^{er} juin au 30 septembre. 10 F.

Paris

Affiches : le cirque

Plusieurs historiens d'art ont remarqué

que l'affiche de cirque et l'œuvre de Chéret étaient des sources de Saurat. La rétrospective du Grand Palais a donc suscité ce dossier constitué de cinquante affiches fin de siècle.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris-7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet. 27 F (billet d'accès au musée).

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinquante œuvres : peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'élève que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie - 6^e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 26 août.

De Corot

aux impressionnistes, donations Moreau-Nélaton

Etienne Moreau-Nélaton fut, tout à la fois, peintre, graveur, céramiste, historien d'art et grand collectionneur comme son grand-père, Adolphe Moreau. De celui-ci il avait hérité une très importante collection de peintures romantiques et de l'école de Barbizon, qu'il enrichit notamment de chefs-d'œuvre impressionnistes, et donna au Louvre.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet. 37 F.

Dessins espagnols : maîtres des XVI^e et XVII^e siècles

Le Siècle d'Or, de Berninque à Velázquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San-Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jauffray côté jardin des Tuileries, Paris-1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi à 15 h 30. Horaire : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet. 30 F (billet d'entrée au musée).

Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure d'« Arte Povera ». L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit en solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, mardi de 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 juin. 20 F (possibilité de billet groupe : 55 F).

Repetits

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse, a aimé à corriger pour parfaire un geste, le mouvement d'un bras, d'une jambe, a balancé entre plusieurs traits, et ne s'est pas résolu à effacer tous les signes du geste de ses premières idées. Une exposition qui nous situe au plus près du travail en cours.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris-1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des collections à 21 h 15. Visites-conférences les lundi à 19 heures, jeudi à 15 h 30. Tél. : 40-20-51-56. Jusqu'au 17 juin. 30 F (billet d'entrée au musée).

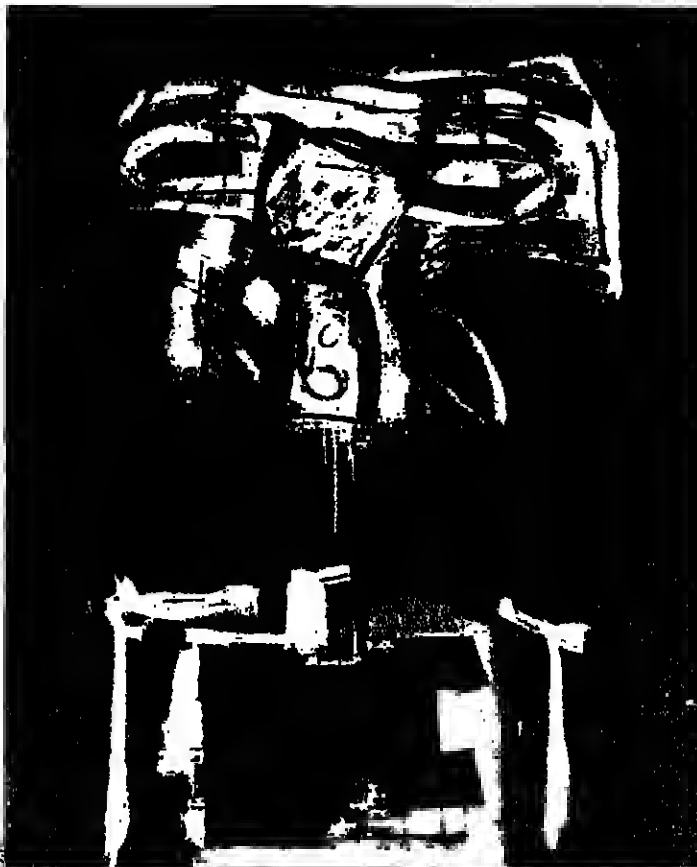
Saurat (1859-1891)

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collée à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande Jatte* ? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des collections à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août. 37 F, sam. 24 F.

Tours du monde, de Babel à nos jours

Par quoi s'explique le retour de la tour ? Hootie après les ratages des années 70, en France tout au moins, la tour pourrait réapparaître, plus haute que jamais, dans l'horizon de la



Antonio Saura à la galerie Artcurial : Pandora (1960).

Défense. De Babel à la Tour de l'Infinité, de San-Gimignano à Eiffel, voici toute la gamme des vertiges et des mégamanties.

Tour Eiffel, premier étage, champ de Mars, Paris-7^e. Tél. : 45-51-12-76. Tous les jours de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 juillet. 17 F (accès au premier étage).

Galleries

Jean Bazaine

Les peintures récentes et quelques dessins à la plume d'un vieux maître français de la peinture abstraite, médité au fil des saisons, pourrie de sensations et d'émotions latentes en regard de la nature : paysages d'été, de landes, de plages.

Galerie Louis Carré, 10, av. du Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-51-12-76. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on ne parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annonce des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris-8^e. Tél. : 42-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

John Chamberlain

Le champion américain de la tôle froissée, de la ferraille comprimée, fortement rebattue de rouleaux. Qui, inmanquablement, fait penser à notre César national et à ses *Compressions*, et rappelle le temps du pop, bien qu'il y ait, chez Chamberlain, de beaux restes de l'expressionnisme abstrait.

Galerie Karsten Greve, 5, rue Dabot, Paris-3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 8 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 juin.

Raoul Dufy

Peintures, aquarelles, dessins d'un artiste aimable, souvent léger, cependant moins insouciant qu'on ne le croit. Et dont l'œuvre se gonfle et se dégonfle selon l'humeur du temps. L'exposition accompagne la publication du premier volume du catalogue raisonné des dessins.

Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours de 10 heures à 18 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Gérard Gasiorowski

Cet écorché vif, qui fut un temps proche des hyperrealistes, entreprit, dans les années 70, de batailler contre le milieu de l'art, contre les valeurs reconnues. Il s'y trouva la paix qu'il prit de longues années de solitude totale. C'est sa « guerre » que présente la galerie Maeght : des images simples et cultivées, des grimoires, des « croquis » à touche-touche. Profondément émouvant.

Galerie Maeght, hôtel Le Rebours

contexte urbain. Alsop, ça déçoit. Mais attention, la ville une fois décon-

Arç au rêve - Entrepôts Lainé, 3, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-52-78-36. Tous les jours sauf samedi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 1^{er} septembre.

Caen

Images de la destinée

On connaît la grande spécialité du musée des beaux-arts de Caen : l'étude iconologique, en particulier du dix-huitième siècle. Et celui-ci de proposer, dans la foulée de la grande exposition des « Vaoités », une centaine d'images de la Destinée, choisies dans les gravures de la collection Maugé, auxquelles s'ajoutent quelques feuilles exceptionnelles prêtées par la BN.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

Lorient

Emmanuel Saulnier

Dans les sculptures transparentes d'Emmanuel Saulnier, les formes d'objets de laboratoire, colonnes et tubes de verre, éprouvettes et alambics, ne sont pas là pour produire des images scientifiques. Organisées en équilibre instable, elles sont toutes prêtes à briser, ces œuvres sont autant de signes fragiles d'une présence humaine entraperçue, rêvée, illusoire.

Domaine de Kerguennec, Signan, 56500. Tél. : 97-60-57-78. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 juin.

Lyon

André Kertész

Portraits, ateliers d'artistes, reportages, publicités, scènes de genre, distorsions : en deux cents photographies, une approche synthétique de l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936, puis à l'époque contemporaine par un échantillon éminemment choisi.

Institut Lumière - Château Lumière, 25, rue du Premier-Foin, 69008. Tél. : 78-00-86-88. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Rochechouart

Bernard Frize

Une rétrospective, en soixante-dix tableaux, de 1976 à 1990. Elle offre pour la première fois une vue d'ensemble de l'œuvre, apparemment incohérente de l'artiste, qui est, à vrai dire, un surprenant commentateur de la peinture et de la possibilité même de peindre aujourd'hui.

Musée départemental, Châteauneuf, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 juin. 8 F.

Strasbourg

Jean-Frédéric Oberlin

Un pasteur humaniste des environs de Strasbourg au temps de Rousseau et de l'Encyclopédie. Fort actif, curieux de tout, soucieux de progrès économique et social, il inventa le « poêle à tricoter » pour occuper et éduquer les jeunes filles, se plut à découper des portraits en silhouettes afin d'étudier la relation entre les traits d'un individu et son caractère, herbier, s'intéressa à la structure de la plante, à l'anatomie humaine comme au mouvement des planètes, collectionna avec passion les merveilles naturelles du monde, dont il voulait mettre l'ordre divin en évidence.

Galerie de l'ancienne boucherie, 3, place de la Grande-Boucherie, 67000. Tél. : 88-32-48-85. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Villeneuve-d'Ascq

Jean-Louis Faure, Jean-Michel Sanejouand

L'oo, Jean-Michel Sanejouand, est peintre, mais on peut aussi le qualifier, à l'occasion, de calligraphe. L'autre, Jean-Louis Faure, réalise depuis fort longtemps d'étranges sculptures-objets qui échappent à la narration, hieo qu'elles procèdent de récits historiques ou mythologiques. Leur rencontre, organisée par Michel Enrie, est placée sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brerette et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

FOIRE LA FERRAILLE DE PARIS
ANTIQUITÉS - BROCANTE
31 MAI au 2 JUIN 1991
10 H. - 19 H.

on y chine
on y mange
on y boit
Bois de Vincennes
PARC FLORAL DE PARIS
Organisation : SADIMA - Tél. : 45 85 01 85
26, Quai de la Gare, C.E. 18, 75644 PARIS Cedex 13

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél. : 42 60 23 18 - Fax : 42 86 00 87

EMILE GILIOLI
Vernissage le 31 mai

Jusqu'au 20 juillet 1991

XXXV^e SALON DE MONTROUGE - 15 MAI - 16 JUIN

ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc...
VICTOR BRAUNER
collection de l'abbaye Sainte-Croix
"REGARD SUR LA JEUNE CREATON ALLEMANDE"
2, av. E. Boudroux (face Mairie) - 32, r. G. Péri - 10190 h t.t.j.
Tél. : 46 55 79 31 - M^e Pts d'Orléans - bus 6B - 126 ou 128

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Bruckner

Symphonie n° 7
Orchestre philharmonique de Sâles, Gérard Wiggoycz (direction)
Elève au Conservatoire de Paris, puis de Sergiu Celibidache, Gérard Wiggoycz enregistre ici son premier disque. Il le consacre à Bruckner (à notre connaissance, c'est la première fois qu'un Français s'attaque à ce compositeur pour le disque). Il y a de la témérité à se lancer dans une telle aventure et un risque important : qui achètera un inconnu dirigeant un orchestre inconnu dans la plus connue des symphonies de Bruckner ?

Il serait dommage de ne pas connaître le disque de ce jeune chef : la densité musicale de son approche étonne. Son orchestre n'est certes pas le meilleur du monde, mais il a été préparé de façon minutieuse, et cela s'entend. Comme s'entend l'art d'un chef qui ne sollicite pas le texte, qui fait si bien tomber les défenses de « ses » musiciens qu'ils jouent de façon totalement détendue. Dans cette interprétation, l'expression n'est pas cultivée pour elle-même ; elle n'est pas non plus un sentiment pré-établi plaqué sur la musique comme l'on colle un papier peint heurté sur un mur pour camoufler les défauts. L'expression naît ici de la sonorité elle-même, des rapports d'intensité, des tensions provoquées par la progression harmonique, de l'articulation des phrases les unes par rapport aux autres, du respect des valeurs rythmiques et de la tenue du tempo. Si peu de chefs savent faire cela.

1 CD GLT Éditions 239 127-1. Distribué par Harmonia diffusion.

Debussy

La Mer - Prélude à l'après-midi d'un faune - Nocturnes
Orchestre symphonique de la NBC, Arturo Toscanini (direction)
Effilée comme la lame d'un Laguiole, la direction de Toscanini déesse la musique de Debussy avec des attentions maniaques. Enregistrée dans une acoustique mate et brillante à la fois, ces interprétations mettaient l'accent sur le rythme, les lignes de force bien avant

celles de Paul Paray et Pierre Boulez. Comme si le chef italien voulait délivrer cette musique du microcosme franco-français qui aurait pu causer sa perte. Enregistrée en 1950 et 1953, la Mer et le Prélude à l'après-midi d'un faune sont sans vraie concurrence (le reste du programme nous d'ailleurs, même si cela se sait moins). Il n'est pas inutile de le rappeler à l'occasion de cette réédition pour laquelle les techniciens de RCA ont fait des miracles.

1 CD RCA GD 80288.

Purcell

Dixton et Enée
Tatiana Troyanos (Dixton), Richard Stoltz (Enée), Felicity Palmer (Belinda), Elizabeth Gale (la deuxième Dame), Patricia Kern (la Magicienne), Alfrida Hodgson (la première Sorcière et l'Esprit), Philip Langridge (la Marine), English Chamber et Choir Orchestra, Raymond Leppard (direction)
Les rééditions ont ceci de bon qu'elles proposent souvent les enregistrements les plus réussis pour le prix le moins élevé. Celui-ci ne déroge pas à la règle. En 1977, Tatiana Troyanos prouvait, une fois de plus, son talent de tragédienne hors norme. Pas une note, pas une syllabe de son chant qui ne soient investies du drame mis en musique par Purcell. Du coup, Felicity Palmer sort de son habituelle réserve et compose une Belinda qui en délire celle de Schwarzkopf (avec Flagstad, un enregistrement démodé et spicodide chez EMI).

1 CD Économique Erato • Libretto 2292-45263-2.

A. L.

Jazz

Ray Charles

Gambus + Soul = Jazz, live !
Paris, 22 octobre 1961, la guerre d'Algérie n'est pas finie. Ray Charles est le chanteur noir américain de référence, celui qui renouvelle le genre, celui qui distribue les airs, les partitions et les rythmes des années à venir. Rock, musique africaine, grandes variétés de partout, jazz, rien n'échappera à sa marque. Cet aveugle est extralucide. La communauté noire parle de soul music. Paris répond jazz. Les managers lui collent plus modestement l'étiquette de « Genius ».

L'enregistrement du concert parisien laisse transparaître un son, un esprit, un feeling, et aussi les limites du genre. Le compositeur pouvait de David Newman à la

note sur un *Georgia* très dépouillé, soufflé, mi se sent bien, de la version définitive qui s'est installée dans les têtes depuis lors. Cette partie de flûte n'est supportable qu'en concert ou à titre de témoignage. Elle suppose mal la répétition. Pourtant on aime bien David Newman. En résumé : un disque-souvenir, ethnographiquement utile, et pour Ray Charles, qui reste incapable de rater une syllabe, justifié.

1 CD Buiza JZ310. Distribué par Média 7.

David Liebman et Gil Goldstein

West Side Story
Sur chacun de ses instruments – soprano, ténor ou flûte – David Liebman est absolument remarquable. Vis-à-vis de la gloire et du tapage, il a la sobriété d'un styliste. Mais pour les autres musiciens, ses qualités et son audace ne font pas un pli. Gil Goldstein maîtrise mieux que bien un univers que Liebman considère comme celui de la musique actuelle : programmeurs, séquenceurs et ordinateurs.

Le répertoire choisi est doublement intéressant : il s'agit des airs les plus célèbres de *West Side Story* bien écrits par Leonard Bernstein, et préprogrammés dans toutes les caboches grâce au succès du film. Au hasard de ces données, ce disque est doublement convenable : soit comme musique d'ambiance à connotation moderne (technologie sensible), soit comme musique expérimentale à connotation gracieuse (ambiance garantie). Autant dire qu'à côté de *Survivants*, de Coltrane ou d'un simple effleur d'As, ce village des Hauts-Pyrénées célèbre pour ce moyen d'expression, *West Side Story* en duo n'est que d'un intérêt assez limité.

Mais la question n'est pas là. *Primo*, il n'est pas interdit de penser que certaine tendance du jazz à vocation à devenir le type d'aventures de haut niveau. *Deuxio*, la force de David Liebman et Gil Goldstein est d'avoir les moyens de leur liberté. *Tertio*, on tremble déjà de devoir supporter les érudits qu'ils ne vont pas manquer de produire. L'investissement de base (ordinateur, système MIDI, binions classiques) était nettement moins élevé que la tentation de faire le malin.

1 CD OWL Records 061 380061/2.

F. M.

Chansons

Jac Berrocal

La nuit est au courant
Ce n'est pas de la chanson, mais dans quelle case faire entrer cet album bilingue ? C'est du jazz, bien sûr, avec Jac Berrocal, trompettiste si maudit qu'il peut encore sonner fier, tant de temps après, alors que les tendances ramènent à la sobriété des lignes, éliminent des questions existentielles, et évitent le trop de bruit. C'est du jazz, certes, mais sous-tendu d'Henri Michaux, de Roy Eldridge, avec allusions à David Bowie ou à Brian Eno.

La nuit est au courant bruisse de tous les murmures de l'obscurité. Jac Berrocal, trompette tourmentée et lunettes noires, fixe « des cristaux de déresse... une forme



Les Screaming Target.

errante de recrois en portes, comme un insecte pris entre rideaux et fenêtres». A la batterie, Jacques Thellot fleurit le style de ses arifices. Le premier contrebasiste, Hubertus Biermann, distille un chant haut placé, le second, Francis Marmande, sourit des bribes de conversations saisies au hasard du temps qui passe. Explications dans le livret : « Il entend des voix de ses contemporains qui s'excitent tout à l'heure, c'est drôle comme elles grincent : « Allô, bonjour, je suis déso... ». C'était comment déjà, pardon, j'ai oublié. » Devant cet exemplaire essai de décalage co forme de jazz libre, on nous paraîtra d'avoir philosophiquement coincé cet album dans la chanson.

1 CD Adda 590040.

V. Mo.

Rock

Ice T

OG Original Gangster
Ice T a mené une vie de crime dans les rues de South Central Los Angeles avant de se mettre à la raconter. Sur la pochette d'*Original Gangster*, il pose à la fois en petit soldat des bandes de LA, menottes au poing et en nouveau riche de Beverly Hills, garde du corps à l'arrière-plan. Tout l'album repose sur cette dualité, sur la réussite de ce hold-up musical : au lieu d'essayer de devenir le roi du paté de maison, Ice T a mis son casier judiciaire en musique et est devenu plus riche (ses albums se vendent à des centaines de milliers d'exemplaires aux États-Unis) que le plus malin des petits non du crack.

La morale de l'histoire est ambiguë, tout comme la fascination à peine trépidante de réprobation que Ice T retient face à la violence, à l'illégalité, au code d'honneur des bandes. Puisque, grâce au livret du CD, on peut suivre les textes dans leur intégralité, on découvre une vision éclatée et contradictoire de la vie dans les ghettos, du mini-film de série B (*Midnight*), à l'apologue ironique (*Lifestyle of the Rich and Famous*). Ice T écrit bien, rappe un peu moins bien, plus à l'aise dans la narration que dans le préche, et

ne déborde pas d'idées musicales. Ce disque a d'abord une valeur documentaire, c'est l'un des premiers qui raconte la soudaine ascension de quelques jeunes hommes qui tout promettaient à une mort rapide et violente. Ice T y a échappé, la preuve, il joue un rôle dans le polar rap *New Jack City* qui doit sortir bientôt au cinéma.

Sire/Warner Bros 7599-26492-2.

The Kentucky Headhunters

Electric Barnyard
L'école des primitifs sudistes amène régulièrement dans les bacs des disques ce genre d'album : violent, gai et grossier. Les Kentucky Headhunters sont devenus la coqueluche rock du milieu country (ils raient régulièrement quelques statuettes lors des réunions du showbiz de Nashville), ils pratiquent une musique lourde et grasse, sont trop paresseux pour écrire tous leurs morceaux (on trop intelligents pour ne pas reconnaître leurs limites) et représentent des classiques improbables comme *The Ballad of Dory Crockett* (de la série télévisée produite par Walt Disney) ou *Spirit in the Sky*, le tube hippie-mystique de Norman Greenbaum raconté à la manière de ZZ Top. Produit sans artifice, joué sans virtuosité inutile (mais pas toujours sans finesse), *Electric Barnyard* est un disque sans aucune autre prétention que celle de faire partager le plaisir simple de jouer le rock comme il vient.

Mercury/Phonogram 848 054-2.

Screaming Target

Hometown Hill
En décembre dernier, au dernier soir des Transmusicales de Rennes, Screaming Target avait soudainement ressuscité le public semi-coma de cette fin de festival avec un concert urgent et euphorisant. Le groupe formé par Don Letts après son départ du Big Audio Dynamite de Mick Jones reprenait là où le guitariste des Clash s'était arrêté. Toujours le même va-et-vient entre rock et musiques de danse (funk, reggae, rap), mais sans cette distance, ce *dandyism* qui avait fait sur les chemins d'un monde en mal d'identité.

On attendait donc *Hometown Hill* les oreilles grandes ouvertes. Ceux qui ont vu Screaming Target sur scène y retrouveront l'essentiel : une équipe de compositeurs qui a trouvé du premier coup le

moyen d'émouvoir clairement ce qu'ils ont à dire, des musiciens à la fois techniciens (il a sans doute fallu plus de mégabits pour réaliser ce disque que pour lancer une fusée Ariane) et inspirés. Mais la violence, l'urgence, sont restées à la porte du studio, *Hometown Hill* reste décontracté et sensuel de bout en bout, malgré, à cause des rythmes programmés, ce n'est pas tout à fait une déception, plutôt une attente qui se prolonge un peu. Don Letts a trouvé un son pour porter ses textes, militants ou amoureux, une couleur reggae qui rafraîchit le funk, le rap, leur donne de l'espace pour souffler. *This Town*, chanté par Christie Hynde, est tout ce que le duo de la chanteuse des *Prétendres* avec UB40 aurait dû être. En général, *Hometown Hill* ressemble beaucoup à ce que devrait être la bande-son d'un été en ville.

Island 848 665-2.

T. S.

Musiques du monde

Baaba Maal

Baayo
Baaba Maal, le plus discret des « grands » du Sénégal, a conçu *Baayo* comme un élixir où sont distillés avec chère et délicate les ingrédients de la tradition africaine, passés au filtre d'une intelligence et d'une technique modernes. Dosage subtil des instruments, le tama, petit tambour d'aiselle au son chaquant et si particulier au Sénégal, la kora, bien sûr, mais aussi la guitare sèche, dont Baaba Maal joue si bien, parfois en duo avec Mansour Seck. Il en joue comme d'une kara justement, en pinçant les cordes, avec cette sècheresse délicate qu'exige la harpe africaine. L'album, très pur, s'est écarté de la présence aujourd'hui obligatoire des synthétiseurs, pour n'en conserver que quelques touches, notes maintenues en fond sonore (*Dihoway*, le Voyageur) ou en appui aux instruments vrais.

Baayo, le premier des dix titres qui, à force de subtilité, finissent par être à eux tout seuls un immense hommage à la musique du continent noir, pleins de la mort d'une mère (*Pendant que j'étais en France*, en train d'en apprendre plus sur la vie et sur l'art, un terrible coup de téléphone... *Mama, mama, mama, mon amour, ma mère*). Il y a, bien sûr, des hymnes à la beauté et à l'amour, une référence constante à Dieu et au prophète, des interrogations sur le vague à l'âme et la dignité des hommes de l'Éthiopie au Cameroun. Sur la pochette, grand, dégingandé, Baaba Maal joue les diables en boulot, grand maître d'une alchimie des rythmes et de mélodies. Mélange de force, de virtuosité instrumentale, de délicatesse naturelle, *Baayo* est sans doute le meilleur album de l'auteur-compositeur sénégalais – qu'il a d'ailleurs pris soin de produire lui-même dans des studios londoniens – mais aussi un panorama indicible de toute beauté pour qui aurait la tentation de se perdre sur les chemins d'un monde en mal d'identité.

1 CD Mango 848 300. Distribué par Island.

V. Mo.

LE PIANO DE RAVEL

L'enchantement Merlet

ARTURO BENEDETTI-MICHELANGELO, Mertha Argerich (mais elle ne donne plus de récitals depuis presque dix ans), Nikita Magaloff (que ne joue-t-il pas ?) et Vladimir Ashkenazy mis à part, les pianistes les plus en vue ne jouent pas Ravel. En lui ! Maurizio Pollini, Sviatoslav Richter (exception faite du Concerto pour la main gauche), Alfred Brendel, Murray Perahia, Radu Lupu, Zoltan Kocsis, Nelson Freire, Annie Fischer, Daniel Barenboim, Rudolf Serkin, Shura Cherkassky, Andras Schiff semblent avoir rayé d'un trait ses deux heures de musique pour le piano. Restent Vlado Perlemuter, l'élève, le grand témoin, qui, inlassablement, porte de pays en pays la bonne parole, et quelques autres – dont l'audience n'est pas planétaire – qui inscrivent ce compositeur à leurs programmes et l'enregistrent. Restent aussi, bien sûr, les jeunes, qui, se lançant dans la carrière, n'oublient pas Gaspard de la nuit ou les Miroirs, passages quasi obligés des concours internationaux.

Serait-ce le post-romantisme effiché de cette musique, le gratuit des gageures lancées aux interprètes par un compositeur émicalemment sadique, se virtuosité trop intellectuelle pour être payante, son langage indifférent à une modernité cultivée en tant que telle (Debussy savait faire cela quand Ravel lançait des ballons d'essai, sans avoir l'air d'y toucher), son atmosphère fin de siècle héritée en droite ligne du dix-neuvième siècle qui détournent les stars du clavier quand les plus grands chefs ne se détachent pas de l'œuvre d'orchestre de Ravel ?

Dominique Merlet ne fait pas partie du club de plus en plus fermé des « grands » pianistes, mais les épreintes du monde entier recherchent son enseignement. Cette reconnaissance-là en vaut bien d'autres. Il vient d'enregistrer l'intégrale du piano à deux mains de Ravel. Il se pourrait bien que son interprétation fasse jeu égal avec celle de Perlemuter publiée par Nimbus.

Merlet n'a certes pas cette sonorité « mouillée » qui fait oublier la mécanique du piano (elle se développe chez les « vieux » pianistes dans le temps même où leurs doigts se font moins péremptoirs), il ne peut davantage se targuer de soixante ans de commerce quotidien, mais se poudrer expressiva, son intimité avec le texte, son geste instrumental libéré, la richesse de sa palette sonore (inséparable d'un jeu de pédales incroyablement subtil), le naturel de son approche musicale traduisent l'univers ravélien avec une fidélité exemplaire. Comparer son « Gibet » avec celui d'Ashkenazy (seconde version Decca) est édifiant : faute de respecter la lettre du texte (il ne répète pas le si bémoï dans l'échappement, ce qui annihile l'effet de tintement de cloches voulu par Ravel), le pianiste russe démantibule le second volet de *Gaspard* comme un bon amateur n'oserait le faire. Et puis, cette publication bénéficie d'un texte de présentation de Marcel Marnat qui s'affranchit des règles habituelles du genre pour l'élever au rang d'essai.

2 CD Cirsé 87125/26 LD.

ALAIN LOMPECH

T H E A T R E

MOGADOR

A PARTIR DU 4 JUIN

LES FOURBERIES DE SCAPIN

MOLIERE

MISE EN SCENE
JEAN-PIERRE VINCENT

AVEC
DANIEL AUTEUIL

LAURENCE CORTADELLAS • ERIC ELMOSONO
MANOËLLE GAILLARD • SOPHIE GOURDIN
ETIENNE LEFOULON • ROGER MIRMONT
VINCENT ROUCHE • PHILIPPE UCHAN

et en alternance
ROMAIN DUVERNE • MAX MAC CARTHY
CAROL STYCZEN

Production NANTERRE-AMANDIERS

L O C A T I O N

48 78 04 04

LE FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE

trois événements pour le plaisir de vos nuits d'été

(10 JUILLET - 2 AOÛT)

- CASTOR ET POLLUX de Jean Philippe Rameau, l'œuvre parfaite de l'opéra français. Production signée William Christie, Pizzi, Béatrice Massin, Les Arts Florissants.
- La création scénique en France d'un oratorio de Mozart pour son Bicentenaire LE DEVOIR DU PREMIER COMMANDEMENT chanté par Valérie Masterson dans le décor du « Teatro Olimpico » de Palladio.
- L'enchantement retrouvé de « Fairy Queen » avec la poésie du SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ de William Shakespeare et Benjamin Britten.

Mais aussi :
des concerts, 14 récitals, Mozart chanté par Margaret Price, Helen Donath, Teresa Berganza, Carol Vaness.

D'OU L'URGENCE DE RÉSERVER SELON VOS VŒUX
(16) 42.17.34.34

DANSE

CATHERINE DIVERRÈS PRÉSENTE « CONCERTINO » AU THÉÂTRE DE LA VILLE

La chorégraphe de l'intranquillité

En 1984, Catherine Diverrès dédiait sa deuxième chorégraphie à Hélène Keller, cette jeune Américaine sourde, muette et aveugle qui, à force d'acharnement, apprit à lire et sortit de sa nuit. La chorégraphe est animée de la même volonté. Pour faire évoluer la danse, elle croit à la suprématie de l'esprit sur le corps. Elle aime la littérature, les contradictions insoutenables et l'ardeur des choses. Après le Théâtre de la Ville, elle dansera avec sa compagnie au Festival d'Avignon. Tout irait bien pour Catherine Diverrès ? Il n'en est rien.

CATHERINE DIVERRÈS n'est même pas en colère, elle est seulement désabusée. Par la vie, par l'état actuel de la danse qui n'encourage plus ni la recherche ni l'expérimentation. Son rêve de compagnie, une sorte de phalanstère où chaque interprète serait aussi auteur de sa danse, s'effrite. Une fois formés, ses danseurs la quittent ou bien c'est elle qui provoque les ruptures. Faute de les voir s'émanciper de son influence.

Elle assume, non sans fatigue, les contradictions de cette période difficile. Il y a l'insatisfaction due au fonctionnement de sa compagnie, le regret qu'aucune municipalité ne sollicite son installation en résidence, la constatation de la frilosité des programmeurs. Il y a aussi un passage dans quelques jours au Théâtre de la Ville, à Paris, avec *Concertino* (1), sa dernière pièce créée au Quartz de Brest en février 1991 ; il y a encore le Festival d'Avignon où la chorégraphe est invitée pour la deuxième fois avec *L'Arbitre des élégances* (2), une œuvre datant de 1986 qui est un hommage à Hamlet.

Instantes rares que ceux où Catherine Diverrès décide de se livrer. Elle a choisi un café le long du canal Saint-Martin, proche de l'appartement dans lequel elle vient d'emménager. Elle dit ne plus savoir ce qui l'attend. Sa fragilité ressemble à une force qui n'a rien de tranquille. Elle parle sans fard, peu soucieuse de se ménager les bonnes grâces des uns et des autres. Solitaire. « Reprendre l'Arbitre des élégances à Avignon est un risque, commente-t-elle. Non seulement parce que



Bernardo Montet (photo ci-dessus) est l'allié le plus sûr de Catherine Diverrès. Également chorégraphe de la compagnie, il mène parallèlement une carrière personnelle. Son duo avec François Verret, *La Chute de la maison carton* (1986), vit encore dans toutes les têtes. Danseur et interprète exceptionnel, on comprend qu'il soit difficile d'échapper à son emprise stylistique : les danseuses, elles, s'identifient avec force aux vibrantes complexités de Diverrès. On pourrait avoir de plus mauvais modèles ! On découvre avec *Concertino* une compagnie à son aisé. Ici, Rita Quaglia (photo ci-dessous) mène la danse. Superbe.

cette pièce date de 1986 mais surtout parce que personne n'en a voulu à sa création. Elle a été immédiatement rejetée. On ne supportait pas qu'à une première partie très dansée succèdent des textes lus par le comédien Alain Rigout.

« Aujourd'hui, tous les chorégraphes s'intéressent au rapport corps-texte et tout le monde trouve ça très normal. En 1987, quand le Festival d'Avignon programma *Instances*, on découvrait mon travail avec une chorégraphie qui n'était déjà plus le reflet de ma recherche. Elle avait été créée en 1983, à mon retour du Japon, elle était le résultat de l'enseignement de Kazuo Ohno qui m'avait fait passer du statut d'élève à celui d'artiste. »

C'est là, à Tokyo, avec Ohno, qu'elle acquiert la certitude que la danse est avant tout un mouvement de la pensée. « Dansez sans jambes ni bras », demandait le maître japonais : des exercices qui, si on en réchappe, vous ouvrent l'univers. À l'inverse de l'entraînement laborieux et quotidien du danseur occidental qui « n'exprimerait rien d'autre qu'une peur à s'interroger sur l'acte de danser ».

Marcel Proust et Fernando Pessoa emballent cette mordue de littérature et, plus récemment, de poésie. Elle se reconnaît dans leur désir de témoigner de la complexité des choses, tout en les tenant à distance pour mieux les éprouver et en rendre compte. Sensible à leur désenchantement raffiné, elle s'avoue tentée de suivre leur exemple et de se planter à la lisière du monde, comprenant que l'émergence de sa danse est à ce prix. Devant qu'elle va devoir s'habituer à sa solitude, voire à l'exclusion dans laquelle elle se sait tenue, elle risque, en dehors du courant dominant, des chorégraphies dans lesquelles d'une voix sourde, violente, avec peu d'effets, elle essaie d'installer cette intemporalité qui est pour elle le signe du véritable artiste.

« Proust, Pessoa mais aussi Gombrowicz, les auteurs russes – je découvre Pasternak – ont une préoccupation commune avec la danse : la réminiscence. Le travail sur la mémoire et le souvenir, la nostalgie et le temps présent. Quand on est plongé dans la vie, on est trop proche de l'instinct, on abîme le sentiment, les vérités lyriques. Tous ces auteurs traitent des émotions fortes sans tomber dans le piège du spectaculaire. Ils montrent avec exactitude les petites choses en n'allant ni vers le quotidien – qui ne m'intéresse pas –, ni vers l'expressionnisme ou le théâtre que j'ai en horreur. Ils restent sur le fil de l'abstraction, c'est-à-dire de l'essentiel. »

Corps plus apollinien que jamais, narcissique retour des vieilles valeurs néoclassiques au nom d'une modernité douteuse, Catherine Diverrès n'est pas en phase avec la danse qu'elle voit : cette danse organique entièrement fondée sur la pousse, l'étonnement facile que provoque un corps pur-sang écartelé, manipulé, placidement abéissant. « La révolution du danseur reste à faire », insiste-t-elle, abordant là un thème fondateur de sa démarche. On sait qu'elle exige, après la formation qu'elle donne aux membres de sa compagnie – avec Bernardo Montet, associé à son travail depuis le début – qu'ils deviennent autonomes, qu'ils cessent d'être dans l'imitation.

« Je suis là pour créer mes pièces, mais mes danseurs doivent être auteurs de leur propre danse. Ce rêve qui jusqu'à présent m'a soutenue bat de l'aile : quand un danseur se sent maître de la technique que j'enseigne, il

a besoin de la vérifier dans d'autres yeux que les miens, refusant ce dialogue et cette liberté mutuelle que je lui offre dans la création. En cours de formation, je développe la virtuosité et la force à leur point extrême. Un corps de danseur doit pouvoir tout exécuter, obéir à chaque nuance de la pensée. »

« Ensuite, il s'agit de casser, souvent par des improvisations, cette aisance qui est une sorte de bêtise si on ne la questionne pas. L'enseignement de la pensée devrait faire partie de toute formation. J'incite mes danseurs à lire. Mais, en réalité, il faudrait apprendre la philosophie aux enfants. François Verret dit à juste raison qu'on devrait créer un CNRA, un Centre national de recherche artistique, sur le même modèle que le CNRS. À un moment où l'enseignement du contemporain se met en place dans notre pays, il serait temps de prendre le problème par le bon bout ! À une époque où les souris changent de sexe, il faudrait une force qui contrebalance les scientifiques, pour ceux qui travaillent autour de l'être : les poètes, les artistes, les littéraires. »

Catherine Diverrès sollicite la critique. Elle l'écoute quand elle est argumentée. Mais elle se ferme quand la critique est descriptive ou d'humeur : « Aujourd'hui, on se fait assassiner sans preuves. Le milieu chorégraphique a des « fixettes », des idées toutes faites sur ce que la danse doit être. C'est le meilleur moyen de l'empêcher d'évoluer. J'envie la liberté et l'ouverture qui existent dans la peinture. Même Cunningham : s'il a changé, sous l'influence de la musique de Cage, le rapport au temps et à l'espace, il n'a pas fait bouger d'un pouce l'écriture des corps... Je suis déprimée et parfois en colère quand j'entends dire que je ne construis pas mon espace ou que la relation que j'entretiens avec mes danseurs manque de profondeur. Quand on parle d'espace, les seules références sont les formes géométriques inscrites dans le corps de chaque individu. Mais l'espace c'est bien autre chose, c'est l'invisible. Je demande à mes danseurs de « parler » cet invisible qui les sépare et les relie. Il y a des logiques non cartésiennes qui obligent elles aussi à se situer au millimètre près dans l'espace, faute de quoi la magie s'évanouit. »

Après le Festival d'Avignon, que deviendra la compagnie ? Catherine Diverrès et Bernardo Montet vont-ils se retrouver face à face comme à leurs débuts ? La chorégraphe ne veut pas se marginaliser. Mais elle sait que le système demande des spectacles aux formes et aux contenus immédiatement identifiables qu'elle est incapable de lui donner. Une solution à la Grotowski où elle déciderait de ne jouer que pour quelques personnes ? Catherine Diverrès préfère imaginer des salles immenses et pleines de spectateurs exigeants et aventureux, des théâtres mystérieux qu'elle ferait vibrer d'étincelles chorégraphiques à la dimension de l'univers, avec des danseurs adultes qui auraient l'esprit de Heiner Müller et le corps de Mikhaïl Barychnikov.

DOMINIQUE FRÉTARD



(1) *Concertino* sera joué les 4, 5, 7 et 8 juin à 20 h 30. Théâtre de la Ville. Tél. : 48-87-54-42.

(2) *L'Arbitre des élégances* sera dansé les 27, 28, 29, 31 juillet et 1^{er} août au Gymnase Aubanel à 21 h 30. Festival d'Avignon. Tél. : (16) 90-86-24-43.

صكنا من الامل

30 Le négociant Suédois et Dénrées renforce son état-major
De Dietrich s'élève à Thomson

32 Communication : le colloque Médiaville de Rennes
36 Chute des profits des banques japonaises

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Retour au rail à Londres

Changement de voie : pour tenter de résorber la crise du transport, le gouvernement britannique veut aider au développement du chemin de fer. Rompant avec l'un des héritages les plus contestés du Thatcherisme, la préférence systématique donnée à la route au détriment du rail, M. Malcolm Rifkind, ministre des transports, a annoncé mardi 28 mai, au cours de la conférence sur le transport à Londres organisée par le Financial Times, une série de mesures destinées à développer le trafic ferroviaire.

Le premier point consiste en un encouragement au transport de marchandises par le chemin de fer, qui ne détent aujourd'hui que 8 % du marché du fret. Des subventions du ministère des transports doivent pousser les entreprises à choisir le rail. D'autre part, le réseau doit être ouvert à la concurrence d'opérateurs privés, la compagnie nationale British Rail perdant son monopole.

La privatisation générale de British Rail reste au programme si les Tories remportent les élections générales (qui doivent avoir lieu au plus tard en 1992). Plusieurs scénarios sont examinés actuellement au ministère des transports : vente globale de la compagnie, éclatement en plusieurs sociétés régionales ou sectorielles (InterCity, Network Southeast, ScotRail...) ou privatisation séparée du réseau et de l'exploitation.

Bien que le patronat, la City et les milieux de la distribution accueillent favorablement ce plan, M. Rifkind reste prudent. A l'approche d'un scrutin général, il veut éviter d'esquisser un « grand dessin », se démarquant trop de l'expérience Thatcher. Compte tenu des réticences du ministère des finances à délier les cordons de la bourse en cette période de récession, aucune estimation financière ne figure dans le programme, ni aucun échéancier. Or le rattachement économique, l'inflation, les gros investissements pour la sécurité et la réduction des subventions de l'Etat ont fortement causé le déficit de British Rail.

Même prudence sur le dossier exploitif d'une éventuelle ligne ferroviaire à grande vitesse entre Londres et le tunnel sous la Manche. La décision a été apparemment repoussée jusqu'à l'automne afin de ne pas heurter de front le puissant lobby ent-TGV du Kent. Le gouvernement accepte le principe d'une nouvelle ligne Londres-Folkestone, mais M. Rifkind hésite, pour des raisons politiques, à donner son feu vert à un ouvrage très controversé, dont l'ouverture est théoriquement prévue en 1995. Assouplissement oui, bouleversement non.

MARC ROCHE

ICL achète Nokia Data

Pour 230 millions de livres, le constructeur britannique d'ordinateurs ICL, dont le capital est détenu à 80 % par le japonais Fujitsu, va acheter Nokia Data, filiale informatique du grand groupe finlandais d'informatique, d'électronique et de télécommunications Nokia.

Nokia Data, qui emploie 6 500 salariés environ, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de l'ordre de 4,9 milliards de marks finlandais (7 milliards de francs environ). Souffrant d'une rentabilité insuffisante, elle est la seule division du groupe à avoir terminé l'exercice avec un déficit.

Cet accord renforcerait ainsi la présence de Fujitsu en Europe. Il y a quelques semaines, Bull et Nokia Data avaient annoncé l'arrêt de leurs négociations en vue d'un accord de distribution dans les pays scandinaves.

Le gouvernement tente de récupérer 17 milliards de francs sur le budget 1991

Le gouvernement fait feu de tout bois pour empêcher que le déficit budgétaire ne dérape dans des proportions importantes du fait notamment du ralentissement de la croissance économique qui selon M. Bérégovoy ne dépassera pas 1,5 % cette année. Après avoir annulé - par arrêté - 10,2 milliards de francs de dépenses en mars, le ministère de l'économie vient de mettre au point un ensemble de mesures destinées à récupérer 17 milliards de francs de cette année. Ces mesures sont pour le plus part contenues dans un projet de loi « portant diverses dispositions d'ordre financier » (DOF) que M. Pierre Bérégovoy a présenté mercredi 29 mai au conseil des ministres (le Monde du 28 mai).

Les dispositions préconisées par le ministre de l'économie, des finances et du budget pour éviter un dérapage du déficit sont de nature très diverses : les unes sont des économies faites sur les dépenses ; d'autres concernent la TVA ; d'autres encore sont des prélèvements sur des caisses publiques ou parapubliques ; enfin une quatrième série de dispositions prend la forme de recouvrements accablés que va faire l'Etat sur des sommes qui lui sont dues.

1) Les économies : 5 à 6 milliards de francs.

Quand des crédits n'auront pas été dépensés en 1990, leur report

sur cette année sera « gelé ». De même est-il demandé aux ministères de ne pas dépenser au 30 septembre prochain plus de 70 % de leurs crédits ordinaires (hors personnel). Ces dispositions devraient permettre d'économiser trois milliards de francs.

L'Etat envisage aussi de gagner cinq cents millions de francs sur le Fonds de compensation de la TVA. C'est-à-dire sur les concours de l'Etat aux collectivités locales. Le prélèvement de 1,5 % sur les paris du PMU au profit de la Ville de Paris va être supprimé. L'économie pour le budget de l'Etat sera de 200 millions cette année.

Le taux de la participation des employeurs à l'effort de construction (PPEC), plus connu sous le nom de « 1 % logement », sera porté en deux étapes (début juillet 1991 et début janvier 1992) de 0,65 % à 0,45 %. En revanche, la cotisation des employeurs au FNAL (Fonds national d'aide au logement), qui finance la généralisation de l'allocation au logement social, sera majorée de 0,2 point dès le début de juillet. Cette mesure, outre pour les entreprises, permettra à l'Etat de réduire de 1,2 milliard de francs cette année (2,4 milliards en 1992) la subvention d'équilibre qu'il versait au FNAL. Le ministère de l'économie estime que les ressources consacrées à l'effort de construction ne sont pas suffisantes, ce seront que « faiblement amputées ».

2) La fiscalité indirecte (TVA) : 2 milliards de francs.

Un ensemble de prestations va être soumis à la TVA : achats

d'œuvres d'art, ventes publiques (biens d'occasion, de collection, de pierres précieuses...). Il en ira de même pour les prestations d'auteurs, interprètes, artistes. Seront dispensés les professionnels dont le chiffre d'affaires n'excède pas 245 000 F. Les cessions de droits reconnues par la loi aux auteurs d'œuvres de l'esprit et aux artistes-interprètes bénéficieront du taux réduit de 5,5 %. Gain pour l'Etat : 400 millions cette année.

L'horticulture et la sylviculture imposées au taux de TVA de 5,5 % passeront (sauf pour les usages agricoles) au taux normal de 18,6 % début de juillet (le Monde du 28 mai). Gain : 750 millions. La taxe locale sur l'électricité recouvrée par EDF sera soumise à la TVA, mais ses taux plafonds seront abaissés pour éviter un alourdissement du prix de vente. Gain : 330 millions.

Le taux de TVA s'appliquant aux cessions de terrains à bâtir, actuellement de 13 %, perdra la réduction de 30 % dont il bénéficiait et passera début juillet au taux normal de 18,6 % (le Monde du 29 mai). Cependant, les terrains destinés à la construction d'habitat individuel seront ramené à 10 % à partir de juillet. Gain : 130 millions.

Au total, ces mesures fiscales - et quelques autres de moindre importance - représentent pour

l'Etat une économie de presque 2 milliards de francs.

3) Les prélèvements sur organismes publics : 6 milliards de francs.

L'Etat va récupérer trois milliards de francs sur la CACOM (Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme), créée en 1958 à la demande du FMI pour que soit mis fin au financement monétaire, donc inflationniste, de la construction. Cette caisse dotée par l'Etat d'un prêt de 100 milliards de francs à faible taux d'intérêt, déjà ponctionnée lors des grandes dérives budgétaires de 1982 et 1983 pour des sommes très importantes (7,5 milliards), la CACOM va disparaître en abandonnant ses dernières réserves, soit environ 3 milliards de francs.

D'autres prélèvements sur l'EPAD (Etablissement public d'aménagement de la Défense), le fonds de réserve de la taxe d'enlèvement des vieux commerçants (caisse d'aide au départ), le PMU, l'Institut national de la propriété industrielle rapporteront aussi 3 milliards.

4) Accélération des recouvrements : 4 milliards de francs.

La restitution au Trésor des retenues à la source, du précompte libératoire, de la taxe sur les conventions d'assurances sera accélérée. Cette mesure touchera les compagnies d'assurances, non les particuliers. Une mesure semblable concernera la SEITA pour les recettes encaissées sur les tabacs.

A. V.

Le successeur de M. Karl-Otto Poehl désigné à la tête de la Bundesbank

M. Helmut Schlesinger l'homme du sérial

Après l'accord des partis de la coalition au pouvoir le conseil des ministres allemand s'est réuni mercredi 29 mai à la présidence de la Bundesbank l'actuel vice-président, M. Helmut Schlesinger, en remplacement de M. Karl-Otto Poehl (nos dernières éditions du 29 mai). Ce dernier a décidé de se retirer à compter de fin juillet, au lieu de la fin octobre comme il l'avait annoncé précédemment, pour des raisons personnelles. Ses deux mandats de huit ans en tant que président (le Monde du 17 mai). M. Schlesinger, âgé de soixante-six ans, doit remplir un mandat « minimal » de deux ans avant d'être lui-même remplacé par M. Hans Tietmeyer, cinquante-neuf ans, actuellement l'un des membres les plus influents du directoire et proche du chancelier Helmut Kohl, qui est nommé entre-temps vice-président.

FRANCFORT

correspondance

Né le 4 septembre 1924 à Penzberg, en Bavière, M. Helmut Schlesinger a fait des études d'économie à l'université de Munich avant de rentrer en 1952, à l'âge de vingt-huit ans, au service de la Banque des Länder allemands, qui fut l'ancêtre de la Bundesbank, dont la constitution définitive n'est intervenue qu'en juillet 1957. Toute sa carrière, M. Schlesinger va la réaliser à partir de cette date au sein de l'Institut d'émission de Francfort : membre du directoire en 1972, il est ensuite nommé vice-président le 1^{er} janvier 1980 en remplacement de M. Karl-Otto Poehl, qui devient président.

Le tandem qui avait été proposé par le chancelier Helmut Schmidt (SPD) sera maintenu à son poste en 1988 par le chancelier Kohl (CDU), bien que M. Poehl soit officiellement membre du SPD. M. Schlesinger n'a jamais revendiqué d'appartenance politique, mais il est « proche » de la CSU - elle aussi membre de la coalition gouvernementale au pouvoir, mais très affaiblie après la réunification des deux Allemagnes - en raison de ses origines bavaroises.

« Une deuxième révolution »

Sa nomination à la tête de la Bundesbank plutôt que celle de M. Hans Tietmeyer, membre de la CDU et depuis longtemps le candidat désigné du chancelier Kohl, peut donc apparaître comme une « concession » à la CSU. Elle vise surtout à minimiser le risque d'un affaiblissement supplémentaire du mark. La réputation du nouveau président de tenant de l'orthodoxie monétaire n'est plus d'être bien établie. Dans le partage des tâches avec M. Poehl, c'est lui qui, chaque année, fixe le corridor d'augmentation de la masse monétaire, assurant ainsi la définition de la politique monétaire de la Bundesbank, de même qu'il avait la haute main sur des instruments comme les réserves ou les taux de prise en pension.

En ce qui concerne l'Europe, les risques d'un durcissement de la position allemande sont à craindre. A la différence de M. Tietmeyer, qui est partisan d'un avènement rapide de l'écu comme moyen de paiement en Europe, M. Schlesinger s'est toujours prononcé en faveur d'une convergence préalable entre les économies des douze pays membres. Ces derniers mois, il avait encore durci le ton, prévenant que « une deuxième révolution » après celle de l'union entre les deux Allemagnes.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

■ Hausse de 0,3 % des prix à la consommation en mai. - Les prix à la consommation ont augmenté en Allemagne de l'Ouest de 0,3 % en mai par rapport à avril, a annoncé mardi 28 mai l'Office fédéral des statistiques sur la base de chiffres provisoires. Sur douze mois, la hausse des prix s'est élevée en Allemagne de l'Ouest à 2,9 %. - (AFP)

Devant le Conseil économique et social

M. Aubry annonce des mesures de lutte contre le chômage pour « très bientôt »

A l'occasion de la présentation, par M. Roger Lera, d'un rapport du Conseil économique et social sur le chômage de longue durée, M. Martine Aubry, ministre du travail, est revenue le 28 mai sur les axes futurs de son action. Elle a assuré que des mesures seraient « très bientôt annoncées » par le gouvernement pour lutter contre le chômage et indiqué qu'elle allait en « discuter dans les jours qui viennent avec les partenaires sociaux ».

M. Aubry a confirmé son intention de « lancer un chantier extrêmement important de changement du travail visant à améliorer l'organisation du travail, la qualification, l'autonomie et la responsabilité des salariés dans l'entreprise, associé avec une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ». Il faut, a-t-elle ajouté, « rendre les entreprises compétitives, créer des emplois mais aussi éviter les exclus ».

Négociations sur la formation professionnelle

Le CNPF précise son projet de « co-investissement »

Lors de leur cinquième séance de négociation sur la formation professionnelle, le 28 mai, les partenaires sociaux ont abordé la question la plus délicate, celle du financement. Le CNPF a proposé de porter de 1,2 % à 1,4 % de la masse salariale l'obligation légale de contribution des entreprises. Il a aussi évoqué la possibilité d'une cotisation de 0,15 % pour les entreprises de moins de dix salariés, qui, jusqu'à présent, n'étaient pas assujetties à cette cotisation.

En contrepartie de cet effort, le patronat a avancé son thème très controversé du « co-investissement » entre l'employeur et le salarié. Il souhaiterait que sa prise en charge soit de 80 % à 100 % pour les formations de moins de trois cents heures, de 56 % à 70 % pour celles de moins de mille deux cents heures, et de 42 % au-delà. Toutes les organisations syndicales ont critiqué sévèrement ces propositions.

Peugeot pourrait remettre en cause ses accords de recherche avec Renault

Les alliances de la Régie Renault avec des partenaires étrangers, avec Volvo en particulier, inquiète le groupe PSA (Peugeot et Citroën), notamment pour l'avenir de leur coopération en matière de recherche. La concurrence entre les deux constructeurs français ne les avait pas empêchés, jusqu'à présent, de mener des recherches en commun. Désirés par les firmes pour alléger leurs investissements en « recherche et développement » et soutenir par les pouvoirs publics, ces coopérations « risquent d'être remises en cause », prévient-on chez PSA.

L'alliance de Renault avec Volvo fait du constructeur suédois le copropriétaire du patrimoine de l'entreprise, soutiennent les responsables de la Régie. « Pas question que Volvo bénéficie d'un accès automatique et gratuit aux programmes

de recherche dans lesquels PSA a investi », s'inquiète M. Jean-Yves Helmer, directeur de la division automobile de PSA. Une position renforcée depuis la prise de participation du japonais Mitsubishi au capital de la filiale néerlandaise de Volvo.

Outre leur participation commune à des programmes de recherche communautaire (programme Drive) ou menés dans le cadre de Eureka (projet Prometheus), les deux firmes avaient, il y a dix ans, créé un GIE (groupement d'intérêt économique) pour regrouper leurs efforts de recherches dans certains domaines. Trois programmes avaient été lancés dans ce cadre : un programme sur le moteur propre, un autre sur le multiplexage ; le troisième, sur la sécurité, n'avait en fait pas encore réellement démarré, son contenu ayant été

remis en cause par les pouvoirs publics, qui devaient assurer 35 % du financement (portant sur un budget global de 1,25 milliard de francs).

Or le GIE ayant une durée de vie de dix ans, son existence devait être prolongée à partir du 1^{er} janvier 1991. Ce qui n'a pour l'instant pas été fait. « Recordations pour un an, pour voir ce que l'on peut faire, ou ne pas faire ensemble » proposent chez Renault.

Si les deux groupes semblent être d'accord pour mener à bien les travaux engagés avant la signature de l'accord entre Renault et Volvo (programme sur le moteur propre), la position des deux entreprises diverge pour les programmes postérieurs. PSA souhaiterait adopter une position « plus réservée ».

ANNIE KAHN

Nouvelle stratégie pour le groupe informatique français

Un homme de presse nommé à la tête de Bull aux Etats-Unis

M. Axel Leblois a été nommé, mardi 28 mai, à la présidence de Bull HN, la filiale américaine du groupe informatique français Bull aux Etats-Unis, en remplacement de M. Roland Pampel. Homme de presse (il a fait l'essentiel de sa carrière dans des entreprises d'information), il compte redresser la société en concentrant les forces du groupe sur un nombre limité de produits et de marchés.

Bull HN, la filiale de Bull aux Etats-Unis, change de président. Un Français, M. Axel Leblois, succède à ce poste à M. Roland Pampel, qui assurait cette fonction depuis avril 1988, époque à laquelle Bull faisait l'acquisition de la majorité de Honeywell-Bull aux Etats-Unis. Selon la direction de la firme, ce changement de responsable, dû au « resserrement des missions de Bull HN », s'est fait dans le consentement mutuel. Il intervient alors que la participation du constructeur japonais NEC au capital de Bull HN est remise en question (le Monde du 17 mai).

Pour le nouveau président, M. Axel Leblois, le défi est de taille. Il entre dans le groupe à une période particulièrement troublée de sa histoire. Outre la réalisation de ce changement structurel, il devra

aussi participer au redressement de la firme, qui essuyait en 1990 des pertes de 6,8 milliards de francs. La filiale américaine, qui emploie environ quinze mille personnes et a réalisé en 1990 environ le tiers du chiffre d'affaires du groupe, est aussi déficitaire.

Un défi que M. Axel Leblois n'hésite pas à relever, à condition que « la compagnie soit réellement globale et unifiée », c'est-à-dire que la Compagnie des machines Bull (CMB) soit propriétaire à 100 % de sa filiale américaine.

Cet homme de quarante-trois ans, qui réside aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans, a une grande connaissance du marché de l'informatique. Diplômé de Sciences po et de l'INSEAD, il était précédemment PDG de IDC (International Data Corporation) et vice-président de sa maison-mère IDG (International Data Group), la plus grande société mondiale d'information et d'analyse spécialisée dans l'informatique et les technologies de communication. En France, IDC édite entre autres l'hebdomadaire spécialisé le Monde Informatique. Hormis un passage de deux ans comme vice-président et associé du chasseur de têtes Russell Reynolds, il a fait l'essentiel de sa carrière dans des entreprises d'information, passant les huit premières années de sa vie professionnelle à la CEP (Compagnie européenne de publications).

Pour rendre à Bull HN sa profitabilité, il entend en concentrer les forces sur des produits et des marchés limités. En termes de marché, il vise essentiellement « les grands comptes », grandes entreprises déjà utilisatrices des grands systèmes de la gamme Bull, pour leur fournir des produits complémentaires (réseaux, stations de travail, micro-ordinateurs), ainsi que le marché du gouvernement et des collectivités locales, dans lequel la firme est pour l'instant peu implantée, mais pour lequel elle a déjà développé des applications spécifiques. En termes de produits, il mettra l'accent sur les systèmes de traitement d'images et développera l'activité d'intégration de systèmes.

A. K.

o Premières mesures de reconversion pour l'usine Bull de Belfort. - Une société de développement de nouvelles entreprises, dotée d'un financement de quelque 40 millions de francs, est la première mesure de reconversion de l'usine Bull de Belfort. Le ministère de l'Industrie a indiqué, mardi 28 mai, que l'Etat contribuera à hauteur d'un tiers à son financement. Le ministre précise que le site de Belfort, dont la direction de Bull entend reconstruire la moitié des 1 450 salariés, « bénéficiera d'un effort important de développement industriel ».

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Poursuivant sa restructuration

Le négociant Sucres et Denrées renforce son état-major

Le groupe français de négoce Sucres et Denrées a décidé le 27 mai de renforcer sa direction ainsi que ses deux principales filiales de négoce, Sucden Kerry et Merkuria Sucden. Parmi les principales mesures, on note le retour au premier plan de M. Max Benhamou, qui accède au rang de coprésident de la Compagnie financière Sucres et Denrées (le holding du groupe) ainsi que des deux entités de négoce, aux côtés de l'actuel PDG, M. Serge Varsano.

Le retour de M. Benhamou est lourd de signification pour l'orientation future du groupe. Collaborateur « historique » du fondateur de Sucden, le « roi du sucre » Maurice Varsano, M. Benhamou avait assuré la présidence du groupe après sa disparition en 1980. Jusqu'en 1988, date de la prise de pouvoir de Serge Varsano, il avait accompli une tâche très stricte de gestion, coupant les branches dé-

citaires de Sucden (métaux précieux, banques) et assurant ce qu'on allait appeler, pas toujours gentiment, la « régence ». Aujourd'hui, M. Benhamou revient pour prendre la « gérance » d'une maison qui s'est distinguée ces temps derniers davantage par l'inquiétude de ses banquiers (BNP, Crédit lyonnais, Société générale principalement) que par ses bonnes affaires. Car, pour la première fois depuis sa création en 1952, Sucres et denrées a perdu de l'argent. Un véritable choc, durement ressenti par le premier négociant mondial de sucre, qui a terminé l'exercice 1990 avec un déficit consolidé de 360 millions de francs, sa filiale Merkuria Sucden accusant un passif de 430 millions de francs. Début mars, les principaux banquiers du groupe lui ont accordé un prêt de 500 millions pour conforter ses capitaux permanents et résorber son déficit. La filiale Merkuria Sucden (cacao, café, riz, pétrole) a été recapitalisée, mais la direction a décidé de recentrer ses activités de négoce autour de ses produits traditionnels, où son rang

de leader et son savoir-faire sont reconnus. C'est notamment le cas du sucre, comme en témoigne l'accord ingénieux conclu ces jours derniers pour la vente de 780 000 tonnes de sucre cubain à l'URSS.

Vendre certains actifs

Le groupe a en revanche limité ses ambitions sur le riz à la Côte d'Ivoire et adapté ses modalités d'intervention sur le pétrole en renonçant à l'idée de jouer les généralistes. C'est ainsi que l'équipe parisienne de trading du pétrole a été ramenée de trente à dix personnes. Dans l'industrie, le groupe compte sur un retour à l'équilibre de sa branche viande, sa filiale Vitaviande ayant pris place sur des créneaux à forte valeur ajoutée, qui pourraient porter leurs fruits, selon la direction, dans les années à venir, jusqu'à représenter une marge bénéficiaire de 1 % à 2 % du chiffre d'affaires de Sucden.

Si les banquiers semblent

reprendre confiance (le groupe les avait peu habitués à des revers), il paraît inévitable que le négociant se sépare de certains actifs non stratégiques (dans l'immobilier par exemple) pour réduire son endettement. Le PDG Serge Varsano a aussi fixé pour fin d'ordre de diminuer de 30 % les frais généraux en 1991, un objectif qui passe par une gestion plus fine des positions physiques, des stocks en particulier.

Ce recentrage s'accompagne d'inévitables départs. En mars, M. Jean-Jacques Alphandery, jusqu'alors le plus proche collaborateur de M. Varsano, avait choisi de quitter le groupe. M. Alphandery s'était montré très actif dans l'insertion de Sucden sur le marché pétrolier, avec le rachat en particulier de Marimpex, premier négociant indépendant de brut en Allemagne, très introduit en Iran. M. Jacques Bachelier, directeur général de la Compagnie financière, homme de l'industrie, a annoncé son départ pour « raisons personnelles ».

ERIC FOTTORINO

De Dietrich s'allie à Thomson dans le secteur des appareils de cuisson

Le groupe alsacien De Dietrich est parvenu à rompre son isolement. La société familiale de Reichshoffen (Bas-Rhin) a décidé de s'associer avec le groupe public Thomson dans l'électroménager. Les deux firmes vont créer une société commune regroupant les activités de De Dietrich et de Thomson Electroménager (TEM) dans le domaine de l'électroménager de la cuisson. Le capital de cette nouvelle filiale devrait être détenu à 51 % par De Dietrich et à 49 % par TEM.

Il y a douze mois, le groupe alsacien décidait de filialiser sa division électroménager (947 millions de francs de chiffre d'affaires, 472 000 appareils vendus

en 1990) dans une perspective claire : la recherche d'un partenaire industriel capable de l'aider à l'international. A l'époque, les regards se tournaient vers l'allemand Bosch-Siemens.

Le choix s'est finalement porté sur TEM (5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990), présent dans l'incontestable avec ses marques Thermor et Sauter. De Dietrich va intégrer le groupement européen d'intérêt économique TEMFA, né du rapprochement, en septembre 1990, entre Thomson et l'espagnol Fagor. Cette alliance semble par ailleurs confirmer la volonté de Thomson de ne pas se séparer de son électroménager blanc.

Construction de deux raffineries communes

Rapprochement nippon-saoudien dans le pétrole

Trois compagnies pétrolières japonaises et l'Aramco, la compagnie nationale saoudienne, ont élaboré le projet de bâtir et d'exploiter en commun deux raffineries, l'une en Arabie saoudite, d'une capacité de 300 000 barils par jour, et l'autre au Japon, de 150 000 barils. Ce projet d'une valeur globale estimée à 4,3 milliards de dollars, permettra de mieux garantir l'approvisionnement du Japon, pays qui dépend à 100 % du brut importé, dont 70 % en provenance du Golfe.

Les trois compagnies nippones sont Nippon Oil, Nippon Mining et Arabian Oil. L'américain Caltex (Chevron et Texaco), qui possède une filiale commune avec Nippon Oil, pourrait participer au montage.

Le Crédit agricole d'Ile-de-France augmente son capital de 470 millions de francs

Le Crédit agricole d'Ile-de-France, la plus grosse caisse régionale du réseau mutualiste, qui a déboursé 400 millions de francs en mars dernier pour acquérir le contrôle de la Banque de gestion privée (BGP), a décidé de lever 470 millions de francs par émission de 499 926 certificats d'investissement (CI) à 940 francs (deux nouveaux pour cinq anciens), jouissance le 1er janvier 1991. Ayant augmenté de 20 % ses effectifs en deux ans (3 000 personnes), la caisse a vu son bénéfice croître de 70 % depuis 1988, avec une hausse de 21 % en 1990, année maudite pour les banques. Il s'est introduit au second marché de la Bourse de Paris en février 1988, procédant à une première émission de CI à 245 francs suivie d'une seconde en février 1990 à 770 francs.

Le Crédit agricole d'Ile-de-France a vu son coupon d'origine multiplié par 4,5 en un peu plus de trois ans, son titre n'ayant cédé que 8,5 % en 1990 pour rebondir de près de 40 % depuis le début de 1991. Selon son directeur général depuis 1975, M. Lucien Douroux, la Caisse régionale affiche la volonté de devenir la grande banque de la région parisienne, tout de suite après la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale.

F. R.

NOMINATIONS

Mer

M. Yves Barraquand directeur du cabinet de M. Jean-Yves Le Drian

M. Yves Barraquand, ingénieur des mines, a été nommé directeur du cabinet de M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer. M. Didier Vaillant, attaché d'administration centrale, sera chef de cabinet. (Né le 23 septembre 1960 à Arles, M. Yves Barraquand est ancien élève de Polytechnique et ingénieur du corps des mines. Il a été directeur des mines et de l'énergie en Nouvelle-Calédonie puis conseiller technique au cabinet de M. Jacques Chirac, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions de 1989 à 1990. Il était responsable des développements technologiques à la SNECMA depuis septembre 1990.)

Poste et télécommunications

M. Christian Tardivon directeur du cabinet de M. Jean-Marie Rausch

M. Christian Tardivon, qui dirigeait le cabinet de M. Jean-Marie Rausch au ministère du Commerce extérieur, a été nommé directeur du cabinet de M. Rausch au ministère de la Poste et des télécommunications.

(Né en 1952, diplômé de l'Institut des études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (promotion Voltaire), M. Christian Tardivon a été conseiller technique au cabinet de Gaston Delelle au ministère de l'Intérieur et au ministère du Plan et de l'aménagement du territoire, directeur adjoint au cabinet de M. Georges Fillard au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, chargé de mission auprès de M. Michel Durafour au ministère de la fonction publique et des réformes administratives.)

L'HERMÈS Editeur

Tel. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur TECHNIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL

par M.P. JEANDAT et F. MOREAU

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution d'études réalisées dans le cadre de sa nouvelle collection :

ANALYSES SECTORIELLES ITALIE

5 études sont déjà parues :

- L'industrie alimentaire italienne : restructuration et croissance
- La distribution en Italie
- L'évolution du secteur de la pharmacie en Italie
- La restructuration de l'industrie du textile/habillement en Italie
- La structure industrielle en Italie

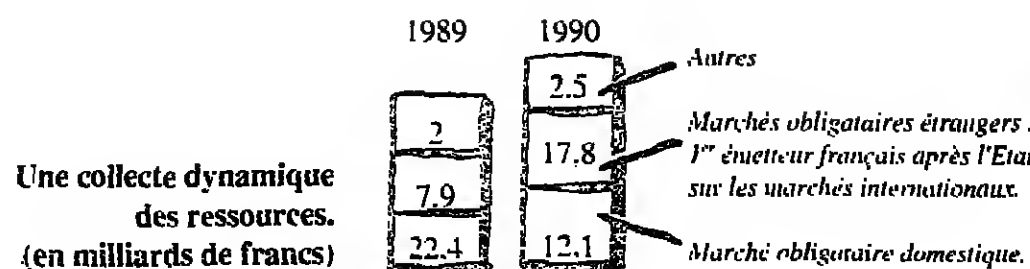
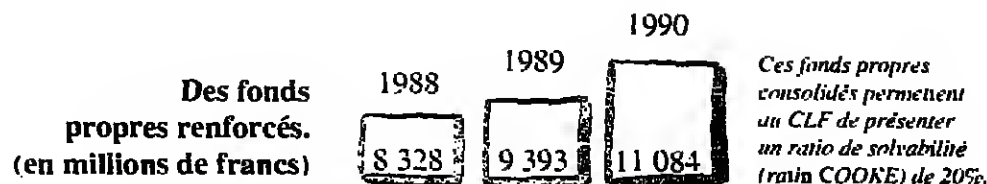
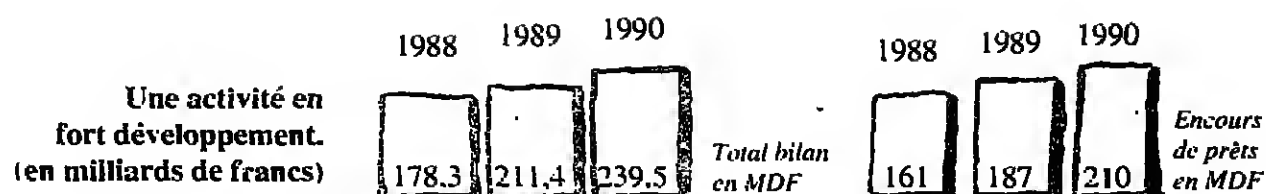
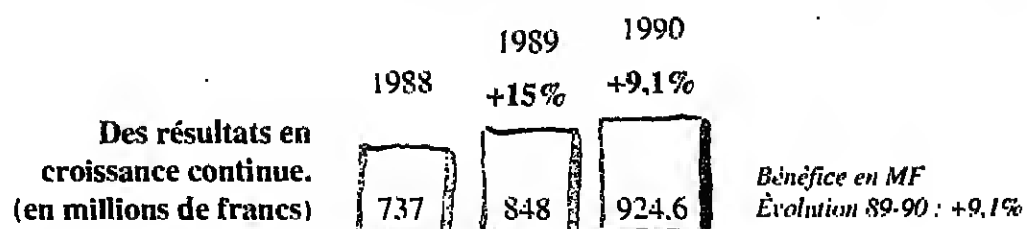
Ces études apportent un nouvel éclairage sur la dynamique des restructurations en cours et analysent pour la première fois le système coopératif italien.

Pour recevoir une information sur l'une de ces études, contactez EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

rédit local de France.

A l'issue de son 3^{ème} exercice, le Crédit local de France confirme sa position de premier banquier des collectivités locales et sa solidité financière.



des résultats robustes

صكنا من الامم

КАРАТ

Дух Информации



КАРАТ

Дух Информации

en russe, cela veut dire :
"CARAT, l'intelligence media".
Cela veut dire aussi la possibilité pour les
annonceurs européens et internationaux d'entrer
maintenant dans les medias soviétiques.

Ils aborderont dans les
meilleures conditions ce
grand marché qui s'ouvre à l'Est.
Carat est à Moscou. Et ce n'est pas fini.
C'est le "passeport media" de l'Atlantique à l'Oural.

CARAT

КАРАТ СССР
2 ШЕРЕМЕТЬЕВСКАЯ ЦЛ.
МОСКВА
ТЕЛ. 19 (7095) 9714462

 **CARAT**
L'INTELLIGENCE MEDIA

ÉCONOMIE

Le Texas a choisi le TGV français

Suite de la première page

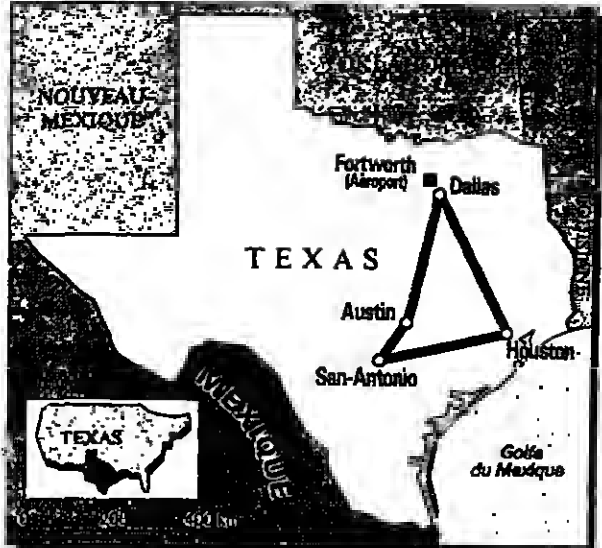
A partir de 1999, les TGV, baptisés pour la circonstance « *trains à grande vitesse* », pourraient relier à 320 km/h, par exemple, Dallas à Houston en une heure trente. Le trafic prévu sur l'ensemble des lignes serait d'un peu moins de 22 millions de passagers par an. Le coût du projet s'élève à 6 milliards de dollars (34 milliards de francs).

N'en déplaise à l'orgueil national, c'est moins leurs caractéristiques techniques qui ont départagé les deux concurrents que les incitations financières proposées. Bien sûr, le TGV a fait valoir sa vitesse supérieure et une fiabilité éprouvée par dix ans d'exploitation en France, mais les Allemands ont souligné le confort et les accélérations de leur ICE, qui entre en service le 2 juin en Allemagne. Pourtant, les élus membres de la commission compétente ont été surtout sensibles à l'équilibre financier des projets. Il n'était pas question de mettre un dollar de subvention dans le chantier.

Un succès à confirmer

Or le dossier allemand avait un déficit de financement de 1,7 milliard de dollars (9 milliards de francs). En dépit des attaques croisées de Texas Eastern et de la compagnie aérienne Southwest Airlines, qui redoute de voir piller par le train son fonds de commerce, Texas TGV a réussi à convaincre les autorités qu'il parviendrait à réunir 1,4 milliard de dollars, soit 27 % du montant du projet, sous forme de capital et le reste, soit 73 %, sous forme de prêts divers. Et que le projet serait rentable. L'expérience du Crédit lyonnais dans le montage très sophistiqué du tunnel sous la Manche sera très précieuse pour réussir le délicat exercice financier indispensable à la collecte des fonds. GEC-Alsthom a gagné une

bataille qui lui ouvre la voie d'une concession de cinquante ans, mais n'a pas encore gagné la guerre. Les trente etoq rames qui seraient construites par la société franco-britannique et par le canadien Bombardier ne sont pas commandées, et la France n'a pas encore empoché sa part des 800 millions



de dollars (4,6 milliards de francs) que représentera le matériel à livrer. D'ici à 1994, le consortium devra respecter des engagements précis pour pouvoir continuer : mettre en place des fonds propres, construire un plan de financement, modifier la loi texane pour pouvoir accéder au marché local des obligations à taux préférentiel, aménager le matériel pour satisfaire aux normes d'outre-Atlantique, affiner les tracés, persuader les compagnies American et Delta Airlines d'entrer dans le capital d'un TGV qui apportera des passagers à leurs avions long-courriers, etc. On voit que les

embûches ne manqueront pas sur les rails du TGV français au Texas. Faut-il rappeler qu'une application outrancière des normes américaines (les États-Unis n'ont pas les mêmes pas de vis que les pays européens) pourrait rencherir le prix des rames (environ 100 millions de francs l'unité) au point de rendre le projet non rentable? Car il n'est évidemment pas question que le contributeur français subventionne le futur usager américain du TGV.

Comme nous le déclarait M. Perrieaud, son directeur général, GEC-Alsthom, mais aussi

le Crédit lyonnais, Indosuez, Merrill Lynch et l'ambassade de France aux États-Unis ne sont pas au bout de leur peine. Ce succès à confirmer d'année en année - représente pourtant un superbe atout et « permet de proposer, avec plus de chances d'être entendu, la technologie française à tous les pays qui souhaitent la possibilité d'un train à grande vitesse ». Parmi les clients possibles, figurent les Taïwanais, les Canadiens (Montréal-Ottawa-Toronto) et les Sud-Coréens, qui n'en finissent pas de se demander s'ils construiront ou ont un TGV entre Séoul et Pusan.

ABB, GEC-Alsthom et ses trois filiales espagnoles (MTM, Ateinsa, Mafesa), de leur côté, ont obtenu la construction de 15 trains à impulsion de 2 000 places pour 15,6 milliards de francs et de 30 automotrices à deux étages pour 12,6 milliards. Le premier marché, de 33,9 milliards, avait été attribué à un consortium CAF-Mitsubishi-bispano-germanique, CAF-Siemens-

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre mobile, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



INFOGREFFE
La Source de l'Information sur les Entreprises
1, quai de Corne - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

COMMUNICATION

An colloque Médiaville de Rennes

M. Georges Kiejman ne dissipe pas les zones d'ombre autour du câble

En dépit de l'augmentation des abonnés et du discours rassurant du nouveau ministre de la communication, M. Georges Kiejman, les élus locaux et les opérateurs de réseaux câblés réunis à Rennes pour leur rendez-vous annuel de Médiaville s'inquiètent de la préparation de décrets trop contraignants et de la concurrence des nouvelles chaînes hertziennes terrestres.

RENNES

de notre envoyé spécial

« Le câble n'est pas seulement un enjeu économique, mais démocratique », pour sa première intervention comme nouveau ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman avait réservé à son auditoire du enlignage Médiaville un discours à la hauteur de ses talents d'avocat. Mais le fond de son propos e moins convaincu les élus locaux et les opérateurs de réseaux, qui s'interrogent pour l'avenir du câble.

Tous critiquent par exemple que la diffusion de nouvelles chaînes hertziennes terrestres n'handicape à nouveau un secteur qui réclame « stabilité et cohérence », comme le réclame inlassablement l'Association des villes câblées (Avica). Saos souffler mot de la chaîne musicale, le ministre a confirmé que, au sein de l'équilibre franco-allemand, la future chaîne culturelle européenne serait bien diffusée sur le septième réseau terrestre. Il restera alors « au câble le privilège technique, esthétique, de distribuer ce programme en norme D2 MAC ». Un privilège qui n'est pas rassurant comme tel, étant donné la rareté des matériels acceptant cette norme.

En quête de nouveaux services

Après tout, estime M. Kiejman, cette chaîne culturelle n'est qu'une télévision parmi d'autres. « Je crois très profondément à l'attractivité des programmes spécifiques du câble qui aujourd'hui se multiplient et vont constituer la véritable identité de support », a-t-il déclaré. Ces nouveaux programmes devront se plier aux « décrets-câbles » en préparation. Là encore, le bât blesse pour les professionnels du secteur. La première mesure des décrets est tellement détaillée qu'elle enlève quasiment

au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) tout pouvoir de négocier des conventions souples avec les éditeurs de programmes.

Certes, M. Kiejman a annoncé des assouplissements de la réglementation actuelle, par exemple sur les horaires de diffusion des films certains jours de la semaine. Mais uniquement pour les chaînes à péage, et pour les films de plus de vingt-cinq ans d'âge, qui ne sont pas forcément les plus porteurs. Quant aux dispositions relatives au « paiement à la seconde » de certains films, elles sont, selon les opérateurs, tellement contraignantes qu'elles interdiront à ce nouveau service encore expérimental tout développement.

Or les élus locaux sont justement en quête de nouveaux services pour revivifier le câble. Du communiste Jack Rallie au RPR Michel Péricard, ils s'impatiente de ne pouvoir utiliser - monopole des télécommunications oblige - l'infrastructure du câble au service de nouveaux besoins sociaux (télé-

enseignement, télé-achat, aide aux personnes âgées, etc.).

Et si M. Kiejman peut noter avec satisfaction « des progrès considérables » effectués par la télévision par câble tant sur le plan du nombre d'abonnés (près de 600 000) que sur celui du taux de pénétration (près de 20 % des prises installées dans les foyers raccordés), cette situation d'ensemble ne doit pas masquer les tensions qui s'accumulent, notamment dans certains réseaux de grandes villes issus du « plan câble ». Leur équilibre est toujours vacillant, et au-delà des premières restrictions de dépenses (comme le désengagement des canaux locaux), ces tensions risquent de déboucher sur une remise à plat des complexes relations entre les élus, les opérateurs et le constructeur France-Télécom.

Bref, il reste encore bien des zones d'ombre à dissiper pour éviter un « câble à deux vitesses » discriminant villes et campagnes, et pour que le câble « reste le support de l'avenir », comme le plaide M. Kiejman.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

D2 MAC : Bruxelles préfère un consensus à une directive

RENNES

de notre envoyé spécial

« Claire sur les objectifs, la Commission sera souple sur les moyens », pour le commissaire européen chargé de l'audiovisuel, M. Jean Dondelinger, une directive rendant obligatoire la nouvelle norme D2 MAC pour toute diffusion de télévision par satellite ne pourra être adoptée sans que soit signé préalablement un accord interprofessionnel pour la promotion de cette norme.

Or cet accord interprofessionnel n'est pas encore signé, et il est difficile de le faire signer, car il implique des concessions de la part des professionnels de la télévision par satellite, qui ne veulent pas perdre leur monopole de facto. Le conseil des ministres européens du 3 juin prochain, dont on attendait généralement qu'il prenne ce décret d'application, a donc été contraint de reporter la décision à une date ultérieure.

dra un exposé des deux commissaires concernés, MM. Filippo Maria Pandolfi et Jean Dondelinger.

« Il faut associer les professionnels à l'élaboration de la télévision haute définition (THVD) et donc de la norme D2 MAC. Car on ne peut procéder uniquement par directive, par voie autoritaire », estime M. Dondelinger. Reste maintenant à savoir si la directive qui entrainerait cet accord des professionnels doit comporter une clause d'arrêt de la diffusion par satellite dans les normes existantes, comme le PAL, avec un échec prévisible. En termes de calendrier, cette obligation se situerait au plus tôt fin 1993, au plus tard en 1996, c'est-à-dire avant la concrétisation éventuelle des recherches américaines en matière de télévision numérique.

M. C. I.

Le déficit des télévisions publiques

Le CSA plaide à nouveau pour une hausse de la redevance

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est prononcé à nouveau pour une augmentation de la redevance afin de pallier les difficultés financières des deux chaînes publiques. Le CSA, qui a fait cette déclaration mardi 28 mai juste après que M. Hervé Bourges ait annoncé le déficit financier d'Antenne 2 en 1990, estime que la redevance en France, dont le niveau est le plus bas d'Europe, « devrait être portée à un niveau comparable à celui des principaux pays européens ».

Outre cette mesure, le CSA émet une autre de ses propositions, qui consiste à demander à l'Etat de compenser intégralement les exonérations de la redevance octroyées à certains foyers grâce « à l'attribution d'une dotation budgétaire permanente ».

S'exprimant pour la première fois sur la politique concernant la gestion des chaînes publiques par M. Philippe Guillaume, le CSA a déclaré que le déficit d'Antenne 2 « était imputable à un dépassement des dépenses prévues, consécutif d'une erreur de gestion ». En revanche, il a

vu dans le bilan de FR 3 des « résultats encourageants ». Enfin, les conseillers ont déploré l'absence d'un système de contrôle de gestion et de comptabilité opérationnelle dans les deux télévisions, en dépit « des affirmations répétées des différentes équipes dirigeantes ».

« L'application de la loi sur la présidence commune implique une clarification des responsabilités », a conclu le CSA, en souhaitant des rencontres plus fréquentes entre les directions des deux chaînes, une harmonisation de leurs programmes et « l'affirmation d'une personnalité propre » à chacune, notamment à Antenne 2, dont la définition de l'identité d'un projet d'entreprise « permettrait de fédérer une vaste audience ».

Grève nationale de trois jours des journalistes italiens. - L'Italie est quasiment privée d'informations en raison d'une grève de la Fédération nationale de la presse italienne (FNPI). Les journaux ne paraîtront pas du 28 au 30 mai, tandis que les radios et télévisions diffuseront un service minimum. La Péninsule sera donc privée du match Olympique de Marseille-Etoile rouge de Belgrade du 29 mai. Seule Télé-Monte-Carlo, soumise à droit étranger, pourra éventuellement le diffuser. Le conflit porte sur le contrat triennal entre journalistes et éditeurs et notamment sur l'augmentation salariale. Les journalistes demandent 60 % à 70 % d'augmentation, touchés par la baisse de leurs recettes publicitaires, proposent une augmentation de 20 % en trois ans, équivalente à un rattrapage de l'inflation. Une autre grève de cinq jours est prévue par les journalistes.

Après l'annonce de suppressions d'emplois à Antenne 2 et FR 3

Certains syndicats appellent à la grève début juin

L'annonce par M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et de FR 3, du montant d'un déficit de la seconde chaîne publique et de « la nécessité de prendre des mesures de redressement » se fondant notamment sur des réductions d'effectifs qui devraient être entamées le 10 juillet (le Monde du 29 mai), a immédiatement fait réagir certains syndicats. Dénonçant les « péripéties » de l'audiovisuel public, comme « la démission forcée de Philippe Guillaume, son remplacement par Hervé Bourges, la polémique au sujet du rapport établi par la Cour des comptes (...) », l'annonce très médiatique du déficit d'Antenne 2, le syndicat CFDT de la radio-télévision a affirmé mardi 28 mai que « l'Etat et les directions des entreprises préparent pour l'été un nouveau plan de suppressions d'emplois par certaines » sur les deux chaînes. La CFDT a aussitôt appelé le personnel des deux chaînes à une grève « massive » début juin.

Pour sa part, le Syndicat national des journalistes CGT de l'audiovisuel a demandé, le 28 mai également, l'ouverture de négociations et a appelé les journalistes à « définir réduction par réduction toutes modalités d'action, y compris en grève, pour mettre en échec ces mesures d'austérité annoncées par le président Bourges ». Les rédactions de FR 3 Marseille et de Corse n'ont pas attendu : confrontées à la suppression de six à huit emplois au centre de Nice, à l'aggravation de leurs conditions de travail, 24 des 29 journalistes présents ont voté mardi 28 un arrêt de travail. Cet dernier a empêché la diffusion des journaux régionaux.

CULTURE GÉNÉRALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Soc 7156, 35, rue Collange
92303 Paris Levallois
Tél. : (1) 42.70.73.63

الكتاب العربي

500 من الال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 30 mai 1991 33

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

THE INDEPENDENT

BERLINGSKE TIDENDE

THE IRISH TIMES

De Standaard

EL PAIS

Süddeutsche Zeitung

MAJOR EUROPEAN OIL COMPANY seeks.

Production Plant Manager for Middle East Production Plant

You will be in charge of the Technical Division (Process, Maintenance and Laboratory), the Personnel (staff : 300), the Plant budgets and relations with local authorities. To qualify you must hold a degree in Chemistry, BSC or equivalent, or be a Mechanical Engineer knowing this type of Process. You have 10 to 15 years experience of different levels of responsibility in the field of fertilizer production and urea processing. Of course, you are fluent in English, you have leadership qualities and are experienced in Management. We offer a motivating compensation with general advantages offered to expatriates and, last but not least, a challenging position, an interesting career opportunity for a successful manager.

Please phone or fax our consultant in Paris, or send your application quoting reference VT2M to : INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS (Mr Victor ERNOULT or Mrs GILLES)
Phone (1) : 45 48 14 50 - Fax : (1) 45 44 07 42

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Sales Manager South Europe

and Agricultural Equipment

We are a worldwide organization, truly international, with a strong market in Europe. Within Southern Europe you will be responsible for increasing our sales of parts, guaranteeing optimum supply to our local dealers and stores, implementing complementary programs to maintain our competitive position, providing training in inventory management, parts merchandising and retail techniques.

You will assist our partners in maintaining service parts support. You will be the link between the field and our Marketing and Finance Services.

We are looking for a successful salesman, skilled negotiator, used to managing a distributor network. Over 30, you must be fluent in English and Spanish, ready to improve your French or Italian if necessary. Your experience with public works and agricultural equipment sectors, or a related field, is a real "plus".

The job is located in Madrid or Paris. This search will be conducted with absolute confidentiality. Please send your application to our consultant, in Barcelona or in Paris, under reference VT2M : INFRAPLAN - Paseo de Gracia 8-10 - 08007 BARCELONA (19.343) 318.36.88 or INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 PARIS (1) 45.48.14.50.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Le Monde International



INTERNATIONAL INSTITUTE OF TROPICAL AGRICULTURE Interpreter/Translator (English-French) Translator (English-French)

The International Institute of Tropical Agriculture (IITA) at Ibadan, Nigeria invites applications for the two positions of Interpreter/Translator (English-French) and of Translator (English-French) in its International Cooperation Program.

IITA is an international agricultural research and training center in a work-wide consortium of 13 centers co-sponsored by the World Bank, the Food and Agriculture Organisation, and United Nations Development Programme. The Institute has substations and outreach programs in many countries of sub-Saharan Africa. IITA has a multidisciplinary staff of 120 senior scientists from 45 nations working in partnership with national agricultural agencies to increase food production in tropical Africa and ultimately to raise the productivity and income of small-scale African farmers.

Interpreter/Translator (English-French)

The successful candidate will be an integral member of a team of interpreters and translators. He or she will be required to interpret simultaneously and consecutively into French and English at conferences, workshops, and training courses. He or she will also have to translate scientific and administrative documents from English into French and update the terminology data-base of the Institute.

Translator (English-French)

The successful candidate will be required to translate scientific and technical publications and documents on various topics in tropical agriculture from English into French. He or she will also assist in compiling and updating the unit's specialized bilingual glossary.

Candidates for the Interpreter/Translator position must possess a university degree in conference interpreting, translation, modern languages or related fields with 5 years professional experience in simultaneous interpretation and translation.

Candidates for the Translator position should possess a university degree or diploma from an internationally recognized school for translators with 5 years experience in translation.

Candidates for the two positions should demonstrate ability to produce high quality translations, rapidly and accurately, under pressure. Experience in the use of word processors and knowledge of other languages such as Portuguese and Spanish would be an advantage.

Salary and benefits for these positions are internationally competitive and include housing, personal car, children's educational allowance, annual home leave travel, and health services. The Institute's headquarters, research facilities and residential and recreational areas are situated on an attractive 1,000-hectare campus outside Ibadan.

IITA is an equal opportunity employer. Applicants for these positions are invited to send their curriculum vitae, the names and addresses of three referees (including telephone and telex numbers, if available) to either of the following addresses no later than May 31, 1991: Manpower Development Manager, IITA, c/o L. W. Lambourn & Co., Carolyn House, 28 Dingwall Road, Croydon CR9 3EE, ENGLAND or Manpower Development Manager, IITA, Oyo Road, PMB 5320, Ibadan, NIGERIA.

FILIALE D'UNE BANQUE FRANÇAISE recherche pour son implantation à Luxembourg-Ville

1 COMPTABLE (m/f) 1 CADRE BACK-OFFICE BANQUE (m/f)

Nous demandons :

- une maîtrise parfaite du français, des notions d'anglais ;
- minimum 5 ans d'expérience bancaire dans le domaine requis ;
- une personnalité flexible et dynamique.

Nous offrons :

- un emploi stable dans une petite équipe jeune et dynamique ;
- une rémunération attractive pour un élément capable.

Envoyer C.V. avec prétentions à Monsieur CARON
34, rue des Cerises, L-6113 JUNGLINSTER.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
Notre faculté des lettres met
au concours un poste à
temps partiel (1/3) de

Professeur associé
en épigraphie latine.

Titre exigé : doctorat de lettres,
doctorat d'Etat, habilitation ou
titre jugé équivalent. Étude en
fonction : à convenir.

Les candidatures, avec curriculum
vita et liste des publications (en
2 exemplaires), doivent parvenir
jusqu'au 15 juin au Doyen de
la Faculté des lettres, BSH
2, CH-1015 Lausanne.
Tél. (11) 41 21 71/82-48-04
ou 692-45-08.

Assoc. spécialisée en santé
recherche pour projets
dans pays en développement

MÉDECINS DE SANTÉ
PUBLIQUE
GESTIONNAIRES
ECONOMISTES

Exp. de terrain souhaitée.
Adress. CV à AEDES
8, r. St-Sabin, 75011 Paris

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS.
Le Monde est
la première source
d'information des
cadres supérieurs.
(IFSCS 90)



L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS à Munich/Vienne recrute un(e)

SECRETAIRE (Réf. : EXT/537)

pour le Directeur Principal, information des brevets, initialement implanté à Munich, mais transféré à Vienne en 1992.

Qualifications : Etudes secondaires complètes, au moins quatre années d'expérience pratique, possédant une langue officielle de l'Office (anglais, français, allemand) et aptitude pour une autre.

Candidatures : sont à déposer sans délai, de préférence en utilisant une fiche de candidature demandée au préalable à l'Office au

Département du Personnel
Office européen des brevets
Erhardstraße 27
D-8000 Munich 2
Tél. : (089) 2399-4316.

propositions diverses

INTÉRIMAIRES MANPOWER: PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous avez travaillé chez Manpower
au moins 4 mois entre le
1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1990

Vous êtes parmi les
36119 ayants droit à une
participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation
à votre agence pour encaissement rapide.



TRAVAIL TEMPORAIRE

Le Monde Cadres

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris recherche un JEUNE CADRE

- compétent en matière d'urbanisme et d'aménagement
- Expérience de quelques années souhaitée pour accéder à ce poste et, éventuellement, à d'autres responsabilités ultérieures.
- Bonne rémunération de base et reconnaissance de l'ancienneté professionnelle.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Direction de l'Aménagement et des Equipements
7, rue Beaujon - 75008 Paris

VILLE DU HAVRE

200 000 HABITANTS

recherche

1 CADRE A

ADMINISTRATIF

DU SERVICE

pour son service

Division Aménagement

et Urbanisme.

Missions :

- Placé sous la responsabilité

du Directeur de l'Observation,

celui-ci devra renforcer les

actions de la municipalité

dans la conduite de sa poli-

tique de l'habitat.

Il sera l'interlocuteur privilégié

des opérateurs publics,

parapublics ou privés, ainsi

que des représentants de

l'Etat.

Qualités requises :

- Ouverture au dialogue.

- Fermeté dans l'action et

détermination dans la

poursuite des objectifs

fixés.

Profil :

- Une formation de sociologie,

d'urbanisme ou de géo-

graphie peut être un atout

pour la fonction.

Le recrutement interviendra

par voie de mutation, de

détachement, de mise à disposition

ou en qualité d'ad-

joint.

Les candidatures sont

à adresser à :

M. le Maire

de la Ville du HAVRE

BP 51, 76084 LE HAVRE

Cedex

A l'attention de

M. GUZMAN

avant le 21 JUIN 1991

par lettre manuscrite

accompagnée d'un CV

détailé.

VILLE DU HAVRE

200 000 HABITANTS

recherche

1 CADRE A

ADMINISTRATIF

DU SERVICE

pour son service

Division Aménagement

et Urbanisme.

Missions :

- Placé sous la responsabilité

du Directeur de l'Observation,

celui-ci devra renforcer les

actions de la municipalité

dans la conduite de sa poli-

tique de l'habitat.

Il sera l'interlocuteur privilégié

des opérateurs publics,

parapublics ou privés, ainsi

que des représentants de

l'Etat.

Qualités requises :

- Ouverture au dialogue.

- Fermeté dans l'action et

détermination dans la

poursuite des objectifs

fixés.

Profil :

- Une formation de sociologie,

d'urbanisme ou de géo-

graphie peut être un atout

pour la fonction.

Le recrutement interviendra

par voie de mutation, de

détachement, de mise à disposition

ou en qualité d'ad-

joint.

Les candidatures sont

à adresser à :

M. le Maire

de la Ville du HAVRE

BP 51, 76084 LE HAVRE

Cedex

A l'attention de

M. GUZMAN

avant le 21 JUIN 1991

par lettre manuscrite

accompagnée d'un CV

détailé.

MicroAge

Leader mondial dans l'intégration de services en micro-informatique et réseaux hétérogènes, recherche des

TECHNICIENS DE SUPPORT

BTS ou expérience confirmée dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants : OS/2, NOVELL, UNIX et réseaux bancaires, réseaux, base de données.

Appeler Véronique PETIT au : (1) 40-88-01-07, de 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

secrétaires CABINET D'AVOCATS

recherche
SECRÉTAIRE
EXPÉRIMENTÉE

Bonne présentation.
Libre de suite.

Env. CV et prêt. au
115, av. Jean-Martin
75112 Paris

صلى الله عليه وسلم

MOBILIÈRE

75 PARIS			20 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES		
Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 ^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			MEUDON		
2 PIÈCES	6/8, rue des Guillemites	4 900	2 PIÈCES	52-56, rue des Haies	5 980	106 m², 1 ^{er} étage	68, rue de la République	8 300
49 m², 1 ^{er} étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 495	85 m², 2 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 100	possib. parking	SAGGEL - 48-08-85-70	+ 1 200
	Honoraires de location	3 788		Honoraires de location	4 575		et 48-08-85-65	5 906
							Frais de commission	
3 PIÈCES	16, rue Quincampoix	6 085	92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES		
77 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 253	STUDIO	VERSAILLES	2 070	99 m², 3 ^e étage	NEUILLY	11 270
	Frais de commission	5 753	30 m², 4 ^e étage	27, rue Champs-Lagarde	+ 502	possib. parking	13, bd Victor-Hugo	+ 1 470
				AGIFRANCE - 49-03-43-04	1 787		AGF - 49-24-45-45	8 019
				Frais de commission			Frais de commission	
11 ^e ARRONDISSEMENT			94 - VAL-DE-MARNE			6 PIÈCES		
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	4 PIÈCES	ASNIÈRES	5 900	191 m², rez-de-chaussée	NEUILLY	23 000
20 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-09-40-00	+ 825	83 m², 5 ^e étage	2, rue Mauriceau	+ 890		9-11, av. Saint-Foy	+ 2 000
				SAGGEL - 47-78-15-85	4 198		AGF - 49-24-45-45	16 367
				Frais de commission			Frais de commission	
2 PIÈCES MEUBLÉ	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	2 PIÈCES	BOIS-COLOMBES	3 436	STUDIO		
50 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 1 275	52 m², 1 ^{er} étage	17, rue du Général-Leclerc	+ 730	32 m², 2 ^e étage	NEUILLY	3 600
				AGF - 49-24-45-45	2 445	possib. parking	223, av. Charles-de-Gaulle	+ 571
				Frais de commission			CIGIMO - 48-00-89-89	2 862
							Honoraires de location	
14 ^e ARRONDISSEMENT			STUDIO neuf	BOULOGNE	4 000	4-5 PIÈCES		
37 m², 5 ^e étage	96, avenue du Maine	+ 475	33 m², rez-de-chaussée	33-37, rue Pasteur	+ 430	95 m², 7 ^e étage	NEUILLY	10 000
possib. parking	AGIFRANCE - 49-03-43-05	3 027		SOLVÉG - 40-67-06-99	3 400	possib. parking	7, rue du Général-Delanne	+ 550
	Frais de commission			Frais de commission			CIGIMO - 48-00-89-89	7 470
							Honoraires de location	
STUDIO	199/201, avenue du Maine	3 893	6 PIÈCES neuf	BOULOGNE	26 000	2-3 PIÈCES		
36 m², r.-de-ch.	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 295	179 m², 4 ^e et 5 ^e ét.	33-37, rue Pasteur	+ 1 440	96 m², 7 ^e étage	NEUILLY	6 160
possib. parking			duplex, 2 parks,	SOLVÉG - 40-67-06-99	19 525		39, bd du Château	+ 1 381
			terrasse 75 m²	Frais de commission			SAGGEL - 47-42-44-44	5 613
							Frais de commission	
4 PIÈCES	199/201, avenue du Maine	9 780	3 PIÈCES	BOULOGNE	6 500	2 PIÈCES		
87 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 752	83 m², 1 ^{er} étage	197, rue Gallieni	+ 850	53 m², 2 ^e étage	JOINVILLE	4 050
2 parkings				LOC INTER - 47-45-15-09			2, rue Halifax	+ 419
							SAGGEL - 47-42-44-44	2 880
							Frais de commission	
15 ^e ARRONDISSEMENT			6 PIÈCES	BOULOGNE	10 904	5 PIÈCES		
2 PIÈCES	86, rue de la Fédération	5 500	101 m², 2 ^e étage	197, rue Gallieni	+ 770	110 m², 6 ^e étage	JOINVILLE	8 800
56 m², 6 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 880		LOC INTER - 47-45-16-09		possib. parking	12, rue Halifax	+ 886
	Frais de commission	3 914					SAGGEL - 47-42-44-44	6 262
							Frais de commission	
4 PIÈCES	15, rue Fizeau	10 922	4 PIÈCES	COURBEVOIE	5 600	4 PIÈCES		
90 m², 7 ^e étage	LOC INTER - 47-45-16-84	+ 790	95 m²	13, place de Seine	+ 1 574	86 m², 3 ^e étage	SAINT-MANDÉ	7 480
2 parkings			4 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-86	3 984	2 parkings	7, rue Faye	+ 886
				Frais de commission			LOC INTER - 47-45-16-71	
16 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES	GARCHES	3 540	2 PIÈCES		
3 PIÈCES	4, rue Fédéric-Devid	12 067	57 m², 1 ^{er} étage	23, rue des Quatre-Vents	+ 900	51 m², rez-de-ch.	VINCENNES	4 310
90 m², 3 ^e étage	SOLVÉG - 40-67-06-99	+ 1 060		SAGGEL - 46-08-95-70	2 518	terrasse, parking	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 510
possib. parking	Frais de commission	9 450		Frais de commission				
5 PIÈCES	4, rue Fédéric-Devid	16 553	STUDIO	ISSY-LES-MOULINEAUX	2 919	5 PIÈCES		
132 m², 5 ^e et 6 ^e ét.	SOLVÉG - 40-67-06-98	+ 1 800	34 m², 1 ^{er} étage	14, rue Diderot	+ 380	98 m², 3 ^e étage	VINCENNES	7 635
duplex, parking	Frais de commission	15 065		AGF - 49-24-45-45	2 077	terrasse, 2 parks.	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 1 000
				Frais de commission				
19 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	LA GARENNE-COLOMBES	5 400	3/4 PIÈCES		
3 PIÈCES, imm. nf	161-193, av. Jean-Jaures	5 935	72 m², 4 ^e étage	16, rue d'Estienne-d'Orves	+ 880	83 m², rez-de-chaussée	ENGHIEN	6 400
73 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 728	balcon, parking	CIGIMO - 48-00-89-89	4 158	possib. parking	103, rue du Général-de-Gaulle	+ 1 204
possib. parking	Frais de commission	4 223		Honoraires de location			SAGGEL - 47-78-15-85	4 654
							Frais de commission	
3 PIÈCES	48, rue de Mouzelle	6 400	2 PIÈCES	MEUDON	4 370	MAISON 5 PIÈCES		
77 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 853	50 m², 1 ^{er} étage	3 bis, av. du 11-Novembre-1918	+ 500	107 m², jardin	MONTMORENCY	5 425
possib. parking	Frais de commission	4 554		SAGGEL - 46-08-95-70	3 109	garage	4, allée des Gloriettes	+ 518
				Frais de commission			AGIFRANCE - 39-63-75-04	

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOS

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES BELLES PROPRIÉTÉS

L'AGENDA IMMOBILIER

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX GESTION

AGF

GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

CIGIMO GROUPE GTF

RESIDENCES HOTELIÈRES HOME PLAZZA

INTER

AGIFRANCE GROUPE CARRE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SAGGEL venlôme GROUPE WAP

SOLVEG LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

MARCHÉS FINANCIERS

Les profits des banques japonaises ont baissé en moyenne de 30 % en 1990

TOKYO

de notre correspondant

Victimes d'une sévère politique d'encadrement du crédit ainsi que de la chute du marché boursier, les douze principales banques japonaises (elles ne sont, en réalité, plus que onze depuis la fusion des banques Kyowa et Saitama le 1^{er} avril), qui sont aussi parmi les premières du monde, ont enregistré une baisse moyenne de 30 % de leurs bénéfices pour l'année fiscale 1990, close le 31 mars. La banque Meiji Taiyō est la moins touchée avec un recul de 29 % alors que Daiwa enregistre une chute de 40 %.

Le resserrement de la politique monétaire japonaise, qui s'est traduit par une forte hausse des taux d'intérêt et donc une augmentation du coût de leurs ressources, a fortement pesé sur l'activité et les comptes des banques. Le rythme de progression annuelle de l'encours des prêts n'a été que de 3,6 % en 1990, contre 12 % l'année précédente. Les dépôts bancaires ont d'autre part diminué de 3,5 %, pour la première fois depuis la guerre.

Malgré des anticipations persistantes d'une baisse du taux d'escompte (6 % depuis août 1990), il ne semble pas que les autorités monétaires soient disposées, pour l'instant, à assouplir une politique

d'encadrement du crédit qui vise à casser la spéculation, en particulier sur le marché immobilier.

Ce repli des banques japonaises intervient au moment où elles s'emploient à mettre en œuvre l'obligation imposée par la Banque des règlements internationaux de respecter des normes prudentielles. C'est le fameux «ratio Cooke», qui fixe à 8 % le rapport entre fonds propres et engagements. Cette contrainte, à laquelle l'une des grandes banques, la Meiji Taiyō, ne satisfait pas, limite de facto l'expansion des établissements japonais.

Bien que les banques japonaises traversent une période délicate, la plupart des observateurs s'entendent pour penser qu'elles n'en ont pas moins les reins suffisamment solides pour surmonter ces difficultés. Le risque de crédit sur le marché domestique constitue certes une préoccupation majeure avec l'augmentation du nombre des faillites de PME : au cours des quatre premiers mois, le total des dettes de sociétés en faillite s'est élevé à 2 600 milliards de yens (environ 104 milliards de francs) contre 1 900 milliards sur l'ensemble de 1990. Mais les banques japonaises sont en revanche relativement peu exposées dans le tiers-monde.

Ph. P.

Une filiale du Crédit lyonnais risque l'exclusion de la Bourse d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), filiale détenue à 90 % par la maison mère française du Crédit lyonnais, risque d'être exclu de la Bourse d'Amsterdam s'il se confirme qu'il a intentionnellement donné des informations inexactes sur son rôle dans le rachat de la Metro Goldwyn Mayer (MGM) par M. Glanciano Paretto. Mardi 28 mai, le président de la Bourse d'Amsterdam, M. Boudevijn Baron van Heteren, a indiqué qu'il avait demandé à la direction de la filiale néerlandaise de «fournir des précisions contradictoires parues dans différentes

publications» au sujet des rapports entre le CLBN et M. Paretto.

En avril dernier, la direction du CLBN avait affirmé publiquement n'avoir jamais financé le rachat de la MGM. Or, la Securities and Exchange Commission (SEC) à Wall Street semble être en possession de documents prouvant le contraire. En cas d'explications jugées insuffisantes, le CLBN pourrait être transféré vers le marché non officiel sans cotation — une mesure déjà infligée à la société de portefeuille Bobel appartenant au même M. Paretto — ou faire l'objet d'un avertissement. La réponse du CLBN est attendue avant la fin de la semaine. (Interim)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENEFIM

L'assemblée générale mixte réunie le 22 mai 1991 sous la présidence de M. Alain Lambolley a approuvé les comptes de l'exercice 1990. Le résultat, qui s'est élevé à 137 478 108,85 francs, permet de distribuer un dividende de 30 francs par action, en hausse de 5 % sur celui servi l'année précédente. Le paiement en sera effectué à compter du 1^{er} juillet 1991.

L'assemblée générale mixte a décidé d'étendre l'activité de GENEFIM à l'étranger.

Le bon niveau de production enregistré en 1990 et les perspectives d'activité pour 1991 permettent d'envisager la poursuite de l'évolution favorable du résultat.



SOPHIA-BAIL
le financement sage

Réuni sous la Présidence de Monsieur Bernard Fraigneau, le Conseil d'administration a pris connaissance de l'activité du premier trimestre 1991 et convoqué pour le 27 juin une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

● Situation au 31 mars 1991 :

- bénéfice net : 62,7 MF (résultat courant en hausse de 4 % sur celui du 1^{er} trimestre 1990),
- chiffre d'affaires locatif : 230 MF (+ 12,5 %),
- production de crédit-bail :
 - siciomi : 250 MF (encours brut de 5.924 MF)
 - non siciomi : 180 MF (encours brut de 830 MF)

● Assemblée Générale Mixte :

- absorption de Crédit (partie de 3 actions Sophia-Bail pour 10 actions Crédit) ;
- élargissement de l'objet social lié au dépassement du statut de Siciomi ;
- adoption d'une nouvelle dénomination (le nom de Sophia-Bail devant revenir à la filiale Siciomi apportée par Crédit) ;
- reconduction des mesures favorisant l'accès du personnel au capital de la Société : stock options, plan d'épargne ;
- nomination de deux administrateurs (Messieurs Serge Sayan et Christian Girard) et d'un censeur (le Crédit Lyonnais).

18, rue de la Ville l'Évêque, Paris 8^e - Tél. : 47.42.52.53

NEW-YORK, 28 mai ↑

Flambée de hausse

Après trois jours de chômage dont un pour célébrer le «Memorial Day», Wall Street a repris les chemins de la hausse. Mais alors que la Bourse new-yorkaise avait terminé ces derniers temps, elle a soudain, mardi 28 mai, forcé l'allure. Pas immédiatement. La première partie de la séance fut marquée par une pause. Brusquement, vers midi, les ordres d'achats commencent à affluer. Tant et si bien qu'à la clôture, l'indice Dow Jones de l'industrie a progressé de 44,94 points (+ 1,54 %) pour s'établir à 2 958,06.

Le bilan général fut tout aussi brillant que ce résultat rapide. Sur 2 022 valeurs traitées, 1 032 ont monté alors que 528 ont baissé et que 462 reproduisaient leurs cours précédents.

Mais quelle mouche a soudain piqué le marché américain ? De avis général, les investisseurs ont, perçut-il, soudain pris conscience que le creux de la vague des baisses avait été atteint et que la récession allait progressivement laisser place à la reprise économique. «Il y a un retour de confiance», assure un professionnel appartenant à une grande maison de courtage. Et d'ajouter : «La question n'est plus maintenant de savoir quand la reprise aura lieu, mais de quelle ampleur elle sera.»

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29 mai
Alcoa	87 3/4	70 3/4
AT&T	38 3/8	38 3/8
Banque	48 3/8	48 3/4
Chemical Bank	43 1/8	43 1/8
Du Pont de Nemours	43 1/8	43 1/8
Eastman Kodak	58 5/8	58 5/8
Ford	33 3/8	34 3/4
General Motors	39 1/4	40 3/4
Goodyear	24 3/4	25 1/2
IBM	56 1/2	56 7/8
ITT	56 1/2	56 1/2
Johnson & Johnson	64 3/4	64 3/4
Schering-Plough	60 3/4	61 5/8
Texas	84 3/4	84 1/8
Union Carbide	18 3/4	18 3/4
USX	25 3/8	27 7/8
Verizon	57 3/8	57 1/4

LONDRES, 28 mai ↑

Légère hausse

Les valeurs ont clôturé en hausse mardi 28 mai au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 2 479,7. La volume des échanges s'est très sensiblement accru, à 2,8 milliards de titres contre 430,4 millions vendredi.

Le groupe pharmaceutique Glaxo Holdings a tiré le marché vers le haut tout au long de la séance, en progrès d'une quarantaine de points dans l'espoir de nouvelles positives sur un usage plus répandu de son traitement des nausées Zofran.

FAITS ET RÉSULTATS

Alain Chevalier reprend Balmat à ses anciens propriétaires. Balmat, l'entreprise de l'homme d'affaires canadien Erich Payer, un peu moins de deux ans après l'avoir quitté, M. Alain Chevalier, qui avait repris la maison de couture après son départ du groupe de luxe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) en 1989, a finalement abandonné son pari. En proie à de sérieuses difficultés financières, le groupe Balmat a été racheté par ses anciens propriétaires pour 100 millions de francs. M. Erich Payer réalise une excellente affaire : M. Alain Chevalier et ses partenaires bénéficiaient du débours d'une somme cinq fois et demie supérieure en août 1989 pour acquérir Balmat.

Seiko : 64,2 % de bénéfice en moins. Le groupe japonais Seiko Corp., l'un des plus importants fabricants de montres et d'horloges du monde, a annoncé mardi 28 mai un bénéfice net consolidé de 694 millions de yens (29,2 millions de francs) en baisse de 64,2 % pour l'exercice 1990, des 31 mars dernier. Ce plongeon s'explique par l'importance des pertes subies par plusieurs filiales et par l'augmentation des coûts d'acquisition par d'autres, indique-t-on chez Seiko. D'autre part, les ventes du groupe ont quasiment stagné, ne progressant que de 1,5 % à 428 milliards de yens (18 milliards de francs). Seiko prévoit pour l'exercice courant un bénéfice en hausse, estimé à deux milliards de yens (84 millions de francs), avec une progression des ventes à 470 milliards de yens (19,8 milliards de francs).

Chute du bénéfice annuel d'ANA, première compagnie aérienne intérieure japonaise. All Nippon Airways (ANA), première compagnie aérienne japonaise sur les vols domestiques, a annoncé mardi 28 mai à Tokyo une baisse de 28,8 % de son bénéfice net de 10,7 milliards de yens (431,8 millions de francs) pour l'année fiscale 1990. ANA explique le recul de son bénéfice par la hausse des prix des carburants et la flambée des taux d'intérêt au Japon. Au terme de l'exercice terminé le 31 mars dernier, le chiffre d'affaires de la compagnie japonaise s'est toutefois accru de 9,1 % à 733,4 milliards de yens, soit 30,9 milliards de francs.

Recul du bénéfice de Japan Airlines. Malgré une progression de 3,5 % du chiffre d'affaires (111,8 milliards de yens, soit 47,2 milliards de francs), Japan Airlines (JAL) a annoncé mardi 28 mai une baisse de 17,4 % de

PARIS, 29 mai ↑

Nouvelle avance

La Bourse de Paris a continué mercredi de progresser de façon prudente. En progression de 0,88 % dès le début des échanges, elle a poursuivi sa route, les valeurs françaises enregistrant un gain de 0,71 %. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 gagnait 0,75 %. Plus tard dans la journée, il s'établissait à 1,15 % au-dessus de son niveau précédent.

La bonne performance de Wall Street, la veille (1,57 %), a été, selon les professionnels, la principale raison d'un bon début de séance. Mais elle n'a pas suffi à faire passer le marché parisien. Rien pour l'instant ne permet aux opérateurs de manifester un grand optimisme.

Une assez importante activité a régné autour de LVMH et d'Alcatel-Alsthom, dont la pondération n'est pas négligeable dans l'indice CAC 40. LVMH, en effet, a poursuivi sa progression. Après avoir gagné plus de 4 % la veille, il s'est encore apprécié sensiblement. Les ventes de la maison de luxe ont été très satisfaisantes dans les semaines de l'été. L'Alcatel-Alsthom, pour sa part, bénéficie de la vente de la filiale Alcatel-Telecom par la société française aux Etsi-Usis. Il profite aussi du succès remporté en Espagne à l'occasion d'un appel d'offres de matériel ferroviaire pour la compagnie nationale des chemins de fer espagnole (RENFE). De Diach à la fin de l'année, de son entrée dans le groupe Thomson.

TOKYO, 29 mai ↑

Retour de la hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 29 mai en hausse, mais au-dessous de son niveau de mardi. L'indice Nikkei a progressé de 104,74 points à 25 495,41, soit un gain de 0,41 %. Le courant d'achats et de ventes a été équilibré, la veille, 400 millions d'actions ont changé de mains contre 240 millions à la séance de mardi.

La hausse de plus de 1,5 % de Wall Street mardi a bénéficié au marché au cours de la matinée, tout comme la baisse des taux d'intérêt à court terme. Cependant, la reprise n'a pas été décisive, l'indice japonais étant freiné par l'absence de facteurs de soutien plus prononcés.

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29 mai
Alcatel	1130	1100
Alcatel-Alsthom	1470	1470
Alcatel-Telecom	2240	2210
Alcatel-Telecom	2240	2210
Alcatel-Telecom	2240	2210
Alcatel-Telecom	2240	2210
Alcatel-Telecom	2240	2210
Alcatel-Telecom	2240	2210

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel (Châles)	3608	3615	DA	346	345
Amalg Assoc.	280	280	Idem...	137	132 10
BAC	158	159	Idem...	220	220
Bouygue	875	840	Idem...	200	200
Bouygues (Ly)	380	371	Idem...	87	87
Bouygues (Ly)	207	1058	Idem...	118	119
CAL de P. (CCL)	1080	325	Idem...	144	144
Cabestan	650	650	Idem...	85	85
Cedex	151	154 80	Idem...	368	360
CEGE	275	285	Idem...	650	600
CEP	919	901	Idem...	301	301
CEP	265 50	273	Idem...	179	174
Conforama	884	884	Idem...	98	98
Credax	226 50	217 40	Idem...	450	450
Dalton	415	421	Idem...	130	115
Debut	930	1015	Idem...	264 50	260
Demachy Worms Co.	424	438	Idem...	297	307 99
Devel	1089	1089	Idem...	285	285
Devel	389	385	Idem...	216	219
Devel	135 50	135 80	Idem...	98	98
Edisons Belford	225	225	Idem...	750	762
Europ. Propriété	324	321			
Financ	124	123			
Financ	124 50	123			
GFF (group. Ind.)	272 50	265 50			
Grand Lève	419	409			
Group. Oxyg.	753	760			
Idem...	951	951			
Idem...	236	235 10			

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 mai 1991

Nombre de contrats : 71 124

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 91	Sept 91	Déc 91	
Dernier	105,90	105,90	105,90	
Précédent	105,64	105,70	105,58	

PRIX D'EXERCICE	Options sur notionnel			
	Options d'achat	Options de vente	Options d'achat	Options de vente
Jun 91	0,16	0,98	0,28	1,13
Sept 91				
Déc 91				

COURS	CAC 40 A TERME (MATIF)			
	Jun 91	Sept 91	Déc 91	
Dernier	1 885,5	1 885,5	1 885,5	
Précédent	1 884	1 881	1 791	

CHANGES	Dollars : 5,76 ↓	
	Le dollar s'échangeait en	Le franc s'échangeait en
Le dollar s'échangeait en	5,76 F	117,30
Le franc s'échangeait en	0,173 F	117,30
Le dollar s'échangeait en	5,76 F	117,30
Le franc s'échangeait en	0,173 F	117,30

BOURSES	PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	
	24 mai	27 mai
Valeurs françaises	117,30	117,30
Valeurs étrangères	115,70	115,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)	483,50	483,50
(SBF, base 1000 : 31-12-87)	1 884,80	1 884,80
Indice CAC 40	1 884,80	1 884,80

NEW-YORK (indice Dow Jones)	24 mai		27 mai	
	Indice	Clôture	Indice	Clôture
Indice	2 913,91	Clôture	2 913,91	Clôture
100 valeurs	2 417,10	Clôture	2 417,10	Clôture
30 valeurs	1 925,50	Clôture	1 925,50	Clôture
Mises d'or	165,50	Clôture	165,50	Clôture
Fonds d'Etat	62,24	Clôture	62,24	Clôture

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Paris (29 mai)		New-York (28 mai)	
	9 15/16-10 1/16	6 %	9 15/16-10 1/16	6 %
Paris (29 mai)	9 15/16-10 1/16	6 %	9 15/16-10 1/16	6 %
New-York (28 mai)	9 15/16-10 1/16	6 %	9 15/16-10 1/16	6 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
\$-E.U.	5,7590	5,7620	+ 172	+ 182	+ 335	+ 370	+ 930	+ 930
\$-Can.	5,0222	5,0270	+ 25	+ 30	+ 44	+ 70	+ 139	+ 139
Yen (100)	4,1850	4,1881	+ 64	+ 74	+ 115	+ 139	+ 336	+ 386

TAUX DES EUROMONNAIES	5 1/16		5 1/16		5 1/16		5 1/16	
	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
\$-E.U.	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
Yen	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8
DM	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8
Franc	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
FR (100)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
PS	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
L (1 000)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
France	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL
Mercredi 29 mai
Séance football.
Jeudi 30 mai
Louis Hottel, président de la Fédération nationale des logis de France.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 MAI

Cours relevés à 13 h 50

COMPANIES						Réglement mensuel						COMPANIES						Réglement mensuel					
COMPANIES	VALEURS	Cours préd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	COMPANIES	VALEURS	Cours préd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	COMPANIES	VALEURS	Cours préd.	Premier cours	Dernier cours	% + -						
4085	C.A.E.M.	4110	4110	4110	0	4085	C.A.E.M.	4110	4110	4110	0	4085	C.A.E.M.	4110	4110	4110	0						
4086	B.A.P.T.	825	825	824	-0.22	4086	B.A.P.T.	825	825	824	-0.22	4086	B.A.P.T.	825	825	824	-0.22						
4087	C.T.P.	910	910	914	+0.44	4087	C.T.P.	910	910	914	+0.44	4087	C.T.P.	910	910	914	+0.44						
4088	C.T.P.	1256	1256	1262	+0.48	4088	C.T.P.	1256	1256	1262	+0.48	4088	C.T.P.	1256	1256	1262	+0.48						
4089	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4089	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4089	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4090	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4090	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4090	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4091	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4091	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4091	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4092	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4092	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4092	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4093	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4093	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4093	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4094	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4094	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4094	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4095	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4095	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4095	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4096	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4096	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4096	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4097	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4097	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4097	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4098	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4098	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4098	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4099	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4099	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4099	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4100	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4100	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4100	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4101	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4101	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4101	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4102	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4102	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4102	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4103	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4103	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4103	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4104	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4104	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4104	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4105	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4105	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4105	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4106	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4106	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4106	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4107	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4107	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4107	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4108	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4108	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4108	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4109	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4109	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4109	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4110	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4110	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4110	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4111	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4111	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4111	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4112	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4112	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4112	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4113	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4113	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4113	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4114	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4114	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4114	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4115	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4115	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4115	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4116	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4116	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4116	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4117	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4117	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4117	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4118	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4118	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4118	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4119	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4119	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4119	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4120	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4120	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4120	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4121	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4121	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4121	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4122	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4122	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4122	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4123	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4123	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4123	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4124	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4124	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4124	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4125	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4125	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4125	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4126	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4126	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4126	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4127	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4127	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4127	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4128	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4128	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4128	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4129	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4129	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4129	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4130	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4130	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4130	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4131	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4131	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4131	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4132	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4132	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4132	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4133	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4133	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4133	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4134	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4134	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4134	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4135	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4135	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4135	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4136	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4136	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4136	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4137	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4137	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4137	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4138	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4138	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4138	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4139	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4139	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4139	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4140	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4140	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4140	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4141	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4141	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4141	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4142	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4142	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4142	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4143	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4143	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4143	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4144	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4144	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4144	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4145	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4145	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4145	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4146	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4146	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4146	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4147	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4147	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4147	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4148	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4148	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4148	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4149	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4149	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4149	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4150	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4150	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4150	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4151	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4151	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4151	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4152	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4152	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4152	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4153	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4153	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4153	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4154	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4154	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4154	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4155	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4155	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4155	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4156	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4156	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4156	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4157	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4157	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4157	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4158	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4158	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4158	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4159	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4159	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4159	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4160	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4160	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4160	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4161	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4161	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4161	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4162	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4162	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4162	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4163	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4163	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4163	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4164	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4164	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4164	C.T.P.	1120	1120	1120	0						
4165	C.T.P.	1120	1120	1120	0	4165	C.T.P.	1120	1120	1120													

COMPTANT

(sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachat net
A.A.A.	1044 31	1018 94	Facipacques	843 26	822 71	Ponts Gestion	55757 93	55797 93
Aciflor	222 30	216 36	Facuacines	29 36	26 68	Primaria Obis	105675 13	10656 14
Agropac	776 81	746 36	Facus-Prémios	11509 33	11339 24	Primv. Ecotax	309 32	308 24
Amel-gem	7333 12	7051 08	Facuher	4960 56	4948 16	Prim'Académie	26688 21	26886 21
Amphibios	627 36	603 09	Facuher	1315 53	1245 46	Proclat	1063 567	1057 167
Amphibios (Dau)T	1103 14	1083 14	Facuher	13326 19	1326 19	Proclat	132 69	132 69
Amstec	1103 14	1103 14	Gest. Associations	967 73	102 09	Recevoir	822 95	866 07
Asim-Fin	367 72	358 76	Hexatex	1204 52	1169 44	Recevoir	160 157	157 168
-Austec	1257 53	1220 50	H&M Modèles	12674 06	12674 06	Recevoir-Termite	5305 24	5262 71
Avenue Almas	1678 17	1678 17	Interpax	106423 39	106236 30	Recevoir-Vari	1146 19	1146 19
Avenir C.C.	102 10	102 10	Interzib	13207 67	12699 66	St-Honord-B&Aim	934 37	892
Asa Capital	184 33	169 02	Interzibac-Fac	523 20	507 56	St-Honord-B&Aim	10269 84	10278 75
Asa Court Terme	720 23	722 23	Interzibac-Fac	159 14	159 14	St-Honord-B&Aim	227 87	217 84
Asa Court Terme	132 14	125 59	Jouergem	198 16	262 26	St-Honord-B&Aim	140 34	140 34
Asa Investments	121 28	117 58	Lafin America	233 24	224 41	St-Honord-M&P	424 74	396 71
Asa MFL	114 57	109 54	Lafin Europe	254 26	243 86	St-Honord-P&M	606 76	578 29
Asa Promedia	108 08	108 08	Lafin Expan	246 85	238 71	St-Honord P&M	518 26	494 76
Asa Valeurs PER	71 82	116 47	Lafin France	304 13	291 72	St-Honord Ret	13660 14	13605 72
Cepharmatex	5768 81	5764 05	Lafin Immobil.	229 120	220 39	St-Honord Services	504 76	486 34
Cyphos	3228 20	5842 07	Lafin Immobil.	427 40	410 48	St-Honord Services	1599 43	1599 43
Cyphos	1168 06	1193 06	Lafin Immobil.	131 15	121 15	St-Honord Services	1268 03	1268 03
Cyphos Fin	30 41	29 57	Lafin Immobil.	194 04	186 13	St-Honord Services	1273 80	1273 80
Cyphos Fin	1220 52	1180 75	Lafinex Tokyo	376 10	367 17	St-Honord Services	705 80	695 17
Compustor	3200 94	3198 16	Lafinex	2081 37	2058 26	St-Honord Services	1682 96	1680 42
Converto	383 54	369 12	Lafinex C.T.	11498 80	11498 80	St-Honord Services	668 88	648 18
Creditair	483 16	498 73	Lafinex C.T.	9487 01	9486 07	St-Honord Services	1026 82	1006 51
Credit Mobil Capital	1575 72	1589 51	Lafinex C.T.	11193 53	11193 53	St-Honord Services	490 107	386 12
Credit Mobil Capital	118 72	118 07	Lafinex C.T.	229 12	229 12	St-Honord Services	1268 03	1268 03
Credit Mobil Capital	830 80	795 02	Lafinex C.T.	891 69	872 62	St-Honord Services	100 10	642 43
Credit Mobil Capital	108 10	968 40	Lafinex C.T.	2094 53	2093 78	St-Honord Services	418 18	407 87
Credit Mobil Capital	256 20	238 28	Lafinex C.T.	24087 80	24087 80	St-Honord Services	223 08	218 71
Credit Mobil Capital	151 46	144 84	Lafinex C.T.	527 12	511 77	St-Honord Services	454 37	442 21
Credit Mobil Capital	1092 42	1036 07	Lafinex C.T.	702 27	681 02	S.N.I.	1200 10	1165 70
Credit Mobil Capital	129 56	123 02	Lafinex C.T.	186 49	181 53	Socioparc	324 08	316 26
Credit Mobil Capital	228 14	223 14	Lafinex C.T.	1002 16	1002 16	Socioparc	1073 55	1074 56
Credit Mobil Capital	217 33	210 03	Lafinex C.T.	5729 32	5729 32	Socioparc	1248 08	1248 08
Credit Mobil Capital	406 18	383 36	Lafinex C.T.	81770 81	81770 81	Socioparc	554 39	543 28
Credit Mobil Capital	6095 10	6095 10	Lafinex C.T.	6613 15	6613 15	Schizac	2105 87	2150 59
Credit Mobil Capital	335 18	325 18	Lafinex C.T.	74762 68	74762 68	Strategic Asset	814 37	783 05
Credit Mobil Capital	2225 11	2225 11	Lafinex C.T.	12415 24	12415 24	Strategic Asset	1252 55	1251 87
Credit Mobil Capital	6004 80	6004 80	Lafinex C.T.	181 60	146 13	Therac	1088 34	1068 84
Credit Mobil Capital	56011 65	56011 65	Lafinex C.T.	150 10	150 10	Therac	5608 02	5608 02
Credit Mobil Capital	284 51	271 51	Neto-Exp.	18240 39	18081 17	Therac	802 136	598 64
Credit Mobil Capital	3275 25	3275 25	Neto-Exp. Ret.	126 12	122 74	Tongpac	140 01	133 86
Credit Mobil Capital	4270 27	4269 82	Neto Expag. Term	7200	7186 63	Tongpac	1180 25	1171 53
Credit Mobil Capital	24080 60	24746 73	Neto-Incom	1201 91	1173 78	Tongpac	13103 52	13103 52
Credit Mobil Capital	8768 71	8768 71	Neto-Incom	1350 54	1256 50	Tongpac	117874 98	117874 98
Credit Mobil Capital	876 80	816 80	Neto-Incom	22670 70	22625 70	U.A.P.	5204 41	5162 80
Credit Mobil Capital	175 78	174 99	Neto-Incom	512 81	512 81	U.A.P. Amstec	309 32	308 24
Credit Mobil Capital	92 57	90 08	Neto-Incom	1421 41	1383 37	U.A.P. Amstec	960 30	930 31
Credit Mobil Capital	63692 89	63690 82	Neto-Placements	84089 37	84089 37	U.A.P. Amstec	578 53	564 25
Credit Mobil Capital	194 11	188 81	Neto-Retour	8324 24	6013 21	U.A.P. Amstec	980 28	907 25
Credit Mobil Capital	1329 13	1267 72	Neto-Sollicit	11943 26	11943 26	U.A.P. Amstec	200 35	193 11
Credit Mobil Capital	180 76	180 76	Neto-Valeurs	854 70	802 63	U.A.P. Amstec	157 27	151 68
Credit Mobil Capital	1322 05	1322 05	Neto-Valeurs	1505 12	1505 12	U.A.P. Amstec	102 22	102 22
Credit Mobil Capital	1329 47	1070 04	Neto-Valeurs	1420 71	1417 87	U.A.P. Amstec	1087 84	1087 84
Credit Mobil Capital	1299 38	1299 38	Neto-Valeurs	134 46	138 10	U.A.P. Amstec	122 77	122 77
Credit Mobil Capital	446 71	434 75	Neto-Valeurs	2482 17	2445 49	U.A.P. Amstec	1298 26	1298 26
Credit Mobil Capital	1230 60	1216 42	Neto-Valeurs	1096 56	1062 32	U.A.P. Amstec	900 21	846 55
Credit Mobil Capital	789 81	789 81	Neto-Valeurs	186 08	182 04	U.A.P. Amstec	1331 46	1307 92
Credit Mobil Capital	652 94	652 94	Neto-Valeurs	1247 47	1247 47	U.A.P. Amstec	1413 16	1376 68
Credit Mobil Capital	931 48	931 48	Neto-Valeurs	1121 69	1121 69	U.A.P. Amstec	102 22	102 22

Cote des Changes			
	FRANCE	ALLEMAGNE	COURS DES BILLET

MARCHE OFFICIEL	COURS prix	COURS 29/5	achat	vente
Euro-Uneil (1 uad)	5 812	5 780	5 550	6 050
Unilever (1 uad)	5 812	5 780	5 550	6 050
Unilever (100 gms)	339 750	339 520	329	348
Belgique (100 f)	16 529	16 498	16	17
Phys-Sol (100 f)	4 624	4 600	4 300	4 600
Phys-Sol (100 g)	4 624	4 553	4 300	4 600
Danmark (100 kr)	58 870	58 850	84	92
Gde Bretagne (1 L)	10 058	10 030	9 550	10 450
Grande (100 gms)	339 430	3 103	387	407
Suisse (100 f)	339 430	3 103	387	407
Suisse (100 kr)	84 750	84 750	83	91
Sverige (100 gms)	42 477	42 477	46 800	49 500
Autriche (100 sch)	42 477	42 477	46 800	49 500
Espagne (100 pes)	3 885	3 885	3 500	4 000
France (100 f)	4 070	4 070	4 050	4 250
Canada (1 S cent)	4 177	4 196	4 050	4 250
Japan (100 yen)	4 177	4 196	4 050	4 250

Marché libre de l'or		
MONNAIES	COULES	COULES
Harbo		
Hoogo		
IN2...		
Im...		

MONNAIES ET DEVISES	COUFS préc.	COUFS 29/5	
fin (cilo en barre)	86700	86800	
fin (en lingot)	86800	86900	
or (en lingot)	378	382	
or Fr (10 g)	407	...	
de Suisse (20 g)	390	396	
de Lirine (20 g)	381	379	
universel	490	490	
de 20 dollars	2105	2125	
de 10 dollars	1040	1050	
de 5 dollars	575	...	
de 50 pence	2806	2460	
de 10 florins	394	394	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82 poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ~ : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

M. Jack Lang lance Photofolie

Après la fête de la musique et la Fête de la danse, le ministre de la Culture lance Photofolie. M. Jack Lang a annoncé, le 28 mai, la création d'une fête de l'image, qui aura lieu chaque dernier week-end d'avril et dont la première édition se tiendra les 24, 25 et 26 avril 1992. « Placée sous le signe de l'exigence, de la qualité et du professionnalisme », Photofolie a pour but de faire « bouger » les 18 millions de propriétaires d'appareils en France (2 millions vendus chaque année), affirme le ministre.

Le logo de Photofolie, un dessin signé André François représentant un éléphant qui se tire le portrait avec sa trompe, illustre le thème de la première édition : « Photographiez-vous les uns les autres ». « Il s'agit de renouer avec une tradition perdue, celle des familles qui se faisaient tirer le portrait », explique Robert Delpe, directeur du Centre national de la photographie. Photofolie devrait être sur tous les terrains : dans la rue, dans le métro, au cinéma, à l'école, mais aussi dans les musées et notamment au Palais de Tokyo, qui présentera une exposition sur la photographie anonyme.

Du 6 au 10 juin

Hambourg rend hommage à Messiaen

Un important festival de musique sacrée contemporaine a lieu à Hambourg, du 6 au 10 juin, à l'instigation de l'Orchester Akademie hambourgeoise et de l'Institut français. Ces rencontres, qui réuniront deux compositeurs sortis d'URSS avant la perestroïka, Alfred Schnittke et Arvo Part, consacrent une part notable de leur programmation à Olivier Messiaen, qui est membre de l'Académie des arts de la ville hanseatique. Le 6 juin seront exécutées, par l'organiste Eberhard Lauer, les Méditations sur le mystère de la Sainte-Trinité ; puis seront données plusieurs œuvres du compositeur français pour piano solo et deux pianos (dont les Visions de l'Amour, le 7), les Trois Petites Liturgies (le 9), enfin le Quatuor pour la fin du temps (le 10).

L'Institut français a invité le pianiste Pierre-Laurent Aimard et la musicologue Brigitte Massin. Celle-ci prononcera, le 10 juin, une conférence sur « Mozart modèle européen », après avoir pris part, le 8, à une table ronde sur la musique exécutée du vingtième siècle, avec Alfred Schnittke, Arvo Part, le professeur Alphonse Michalek, spécialiste de Messiaen, le Docteur Reinhard Flender, compositeur, et Denis Leveque, directeur de l'Institut français de Hambourg.

Le forfait du chef Alain Lombard à l'Orchestre de Paris. — Directeur musical de l'Orchestre de Bordeaux-Musical, du Grand Théâtre et du Mai musical à Bordeaux, Alain Lombard a annulé, pour cause de maladie, sa participation aux concerts qu'il devait diriger les 29 et 30 mai, Salle Pleyel, à la tête de l'Orchestre de Paris. Semyon Bychkov, le directeur musical de l'OP, assurera ces concerts dont le programme ne change pas : Concerto pour hautbois de Mozart (soliste : Michel Benoit) Prélude à l'opéra-midi d'un faune de Debussy et Sacre du printemps de Stravinsky.

John Eliot Gardiner nommé à Hambourg. — Le chef britannique John Eliot Gardiner prendra, le 1er août et pour quatre ans, les fonctions de chef principal de l'Orchestre de la Norddeutscher Rundfunk de Hambourg. Directeur musical de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon de 1983 à 1989, John Eliot Gardiner continuera de diriger ses English Baroque Soloists et son Monteverdi Choir en Grande-Bretagne.

Le prix littéraire Pierre-de-Monaco à Jean-Marie Rouard. — Le prix littéraire de la Fondation Prince-Pierre-de-Monaco a été attribué, mardi 28 mai, à Jean-Marie Rouard pour l'ensemble de son œuvre.

Un en 1943, Jean-Marie Rouard est chef du service littéraire du Figaro, il publie son premier roman, la Fête en Pologne, en 1974, reçoit le prix Interallié en 1977 avec Faut-il punir et le Renaudot en 1983 pour Avant-Guerre. Tous les livres de Jean-Marie Rouard, y compris son dernier, le Voleur de jeunesse (1990), ont été publiés chez Grasset.

Le peintre Vincent Bioules couronné. — Le Grand Prix International III, récompense internationale d'art contemporain, a été attribué mardi 28 mai à Monaco au peintre français Vincent Bioules, ancien membre du courant support/surfaces, pour son œuvre intitulée « Céline ». Le peintre a, depuis plusieurs années, renoué avec la figuration.

CARNET DU Monde

Naissances

— Didier GUÉRIN, Margaret MORAY GUÉRIN, ont la joie d'annoncer la naissance de

Didier Guy Junior, né le 20 mai 1991, à Sydney.

22 Wunulla Road, Point Piper NSW 2027 (Australie).

— M. Guy FERRIMOND et M^{me} née Annick Pernot du Breuil, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Guillaume,

le 23 mai 1991.

62, rue de Prony, 75017 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Denis GIRARD, M^{me} André LUCAS, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Jean-Philippe et Michèle,

célébré le 18 mai 1991, au Bruc, Six-Fours-les-Plages (Var).

Décès

— M^{me} Annie Haas, M. Henry Bernard, Paul et Isabelle, M. Pierre-André Haas, Les familles Haas, Suchar et Gérard, ont la douleur de faire part de la disparition de

Nicole BERNARD,

née Haas,

leur fille, épouse, mère, sœur et parente bien-aimée,

survenue le 18 mai 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 23 mai.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

49, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris.

Stegmattenweg 30, 4103 Biel-Benken (Suisse).

— Odette, Siroène FÉVET,

a quitté les siens dans la nuit du 25 au 26 mai 1991.

Elle ne souhaitait ni fleurs ni couronnes.

Sa fille,

Liliane Charat-Karantoni,

remercie ceux et celles qui l'ont estimée de bien vouloir adresser leurs dans à l'ARC, Association de recherche sur le cancer, BP 300, 94800 Villejuif Cedex.

« Mais toi l'heure de nous séparer, moi pour mourir, nous pour vivre. Qui de nous a le droit de partir, nul ne le sait excepté le dieu. »

Platon (Académie de Platon).

— M. et M^{me} François Fesneau, M. et M^{me} Christophe Bay, Marc et Vincent, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Valentine Blanc, M. et M^{me} Pierre Campo, M. et M^{me} Raymond Delzangles, ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Alice LAURIOL,

née Delzangles,

survenue à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

27, rue Robert-de-Flers, 75013 Paris.

— André Pierre Lombard, son fils,

Marie-Thérèse Lombard, sa sœur,

font part du décès de Dieu de

M. Marc LOMBARD,

président de la Société des amis de Vincennes,

président d'honneur de l'Union nationale des combattants, ancien conseiller municipal de Vincennes,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier dans l'Ordre des Arts et Lettres,

décédé le 23 mai 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vincennes, 82, rue Raymond-du-Temple, où l'on se réunira le jeudi 30 mai, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

André Pierre Lombard, résidence « Albatros », rue Reynier-Haut, 83140 Six-Fours, Marie-Thérèse Lombard, 1, avenue Foch, 94300 Vincennes.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

Les amis du

docteur MAZARAKIS, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de vermeil de la Ville de Paris,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le mardi 28 mai 1991, à son domicile.

La célébration religieuse aura lieu en l'église orthodoxe, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e, le jeudi 30 mai, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— G. Bertrand, président de l'université de Bourgogne, E. Coque, doyen de la faculté des sciences et des techniques, Et l'ensemble du personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René PERRET,

professeur de chimie, laboratoire de physique du solide, survenu à Dijon, le 23 mai 1991.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 25 mai.

— Pithiviers, Bourg-la-Reine, Berlin, Saint-Paul-par-Grandrieux,

M^{me} Lucette Saint Paul, Gérard, Rita, Manuel et Patrick Saint Paul, Annick, Claude, Sandrine et Yann Le Hénard, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Marie SAINT PAUL,

survenu le 24 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 27 mai, en l'église Saint-Salomon-Saint-Grégoire de Pithiviers.

La famille remercie.

— Marie-Pierre Mazzeu a le profond regret de faire part du décès de sa maman,

M^{me} Gisèle THOMAS,

le 23 mai 1991, à Paris.

Lévee du corps, 101, place Mazas, Paris-12^e, le 30 mai, à 9 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cérémonie religieuse, en l'église de Tocane-Saint-Apre (Dordogne), le 1^{er} juin, à 14 h 30.

« Elle est un état d'esprit, un effort de volonté, une qualité de l'imagination, une intensité éternelle, une victoire de courage, elle n'a pas déserté son lit, ni renoncé à son honneur. »

15, rue de l'Évangile, 75018 Paris.

Bonnes, 24350 Tocane-Saint-Apre.

— Les personnes Et les élèves du lycée Edmond-Rostand et du CFA du collège Georges-Clemenceau, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle THOMAS,

intendante,

survenue brutalement le 23 mai 1991, à Paris.

« On finit toujours par devenir ce qu'on s'habitue à paraître. »

« Le sourire des lèvres prépare le sourire de l'âme, et une âme souriante est une âme éternelle. »

15, rue de l'Évangile, 75018 Paris.

— Les amis Et les collègues de

Guilhem TOURNIER,

au ministère de la culture, s'associent à sa famille pour pleurer sa disparition, survenue le 21 mai 1991.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Paula Juliana Fortmats VAN DER HAGEN,

a quitté les siens dans sa quatre-vingt-douzième année, le 25 mai 1991.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 31 mai, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e, où l'on se réunira.

De la part de Jean-Paul Shapiro et Bénédicte Vallet, son épouse, ses enfants, Mark, Valérie et Réjane, ses petits-enfants, M^{me} Patricia Shapiro, Et toute la famille.

9, rue Fagon, 75013 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

Avis de messe

— Une messe à la mémoire du

docteur Michel SALHAB,

ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins au Liban,

décédé le 23 mai 1991, sera célébrée le vendredi 31 mai, à 19 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, Paris-5^e.

Anniversaires

— En souvenir.

Il y a deux cent treize ans, le 30 mai 1778, mourait

François Marie AROUET, dit VOLTAIRE.

« J'ai fait un peu de bien, c'est mon meilleur ouvrage. »

Voltaire.

— Il y a deux ans, nous avons perdu un ami,

René BLETTERIE.

« Quelque part un mot souffre de tout son sens en nous. Nos phrases sont des coquilles. »

René Char.

Communications diverses

— Expérience freudienne et recherche scientifique. — Journée d'études, samedi 2 juin, 9 heures-17 heures : « Inconscient et construction des objets scientifiques (mathématiques, physique) ».

Maison de la recherche, 54, rue de Varenne, Paris-7^e, inscriptions 180 F, à EPER. 46-33-43-53.

AGENDA

► Trois jours sur le racisme. — Le mensuel Passages, France-Inter, la Maison des sciences de l'Homme, la ville de Créteil, avec le soutien de plusieurs ministères et du FAS, organisent, les 5, 6 et 7 juin, à la Maison des arts et de la culture de Créteil, un colloque sur ce thème, qui réunira experts français et étrangers. Le 5 juin, introduction de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et allocution de M. Elie Wiesel sur « Les ravages du génocide » ; le 6 juin, table-ronde sur « La ville et le racisme » animée par Yvan Levaï et présidée par M. Michel Delbecq, ministre d'Etat, ministre de la ville ; le 7 juin, allocution de clôture par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

► Renseignements auprès de Passages. Tél. : (1) 45-86-30-02.

► Environnement et cadre de vie. — La préfecture de la région Île-de-France et le conseil régional organisent, le 6 juin, de 9 heures à 18 h 15, au CNIT Paris-Le Défense, un colloque sur le thème : « Environnement et cadre de vie en Île-de-France à l'horizon 2015 ». Cette manifestation est placée sous le patronage de M. Christian Sauter, préfet de la région, et de M. Pierre-Charles Krier, président du conseil régional.

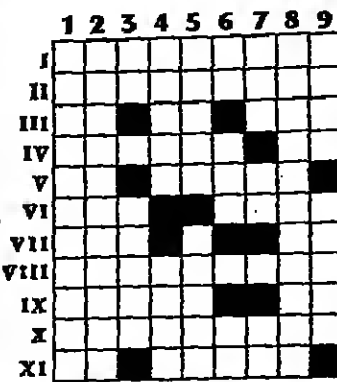
► Renseignements et réservation d'urgence, auprès de M&M Conseil, 5, rue de l'Échelle, 75001 Paris. Tél. : 40-20-97-97 ; télécopie : 40-20-00-34.

► Portes ouvertes à la Cité des sciences et de l'industrie. — Les 1^{er} et 2^e juin, les visiteurs de la Cité des sciences et de l'industrie auront librement accès aux expositions : Explora, l'imprimerie, explorations, Voyage au centre d'un turboréacteur (exposition organisée par la Socoma), au Planétarium, à l'Inventarium, à l'Aquarium et au cinéma Louis-Lumière.

► 30, avenue Corbassier-Carion, 75019 Paris. Tél. : 45-05-70-00.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5530



HORIZONTALEMENT

1. Des gens habitués à distribuer des poignées de mains. — 2. Rendue comme de la chicorée. — 3. Veste plaine. Pas démodée. Peut être noircie par le charbon. — 4. Sont parfois mis avec les cornichons. Préposition. — 5. Mesure. Grand quand c'est « démodable ». — 6. Pas en forme. Bouché quand on reste assis. — 7. Ne conserve pas. On peut ne plus le dire quand tout est cassé. — 8. Un handicap pour ceux qui voudraient mener une vie de pacha. — 9. Son herbe est bonne à brûler. Un vague sujet. — 10. Qui peut crever. — 11. Note. Pas atteints.

VERTICALEMENT

1. Imiter le sphinx. — 2. Un homme qui a pu prendre bonne mine. — 3. Saint des Pyrénées. On l'élonge pour remplir. — 4. Un missionnaire ou un poète. Ne sont pas chiches quand ils sont petits. — 5. Fait entendre un son de cloche. Ville d'Algérie. — 6. Une victime de la jalousie. Mot pour indiquer qu'on a fait un emprunt. — 7. Ses jours ne sont pas comptés. Un grand drame. Ne reste neuf qu'un seul jour. — 8. Il y en a plusieurs avant la première. — 9. Chaud refuge pour un serpent. Font un assortiment de couleurs.

Solution du problème n° 5529

Horizontalement

1. Gnasnost. — 2. Rénouveau. — 3. Apis. Iba. — 4. Ft. Eva. — 5. Foe. Enoi. — 6. Iba. Ovs. — 7. T6. Pures. — 8. Ess. Idée. — 9. Antée. — 10. X. Seme. Tr. — 11. Engueures.

Verticalement

1. Graffisme. — 2. Lépiotes. En. — 3. Amitté. Seng. — 4. SOS. Enpénne. — 5. Mu. Su. Tel. — 6. Olve. Nio. — 7. Sécamode. — 8. Tub. Orde. T6. — 9. Ravisseurs. — 10. Note. Pas atteints.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Un V6 sur la Passat de Volkswagen

Malgré une énorme concurrence dans ce segment de voitures, la Passat de Volkswagen, véhicule plutôt familial misant sur la solidité plus que sur la séduction, a pris petit à petit sa place dans le paysage routier français. Près de 20 000 exemplaires ont été vendus en 1990. Voilà qu'elle nous arrive surmotorisée grâce à un groupe de 6 cylindres en V de 2,8 litres (174 chevaux à la clef et à 5 800 tours) tout en haut d'une gamme qui était jusqu'ici, en 4 cylindres, de 75 à 160 chevaux.

La grande innovation est le 6 cylindres quelque peu original puisque les pistons sont montés, certes en V, mais sous un angle de 15 degrés, alors que la plupart des moteurs, comme celui de l'Audi 100 lancée parallèlement, le sont soit à 90 degrés, soit à 60 degrés. De fait, ce choix a été commandé par un impératif : placer sous un capot et sur une structure définies de longue date un moteur puissamment pouvant y trouver sa place. Ainsi pouvait-on, grâce à la compacité du groupe, bénéficier de l'avantage que peut donner un 6 cylindres dans la conduite d'une voiture sans remettre en cause l'ensemble du véhicule. En intégrant un V6 à culées unique susceptible d'être monté à travers et non dans l'axe du châssis, le problème était résolu.

Il ne semble pas que la solution trouvée réponde tout à fait à ce que l'on aurait pu espérer car, si l'on trouve à l'arrivée la souplesse du 6 cylindres, on bénéficie aussi d'une puissance démesurée avec un couple de 24 mkg,

qui s'accroît mal, au-delà d'un certain nombre de tours au moteur, des structures qui l'hébergient. Il s'ensuit certains effets désagréables qui vont du flouement au niveau du train avant à une difficile maîtrise de la tenue de cap si le revêtement routier est douteux. Ennuysux tout de même pour un véhicule qui se veut « familial ». On fermiera les yeux, par ailleurs, sur la présence d'un tunnel dans l'habitacle, qui se justifie par la future mise en place de transmissions aux quatre roues, mais qui est inutile dans une version à traction avant.

Domage ! Car l'effort sur la finition de ces nouvelles Passat, tant du point de vue de l'insonorisation que du choix des matériaux synthétiques qui font aujourd'hui l'essentiel des garnitures intérieures, est de qualité.

Dernière remarque, le coffre dans la Passat berlina tout autant que le plateau arrière du break ont toujours encombrés d'amortisseurs en chaudière, ce qui, on le sait, prend de la place en largeur.

Selon certaines informations, le moteur à 6 cylindres est présenté vers l'été. Sans vouloir préjuger de l'effet qu'il aura sur une structure prévue à l'origine pour un 4 cylindres qui ne cesse de prendre de la puissance et malgré des transformations profondes prévues dans la suspension et les trains de roulement, on est en droit de se poser des questions.

CLAUDE LAMOTTE

► Prix non fixés. Fourchettes envisagées : de 150 000 à 190 000 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 MAI

► Exposition Camille (Claude) :

10 h 30, Musée Rodin (P.-Y. Jalet).

► Du Louvre de Philippe-Auguste à la pyramide de Pst. Projets pour le Grand Louvre, 14 heures, métro Palais-Royal, terre-plein central (E. Roman).

► Des Bures-Charmont au bassin de la Vierge, 14 h 30, métro Botz (Paris piétonne et inachevée).

► Les Monnet et tableaux renoués du Musée Mémorial, 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (D. Bouchard).

► L'art de l'île de Pâques, 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Couder bled).

► Le faubourg Saint-Antoine, cours et passages, l'énigme de l'église Sainte-Marguerite, 14 h 30, métro Faubourg-Saint-Antoine (Paris livre d'histoire).

► Les jardins du quatorzième : l'hôtel de Masses et son quartier, 14 h 30, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques (S. Rofon-Kam).

► Tombes célèbres du cimetière de Montmartre, 14 h 30, entrée du cimetière, avenue Rachel (D. Fleurot).

► Le 14^e en l'hôtel de la République ou la vie raffinée des Femmes du Marais, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Huel).

► Promenade ds la place des Voages à la maison de Jacques Cour, 14 h 30, métro Saint-Paul (M. Lumbach-Viel).

► Les plus belles demeures du Marais, de la place des Voages à l'hôtel Salé, 14 h 30, sortie métro Châtelet-Vers (Arts et culture).

► Mystères des temples, rois maudits, 14 h 30, métro Temple (Art et Histoire).

► La séminaire d'Issy-les-Moulineux, 14 h 30, métro Mairie d'Issy (M.-G. Lohand).

► La Monnaie, Hôtel et ateliers des médailles, 14 h 30, 11, quai Conti (Tourisme culturel).

► A Versailles : les bosquets du parc, leur passé et leur futur, 15 heures, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Monuments historiques).

► Le quartier jaf du Marais. Evocation de la culture juive dans la synagogue de la rue des Tournelles construite par Eiffel, 15 heures.

métro Saint-Paul (Paris et son histoire).

► Le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine. Passages, entrées, rénovations, 16 heures, métro Bastille, devant le restaurant Grandes Marches (Connaissance d'Id et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

École d'architecture de Paris-Belleville, 78, rue Roberval, 13 heures :

Dans le cadre de l'exposition « Art architecte entre Vienne et Prague, A. Loos et J. Kotera » :

A Lille

Le premier sommet franco-allemand de M^{me} Edith Cresson

Le thème le plus marquant du 57^e sommet franco-allemand, qui se réunit les 29 et 30 mai à Lille, devrait être le match Olympique de Marseille-Etoile rouge de Belgrade, l'Élysée ayant fait savoir que le dîner officiel de mercredi serait avancé pour permettre à MM. Kohl et Mitterrand de suivre la rencontre.

Autre aspect marquant de ce sommet : il sera pour M^{me} Edith Cresson en tant que chef du gouvernement français, la première occasion de contacts avec les dirigeants d'une Allemagne à laquelle elle fait fréquemment référence. L'une des idées de Mme Cresson, celle d'encourager les investissements français dans l'ex-RDA, devrait en tout cas recueillir l'approbation enthousiaste des dirigeants de Bonn.

Il est possible en outre que soit annoncé un prochain voyage de M. Mitterrand dans cette partie est de l'Allemagne. Le président Richard von Weizsäcker l'avait sollicité lors de sa dernière rencon-

tre à Paris avec le président de la République. Ce serait en outre une façon de rétablir quelque peu la balance au profit du chancelier dont la cote n'est pas très haute dans les nouveaux Länder, où M. Roland Dumas va en revanche régulièrement prendre des bains de foule avec son homologue Hans-Dietrich Genscher.

A un mois du Conseil européen de Luxembourg, MM. Kohl et Mitterrand devraient d'autre part faire le point sur les travaux des deux conférences intergouvernementales sur l'union monétaire et sur l'union politique. Ils devraient aussi évoquer la situation économique et sociale de la RDA, ainsi que la demande de M. Gorbachev d'assister au prochain sommet des sept pays les plus industrialisés, en juillet à Londres. MM. Kohl et Mitterrand sont favorables à une participation « sous une forme ou sous une autre » et se concerteront vraisemblablement sur les modalités d'une participation partielle du président soviétique à proposer à leurs partenaires.

Le Conseil franco-allemand de sécurité et de défense se réunira jeudi matin. Il devrait annoncer la création prochaine à Rennes d'une école franco-allemande de pilotes d'hélicoptères militaires et évoquer d'autre part le rôle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) dont la présidence passera le mois prochain de la France à l'Allemagne.

De nombreux autres dossiers seront examinés ou finalisés par les ministres qui sont au nombre de treize du côté français (1) et de huit du côté allemand.

C. T.

(1) Seront présents à Lille MM. Roland Dumas (affaires étrangères), Lionel Jospin (éducation), Pierre Bérégovoy (économie, finances, budget), Pierre Joxe (défense), Jack Lang (culture, communication), Louis Mermaz (agriculture), Paul Quilès (équipement, logement, transports, espace), Hubert Curien (recherche), M^{me} Frédérique Bredin (justice et sports), M^{me} Éric Lohéac (environnement), Dominique Strauss-Kahn (industrie et commerce extérieur), Jean-Marie Rausch (postes et télécommunications), M^{me} Elisabeth Guigou (affaires européennes).

Violentes manifestations à Tirana

De violentes manifestations auraient éclaté mercredi matin 29 mai à Tirana, où, semble-t-il, plusieurs milliers de personnes réunies sur la place Skanderbeg, au centre-ville, ont demandé la démission du gouvernement à l'appel des syndicats indépendants qui paralysent le pays depuis le 16 mai par une grève générale, et indiqué à l'AFP un journaliste albanais joint par téléphone depuis Belgrade. Les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants auraient déjà fait plusieurs blessés.

Le pape nomme 22 nouveaux cardinaux dont l'archevêque de Marseille

Le pape a annoncé, mercredi 29 mai, la création de 22 nouveaux cardinaux pour le cinquième consistoire de son pontificat qui aura lieu le 28 juin. A la suite de ces nominations, le Sacré Collège sera composé de 162 cardinaux, dont 120 électeurs du pape âgés de moins de quatre-vingt ans. Parmi les nouveaux promus figure Mgr Robert Coffy, archevêque de Marseille.

Les noms des nouveaux cardinaux, venant de la Curie romaine, sont les suivants : Mgr Angelo Sodano, secrétaire d'État ; Mgr Edward Cassidy, président du conseil de l'Unité des chrétiens ; Mgr Pio Laghi, préfet de la congrégation de l'éducation catholique ; Mgr Giovanni Angelini, président du conseil de la pastorale de la santé ; Mgr José Sánchez, secrétaire de la congrégation pour l'évangélisation des peuples ; Mgr Virgilio Noé, coadjuteur de l'archiprêtre de la basilique vaticane ; Mgr Guido del Mestri, nonce apostolique.

Sont également créés cardinaux : Mgr Alexandru Todea, archevêque d'Alba Iulia (Roumanie) ; Mgr Etsou-Nzabi-Bamungwabi, archevêque de Kinsasa ; Mgr Nicolas Lopez Rodriguez,

archevêque de Saint-Omingue ; Mgr Antonio Quarracino, archevêque de Buenos-Aires ; Mgr Roger Mahony, archevêque de Los Angeles ; Mgr Juan José Posadas Ocampo, archevêque de Guadalajara ; Mgr Anthony Joseph Bevilacqua, archevêque de Philadelphie ; Mgr Giovanni Saldarini, archevêque de Turin ; Mgr Cahal Brendan Daly, archevêque d'Armagh (Irlande) ; Mgr Camillo Ruini, vicaire général de Rome ; Mgr Jean Chrysostome Kerec, évêque de Mittra (Tchécoslovaquie) ; Mgr Henri Schwery, évêque de Sion ; Mgr Georg Stierziński, évêque de Berlin.

Le Père Paolo Dezza, jésuite, est également nommé cardinal, ainsi que Mgr Ignatius Gong Pingmei, évêque de Shanghai, cardinal in petto depuis 1979, dont le nom a seulement été révélé le 29 mai.

[Né le 24 octobre 1920 au Biot (Haute-Savoie), Mgr Robert Coffy a été ordonné prêtre en 1944 à Annecy. Licencié en théologie, il a été professeur de théologie au séminaire d'Annecy avant de devenir vicaire général du diocèse. Evêque de Gap en 1967, il est nommé archevêque d'Alba en 1974, puis de Marseille le 17 avril 1985, successeur du cardinal Richelieu. Mgr Coffy passe pour l'un des meilleurs théologiens de l'épiscopat français, auteur notamment de documents qui ont fait date : « Église-sacrament » (1971) et « Une Église qui célèbre et qui prie » (1973).

M. Thierry Le Roy directeur de la musique et de la danse

Un juriste de quarante-quatre ans, maître des requêtes au Conseil d'État, M. Thierry Le Roy, a été nommé en conseil des ministres, ce mercredi 29 mai, directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture.

Longtemps confiné à des compositions, puis à un critique musical (M. Maurice Fleuret), à un haut fonctionnaire écrivain et mélomane enfin (M. Schneider), le poste qu'il occupe est à la fois « homme de dossiers » qui a passé l'essentiel de sa carrière dans les ministères. Après un court passage au secrétariat d'État aux immigrés, M. Le Roy travaille au effet ministériel, ce mercredi 29 mai, tant que conseiller technique, puis dirige, entre 1982 et 1984, le service des entreprises nationales à la direction générale des industries.

M. Le Roy avait néanmoins prouvé son intérêt pour les questions culturelles lors des deux années passées à la tête du cabinet de M. Jack Lang (1984-1986), puis à la direction du patrimoine (1986) et à la présidence du conseil d'administration de l'École nationale supérieure des beaux-arts (depuis 1989). En 1988, il avait été nommé chef du service juridique et technique de l'information au secrétariat général du gouvernement.

A. R.

ÉTATS-UNIS : la maladie du président

L'eau de la Maison Blanche va être analysée

On n'est jamais trop prudent quand il s'agit de la santé du président des États-Unis : surprise de constater que M. et M^{me} Bush sont tous deux atteints d'une forme d'hypertension appelée maladie de Graves Basedow, et que leur chienne Millie est pour sa part atteinte d'une autre maladie auto-immune, un lupus érythémateux disséminé, les médecins de la Maison Blanche ont décidé, mardi 28 mai, de passer au peigne fin tous les facteurs — environnement, alimentation, etc. — susceptibles d'être à l'origine de ces pathologies. La coïncidence leur paraît tellement énorme — l'un d'eux a même calculé qu'il y a une chance sur trois millions pour qu'un mari et une femme aient tous les deux une maladie de Graves Basedow — qu'ils vont dans les prochains jours à assurer en particulier que l'eau de la Maison Blanche, de la résidence de Camp David et de la propriété des Bush dans le Maine n'est pas surchargée en iode ou en lithium.

Pour ce qui est de M^{me} Bush, les choses sont assez claires : dans la mesure où l'existence chez elle de signes oculaires typiques confirme à l'évidence

qu'elle est bien atteinte d'une maladie de Basedow, la plus fréquente et la plus caractéristique des hyperthyroïdies. Pour ce qui est de son mari, il en va peut-être autrement dans la mesure où il ne semble pas avoir de signes oculaires typiques de Basedow. Et même s'il est vrai que, dans de rares cas, cette maladie peut apparaître sans exophtalmie, il se pourrait également que M. Bush soit en réalité atteint d'un petit goitre multi-nodulaire ou uni-nodulaire (adénome toxique). Dans un tel cas, une surcharge en iode, par exemple dans l'eau, peut « enflammer » le nodule et provoquer l'apparition d'une hyperthyroïdie. Quant au lithium, sa présence en trop grande quantité est en général responsable de l'apparition d'une hypothyroïdie. Mais, dans de très rares cas, c'est activement l'inverse qui peut se produire.

Quant au lupus dont souffre la chienne des Bush, les spécialistes français que nous avons interrogés avouent ne pas comprendre pourquoi elle fait l'objet de tant d'attention.

FRANCK NOUCHI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

C'est foot !

FOU, ce pays, fou de foot ! Et pas qu'à Marseille. Vous avez vu un peu la « une » de vos journaux ce matin ? C'est la lutte finale pour l'Huma qui a habillé en blanc et bleu aux couleurs de l'OM. Le Parisien aussi. Il a fait mieux, il a changé son P en B, le Barisien, ou il Libé, cosmique, évoque « le choc des étoiles » et France-Soir titre sur sept colonnes : « 20 h : la France s'arrête ». Exact ! Déjà qu'elle se trains, qu'elle claudique depuis des semaines de grèves et ponts, arc-boutée, côté patrona, entre Cannes et Roland-Gerros, là, stop, terminé. Une fois appuyé sur le bouton de la télé, elle lèvera per le petit doigt.

Plus un chat dans les rues, les restaurants, les théâtres et les cinémas. A la RATP, dans les gares et les commissariats, on a décidé de fermer les yeux sur les transistors planqués sous les guichets. Les cafés ont installé des écrans sur leur comptoir. A Lille, le Mimi et sa Cresson invitent Kohl à faire l'union en se tapant le Coupe d'Europe. De son propre aveu, le PDG de la Deux zappe sur

la Une. Et les députés retardent la séance. Aucune importance, elles risquent pas de flamber ce soir, les villes.

Encore que... Les annonceurs comptent sur vingt millions de veaux, de coqs plutôt, bons pour la moutarde. Calculez : il n'y aura jamais qu'un Français sur deux à tomber en catalepsie en se bécotant sur un tube cathodique. Et les autres ? Qui c'est d'abord, sorti des enfanta et des vieillards en bas ou en bout d'âge ? Et où ça va ? Dans le train d'il s'agit du petit peuple des groupies qui a déjà pris d'assaut les gradins au cri de OM, on t'aime !

Après quoi, vous avez les nenas à qui le ballon foute les boules. Meis, bon, il y en a de moins en moins. C'est plus d'époque, ça fait toquard, et à défaut d'aila, elles crachent pas sur la cuisse : de la belle, en plus, de la volée, de la musclée. Les mecs pour mecs, parait. L'élite intellectuelle haut de gamme ? Ça fait pas des masses. Alors, où il est passé, le reste ? Cherchez pas, à Bari, invité par Tapie, le président, là, aujourd'hui, c'est lui.

« Disparition » d'un dessin de Seurat au Grand Palais

Un dessin de Georges Seurat, *Cocher de fiacre* (1887), a disparu du Grand Palais, à Paris, où il était exposé à l'occasion de la rétrospective consacrée au peintre, a annoncé mercredi la Direction des musées de France (DMF). Celle-ci préfère pour l'instant parler de « disparition », mais l'hypothèse d'un vol est la plus largement retenue. Une enquête a été ouverte par la Brigade de répression de banditisme (BRB).

Les dessins de Seurat comptent parmi les œuvres graphiques les plus chères sur le marché. La disparition de cette œuvre a été constatée mercredi matin avant l'ouverture des salles. L'exposition devait être fermée mercredi jusqu'à 15 heures, a indiqué la DMF en fin de matinée. La valeur de ce dessin, qui appartient à la galerie Huguette Bérès, et qui était donc assuré, reste confidentielle, indique la DMF.

C'est la première fois qu'une œuvre disparaît lors d'une grande exposition organisée par la Réunion des musées nationaux au Grand Palais. Plus de la moitié du budget de la rétrospective Seurat (15,5 millions de francs) a été pourtant consacrée à sa protection.

Un mort et quatre disparus dans l'explosion d'un pétrolier libérien

Un marin égyptien a trouvé la mort et quatre Philippines sont portés disparus après l'explosion, le 28 mai, au large des côtes de l'Angola, de l'ABT-Summer, un pétrolier battant pavillon libérien. Les opérations de secours ont été entreprises avec l'assistance des autorités d'Afrique du Sud. Plusieurs navires participent aux secours, mais aucun n'est doté de moyens de remontage.

L'ABT-Summer, qui transportait 260 000 tonnes de brut iranien, chargé il y a une quinzaine de jours à Kharg, à destination d'un port européen, était toujours en feu et menaçait de couler ce mercredi 29 mai, tandis que du pétrole se déversait en mer. Construit en 1974 en Corée du Sud, le navire est géré par une société soudanaise, l'Arabian Bulk Trade Co Ltd, dont le siège est à Doha. Il est affrété par la compagnie Iranian Oil Tankers et sa cargaison n'était pas encore vendue au moment de l'explosion. L'équipage est très cosmopolite et présente, selon des observateurs compétents, tous les signes d'un « navire sous norme », sur lequel les conditions de sécurité ne sont pas réunies.

Forte explosion d'origine criminelle à la préfecture de Bastia

Une fourgonnette piégée est à l'origine de l'explosion qui s'est produite, mercredi 29 mai peu après 13 heures, à Bastia, dans le garage souterrain de la préfecture de Haute-Corse, sans faire de victime. Des tracts avaient été préalablement déposés dans le bâtiment administratif pour demander son évacuation. « Evacuez les lieux. Tout est miné. Tout va sauter avec 200 kilos d'explosifs », indiquaient-ils.

Un correspondant anonyme avait été approché, peu après, au commissariat de police de Bastia pour prévenir de l'imminence de l'explosion. Après la découverte d'une voiture des Telecom, volée deux jours plus tôt, dans le garage de la préfecture, les bâtiments ont été évacués. La déflagration, suivie d'un début d'incendie, a causé d'importants dégâts matériels. Cet attentat n'avait pas été revendiqué mercredi en début d'après-midi.

Le Front national invite M. Yamgnane à sa fête annuelle

M. Kafi Yamgnane, secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'intégration, a été invité par le Front national à se rendre à la fête des « bleu-blanc-rouge » organisée par ce parti samedi 12 octobre. L'auteur de cette invitation, M. Michel Colinet, membre du bureau du FN, explique dans *National-Hebdo* daté du 30 mai que M. Yamgnane pourra ainsi « rencontrer les militants du Front national d'outre-mer qui sont souvent aussi colorés que lui et ne manquent pas de problèmes d'intégration, dans une société française lassée de la subversion étrangère ». Peu après sa nomination, M. Yamgnane s'était déclaré prêt à discuter avec M. Jean-Marie Le Pen (*Le Monde* du 21 mai).

FOOTBALL : Toulouse vainqueur de son premier match de barrage contre Lens. — En match aller du barrage pour une place de première division, Toulouse (D1) a battu Lens (D2) par quatre buts à zéro sur son terrain. Le match retour aura lieu à Lens, le vendredi 31 mai.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. Le technicien exclusif du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Dévis gratuits. Mega-sin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.



air sud

Le spécialiste des îles Grecques

A LA CARTE

Plus de 30 îles au choix, en circuit, sur mesure, en séjour : exemple : PAROS logement chez l'habitant 1 semaine 890 F

CHARTERS

Paris / Athènes à partir de 1650 F/AR

Paris / Héraklion à partir de 1790 F/AR

AIR SUD 105, rue Monge 75005 PARIS - (1) 43 37 85 90

Brochure gratuite sur simple demande sur minitel : 3615 code ASD



GRECE

l'Elle des Dieux

OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
- Chômage : « Un capitalisme à l'arrêt », par Pierre Guillemin ; Les revues, par Frédéric Gausson ; « Spéculation d'après-guerre » 2
- Le nouveau président de la Géorgie**..... 4
- La situation au Cambodge**
- Phnom-Penh effluve une confiance nouvelle mais prudente 6
- Les relations soviéto-américaines**..... 6
- Cumul des mandats et mode de scrutin**
- Les parlementaires de l'opposition veulent faire évoluer les institutions..... 8
- Les travaux du Parlement**
- L'opposition critique le projet de loi d'orientation sur la ville. Le Sénat adopte la réforme des calendriers d'épargne..... 8-9
- Manifestation de lycéens à Nantes-la-Jolie**
- Un millier de jeunes gens ont défilé, dans un climat tendu, après le mort d'Alissa Ilich..... 10
- La police dans les banlieues**
- Le secrétaire général de la FASP préconise de systématiser l'usage dans les banlieues difficiles..... 10
- Diagonales**
- « Familias, je ne vous hais point » par Bertrand Poirot-Delpech..... 10

ÉDUCATION

- Un sondage sur les lycéens de 1991 • La concertation en rodage..... 13 à 16

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

- La « cinéma australien » à Beau-bourg • Rencontre avec le directeur du Centre dramatique de Reims..... 17 à 28

SECTION C

- Différend dans l'automobile**
- Peugeot pourrait remettre en cause ses accords de recherche avec Renault..... 29
- Un nouveau président pour la Bundesbank**..... 29

Services

- Abonnements..... 2
- Annuaire classés..... 33 à 35
- Automobile..... 38
- Carnet..... 38
- Marchés financiers..... 36-37
- Météorologie..... 39
- Mots croisés..... 38
- Radio-Télévision..... 39

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 mai 1991 a été tiré à 502 422 exemplaires.

سكس المثلث